Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1992)

FINIE... La guerre froide ?

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Du même auteur

Le Canada français après deux siècles de patience, (Collection « L'histoire immédiate »), Paris, Éditions du Seuil, 1967.

Incertitudes d'un certain pays, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979.

Pratique de l'État au Québec, Montréal, Québec/Amérique, 1984.

Notre miroir à deux faces : Trudeau-Lévesque, Montréal, Québec/Amérique, 1985. [En préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient..., Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1990.

LIRE Étienne PARENT (1802-1874) : notre premier intellectuel, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1994.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Gérard Bergeron

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Sillery, Québec : Les Éditions du Septentrion, 1992, 214 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 4 juillet 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1992)

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Sillery, Québec : Les Éditions du Septentrion, 1992, 214 pp.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Bergeron, Gérard, 1922

Finie... la Guerre froide ?

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 2-921114-65-8

1. Politique mondiale - 1985-1995.
2. Politique mondiale - 1945
3. U.R.S.S. - Politique et gouvernement - 1985-
4. U.R.S.S. - Relations extérieures - États-Unis.
5. États-Unis - Relations extérieures - U.R.S.S. 1. Titre.

Table des matières

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Liste des sigles](#)

[Avant-propos](#)

[Préface](#) (par Daniel Colard)

[PREMIÈRE PARTIE](#)

TEMPÉRATURES DE 45 ANS DE GUERRE FROIDE

[Chapitre 1.](#) La guerre froide classique (1945-1962)

[Qu'est-ce que la guerre froide ?](#)

[Les théâtres de la guerre froide](#)

[Tensions et détentes entre les deux Grands](#)

[Tensions et détentes en fluctuations cycliques](#)

[Tensions et détentes en dynamique de duopole](#)

[Chapitre II.](#) Puis, successivement, le Dégel, la Détente, une Paix froide et une nouvelle Guerre froide (1963-1985)

[Le Dégel, ou l'après-Guerre froide](#) (1963-1970)

[La Détente en opération](#) (1970-1975)

[L'éphémère Paix froide](#) (1975-1979)

[Une nouvelle Guerre froide](#) (1979-1985)

[La longue marche vers le Sommet de Genève](#) (novembre 1985)

[Chapitre III :](#) Le dépassement de la seconde Guerre froide et du bon usage des rencontres au sommet (1985-...)

[Une situation de non-Guerre froide ?](#)

[L'enfilade des sommets pendant la non-Guerre froide](#)

[Du bon usage des sommets en période de non-Guerre froide](#)

[Sur une conclusion \(très provisoire\) qui ne termine](#)

DEUXIÈME PARTIE :
EXPLICATIONS, PROLONGEMENTS ET CONSÉQUENCES

Chapitre IV : Le gorbatchevisme : exposition, implosion, explosion

Succession en douce et « nouvelle pensée » en politique étrangère
Exposition d'une perestroïka révolutionnaire
Résistances et oppositions avec effets d'implosion
Et, pour finir, l'explosion de républiques ethnoculturelles

Chapitre V : L'effet Gorbatchev à la périphérie européenne de l'Empire

L'Europe : quelles Europes ?
Les Allemagnes : quelle Allemagne ?
Quels instruments européens ?
Quand Cendrillon invite à son bal...

Chapitre VI : Du vaste monde au berceau de la civilisation en Mésopotamie

D'autres phénomènes globaux que les faits de « guerre froide »
Coups d'oeil sur les théâtres seconds et tiers de « guerre froide »
D'une guerre du Golfe de type régional (1980-1988) à une autre de type mondial (1990-1991)
D'une non-Guerre froide vers des guerres saintes ?

Conclusions I (mars 1991)

Conclusions II (six et dix mois plus tard)

Post-scriptum

Annexe A. Au carrefour des « fins » : de l'Idéologie, de la Guerre froide, du Siècle, de l'Histoire

Annexe B. Du « dépérissement » à la « perestroïka »

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme il avait commencé en 1914, le XXe siècle s'est sans doute terminé en 1989 au moment où le mur qui séparait l'Est et l'Ouest s'est effondré. La configuration du monde née des deux guerres s'est dès lors complètement modifiée et l'état de conflit latent qui caractérisait les rapports entre les deux Grands a disparu. Du moins tel semble être la situation actuelle.

Dans ce troisième volet sur l'histoire de la Guerre froide, Gérard Bergeron analyse donc la fin d'une époque, et les soubresauts qui accompagnent la naissance d'une nouvelle ère. Il suit ainsi les événements jusqu'à la limite technique possible que permettait la publication de ce livre, qui s'achève en pleine dramatique actualité de cette fin d'année 1991.

En situation de guerre froide, on savait qui, à Moscou, détenait le contrôle réel et effectif des armements nucléaires. Qui le détient aujourd'hui ? Quand et comment le saura-t-on ?

Un ouvrage essentiel pour bien comprendre les forces fondamentales qui orienteront le XXIe siècle.

Professeur émérite de l'Université du Québec (École nationale d'administration publique), Gérard Bergeron est l'auteur d'une oeuvre volumineuse dans les domaines de la théorie de l'État, des relations internationales et de la politique canadienne et québécoise. Ce livre est le dernier d'un cycle de trois sur l'histoire de la Guerre froide, après La Guerre froide inachevée (1971) et La Guerre froide recommencée (1986).

[211]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

LISTE DES SIGLES

[Retour à la table des matières](#)

ACB	Armes chimiques et bactériologiques ou biologiques.
ABM	Anti-Ballistic Missiles : armements antimissiles.
ASAT	Armes antisatellites.
CAEM ou COMECON	Conseil d'assistance économique mutuelle (pays de l'Est).
CDE	Conférence sur le désarmement en Europe.
CED	Communauté européenne de défense.
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
ICBM	Intercontinental Ballistic Missiles : missiles balistiques intercontinentaux.
INF	Intermediate Nuclear Forces : forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI).
IRBM	Intermediate Range Ballistic Missiles : missiles balistiques de portée intermédiaire.
MAD	Mutual Assured Destruction : destruction mutuelle assurée.
MAP	Mutual Assured Protection : protection mutuelle assurée.
MBFR	Mutual and Balanced Force Reduction : réduction mutuelle et équilibrée des forces.
MIRV	Multiple Independently Reentry Vehicle : ogives à têtes multiples guidées séparément.
MLF	Multilateral Nuclear Force : force nucléaire multilatérale.
OLP	Organisation de libération de la Palestine.

ONU	Organisation des Nations unies.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
SALT	Strategic Arms Limitation Talks : pourparlers sur la limitation des armes stratégiques.
SDI	Strategic Defense Initiative : Initiative de défense stratégique (IDS).
START	Strategic Arms Reduction Talks : pourparlers sur la réduction des armements stratégiques.

[7]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage s'inscrit dans le prolongement de deux autres, portant sur le même thème et publiés à quinze années d'intervalle : [La guerre froide inachevée](#) (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1971, 315 pages) et [La guerre froide recommencée](#) (Montréal, Éditions Boréal, 1986, 339 pages). Ce plus court travail porte sur les événements postérieurs à 1985 et s'étendant jusqu'au mois de décembre 1991. Il s'imposait d'autant plus qu'il est communément admis qu'en ces dernières années, la guerre froide est bien terminée ou dépassée, selon une expression de mon confrère, l'internationaliste Daniel Colard de l'Université de Franche-Comté (Besançon), qui a bien voulu faire l'hommage d'une préface.

FINIE... la Guerre froide ? incorpore, dans ses deux premiers chapitres, les éléments d'interprétation théorique des volumes précédents, ainsi que le rappel synthétique de l'évolution générale de 1945 à 1985. La lecture du présent ouvrage ne requiert donc pas la connaissance des deux autres, quoiqu'il pourrait être, néanmoins, utile de s'y référer pour une vue plus complète de la guerre froide classique et de ses multiples phases subséquentes jusqu'à la présente et dernière, qui a amené sa « mort » préluant à quelque chose d'autre dont nous ne saisissons pas très bien la nature ni les traits essentiels.

La seconde partie du présent ouvrage s'applique à retracer les explications du pourquoi on peut considérer comme finie la guerre froide et s'achève par l'examen de la guerre du Golfe, la première en date de la nouvelle période. Une première conclu-

sion, rédigée en avril 1991, ne pouvait suivre les événements au-delà du référendum sur l'Union à la mi-mars 1991. L'auteur a cru bon d'en ajouter une seconde pour rendre compte, même sommairement, de l'événement, majeur entre tous, du coup d'État dit des « 61 heures » entre les 18 et 21 août 1991. Enfin, à la [8] phase de la correction des épreuves, l'auteur, dans un *Post-scriptum* de dernière heure, a pu, pour ainsi dire, rattraper l'événement décisif de la constitution de la Communauté des États souverains (républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie) qui allait accélérer le mouvement de désintégration de l'URSS à partir de décembre 1991.

Pour sa part, le préfacier place en perspective la question du dernier Sommet (à Moscou, à la fin juillet 1991) marquant la signature du traité START et, ainsi, se trouve à actualiser par anticipation ce qu'avait d'inachevé le chapitre III de la première partie. Pour l'à-propos général de ce texte introductif et pour ses judicieuses observations sur le dernier état des relations diplomatico-stratégiques inter-Grands, que Daniel Colard se sente doublement remercié.

[9]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

PRÉFACE

DANIEL COLARD,
Maître de Conférences à la Faculté
de droit de l'Université de Besançon

(Besançon, le 10 septembre 1991)

[Retour à la table des matières](#)

Préfacer un ouvrage peut être soit une banalité - l'auteur ne pouvant refuser sa caution -, soit une simple formalité - l'exercice relevant d'un certain rituel, entre universitaires notamment soit enfin un honneur et un plaisir, ce qui est plus rare. En ce qui concerne le dernier livre de Gérard Bergeron, universitaire canadien et québécois éminent, connu non seulement sur le continent nord-américain mais aussi dans les pays francophones européens, et d'abord en France, ces quelques pages introductives à une étude consacrée au sujet d'une actualité brûlante, la tâche du préfacier relève à l'évidence d'une mission du troisième type.

C'est en effet un « honneur » vu notre jeune âge et la qualité des travaux de ce brillant politologue, spécialiste de l'État sur le plan interne - sa structure, son fonctionnement, sa constitution - et spécialiste des États sur le plan international. La liste de ses travaux - livres, articles, essais, communications - est tout à fait impressionnante, d'où la réputation et l'autorité de notre collègue et ami. C'est ensuite un « plaisir » véritable pour deux raisons principales : d'une part, c'est à un universitaire français qu'il a proposé de jeter un pont intellectuel transatlantique entre le Canada et l'Europe, le Québec et la France, dans l'esprit même du fondateur de la Ve République qui a eu

l'immense mérite de relancer la coopération entre les deux pays ; d'autre part, l'étude de la Guerre froide et plus largement des Relations internationales occupe depuis longtemps déjà nos recherches respectives. Sans être toujours d'accord sur le fond des choses -ce serait trop demander à des théoriciens et à des universitaires - nous avons pu constater qu'un large consensus, comme on dit dans les milieux spécialisés, existait entre nos deux approches conceptuelles de la Société internationale de la seconde moitié du XXe siècle, siècle de fer qui touche à son terme, à moins que nous ne soyons déjà entrés dans le troisième millénaire et le XXIe siècle, avec dix ans [10] d'avance sur le calendrier. Le consensus l'emporte sur les dissensus dans la mise en perspective du phénomène de la bipolarité ou de l'antagonisme Est-Ouest, plus connu sous l'appellation journalistique et médiatique de « Guerre froide » ou de « Système des blocs », voire de la « double hégémonie » chère au général de Gaulle dont toute la diplomatie a consisté à combattre l'« esprit de Yalta » pour effacer la division artificielle du Vieux Continent en deux camps hostiles, séparés par le fameux « Rideau de fer » courant de la Baltique à l'Adriatique.

La brutale « accélération de l'Histoire » que nous vivons et connaissons depuis la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, jusqu'au coup d'État manqué des 19-21 août 1991 en Union soviétique, posait au préfacier et à Gérard Bergeron des problèmes quasi-insolubles. L'Histoire certes ne se répète pas, mais il lui arrive de bégayer... Les soviétologues - dont la science est loin d'être exacte ! - et les experts des ex-États socialistes ou n'avaient rien prévu du tout quant à l'effondrement, l'éclatement ou l'ébranlement du monde communiste, ou bien avaient élaboré des scénarios et des prévisions qui se sont avérés totalement faux. Dans ces conditions, « que faire ? » pour reprendre le titre fameux d'un petit livre de Lénine, le père historique de la Révolution d'Octobre 1917. Août 1991 efface-t-il Octobre 1917 ? Le marxisme-léninisme, le stalino-brejnevisme, et avec eux, la « Guerre froide » entre l'Est et l'Ouest sont-ils définitivement morts ?

Prudents, l'auteur et l'éditeur n'ont pas voulu prendre de trop grands risques : on les comprend dans une conjoncture où les mutations internationales remettent tout en cause. Le monde des années 1945-1990 a beaucoup changé, celui des années 1990-1991 change en direct sous nos yeux, celui du XXIe siècle se prépare et se façonne sans que l'on ne puisse savoir si la Société internationale sera plus sûre, plus stable, plus pacifique à l'issue de ces formidables bouleversements. Nous reviendrons sur le point d'interrogation de l'étude en conclusion. D'autres chercheurs ont fait preuve de

moins de circonspection en publiant il y a un an - à l'automne 90 - un ouvrage collectif dirigé par Charles-Philippe David intitulé : « La fin de la Guerre Froide : ses conséquences pour les relations internationales » (Québec, CQRI ; France, FEDN). La thèse soutenue ici est sans ambiguïté : le conflit entre les États capitalistes et socialistes a pris fin avec la chute des dictatures communistes en Europe centrale et orientale ; il importe au plus vite d'évaluer la portée de cette nouvelle donne internationale.

Le réalisme de Gérard Bergeron a failli lui donner raison en août 91 car si le putsch raté avait réussi à déstabiliser Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, qui peut affirmer que le retour à la confrontation soviéto-américaine, [11] à la glaciation des années Brejnev, bref, à la Guerre froide était à coup sûr exclu ? Le processus de démocratisation et de libéralisation a fait échouer - avec le peuple descendu dans les rues de Moscou et de Leningrad - les putschistes et les conservateurs, les privilégiés de la Nomenklatura et les serviteurs du complexe militaro-industriel, mais l'implosion du système et l'éclatement de l'Empire intérieur ont créé une situation particulièrement instable pouvant déboucher soit sur le chaos et l'anarchie, soit sur un nouveau coup de force politico-militaire.

Voilà pour le contexte immédiat dans lequel se situe le titre de l'ouvrage qui doit être lui-même replacé dans un contexte historique beaucoup plus large.

Une trilogie pour décrypter la « Guerre froide »

La grille de lecture et d'analyse de l'auteur repose non pas sur un seul livre mais sur trois recherches qui forment un tout, même s'il n'est pas indispensable de connaître les deux premiers ouvrages pour lire le troisième. La parution de ceux-ci s'échelonnent sur vingt ans : le premier voit le jour aux Presses de l'Université de Montréal en 1971 sous le titre « La Guerre froide inachevée » qui couvre la période allant de Yalta (1945) à l'annonce du voyage en Chine du président Nixon (1971) ; le deuxième est publié en 1986 aux éditions montréalaises du Boréal Express sous le titre « La Guerre froide recommencée » qui prend en compte la Détente des années 70 et l'avènement d'une nouvelle Guerre froide (1979-1985) ; enfin, le dernier, plus synthétique,

plus théorique, plus explicatif dresse à la fois un bilan global de la période, soit 45 ans de Guerre froide, en consacrant un long développement au gorbatchevisme, et ouvre des perspectives sur des problèmes nouveaux (guerre du Golfe, montée des guerres saintes).

Ainsi, avec le recul et sur la période qui s'étale de la conférence de Yalta à l'avènement de la Perestroïka (1985) et à la Révolution russe d'août 1991, la Guerre froide a connu trois grandes phases : 1945-1971, puis 1971-1985 et 1985-1991. « Inachevée » en 1971, elle est « recommencée » sous le règne de Leonid Brejnev et peut-être « dépassée » avec le gorbatchévisme... « Dépassée » ou « Finie », pour ne pas trahir la pensée de notre collègue canadien auquel nous avons suggéré la première appellation. « Finie » avec un point d'interrogation permet de se démarquer de l'ouvrage collectif cité plus haut.

On notera que la chronologie relative à l'URSS s'arrête au référendum sur le Traité de l'Union organisé le 17 mars 1991 et qui aurait dû être signé le 20 août, si le coup d'État n'avait pas eu lieu, ceci n'étant [12] évidemment pas sans rapport avec cela... Par conséquent, on ne s'étonnera pas de ne pas voir mentionné le dernier sommet soviéto-américain de Moscou, les 30-31 juillet 1991, au cours duquel G. Bush et M. Gorbatchev - trois semaines avant le putsch - ont signé un traité historique d'*Arms control*, à savoir le Traité START, premier accord entre les deux Superpuissances nucléaires réduisant d'un tiers leurs arsenaux atomiques stratégiques centraux. L'accord est à rapprocher du Traité INF sur les euromissiles de 1987 et du Traité CFE (réduction des armes conventionnelles en Europe) signé à Paris sous l'égide de la CSCE le 19 novembre 1990. Ces trois grands traités amorcent un processus de désarmement qui modifie en profondeur la nature des relations Est-Ouest. Surtout si l'on y ajoute la dissolution du pacte de Varsovie et celle du CAEM au printemps 1991.

Faute de place et pour aller à l'essentiel, insistons sur la vision centrale que Gérard Bergeron donne de la Guerre froide. pour lui, elle épouse des cycles - la « détente » succédant à la « tension » et celle-ci à celle-là et dépend largement de la course aux armements entre Washington et Moscou. Elle est naturellement dominée par la rivalité soviéto-américaine qui engendre un système international bipolaire, un « condominium », un « duopole », une « cogérance ». Enfin, ce modèle cyclique de « détente et tension » conditionné par la course à la supériorité technico-militaire se développe à l'échelle planétaire, sur des théâtres géographiques qualifiés par lui, selon leur importance, de « premiers », de « seconds » et de « tiers ». La nature des « enjeux » n'est,

bien sûr, pas la même en Allemagne - à Berlin - en Corée, en Afrique ou en Asie. Mais un « théâtre tiers » peut devenir un théâtre premier ou second, ainsi que l'a démontré la Crise de Cuba en 1962.

Penser le XXe siècle

Pour expliquer la « Guerre froide », l'observateur des relations internationales est conduit en 1991 à « penser le XXe siècle ». Celui-ci commence avec la Grande Guerre de 1914-1918 et prend fin probablement avec les « trois glorieuses » de 1989 - chute du Mur de Berlin et éclatement de l'Empire externe de l'URSS - de 1990, année de l'unification de l'Allemagne, et de 1991 - guerre du Golfe, échec du putsch du 19 août, effondrement du régime communiste et éclatement de l'Empire interne. Le XXe siècle n'aura ainsi duré que 75 ans historiquement parlant, tandis que le XIXe part du Congrès de Vienne de 1815 pour s'achever en 1914.

Ce terrible XXe siècle commence avec la Révolution bolchevique de novembre 1917 - produit direct du conflit mondial de 14-18 - et se [13] clôture avec la Révolution russe démocratique d'août 1991. À la fracture 1914-1917-1918 répond la cassure symétrique de 1989-1990-1991. De 1917 à 1991, une longue période dominée par une « tragédie » (B. Eltsine), un « modèle qui ne marche pas » (M. Gorbatchev), bref le « plus grand mensonge de l'Histoire » (E. Morin), un système monstrueux : le régime communiste, le totalitarisme soviétique, le monde du Goulag décrit par A. Soljenitsyne dès le début des années 70. Au marxisme-léninisme a fait écho une autre idéologie totalitaire ; le national-socialisme et les régimes fascistes qui ont causé la Deuxième Guerre mondiale, même si celle-ci était déjà contenue dans la Première comme le germe dans l'oeuf 1945 : Yalta et Potsdam et l'émergence de deux Super-Grands qui vont se « partager le Monde » (A. Conte) en procédant à une gigantesque « tabula rasa », par suite de l'effondrement des puissances de l'Axe.

D'où la naissance de la « Guerre froide » successivement « inachevée », « recommencée », peut-être « dépassée » ou « finie »... Mais la séquence historique des années 1945-1991 est marquée aussi par la révolution nucléaire et spatiale, par la décolonisation des vieux empires coloniaux ainsi que par la montée en puissance du Tiers monde et des tiers mondes se réclamant du non-alignement, par la médiatisation

des relations internationales dans un monde de plus en plus interdépendant et informatisé, enfin, par la « Perestroïka » de M. Gorbatchev et l'implosion des dictatures communistes de type soviétique.

Une analyse plus fine du gorbatchévisme montre que la Perestroïka est une Révolution qui se déroule en deux phases, de 1985 à 1991. Dans un premier temps, la Révolution part du Centre et s'effectue par en haut : il s'agit de réformer et de moderniser le système communiste pour le rendre plus performant (1985-1989). L'échec des réformes et de la Perestroïka économique prépare alors la sortie du système communiste : la Révolution part de la Périphérie de l'Empire pour revenir au Centre (1989-1991) et s'effectue par le bas, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la sécession des Républiques de l'Union et l'intervention du peuple de Moscou et de Leningrad pour empêcher la réussite du putsch d'août 91. La Réforme a ouvert la porte à la Révolution démocratique et au printemps des peuples d'Europe centrale et orientale dès 1989. La décommunisation a pris le relais de la Perestroïka : les trois États baltes annexés par Staline en 1940 ont retrouvé leur indépendance, on déboulonne les statues et les idoles dans les grandes villes, Leningrad est redevenu Saint-Petersbourg, le parti unique est liquidé, les putschistes sont arrêtés, les structures de l'ex-URSS sont remplacées/et Lénine va bientôt quitter la Place rouge !

[14] « Tout Empire périra », comme l'a écrit dans un livre prémonitoire le grand historien français J. B. Duroselle, il y a exactement dix ans. L'Empire soviétique n'échappe pas à la règle : il a implosé et se trouve dans un état de décomposition inquiétant, la chape de plomb communiste ne bridant plus les mouvements des minorités et des nationalités à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Empire ou de l'ex-camp socialiste.

Penser la Guerre froide

C'est l'objet de la trilogie de Gérard Bergeron. Sa lecture du phénomène est précise, concise, logique. Il part des faits et de la chronologie. À tort ou à raison, il néglige l'idéologie tout en indiquant l'opposition des systèmes dans la confrontation Est-Ouest. Il n'accorde pas non plus beaucoup d'importance aux facteurs économiques, sociaux ou culturels. Incontestablement, il se rattache à l'école néo-réaliste des Rela-

tions internationales dans la lignée de H. Morgenthau, R. Aron, S. Hoffmann ou H. Kissinger. Avec les avantages et les inconvénients de cette approche des phénomènes internationaux, fondés sur des rapports de force et la primauté accordée aux acteurs étatiques. La Guerre froide est une affaire entre l'URSS et les États-Unis, le bloc de l'Est et celui de l'Ouest ; elle ne regarde pas tellement les organisations internationales - à l'exception de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie - et ne s'explique pas par des facteurs infra ou supranationaux. La technique des conférences au sommet - ce que l'auteur appelle l'« enfilade des sommets pendant la non-Guerre froide » (1985-1991) -, c'est-à-dire le bon ou le mauvais usage des rencontres entre les chefs d'État des deux pays les plus puissants militairement, du monde, joue un rôle important dans le processus de rapprochement entre la patrie du socialisme et la patrie du capitalisme.

La dialectique des phases de tension et de détente crée des « fluctuations cycliques » quasi-régulières et entraîne symétriquement une « dynamique de duopole ». La durée, le facteur temps, est une donnée majeure de l'explication de la compétition soviéto-américaine. Sans oublier la révolution nucléaire, c'est-à-dire l'équilibre de la terreur entre des « adversaires » qui sont aussi des « partenaires », comme l'avait bien mis en relief Raymond Aron dans son maître-livre « Paix et Guerre entre les nations », dont la première édition remonte à 1962, au moment de la crise des fusées à Cuba, et marquant une césure dans l'histoire de la Guerre froide. C'est aussi lui qui avait défini cette période par une formule courte mais très dense : « Paix impossible, guerre improbable ». Formule que l'un de ses disciples a reprise récemment pour qualifier la mutation en cours à l'Est : « Communisme impossible, démocratie improbable ». Pierre [15] Hassner pécherait-il par le « pessimisme de l'intelligence » au lieu de donner la priorité à l'« optimisme de la volonté » ?

Les controverses sur la nature de la Guerre froide, et d'abord sur son début et sa fin, sont loin d'être éteintes. Pour nous en tenir aux seules origines, trois thèses sont toujours en présence. Certains pensent avec André Fontaine que celle-ci est née avec la Révolution bolchevique de 1917 ; d'autres qu'elle naît à Yalta en 1945 ; d'autres enfin estiment que tout commence avec la doctrine Truman et le plan Marshall lancé en 1947. Gérard Bergeron opte pour la cassure de 1945.

Même diversion chez les experts sur le terme : à quelle date se termine le conflit Est-Ouest ? Pour les uns, la crise des fusées à l'automne 1962 fait basculer le monde de la Guerre froide dans la Détente ; pour d'autres, la Guerre froide rebondit ou renaît

de ses cendres dans l'intervalle de la conférence d'Helsinki de 1975 et de la Perestroïka de Gorbatchev décrétée en 1985 ; pour notre auteur, on assiste à une « éphémère Paix froide » entre Helsinki (1975) que terminera l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979. Mais pour presque tous, la vraie césure dans l'évolution des rapports Est-Ouest est l'« année-charnière 1962 ». Auparavant, c'est la confrontation permanente entre les deux camps ; après la crise cubaine, la Détente s'installe lentement et progressivement avec des hauts et des bas : une première phase de Détente va de Cuba à Helsinki (signature de l'Acte final par les 35 États de la CSCE le 1er août 1975), puis nous assistons à des tensions dans cette période de la Détente (d'Helsinki à Kaboul) et à une crise de celle-ci (de 1979 à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev le 11 mars 1985) ; une deuxième phase ou une relance du processus de Détente s'opère avec la Perestroïka et la Glasnost, accompagnée ou soutenue par la nouvelle diplomatie soviétique (ce que le Kremlin caractérise assez patement par l'expression de la « nouvelle pensée »).

Pour les acteurs déterminants de la politique internationale, traduisons les deux Super-Grands, les choses sont plus simples. Les présidents Bush et Gorbatchev n'ont-ils pas proclamé solennellement « urbi et orbi » que la Guerre froide avait pris fin au sommet de Malte qui s'est tenu, les 2 et 3 décembre 1989, sur des bateaux de guerre, en pleine tempête, les éléments eux-mêmes et la Méditerranée ne semblant pas vouloir admettre la portée de l'événement... L'acte de décès a été dressé un an plus tard par les 34 États participant à la CSCE réunis en sommet à Paris pour signer un document capital : « La Charte de Paris pour une nouvelle Europe ». La Charte, signée le 21 novembre 1990, est d'une grande clarté quant aux intentions exprimées par les plus hautes autorités des États membres de la CSCE :

[16]

Nous sommes réunis à Paris à une époque de profonds changements et d'espérances historiques. L'ère de la confrontation et de la division en Europe est révolue. Nous déclarons que nos relations seront fondées désormais sur le respect et la coopération.

L'Europe se libère de l'héritage du passé. Le courage des hommes et des femmes, la puissance de la volonté des peuples et la force des idées de l'Acte final d'Helsinki ont ouvert une ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité en Europe.

Penser un Monde sans communisme

L'onde de choc suscitée par les bouleversements issus des années 1989-1991 au sein de l'Empire externe et interne de ce qui fut l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), seul État au monde à ne pas se définir de 1922 à 1991 par un critère géographique et à affirmer une vocation universelle et messianique, ébranle les convictions et les schémas les mieux établis. L'effondrement du communisme soviétique, pour le moment sans beaucoup de violence, traduit d'abord une victoire par K.O. technique des États-Unis sur l'URSS, du système capitaliste sur le système socialiste, des valeurs occidentales sur celles du marxisme-léninisme. La démocratie libérale et l'économie de marché ont gagné la bataille de la Guerre froide.

Francis Fukuyama dans un article célèbre (cf. Annexe A de cet ouvrage) a évoqué la « fin de l'Histoire » au sens hégélien du terme. La lutte ayant cessé faute de combattants, le consensus mondial s'organise autour du modèle politique et économique occidental. Cette vision optimiste des choses fait contrepoids à celle de P. Hassner. Quoi qu'il en soit, il faut revenir au point d'interrogation qui figure dans le titre de ce livre. On pourrait répondre, selon les convictions des uns ou des autres, par « oui » ou par « non » ou bien - plus subtilement - par « OUI, mais » ou « NON, mais »...

Officiellement, le conflit Est-Ouest est bien terminé. L'utopie a fait faillite : le monstre du communisme en tant que système est mort en août 1991, La momie bouge encore, mais il s'agit d'un cadavre... La mort du soviétisme = la fin de la Guerre froide. Le point d'interrogation ne se justifie plus guère. Objection immédiate : si le communisme meurt à l'Est, en Europe centrale et orientale, dans l'ex-URSS, il n'a pas disparu de la surface du globe. Il perdure en Asie et d'abord dans la République populaire de Chine qui rassemble le quart de l'Humanité ; il subsiste en Corée du Nord, en Indochine (Viêt-nam, Laos, Cambodge) et dans les Caraïbes, à Cuba. Une nouvelle Guerre froide peut-elle opposer ces États [17] pro-communistes, se ralliant autour du bastion chinois, aux États occidentaux ? La théorie des dominos pourrait-elle jouer en Asie ? La contagion démocratique et l'économie de marché emporteront-elles aussi ces survivants ou ces dinosaures, maintenant accrochés à un modèle totalement discrédité par l'Histoire du XXe siècle ?

Autre remarque additionnelle qui conduit à la prudence : si le soviétisme a échoué, la démocratie et la propriété privée des moyens de production sont bien loin d'avoir gagné la partie à Moscou et dans les Républiques de l'Union nouvelle. Le modèle yougoslave menace les États voisins ; la balkanisation ou, si l'on préfère, la libanisation ne constituent-elles pas de dangereux défis pour l'ensemble de l'ex-bloc soviétique ? La menace du chaos ou de désordres à l'échelle continentale ne peut être exclue. Entre l'espoir d'un monde sans communisme et la crainte d'instabilités dangereuses pour la paix, il faut apprendre à gérer l'« imprévisible », l'« incertitude » entre un système international bipolaire qui meurt sous nos yeux et un système multipolaire qui n'est pas encore né. Nous ne sommes à l'abri ni d'un nouveau coup d'État en Union soviétique ni d'une prise de pouvoir par les seuls militaires. Les convulsions et les soubresauts qui ne manqueront pas d'affecter le passage du totalitarisme communiste à un régime de démocratie libérale, en Europe d'abord, en Asie ensuite, sont susceptibles de rallumer la Guerre froide. Dans ce cas, le point d'interrogation permet de ne pas perdre la face...

Tout cela se présentant au seuil du XXI^e siècle et d'un nouveau millénaire, il faut déjà envisager la structure d'une société internationale sans États communistes. Nous entrons peu à peu dans un Monde post-communiste. Ce n'est toutefois pas la fin de l'Histoire, mais plutôt celle d'une époque ; ce n'est certes pas la fin du Monde, mais d'un monde centré sur le condominium soviéto-américain, né en 1945 avec l'effondrement de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Un diplomate anglais après la chute du Mur de Berlin a dit fort justement : « Nous avons enfin gagné la guerre de 1939, il nous faut maintenant gagner la guerre de 1914 ». Après avoir effacé Yalta, il reste à effacer Versailles : après la fin de la division de l'Europe, travaillons au règlement des conflits de minorités et de nationalités. Le « Nouvel ordre international », cher au président Bush qui entend bien en dessiner l'architecture principale, passe par là. Il passe aussi par l'établissement de nouveaux rapports entre les États développés et les États sous-développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ce point nécessiterait un autre ouvrage...

Le lecteur est invité maintenant à découvrir les cheminements de la Guerre froide si remarquablement décrits par Gérard Bergeron, dans un style dépouillé, direct mais toujours nuancé. Cette étude est à la fois un [18] point d'arrivée et un point de départ. Point d'arrivée d'une période qui s'achève, point de départ pour de nouvelles réflexions sur un monde en pleine mutation. La nouvelle donne internationale démontre

une fois de plus que ce sont bien les hommes et les peuples qui font l'Histoire, mais qu'ils ne savent pas l'Histoire qu'ils font. Observation qui explique sûrement les causes de l'échec de Marx, Engels, Lénine, Staline, Khrouchtchev et Brejnev. Et par conséquent du modèle communiste et du soviétisme. Le destin de l'Humanité ne dépend d'aucun déterminisme, fût-ce celui de l'économie et du système de production.

DANIEL COLARD,

Maître de Conférences à la Faculté
de droit de l'Université de Besançon

(Besançon, le 10 septembre 1991)

[19]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Première partie

Températures de 45 ans de guerre froide

[Retour à la table des matières](#)

[21]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Première partie : Températures de 45 ans de guerre froide

Chapitre I

La guerre froide classique (1945-1962)

[Retour à la table des matières](#)

Rien n'étant plus chaud ni plus craint que la guerre, l'expression de π dut sa rapide propagation mondiale à son caractère paradoxal et hyperbolique *. Elle résume et évoque, mieux que toute autre peut-être, une situation internationale globale sans analogue dans l'histoire du monde. Il est assez peu fréquent que des tranches d'histoire soient nommées autrement que par leurs divisions numériques (le Moyen Âge, le 19e siècle, etc.), tandis que l'appellation de Guerre froide présente l'avantage de qualifier l'époque en y référant, de la même façon que l'on évoque la Renaissance ou la Belle Époque (présumée).

*

Ce texte est la reproduction presque littérale de ce qui constituait l'Introduction de *La guerre froide recommencée*. La suite d'une même histoire comporte un même arrière-plan d'origine, bien que paraissant plus lointain. Nous n'avons pas cru devoir y apporter plus que de rares changements mineurs de forme.

Qu'est-ce que la guerre froide ?

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, on distinguait dans la communauté des États les « grandes puissances » et les autres, celles-ci parfois partagées en « moyennes » et « petites ». À la suite de leur participation, tardive et contrainte, à ce gigantesque conflit à partir de 1941, l'Union soviétique [22] et les États-Unis s'imposèrent d'emblée dans la nouvelle catégorie à part, et créée à cet effet, des deux Super-Grands.

Quarante ans après leur commune victoire de 1945, seules ces deux superpuissances extra-européennes se rangeraient encore incontestablement dans cette classe. La guerre froide fut le résultat historique de leur difficile rencontre de 1945 sur les ruines d'empires éphémères, l'allemand au cœur de l'Europe et le japonais aux confins de l'Extrême-Orient.

Si les origines de la guerre froide sont encore matière d'interprétations fort diverses et même passionnées ¹, l'accord est assez général sur la date de son terme, soit à la fin octobre 1962 avec le règlement de la crise des missiles soviétiques déployés à Cuba. Dès avant la conclusion des hostilités, au printemps et à l'automne 1945, les prodromes de la future « guerre froide » dont la formulation ne tardera pas ² étaient visibles. Depuis la fin du deuxième conflit mondial, elle allait durer dix-sept ans jusqu'à cette « minute de vérité » que s'administrèrent, au bord de l'abîme, les présidents Kennedy et Khrouchtchev lors de l'affaire cubaine de 1962. Cette conduite exorbitante de « guerre froide » aura marqué la fin de la *Guerre froide* comme période histori-

¹ Allusion aux auteurs dits « révisionnistes » de la nouvelle gauche américaine, selon lesquels ce sont les Américains et non les Soviétiques qui ont « commencé... ». De très nombreux ouvrages ont suivi à partir des ouvrages pionniers de W. A. Williams, *The Tragedy of American Foreign Policy* (1959) et de D. F. Fleming, *The Cold War and its Origins* (1962). Pour une critique d'ensemble, voir R. J. Maddox, *The New Left and the Origins of the Cold War*, Princeton, 1973.

² C'est l'Américain Herbert Bayard Swope, qui dans des circonstances que l'auteur ignore, en aurait frappé la formule : *The Cold War*. Elle aurait été employée une première fois dans une discussion publique par Bernard Baruch, banquier new-yorkais et conseiller de plusieurs présidents des États-Unis. Enfin, le célèbre *columnist* Walter Lippmann a popularisé l'expression par une série d'articles, puis dans un livre de 1947, *The Cold War*, en réponse à la thèse de George Kennan dans son célèbre article, alors anonyme (Mr. X, dans *Foreign Affairs*, juillet 1947), exposant la thèse du *containment* (ou endiguement), future politique internationale des États-Unis.

que ³. « La Guerre froide classique », objet de cette introduction, tient en l'intervalle de ces dix-sept années, de 1945 à 1962.

Après 1962, la Guerre froide devenait autre chose, qu'on aura d'abord tendance à nommer par ses dérivés : « l'après-Guerre froide » ou « la paix froide », quand ce n'était pas, au gré de l'inquiétude imaginative de commentateurs, « la paix chaude » ou même « la guerre froide chaude »... Plus généralement et avec non moins d'ambiguïté, la notion de « détente » et la *Détente*, comme nouvelle époque, finiront par s'imposer dans la période subséquente des années 1970. Il en sera ainsi jusqu'au tournant de la décennie suivante lorsque se produira l'invasion soviétique de l'Afghanistan. On se mettra alors à parler naturellement de « la reprise de la Guerre froide » ou de « la nouvelle Guerre froide ».

Comme phénomène global, la guerre froide entre les Grands se présente d'abord comme un substitut d'accommodements forcés et ombrageux à une paix impossible, ou même à une guerre mondiale qui ne pouvait et ne devait pas recommencer ! Le vieil adage latin prenait son sens absolu et s'entendait des deux côtés : *Si vis pacem, para bellum*. Diverses composantes d'action alimentent et soutiennent cette impossibilité objective et ce refus bilatéral de recourir à la guerre tout court, et qui ne pourrait être, entre de tels adversaires, que totale. S'imposent à l'attention trois sortes de phénomènes : d'abord l'incessante compétition pour la prépondérance mondiale et la tendance à la bipolarisation dans un système international demi-anarchique et déchiré d'antinomies idéologiques ; [23] aussi, divers jeux d'alliances, peu variables et donnant lieu à des rivalités restant malgré tout plutôt modérées en leur mutuelle crainte respectueuse ; enfin, des efforts continus des propagandes adverses pour maintenir la solidarité des alliés et pour conquérir, autant que possible, la faveur de tiers et la confiance des « non-alignés ».

Comment définir proprement la guerre froide, qui n'a jamais eu d'autre réalité que par les conséquences visibles de perceptions antagonistes ⁴ mais se refusant d'être

³ On distinguera par une majuscule la période historique de la Guerre froide du phénomène ou « système » mondial du même nom, mentionné avec une minuscule, et ayant comme une fonction de qualificatif.

⁴ On peut même pousser le paradoxe jusqu'à dire, avec Jean-François Revel que cette « hyperbole martiale » de la guerre froide n'a jamais existé (*Comment les démocraties finissent*, Paris, 1983, p. 233, 326). Inversement, on peut encore la considérer comme « imputable à une dialectique historique, probablement plus forte que la volonté des diplomates » (Raymond Aron, *La République impériale*, Paris, 1973, p. 67).

directement hostiles ou martiales ? En ses évolutions il reste toutefois possible de la décrire par ses expressions politiques et militaires très concrètes dans une période donnée de l'histoire. La « guerre froide » deviendra pour ainsi dire officialisée dans le même temps que la formule en sera frappée en 1947. Cette année-là marque son net déclenchement avec le lancement de « la doctrine Truman » (soutien militaire à la Grèce et à la Turquie) en mars, le rejet soviétique du plan de l'aide américaine à l'Europe dévastée (Plan Marshall) en juillet et la constitution du Kominform (renouvelant l'ancien Komintern, dissous pendant la guerre) en octobre. Objet d'analyse comme tranche d'histoire internationale, la Guerre froide a aussi suscité de bizarres notions qu'à défaut de mieux l'analyste retiendra comme outils conceptuels.

De cette période de la Guerre froide classique subsiste encore une terminologie d'appoint, métaphorique comme l'expression d'origine. Métaphores d'origine calorifique comme « le gel » ou « le dégel », ou d'inspiration hydraulique comme « l'endiguement » (*containment*) ou « le refoulement » (*roll back*). Mais c'est le couple mécanique de « la tension » et de « la détente » qui, ayant en outre plus de portée analytique qu'une métaphore, a obtenu la plus grande fortune conceptuelle. Ces termes provenaient, pour la plupart, de la langue anglaise, comme cette autre expression, centrale en stratégie globale, de la « dissuasion » (*deterrence*), ou celle de « l'équilibre de la terreur » qu'avait lancée Churchill. Il en fut de même pour ces autres expressions qu'on doit à l'ancien secrétaire d'État, John Foster Dulles, de « représailles massives » (*massive retaliation*) ou de « politique au bord du gouffre » (*brinkmanship*).

La notion d'« escalade » fut tirée de la pensée stratégique de Clausewitz, qui parlait d'une façon plus évocatrice d'« ascension vers les extrêmes ». Des perceptions stratégiques plus affinées vont par la suite rendre courantes des formulations comme « la réplique souple », « les représailles graduées », ou encore « la riposte antiforce ». On n'avait encore rien vu dans la lexicographie de l'horreur lorsque naîtront, plus tard, toute une série d'engins offensifs ou défensifs, identifiés par une batterie de sigles plutôt sinistres (ABM, ICBM, MIRV, SLBM, etc.). Dans [24] l'entredoux-périodes de la Guerre froide classique et de la nouvelle Guerre froide, les entretiens SALT ⁵, en plusieurs longues rondes, viseront à limiter la production de ces terribles dispositifs paraissant tout droit sortis de l'imaginaire de la science-fiction d'hier.

De cette pléthore d'abstraites notions martiales, se dégagera la paire plus proprement politique *tension/détente*, davantage évocatrice et pourvue de signification analytique, quoique plutôt approximative. Hommes d'État et diplomates, et même tout aussi bien l'homme de la rue intéressé à la politique internationale que le commentateur professionnel, y réfèrent couramment. Les deux notions évoquent clairement ces mouvements vers deux termes, mais tout en restant en deçà : vers la guerre, la tension ; vers la paix, la détente. La guerre froide paraîtrait à la fois la cause et le résultat auto-reproducteur de cette oscillation. Des tendances politiques identifiables par des successions d'événements apparentés, sinon par des mesures exactes, signalent la montée en *tension* ou la descente en *détente*. Ces notions générales se justifient en première nécessité pour l'analyse. Mais il importe de ne pas restreindre le mouvement de détente, comme le versant descendant de la tension, à la catégorie chronologique de « la Détente », soit cette période consécutive à « la Guerre froide classique » et dont on parlera communément dans la décennie 1970. Cette phase était ainsi nommée parce qu'elle n'allait manifester que de faibles pointes de tension à travers des attitudes plus constantes de détente, ainsi qu'on le verra au chapitre suivant.

En son sens proprement analytique, la *détente* est donc la complémentaire, mais inverse, de la tension. Les deux tendances s'expriment par des enchaînements de faits politiques et militaires, d'ailleurs diversement appréciés par les deux groupes de protagonistes. Selon cette signification pour ainsi dire technique, la détente n'est pas l'alternative de la guerre froide, ni même une tentative pour en sortir, mais bien plutôt la simple décompression d'un acte ou d'une phase de tension. D'autre part, le trinôme de Charles de Gaulle « détente-entente-coopération » ou encore le slogan de « la coexistence pacifique » de Nikita Khrouchtchev se présentaient comme la contradictoire de la guerre froide, exprimant des objectifs politiques pour y mettre fin.

Des mouvements de tension et de détente déterminent donc la ligne oscillatoire de la conduite diplomatique générale depuis 1945. Le vocable de tension n'a pas bénéficié d'un sort terminologique comparable à celui du second terme de la paire. Il n'a pas servi à caractériser une phase historique donnée comme celle de « la Détente ». Ce terme complémentaire de tension provient toutefois d'un assez long usage dans l'analyse des conflits internationaux : les notions de tension et d'états de tension [25] trouvent leur place dans une chaîne où, selon les contextes, se trouvent les différends, les litiges, les menaces à la paix, les crises, les conflits non militaires, etc. La tension, qui caractérisait bien, par ailleurs, la tendance menaçante de la Guerre froide, n'est jamais

devenue un concept d'analyse reconnu, ni encore moins une période historique. Enfin, dernière précision, la *Détente* ou même une politique de *détente* ⁶ ne se traduisent pas, mais s'écrivent « en français dans le texte » d'autres langues. Il en était ainsi, naguère, de la politique d'apaisement (Munich), et aujourd'hui encore, d'une diplomatie dite de rapprochement, qu'il convient de ne pas confondre avec la politique de détente, phénomène considérablement plus large et moins précis.

Les théâtres de la Guerre froide

[Retour à la table des matières](#)

Ce qu'on pourrait appeler l'espèce d'appropriation historique de l'Europe par les deux Grands extra-européens en 1945 fut annoncé plus d'un siècle à l'avance par de belles pages de Tocqueville, usées jusqu'à la gloire à force d'être citées. Mais un demi-siècle avant l'auteur de [La Démocratie en Amérique](#) (1831), puis une quinzaine d'années plus tard, respectivement Grimm, ami de Diderot et de Mme d'Epinay, et Thiers, futur président de la III^e République, avaient eu la même prémonition ⁷. Il n'était pas fatal, mais il devenait naturel que tous ces siècles d'entreprises guerrières intra-européennes se soldent un jour avec la prise en charge par deux énormes puissances extra-européennes. Après le plus dévastateur conflit de l'histoire, elles se retrouvèrent nez à nez et comme en instance d'empires, chacune d'elles semblant appelée, selon Tocqueville, « à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde ». Naturel aussi que leur condominium de circonstance ne puisse rien avoir de facile et qu'il dégénérât presque d'emblée en antagonisme aussi décidé qu'incapable de se manifester en bellicisme ouvert.

⁶ La traduction anglaise courante de détente est relaxation. Mais Détente et détente sont en train de s'angliciser, perdant ainsi l'accent aigu dans le passage à l'anglais chez quelques auteurs. D'autre part, *détente* a aussi un autre sens, presque contradictoire, celui de déclenchement d'une explosion, comme dans les expressions : « presser sur la détente », avoir « le doigt sur la détente ». En ce cas, la détente est une pièce de métal qui sert à libérer le chien ou le percuteur d'une arme à feu. Un autre sens apparenté est évidemment la détente d'un arc ou d'une arbalète pour propulser la flèche. Le mot russe *razriadka* a aussi cette connotation militaire. Où l'on voit que les rapports sémantiques entre *détente* et *tension* sont subtilement ambigus dans l'application de ces deux termes à la politique internationale...

⁷ Ces trois textes sont cités dans [La Guerre froide inachevée](#), Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1971, p. 4-5.

Par la jonction de leurs armées sur l'Elbe, Soviétiques et Américains, que tout jusque-là, de l'espace à l'idéologie, avait séparés, se trouvaient en pleine immédiateté politique au milieu d'un continent, petit mais suffisamment grand pour avoir été celui de la puissance mondiale plusieurs fois séculaire. Au cœur de cette Europe, réduite à sa dimension de cap eurasiatique dont parlait Valéry ⁸, béait l'abîme de l'Allemagne d'où, une fois de plus, était venu tout le mal. La Guerre froide naquit de la double intention d'occuper ce vide européen et de combler l'abîme allemand. La ligne du partage politique ne faisait guère que *démarquer* les points de rencontre des armées de l'Ouest et de l'Est ⁹ et n'était pas, selon une légende encore tenace, le résultat des machinations diplomatiques de Yalta.

[26] La rivalité fondamentale se reproduira par les effets de cette situation de stationnarité mal acceptée et de l'instabilité politique chronique en résultant. À défaut de pouvoir modifier quoi que ce soit d'un côté comme de l'autre, et, comme s'institutionnalisant, la Guerre froide durcira ce qu'on ne pouvait qu'empêcher : spécialement en Allemagne qui deviendra les deux Allemagnes, bientôt *siglés* en RFA et RDA. Pendant un quart de siècle, l'abcès de fixation restera Berlin. Longtemps après l'établissement des quartiers d'occupation occidentaux et soviétique de 1945, le « Mur de la honte » de 1961 divisera, de façon encore plus radicale, la capitale de l'ancien Reich. L'année suivante, la Guerre froide dans sa phase classique s'achèvera abruptement par le test de force et d'intention que s'étaient livré Khrouchtchev et Kennedy lors de l'affaire des missiles soviétiques à Cuba. Il faudra encore presque une autre décennie, celle de l'après-Guerre froide, pour qu'on parvienne enfin, à la faveur de l'*Ostpolitik*, à un accord quadripartite sur Berlin, lançant ainsi la phase suivante de la Détente à partir de 1970. Berlin, plutôt les deux Berlins avaient toujours été l'épicentre de la Guerre froide classique.

Deux seuls États avaient, *ab initio*, les moyens d'étendre à l'échelle planétaire leur projection extérieure. De par le vaste monde, leur rivalité allait trouver bien d'autres scènes où transposer sa dynamique d'instabilité et d'ambiguïté. Allait s'ensuivre une situation toute nouvelle d'antagonisme dont les dimensions ne seraient plus régionales (même pas au sens continental), mais proprement mondiales. Puissance maritime et

⁸ Qui disait aussi : « L'Europe aspire à être gouvernée par une commission américaine. Toute sa politique s'y dirige » (*Réflexions sur le monde actuel*, Paris, 1931, p. 51).

⁹ À l'exception de la Yougoslavie qui n'avait pas eu besoin de l'Armée rouge pour se libérer, ce fait expliquant, en grande partie, le déviationnisme de Tito excommunié en 1948 par le Kremlin.

même « île-continent ¹⁰ », les États-Unis avaient la capacité de patrouiller tous les océans ; par son énorme masse terrestre, l'Union soviétique se trouvait, par ailleurs, en position privilégiée sur l'espace eurasiatique mais allait avoir à se doter de moyens d'action plus lointains : tel l'éléphant par rapport à la baleine ¹¹, tous deux spécimens d'une zoologie supérieure. La Guerre froide s'est jouée sur des théâtres changeants et renaissants, mais d'importance inégale. Il paraîtra utile d'en livrer une première classification en théâtres premiers, seconds et tiers.

Les théâtres premiers de la Guerre froide sont ceux qui présentaient des frontières immuables ou des conflits insolubles à partir de l'état de choses mal accepté de 1945. Le prototype du théâtre premier, et dès le début, en fut d'abord les deux Allemagnes et les deux Berlins avec les problèmes s'y rattachant : les pactes de l'OTAN et du traité de Varsovie, l'ensemble des questions relatives à la sécurité européenne ; puis, en Extrême-Orient, le détroit séparant les deux Chines et surtout la ligne divisant les deux Corées, point extrême de tension en 1950 et 1951 ; enfin, un point des théâtres tiers comme Cuba devenant à l'automne 1962 le plus virtuellement explosif des théâtres premiers ! Un théâtre *premier* ne [27] l'est pas que par la valeur objective de l'enjeu, ce qui ne vaudrait guère que pour les territoires allemands et pour les aménagements dits « de sécurité » en Europe. Sur un théâtre premier s'opposent Américains (et alliés) et Soviétiques (et alliés, spécialement les Chinois en Corée) sur des questions s'avérant presque insolubles et devenant tôt non négociables et comme figées. Si une espèce de « match nul » s'impose comme seul dénouement possible, c'est que ni les uns ni les autres ne peuvent reculer, perdre sur un théâtre premier.

Aux théâtres *seconds*, conflits et difficultés de guerre froide ont pu se régler, tout au moins se stabiliser cahin-caha sans que la dialectique fondamentale d'opposition n'en soit essentiellement altérée. D'ordinaire, les deux Grands ne s'y opposent pas d'immédiate façon. Leur mauvaise querelle est comme prise en charge par alliés, protégés ou complices interposés, ou même parfois contrée par de grands ténors du neutralisme : Nehru, Nasser ou Tito. Les théâtres seconds constituent un immense arc de cercle au pourtour des mondes soviético-chinois pour rejoindre, par-delà la grande division européenne, la Suède neutraliste et sa voisine à l'Est, contrainte dans son

¹⁰ Raymond Aron reprenait cette expression géopolitique dans son prologue sur l'histoire internationale des États-Unis, op. cit., p. 15.

¹¹ « Ainsi, la compétition oppose une baleine contrainte à se comporter parfois en éléphant, à un éléphant qui cherche à se rendre capable de défier la baleine » (Stanley Hoffmann, *La nouvelle guerre froide*, Paris, 1983, p. 12).

statut spécifique de *finlandisation* justement. Les deux cas de *guerre chaude* (les guerres israélo-arabes et indochinoise) montraient assez la détermination des deux Grands de ne pas convertir ces théâtres seconds en théâtres premiers de leur rivalité fondamentale.

L'erreur coûteuse de Washington dans l'affaire du Viêt-nam a justement été de se laisser entraîner à agir dans la péninsule indochinoise comme s'il s'agissait d'un théâtre premier. Longtemps après, Moscou commettra la même erreur au sujet de l'Afghanistan, un des principaux facteurs déclenchant la nouvelle Guerre froide au tournant de la décennie 1980. Aux théâtres seconds, l'importance de l'enjeu réside dans le maintien d'une certaine intégration de chaque camp ou, tout au moins, de la neutralité effective des non-alignés. Les classiques notions de « sphères d'influence », de « chasses gardées » pourraient aussi être ici évoquées. La plupart des zones de tension ou de conflit virtuel apparaissent sur ce gigantesque arc des théâtres seconds.

Dans le reste du monde non engagé, ou trop éloigné pour être enveloppé dans un conflit majeur de puissance entre les deux Grands, s'étend la série indéfinie des théâtres *tiers*. Ils présentent de nombreux points d'incidence, mais non d'impact, de l'opposition fondamentale dans la mesure où luttes intestines et conflits régionaux ne sont assumés de part et d'autre que par des agents et amis des deux Grands. Leur responsabilité directe, militaire ou diplomatique, pour un enjeu ou un objectif estimé vital n'y fut pas d'ordinaire mise en cause, du moins initialement. Si [28] l'Australie et la Nouvelle-Zélande, au loin, ne font pas problème, tout comme le Japon, l'Union sud-africaine ou l'Argentine pour de tout autres raisons, divers autres points des théâtres tiers ont pu devenir des foyers de danger. Ainsi, récemment, l'Angola et les pays de la corne de l'Afrique ou le Nicaragua et le Salvador ont pu prendre l'importance d'une avancée de « guerre froide » comme s'il s'agissait de théâtres seconds, précaires et contestés. Il n'est que de rappeler le cycle parcouru par Cuba. Après le règlement du plus chaud des conflits de théâtres premiers, la grande île des Caraïbes est devenue un des théâtres seconds de l'après-Guerre froide ; mais elle était un simple point de l'arc des théâtres tiers avant la prise du pouvoir par Castro en 1959.

Cette géopolitique, fort sommaire, ne vaut guère qu'en premier abord de classement des crises internationales spécifiques. Par-delà les faits géographiques inertes de masse et de distance, comptent surtout la nature, l'intensité et la durée des engagements ou implications d'au moins l'un des deux Grands en attendant la virtuelle réponse active de l'autre. Les expressions de « théâtres seconds » et « tiers » ne signi-

fient pas que l'action qui s'y joue soit négligeable ou non pertinente à la compréhension du phénomène en cause. Elles attirent simplement l'attention sur le fait que, contrairement aux théâtres « premiers » où la souplesse et la mobilité ne sont guère possibles, ces diverses scènes laissent voir des actions spontanées ou imprévisibles, parfois marquées de rééquilibrations partielles ou provisoires et même, parfois, de la prosaïque résignation dans le leadership de l'un ou de l'autre Grand... De fait, la distance et l'éparpillement empêchent le plus souvent l'immédiateté de possibles heurts inter-Grands ; mais comme ils se reconnaissent toujours des responsabilités mondiales, sinon de toujours claires ambitions du même ordre...

Les notions courantes de « tiers monde » et, plus récemment, de « l'axe Nord-Sud » ne sont pas des catégories spécifiques de guerre froide. Mais les défavorisés de la planète, dérisoirement *pensionnés* par l'égoïsme des riches restent, en attendant, l'enjeu ultime d'une lutte fondamentale inter-Grands dont on a pu craindre qu'elle ne s'arrête jamais, mais qu'on continue à nommer, selon les époques, Guerre froide, après-Guerre froide, Paix froide, Détente ou nouvelle Guerre froide... Tel est le grand scandale de cette humanité fin de siècle d'avoir lucidement inventé des dispositifs pour se détruire des centaines de fois sans avoir encore trouvé les moyens techniques de nourrir convenablement deux de ses membres sur trois.

[29]

Tensions et détentes entre les deux Grands

[Retour à la table des matières](#)

La Guerre froide classique, relayant naturellement la Deuxième Guerre mondiale, ne fut pas que la cristallisation de ses séquelles politiques non ou mal réglées. Elle se perpétuera comme une espèce d'ersatz à une paix devenue impossible entre de grands vainqueurs qui s'étaient, toutefois, mis d'accord pour imposer une capitulation sans condition à leurs ennemis. La solidarité n'avait pas été facile pendant la grande coalition. Du reste, les deux principaux alliés n'étaient entrés en guerre que forcés, l'un et l'autre attaqués par les forces de l'Axe en 1941, au mois de juin l'Union soviétique et au mois de décembre les États-Unis. Dès avant la fin du conflit, l'alliance imposée par les circonstances avait entraîné toutes sortes de difficultés, au sujet desquelles les

historiens dits « révisionnistes » et « orthodoxes » discutent encore. Qui a commencé ? - Ces questions relèvent des polémiques sur les origines de la Guerre froide et, pour les besoins de l'actuel propos, il n'apparaîtra pas nécessaire de les reprendre.

L'histoire de la Guerre froide classique est assez longue : de l'été 1945, marquant la fin des hostilités, à la crise cubaine de 1962, soit presque la durée de l'entre-deux-guerres 1919-1939. On a pu qualifier le traité de Versailles de 1919 de « paix manquée » ; au sujet de la Guerre froide, on parlera plutôt d'une « non-paix », ou des conséquences d'une paix qui ne put être signée à l'encontre du principal ennemi européen ¹².

Jusqu'à la tension extrême de la guerre de Corée après juin 1950, les antagonismes de la Guerre froide naissante vont se manifester autour du pôle européen, plus exactement au sujet de l'Allemagne et de son ancienne capitale (le blocus de 1948-1949). Autre caractéristique de cette première période, l'aide américaine va s'appliquer davantage au relèvement des régions dévastées qu'à l'aide proprement militaire, le pacte de l'Atlantique Nord n'étant signé qu'en avril 1949 et le réarmement collectif ne devenant effectif que quelques années plus tard./En partant de la « non-paix » de l'été 1945, l'augmentation des tensions, surtout depuis 1947, marquera l'unité de cette phase jusqu'à la plus aiguë à la fin de 1950, lorsque les Chinois, intervenant massivement, refoulèrent presque complètement les Américains hors de la péninsule coréenne.

Pendant cinq autres années jusqu'à la conférence au Sommet des Quatre à Genève de l'été 1955, consacrant un premier état de détente généralisée depuis la fin de la guerre, les foyers de rivalité deviennent plus dangereux sur le théâtre d'Extrême-Orient et entraînent de nouveaux programmes militaires. En comparaison, les problèmes économiques européens n'ont plus la même acuité que dans la phase précédente. Après [30] la forte tension de la fin de 1950, la courbe de la Guerre froide va s'infléchir graduellement vers la détente de ce qu'on allait appeler « l'esprit de Genève » de 1955 et s'exprimant par une communauté de vues sur le rejet total du recours à la guerre dans l'ère nucléaire qui avait commencé quelques années plus tôt.

¹² Avec le grand ennemi asiatique, le Japon, sera signé le traité de paix séparé de 1951 dans le sillage de l'affaire coréenne alors que la Guerre froide battait son plein. La paix avec l'Italie et les autres alliés européens de l'Allemagne avait été acquise dès février 1947.

Pour une autre phase d'égale durée, une espèce de *modus vivendi* politique s'établit tant bien que mal en Extrême-Orient et en Europe. En cette seconde moitié de la décennie 1950, des effervescences nationalistes en Afrique du Nord, ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient, ne transforment pas ces théâtres seconds en théâtres premiers de la Guerre froide. C'est toujours l'Allemagne et, en particulier, Berlin qui, depuis la vigoureuse offensive diplomatique menée par Khrouchtchev, à partir de 1958, pour faire modifier le statut de l'ancienne capitale, restent le pivot de la rivalité entre les grandes puissances. Ces cinq années de 1955-1960 marquent donc une tendance générale à la tension croissante.

Le Sommet de Paris de mai 1960, qui devait confirmer, à ce niveau, la détente de « l'esprit de Genève » de 1955, produisit l'effet contraire en créant une très forte tension entre les deux Grands. Ce sommet manqué allait réactiver les antagonismes fondamentaux et les maintenir à un plateau prolongé de tension : d'abord à l'épicentre de Berlin, en 1961, puis en son prolongement-diversion de la crise des Caraïbes, par suite de l'installation de missiles soviétiques à Cuba à l'été et à l'automne 1962. En quelques jours du mois d'octobre, la tension entre Américains et Soviétiques sera extrême et mènera à deux cheveux d'une guerre générale.

La dernière phase, triennale, de cette tension prolongée allait amener la fin de la Guerre froide classique car, cette fois-ci, risques et contre-risques avaient vraiment été trop grands ! Il s'imposera, sinon de changer le jeu, du moins de ne plus jouer de mises aussi fortes. Les trois phases quinquennales antérieures n'avaient pas que les caractères qu'on leur a reconnus (déplacement des théâtres, et priorité aux questions économiques ou militaires). Elles signalaient surtout de claires tendances *vers la tension* de 1945 à 1950, un mouvement inverse *vers la détente* de 1950 à 1955, mais à nouveau vers la tension de 1955 à 1960 ; enfin, allait suivre le plateau de *la tension prolongée* de 1960-1961-1962. Tels seraient les cheminements généraux de la Guerre froide pendant sa première époque, dite « classique », ou encore, selon le titre de notre premier ouvrage, « inachevée »...

Ces ambiances d'époque étaient clairement perceptibles par les personnes politiquement éveillées et conscientes des réalités mondiales de l'après-guerre. En particulier, le couple sémantique *détente/tension* était devenu d'un usage courant dans la langue des diplomates et hommes [31] d'État, des analystes et commentateurs internationaux. Tout comme était dominant le vocable même de *guerre froide*, s'appliquant même par analogie à d'autres ordres de phénomènes de la vie courante. Par leur im-

précision même, détente et tension n'auront pas fini d'alimenter l'ambiguïté congénitale de la Guerre froide bien au-delà de sa période classique.

Tensions et détentes en fluctuations cycliques

[Retour à la table des matières](#)

Une étude plus complète et minutieuse, année par année, a illustré, de façon moins sommaire et avec graphiques à l'appui, l'espèce de feuille de température de ces dix-sept années de politique mondiale. Après un examen méthodologique de la théorie des cycles dans son application aux processus sociaux, spécialement économiques, fut encore proposé le caractère au moins plausible de la dynamique cyclique en cause. Il ne s'agissait certes pas de prouver que la guerre froide avait été cyclique, ni encore moins qu'elle ne pouvait être autrement ; mais bien plutôt, à partir de frappantes récurrences, d'en étudier avec précaution les mouvements généraux *comme si elle avait été cyclique*.

Un premier cycle complet de dix ans se dessinait : de la détente (« non-paix ») de 1945 à la tension de 1950, puis une nouvelle tendance à la détente jusqu'à 1955. Le second cycle, partant de cette date, aboutissait à la tension de 1960, puis, au début de cette seconde phase, ne prenait pas la courbe descendante pour plutôt donner lieu au phénomène inédit d'un plateau de tension inattendue à partir de 1960 (voir le graphique no 1).

Ainsi, au début de cette seconde phase, le cycle ne descendait pas pour plutôt donner lieu au phénomène inédit d'une tension prolongée pendant trois ans jusqu'à la super-crise de 1962. On observera dès l'abord la brièveté de ce cycle et demi d'oscillations, la non-reproduction d'un second cycle complet incitant aussi à la prudence analytique.

D'autre part, le modèle hypothétique proposé ne trouvait pas d'application à des périodes comparables, soit antérieures comme l'entre-deux guerres mondiales, ou postérieures comme les phases discernables depuis 1962. Mais la constatation ne ferait que confirmer peut-être la spécificité très singulière de la période considérée en ce chapitre. En outre, les trois phases complètes de son histoire présentaient une périodicité quinquennale assez bizarre et relevant sans doute de la coïncidence : les qua-

tre événements signalant les seuils de la détente et les pics de la tension s'étaient tous produits au printemps ou au début de l'été ¹³.

Sur ce point de la périodicité, il s'imposait encore plus de ne pas chercher à prouver la validité déjà discutable de l'argument de la [33] régularité cyclique et de ne se satisfaire que d'enregistrer l'étonnante coïncidence : qui a jamais pu expliquer une « coïncidence » ? À cette prescription de prudence deux raisons, la première de théorie, la seconde de méthode. D'abord, s'il est de la nature du phénomène cyclique de se répéter, il ne s'ensuit pas la nécessité que cette reproduction doive obéir à une règle de périodicité stricte, sauf pour certains phénomènes de la nature comme le retour des planètes ou les allées et venues saisonnières d'oiseaux migrateurs ¹⁴. Ensuite, les fac-

¹³ *Seuils de la détente* : 1945, le 8 mai, capitulation de l'Allemagne et le 15 août, capitulation du Japon ; 1955, juillet, Sommet de Genève (Eisenhower, Boulganine, Eden, Faure). Pics de la tension : 1950, le 25 juin, début de la guerre de Corée ; 1960, le 6 mai, ouverture prévue pour le Sommet manqué de Paris (Eisenhower, Khroutchev, de Gaulle, Macmillan).

¹⁴ Pour une discussion plus spécifique sur le phénomène du cycle (défini comme « une représentation moyenne et abstraite d'une réalité multiple et concrète, mais (qui) ne la détermine pas causalement en aucun cas »), voir *La guerre froide inachevée*, p. 197-203.

teurs choisis en l'occurrence pour déterminer les phases de la tension et de la détente auraient pu être différents à partir d'autres critères ou façons d'interroger les événements ¹⁵. D'ailleurs, fermons vite cette dernière précision par une observation plus enveloppante. Comme en tout découpage historique subsiste toujours une part d'arbitraire, les divisions chronologiques n'existent pas, telles quelles, dans l'histoire, ni encore moins dans l'esprit de ceux qui la font, souvent sans trop le vouloir ni même le savoir...

Bien que prudemment relativisé par diverses précautions de méthode, le modèle proposé au sujet des fluctuations des phases de détente/tension entraînait tout de même à une question plus intéressante : quelles étaient les causes de ces tendances ? Si la politique de guerre froide *semblait* avoir obéi à une dynamique cyclique, pourquoi en aurait-il été ainsi ? Quelle aurait été la traction ou la pulsion de ce cycle et demi ?

Comme il s'agit, par définition, d'un rapport entre puissances globales, il a paru naturel de considérer la variable de la supériorité technico-militaire, au moins présumée, des deux Grands l'un par rapport à l'autre pendant la période examinée. Après avoir enregistré sur une seule ligne les phénomènes simples de détente/tension, l'auteur avait dressé une autre figure comportant deux courbes représentant chacune l'accroissement de puissance de l'un et l'autre Grand. Ces deux lignes se chevauchent aux moments d'une nette tendance à la parité et s'éloignent le plus aux points du plus grand écart, pour ensuite tendre à se rejoindre, etc. Ce nouveau cycle, plus complexe, suit en gros la même traction que le cycle détente/tension, mais, par l'effet d'un nouveau facteur déterminant, il se découpe alors en phases de quatre et non plus de cinq ans (voir le graphique n° 2). Ce cycle de supériorité technico-militaire entre les Grands s'établissait d'après les constatations de faits suivantes entre 1945 et 1962 :

¹⁵ Aussi fallait-il que l'auteur précisât ses propres critères d'appréciation : ce qui fut fait lors de l'étude de chacune des années tournantes 1945, 1950, 1955 et 1960, puis, en une forme plus méthodique, pour l'ensemble de la question. Bien d'autres auteurs ont proposé des subdivisions de la Guerre froide selon des critères différents. Ainsi Z. Brzezinski la présente en quatre « étapes » selon que l'initiative est soviétique ou américaine dans *illusions dans l'équilibre des puissances* (Paris, 1978, p. 149-197). Voir principalement le tableau de la page 188.

1. 1945-1949. phase du monopole atomique américain ;
2. 1949-1953. phase de l'obtention de la parité atomique par les Soviétiques ;
3. 1953-1957. phase de la parité en armes thermonucléaires entre les deux Grands ¹⁶ ;

[35]

4. 1957-1961. phase de la supériorité relative des Soviétiques en fusées à long rayon d'action et en satellites artificiels ;
5. 1962-.... phase de la tendance à la parité balistique générale entre les deux Grands ¹⁷.

¹⁶ Rappelons que le monopole américain en matière thermonucléaire n'a duré que huit mois, chevauchant sur 1952 et 1953, contrairement au monopole atomique qui avait duré quatre ans.

¹⁷ Moins évidente que les précédentes, cette subdivision posait la question du fameux missile gap des années 1960, envisagé par l'auteur : voir *ibid.*, p. 215-217.

Les phases sont, ici, quadriennales et non pas quinquennales ; l'on en compte quatre complètes et non pas trois comme dans le cycle précédent.

Cette seconde lecture « cyclique » de la Guerre froide classique permet de constater que la détente clarificatrice de « l'esprit de Genève » de 1955 se serait produite au milieu de la troisième phase. Cette *détente* serait dans le prolongement de la tendance à la parité atomique (1949-1953) et aurait eu lieu en plein milieu de l'établissement de la parité thermonucléaire (1953-1957). Ces deux tendances à la parité seraient complémentaires et auraient été nécessaires pour susciter la détente de 1955, lucidement recherchée et se généralisant à ce moment particulier.

Mais le phénomène ne durera qu'un court temps, car, à partir de 1957, la supériorité balistique (même sans application militaire immédiate ou certaine) des Soviétiques s'affirme pendant quelques années, établissant ainsi un nouvel écart de virtuelle puissance globale en leur faveur. Cet avantage les aurait peut-être incités à risquer la tension prolongée de 1960-1961. Ce cycle technico-militaire des quatre phases de quatre ans et le cycle détente/tension des trois phases de cinq ans s'achèvent au moment même de la super-crise de Cuba en 1962.

Après cette date, une époque nouvelle commence. Les deux cycles, détente/tension et technico-militaire, de la Guerre froide classique peuvent servir de référentiel ¹⁸ au moins négatif pour l'analyse.

L'intérêt propre du cycle technico-militaire est d'introduire une dimension d'anticipation causale, qui n'est qu'impliquée dans le cycle détente/tension, simplement illustratif. Cette nouvelle présentation permettrait d'inférer que la perception des rapports variables de supériorité technico-militaire entre les deux Grands les aurait incités à poursuivre des politiques de détente pendant les tendances à la parité et, au contraire, de tension lors des écarts de puissance, réels ou perçus comme tels. Ce second cycle, qui n'est plus seulement descriptif, prête moins à la critique à priori par l'utilisation de critères objectifs (sinon toujours aisément vérifiables ...), moins dépendants en tout cas d'une première appréciation de l'observateur.

¹⁸ Dans [La guerre froide inachevée](#), contenant les graphiques illustrant ces deux cycles (p. 208 : le cycle détente/tension ; p. 218 : le cycle de supériorité technico-militaire) et reproduits ici, l'explication y est aussi moins sommaire que dans le présent résumé.

Il présenterait aussi plus d'intérêt analytique, bien que se prêtant peut-être moins bien à la première évaluation d'un flux d'événements aussi multiples et complexes que ceux qui forment la trame incessante de la lutte pour la plus grande puissance entre les deux Grands. Il faudrait, en effet, tenir compte d'autres facteurs que celui de la course à la supériorité [36] militaire, bien que celui-ci soit présenté comme déterminant en vertu d'une hypothèse fort plausible.

L'économie générale de ce cycle et sa motricité particulière peuvent aussi s'appliquer aux périodes subséquentes à la Guerre froide classique - tant il est vrai que la lutte pour « la plus grande puissance » stratégique et militaire ne s'est pas achevée après la super-crise cubaine de 1962 ! Mais il convient sans doute de s'inspirer d'abord du premier cycle détente/tension qui présente l'avantage d'une qualification générale des événements postérieurs à 1962.

Ce second cycle de supériorité technico-militaire se trouvait donc à modifier, en le comprimant d'une année, le cycle détente/tension tout en fournissant une explication de type causal à des oscillations de comportement qui pourraient bien n'être que des conséquences observables dans toute compétition entre deux puissants concurrents. En effet, contrairement à une idée de sens commun, la tension tendrait à se manifester au moment où l'écart devient le plus considérable entre les forces globales des deux Grands. Au contraire, la détente deviendrait plus naturelle lorsque s'affirme une tendance à la parité des forces, ce qui, d'autre part, n'est pas illogique. Un large écart dans l'inégalité des forces serait donc générateur de tensions et non pas l'inverse (encore qu'il ne faille pas tenir pour négligeables des facteurs autres comme les armements conventionnels ou classiques, ou l'acquisition de positions géostratégiques, etc.).

Une dynamique causale n'a pas à discuter divers modèles courants à l'enseigne de *la polarité* : bi ou multipolarité, principalement la première, sous-distinguée en bipolarité, rigide ou simple, stationnaire ou évolutive, simple ou mixte, etc. D'inspiration magnétique, cette métaphore de la polarité suggère toutefois d'utiles combinaisons et comparaisons entre États dessinant de vastes configurations diplomatiques relativement peu changeantes. Et lorsqu'on parle de bipolarisation plutôt que de *bipolarité*, il s'agit de signaler une intention de prendre davantage en compte les actions propres des deux grands agents plutôt que les effets sur la structure objective de la société internationale.

Tensions et détentes en dynamique de duopole

[Retour à la table des matières](#)

Il est encore un modèle d'une autre source et de plus grande signification pour décrire un système dualiste en opération. C'est le modèle économique du *duopole*, ex-croissance de la théorie du *monopole* qui, en première appréhension, ne cause aucune difficulté tant l'idée en est simple et le terme courant. Tel est bien le caractère, à la fois le plus général [37] et le plus incontestable de la rivalité fondamentale entre les deux Grands, que cette lutte implacable entre deux adversaires dont aucun ne peut mettre l'autre hors de combat sans signer lui-même sa propre mort simultanée. Cette concurrence de type duopolaire, ou duopolistique, dure maintenant depuis plus d'une génération et nul n'en peut entrevoir la cessation à moins d'évoquer d'effrayantes visions d'Apocalypse.

Ce mode d'explication provient du modèle économique de comportement entre deux firmes économiques ou industrielles en situation d'empêchement réciproque de se constituer en monopole. Les comportements sont en l'occurrence fort différents des actions et attitudes qui dérivent des situations de compétition monopolistique. En outre, le duopole n'est pas qu'un cas de *l'oligopole*. Le modèle duopolistique concentre l'attention sur les actions et les dispositions des agents duopoleurs, ce que ne comporte pas de façon aussi évidente l'expression plutôt statique de la bipolarité.

Le schéma du duopole est particulièrement propice à la saisie des faits globaux de la puissance militaire (écart, parité) s'il est moins évident que sa dynamique propre fournisse les réponses satisfaisantes aux interrogations multiples sur la traction du cycle détente/tension, que ce dernier soit périodique ou pas. Des théoriciens de la science politique se servent parfois de catégories analogues à celle du duopole. Ainsi, à côté des classiques monarchie et oligarchie, ils emploient parfois celles de la *dyarchie* et, même plus récemment, de la *polyarchie* qui trouve, toutefois, peu d'applications en relations internationales depuis que Robert Dahl en a construit la notion ¹⁹.

¹⁹ Robert Dahl, *Modern Political Analysis*, Englewood Cliffs, 1963 ; en français, *L'Analyse politique contemporaine*, Paris, 1970.

Comme on le disait de la paix dans l'entre-deux-guerres qu'elle devait être une « création continue », son substitut de la « guerre froide » se reproduit de lui-même, et sous quelque nom qu'on l'appelle au-delà de sa période classique. Malgré les scènes d'intensité variable qui se jouent sur les théâtres seconds et tiers, les objectifs décisifs de chacun des deux Grands, parce qu'estimés vitaux, ne peuvent guère se modifier. Leur action politico-stratégique permet des replis ou des temps d'arrêt, des diversions ou des « détentes », justement ; mais le postulat non écrit de la « guerre froide » interdit des retraites ou des armistices, et même, empêche autant la paix générale que la guerre totale, qui serait une codestruction.

Mais les éléments de risque, heureusement calculés des deux côtés, restent constants dans le conflit persistant. La situation de duopole, où se sont trouvés enfermés les deux Grands, fait que les initiatives qui accentuent la tension, ou qui transforment subrepticement des états de détente en nouvelles tensions, ne peuvent se prendre qu'en des entreprises risquées. Celles-ci, en effet, appellent autant de contre-risques éventuellement [38] plus grands de la part de la partie adverse qui s'estime en état de défensive ou de rattrapage forcé.

La nature du jeu global, qui vise des deux côtés à maximiser les gains tout en minimisant les dangers, engendre d'autres incertitudes que la relativisation, toujours à renouveler, des risques encourus et des avantages escomptés. Mais tout cela se joue en deçà de la seule règle, en quelque sorte organique, qui a prévalu entre 1945 et 1962 : l'impératif absolu du non-recours à la guerre totale. Le drame prométhéen de l'époque est l'incertitude que cet impératif puisse s'imposer toujours : en stricte logique, on peut soutenir que plus il persiste, plus il a chance de durer - à moins que ce ne soit l'inverse !

Malgré l'énormité de leurs moyens, les deux Grands n'ont pu, il s'en faut de beaucoup, *bipolariser* toute la planète, comme on le constate aux théâtres tiers et même seconds. Mais, depuis la fin de la guerre de 1939-1945 jusqu'à aujourd'hui, ils se sont comportés en stricts duopoleurs, se refusant à la lutte inexpiable que se livreraient deux monopoleurs décidés. L'impératif monopolistique, soutenu au moins un temps par l'un des deux, eût entraîné l'explication ultime. C'est le propre de la concurrence duopolistique de pouvoir aller presque à fond, de part et d'autre, pourvu que ce soit en deçà de ce point limite.

Mais ne serait-ce qu'à cause des contraintes matérielles à l'exercice même excessif de la puissance, les duopoleurs acceptent de ne pas occuper tout le champ polarisable. Le résultat objectif ou structurel de ce qu'on appelle la « bipolarité » a découlé, au fil des années, des effets de ce jeu limité. Enfin, le duopole ne requiert pas chez les joueurs un état de conscience clair de tous les instants, ni sur toutes les questions, pour se jouer effectivement comme encadrement impérieux à leurs actions réciproques.

Duopole et monopole ne souffrent donc pas d'entre-deux si le cas apparenté du *monopole bilatéral* tient de l'un et de l'autre et, en particulier, surtout du premier pour le cas qui nous occupe (exemple, par alimentation réciproque des propagandes antinomiques). Les règles de comportement en situation de duopole tolèrent, et en certains cas suggèrent, de rechercher des positions qui semblent oligopolistiques. Le jeu du duopole n'élimine pas tous les autres « pôles » de puissance puisqu'il n'occupe jamais tout le champ polarisable. Mais qu'il se joue en strict interface, ou avec des tiers, ou encore qu'il doive tenir compte des tendances de type oligopolistique, le jeu du duopole proscriit toujours l'usage des moyens monopolistiques qui signifierait la guerre totale.

Que les situations qui se présentent soient le fait d'autres joueurs n'empêche pas que les règles duopolistiques fondamentales continuent de [39] s'appliquer comme si les duopoleurs avaient eux-mêmes créé ces situations. En bref, la norme fondamentale du duopole, tout en étant tacite mais restant non moins liante pour cela, consiste dans la prohibition de toute situation, créée par eux ou par d'autres, qui ne serait plus mutuellement contrôlable par les deux Grands. Il y a donc un point « X » où la tension ne serait plus supportable, au moins par l'un d'eux, ou cesserait d'être « payante » par l'autre. C'est ce point mobile qui déterminerait l'amorce vers la détente.

Il s'ensuit une espèce de code opérationnel dans la conduite toujours dangereuse (au sens du dangereusement « contrôlable ») des comportements de guerre froide. La conscience de l'interdépendance vitale des duopoleurs (qui n'est, certes, pas celle de deux cyclistes sur un tandem !) force tout de même chacun à s'interdire des actions que l'autre ne saurait accepter. On tient compte de l'autre. Tout le temps. L'accroissement de puissance générale ou l'augmentation de tels ou tels avantages chez l'un, sitôt que l'autre en a la perception, incitent vivement celui-ci à en obtenir autant sous une forme ou l'autre, ou tôt ou tard.

La concurrence est toujours ouverte dès lors que chacun des duopoleurs accepte que l'autre augmente indéfiniment sa puissance, quitte pour le premier à s'en remettre à des rattrapages correctifs. Côté positif, la règle se perçoit comme l'acceptation de mesures mutuellement compatibles à l'un et à l'autre et supportables par le système dualiste, prohibant donc tout choc qui serait fatal aux deux. Côté négatif, elle implique la contrainte du refus commun de recourir à des mesures qui entameraient cette compatibilité ou détruiraient l'équilibration dualiste.

Le jeu semble évoquer la simplicité du schéma *stimulus-réponse* ou initiative-réaction, mais il est bien autrement complexe puisque rétroactif et, en tout, dédoublé. On retrouve bien ici des mouvements de réponse ou de réaction ; toutefois ils ne sont pas réflexes mais réfléchis, non automatiques mais voulus et recherchés. À l'action risquée d'un duopoleur, mais contrôlable par lui jusqu'à la réversibilité, répond chez l'autre une réaction également risquée, mais aussi contrôlable et réversible. Une fois accepté le caractère inéluctable du duopole obligé, la nature du jeu commande des comportements audacieux de part et d'autre mais restant toujours dans les limites du raisonnable.

La folie démentielle de la course aux armements est-elle « raisonnable » ? Elle reste tout au moins propre à la rationalité du système qui permet à chacun des deux joueurs de compenser son infériorité relative ou provisoire par un accroissement indéfini de sa propre puissance plutôt que par la diminution de la puissance de l'autre. La course aux armements révèle plus que tout autre facteur cet aspect de la dynamique en spirale [40] de la Guerre froide. D'ailleurs, faut-il parler de rationalité de l'absurde, ou de fondement absurde au raisonnable devant ce jeu concurrentiel prohibant les solutions extrêmes de la guerre totale mais la préparant toujours, qui accumule des armements toujours plus terrifiants avec la détermination sans cesse répétée de n'avoir pas à s'en servir ? Et qui, surtout, ne prépare pas d'abri ?

La période de l'Entre-deux-guerres (1919-1939) présente un contraste total d'avec celle de la Guerre froide classique (1945-1962). D'abord, il y avait eu « paix » entre les vainqueurs de 1918 et le grand perturbateur. Cette paix, litigieuse et même boiteuse, n'allait entraîner que de faibles tensions pendant la première décennie, s'achevant par l'événement marquant du grand Krach de 1929, découpant la période en deux moitiés, et qui, du reste n'était pas, de sa nature, un phénomène proprement politique. Pendant les dix premières années, les faits de politique internationale et de sécurité

européenne ne présentent aucune similitude avec les nettes tendances détente-tension-détente qui ont marqué la période 1945-1955.

Dès 1931, les événements de Mandchourie, impunis et à peine notés en Occident, annoncent un âge d'agression ouverte qui commencera avec l'arrivée de l'hitlérisme au pouvoir. Et ce sera alors, de 1934 à 1939, la marche débridée vers la guerre ²⁰. L'accroissement de puissance de l'Allemagne et du Japon, et à un degré moindre de l'Italie, a pu se faire jusqu'à un degré quasi monopolistique sans trop de résistance des États menacés, seulement capables de tardives réactions individuelles. Lentement cumulatives et faiblement solidaires, celles-ci finirent par devenir irréversibles mais seulement après 1938. L'unité provisoire de la grande coalition, tardive et circonstancielle, n'a pu vraiment se faire et réagir qu'au point limite alors qu'il n'était plus possible de sauver le système international d'alors. Il n'y avait eu que peu ou pas d'adaptations ex ante, et les réactions ex post survenaient trop tard pour corriger les erreurs et pour rattraper l'accroissement de puissance des forces décidées à recourir à l'agression.

La guerre totale devenait l'unique moyen pour empêcher la réalisation complète et durable de projets monopolistiques ou impériaux. Les grands vainqueurs s'estimèrent légitimés de recourir à la solution totale de la « reddition sans condition ». L'Entre-deux-guerres a manifesté, tout au long, le contraire d'une structure duopolaire et des comportements de duopoleurs.

L'autre période comparable à celle de la Guerre froide classique est celle qui la suit immédiatement et qu'il fut convenu de nommer « l'après-Guerre froide », allant de la solution de la crise cubaine de 1962 jusqu'aux [41] arrangements décisifs au sujet de Berlin au tournant des années 1970. On y relèvera divers faits et tendances de détente, de plus rares et de moins affirmés de tension, mais ces faibles fluctuations ne présentent pas les saillants ni encore moins l'étonnante symétrie qu'on a pu enregistrer dans la période 1945-1960.

Toutefois le phénomène du duopole, majeur et constant depuis la fin de la guerre mondiale, continuera à s'affirmer selon des modalités nouvelles, pendant la décennie 1970, mais qui ne suffiront pas, en tout cas, à empêcher, au tournant des années 1980,

²⁰ Pour une présentation plus complète, voir *La Guerre froide inachevée* (p. 220-225) et le graphique représentant « la tendance paix-guerre entre 1919 et 1939 » (p. 221).

une espèce de résurgence d'une nouvelle Guerre froide, ce qui conduira à la période de la non-Guerre froide commençant à la fin de 1985 ²¹.

²¹ Une technique typique du duopole est certes la tenue des rencontres au sommet, dites communément Sommets. Voir le chapitre III qui présente ici, à sa section III, une analyse de ce mode de communication sous le titre « Du bon usage des sommets en période de non-Guerre froide ».

[45]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Première partie : Températures de 45 ans de guerre froide

Chapitre II

Puis, successivement le dégel, la détente, une paix froide et une nouvelle guerre froide (1963-1985)

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre constitue un rappel schématique de la période intermédiaire de plus d'une vingtaine d'années, qui sépare la fin de la *Guerre froide classique* que consacrait l'affrontement, évité de justesse, entre Américains et Soviétiques à propos des missiles installés par ces derniers à Cuba en octobre 1962, et le début de la phase actuelle d'une *non-Guerre froide*, commençant lors de la rencontre au sommet de Gorbatchev et Reagan, tenue à Genève en novembre 1985. De cette période de presque un quart de siècle, il ne peut s'agir de plus que d'esquisser ici les quatre phases typiques ou sous-périodes en lesquelles elle se découpe, en nous servant de la significative et utile logomachie d'usage du vocabulaire usuel de « guerre froide » :

1. le Dégel, ou l'après-Guerre froide (1963-1970) : de La Havane à Erfurt ;
2. la Détente en opération (1970-1975) : d'Erfurt à Helsinki ;
3. l'éphémère Paix froide (1975-1979) : d'Helsinki à Kaboul ;
4. une nouvelle Guerre froide (1979-1985) : de Kaboul à Genève.

La narration et l'analyse de ces tranches d'histoire internationale récente ayant constitué la substance du livre précédent sur *La Guerre [46] froide recommencée* (dont le titre trouvait sa justification dans la caractérisation de la quatrième phase...), la brièveté imposée du chapitre actuel contraint l'auteur à ne livrer ici que des extraits introductifs de trois de ces quatre phases. Quant à la dernière phase, une attention particulière lui sera consacrée du fait qu'elle s'analyse comme une « longue quête » pour une rencontre au sommet entre les leaders politiques des deux Grands. La précédente rencontre du genre remontait à six ans lors de la signature, à Vienne en juin 1979, par les présidents Brejnev et Carter d'un accord fondamental portant sur la limitation des armes stratégiques, dits SALT II, que, du reste le Sénat américain n'aura pas ratifié.

Le Dégel, ou l'après-Guerre froide (1963-1970)

[Retour à la table des matières](#)

Le roman d'Ilya Ehrenbourg, *Le Dégel*, avait été publié après la mort de Staline, survenue en mars 1953 ; la politique dite de la « déstalinisation » en Union soviétique et dans plusieurs pays de l'Est avait suivi. Ces événements furent propices à une première détente, ou à un « dégel » qui, après les divers règlements de 1954 (Autriche, Indochine, etc.), allait conduire à la détente officialisée de « l'esprit de Genève » 1955. Mais un dégel prolongé, marquant un terme à la Guerre froide, ne se produira qu'après la crise ultime de Cuba en 1962 ²². Cette figure contrastante de « dégel » servira à qualifier la plus grande partie de la décennie 1960.

Cette phase de Dégel allait durer une bonne huitaine d'années, jusqu'à la succession de trois événements considérables enclenchant, enfin de façon sérieuse, la re-

²² Cette date charnière n'est pas retenue que par les historiens de la politique internationale. Voir, par exemple, de Pierre Chaunu, *Le refus de la vie : analyse historique du présent*, Paris, 1975, qui caractérise 1962 comme « le point de départ de la crise... (l'année qui) finit la période de l'après-guerre, ... l'année de la première émergence ». Il ajoutait : « Incontestablement, donc, quelque chose d'important se met en marche à partir de 1962, qui affecte par prédilection le monde industriel, à cheval, sur la frontière idéologique des deux blocs que l'arrêt de l'escalade à Cuba et la tension sino-soviétique rendent solitaires » (p. 53, 54, 55).

cherche d'une solution à la question allemande en 1970, soit exactement un siècle après l'unité de l'Allemagne²³. Pour ce résultat, il avait fallu attendre vingt-cinq ans après la capitulation du troisième Reich.

Cet après-Guerre froide présente à l'analyse une plus grande complexité que l'époque antérieure, apportant ce qu'on pourrait appeler un brouillage des perspectives d'ensemble auxquelles la Guerre froide classique avait habitué. Le principe d'unité de la période est celui du dégel persistant, car on n'y constate pas de poussée marquée vers la tension, bien qu'on puisse enregistrer un *tempo* quelque peu plus vif à la fin des années soixante.

L'autre trait majeur est évidemment la perpétuation du système de duopole dans l'après-Guerre froide, exactement comme à l'époque de la Guerre froide classique. Il ne s'agit toutefois pas d'un caractère distinctif, tant il est vrai que le duopole n'a jamais cessé jusqu'à maintenant. C'est même dans cet après-Guerre froide que le duopole va s'affirmer selon des [47] règles plus claires de fonctionnement du système, et cela, malgré la survenance de nouvelles tendances oligopolistiques.

Moins apparemment compétitive que naguère, la rivalité entre les deux Grands en viendra à prendre l'allure d'une cogérance planétaire, en particulier pour promouvoir une politique commune de non-dissémination de ces mêmes armes nucléaires dont l'accumulation leur avait permis une telle supériorité de puissance sur les autres membres de la communauté mondiale. Leur duopole planétaire ne sera guère entamé par les récentes tendances vers la « pluripolarité » ou le « polycentrisme », non plus que par la plus grande conscience que le tiers monde prendra de lui-même en cette décennie 1960.

Enfin, deux guerres chaudes, au Proche-Orient et en Indochine, mettront à l'épreuve le système duopolaire, sans le déséquilibrer toutefois, le confirmant plutôt d'une bizarre façon et bien qu'un des deux Grands s'embourbera lui-même dans l'interminable tragédie vietnamienne. Telles seront les grandes lignes d'analyse d'une période de huit ans, contrastant fortement avec celle de la Guerre froide classique qui manifestait une étonnante tendance à la cyclicité de la tension et de la détente.

²³ Le 19 mars : rencontre à Erfurt des chefs de gouvernement de la République démocratique allemande et de la République fédérale allemande ; le 12 août : signature, à Moscou, du traité germano-soviétique de non-agression par Brandt et Kossyguine ; le 7 décembre : signature à Varsovie du traité germano-polonais.

La Détente en opération (1970-1975)

[Retour à la table des matières](#)

Il y avait eu d'autres périodes de détente, comme celle qui s'était produite entre la mort de Staline en 1953 et le sommet de Genève de 1955, ou comme la longue accalmie d'une huitaine d'années qui avait suivi le règlement de la super-crise de Cuba. Mais ce n'est que dans la première moitié de la décennie 1970 que se confirmera la recherche persistante d'une détente à instituer et qui ne soit plus que provisoirement sécurisante. Cette détente prolongée et voulue pour elle-même a qualifié la période, dite de la Détente justement. Elle avait été désirée longuement lors de la période du Dégel antérieur. On en gardera quelque nostalgie pendant la Paix froide subséquente à la conférence d'Helsinki de 1975.

La période 1970-1975 se signale aussi par la prépondérance des affaires européennes et principalement allemandes, et de ce qui s'y rattache, soit la sécurité du continent et la question de la maîtrise des armements ²⁴ avec les entretiens inter-Grands sur les armements stratégiques (les SALT). Quand les chefs politiques des deux Allemagnes se rencontrèrent à Erfurt en mars 1970, ce premier résultat éclatant de *l'Ostpolitik* signalait le terme final de la Seconde Guerre mondiale, en Europe du moins. Cette rencontre d'Erfurt ainsi que la spectaculaire visite en Chine du président Nixon quelques années plus tard, à l'hiver 1972, constitueront deux « faits porteurs d'avenir » (selon la terminologie prospectiviste) qui déclencheront [48] une série de mouvements diplomatiques à longue portée. Il faut souligner encore que la période de la Détente ne justifie plus guère ce nom au-delà de la conclusion de l'Acte final de la conférence d'Helsinki à l'été 1975, encore qu'il convienne de ne pas négliger la signification, au moins symbolique, de cet instrument diplomatique qui entérinait le fait de la détente et en proclamait solennellement l'idéal.

Entre ces deux événements d'importance toute capitale, l'inter-allemand, à Erfurt en mars 1970, et le paneuropéen, à Helsinki en juillet 1975, semble bien s'être déroulée la plus longue phase de détente de l'après-guerre. Bien d'autres événements hors

²⁴ Le processus de *l'arms control* se traduit plus correctement par « maîtrise des armements » que par l'expression de « contrôle ». En effet, ce dernier terme a un sens plus faible en français (inspection, vérification, etc.) que le control qui signifie direction, maîtrise, etc.

du théâtre européen marqueront évidemment cette période, malgré tout malaisée, de la Détente, en particulier la lamentable sortie des Américains du Viêt-nam et le chaos dans les pays voisins du Laos et du Cambodge.

Aussi, ces années-là, une nouvelle génération d'hommes politiques allait accéder au pouvoir dans la plupart des États, et il ne restera plus guère de ces grandes vedettes mondiales auxquelles on s'était habitué dans les années 1960. En Grèce, au Portugal et en Espagne, la fin de régimes dictatoriaux allait aussi permettre l'éclosion de modèles politiques plus conformes à l'idéal démocratique de l'Europe occidentale.

C'est du Moyen-Orient que retentissent les plus dures secousses avec la guerre d'octobre de 1973 et le déclenchement du célèbre « choc pétrolier » dont aucun pays, dans les mondes industriels ou pas, ne s'est jamais complètement remis du point de vue économique. L'année pivot 1973 est d'ailleurs la plus chargée d'événements affectant tous les niveaux de problèmes dignes de retenir l'attention à cette époque.

La Détente, comme toute autre période, présente des visages nombreux et variables selon les théâtres seconds ou tiers de la rivalité fondamentale entre les deux Grands. La suite montrera que l'esprit positif de la Détente deviendra plutôt évanescant dans la période de l'après-Helsinki jusqu'à la détérioration de la situation causée par l'affaire de l'Afghanistan à la fin de 1979.

L'éphémère Paix froide (1975-1979)

[Retour à la table des matières](#)

La notion ambiguë de « détente », non moins que l'usage sans doute excessif du concept, permet d'en traiter tout autant dans la phase de son déclin que dans celle de son épanouissement. Au milieu des années 1980, la *détente* constitue toujours un couple dialectique avec la *guerre froide* : l'une contredit l'autre et l'exclut dans les faits ; le mauvais état de la détente fait craindre un retour de la guerre froide ; etc. Pendant toute la [49] décennie 1970, le fait et la formule de la « détente » ont été le sujet dominant des controverses de la pratique et de l'analyse internationales. Chaque puissance la présentait comme le nécessaire idéal à promouvoir, mais que l'autre Grand hélas ! contrecarrait ou ne servait pas suffisamment. On n'a jamais, en effet, autant discuté de la « détente » que lorsque les dirigeants américains se mirent à

contester l'opportunité de l'expression, sinon la substance du phénomène. Pour leur part, les Soviétiques en brandissaient l'oriflamme avec la même insistance qu'ils avaient montrée naguère pour prôner la « coexistence pacifique », première mouture de la présente « détente » des années 1970.

Même dépouillée de ses éléments de propagande et de contrepropagande, la détente, en tant que phénomène objectif et objet d'analyse, reste chargée d'équivoques. Les Américains et les Soviétiques prônaient « leur » détente particulière ; et tant les uns que les autres se gardaient bien d'en fournir des définitions claires qui auraient facilité la tâche des analystes ! Pour inférer le fait de la « détente », il ne suffit pas, en effet, de la contraster sommairement avec la « guerre froide », notion tout aussi lourde d'ambiguïtés.

Il reste indispensable de distinguer la Détente, dernière phase des rapports inter-Grands vue à la section précédente, de la plus longue histoire de la Guerre froide dite « classique », la période de l'entre-deux (1963-1970) ayant été, pour sa part, plutôt caractérisée comme celle d'une après-Guerre froide. C'est selon ces appellations qu'on a cru devoir présenter les trois subdivisions chronologiques, signalant les trois degrés d'intensité décroissante de la rivalité entre les deux Grands depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Il s'impose maintenant de justifier le titre de la présente section pour caractériser une autre phase d'évolution qui ne semble plus être de Guerre froide (1945-1962), ni d'après-Guerre froide (1963-1970), ni même exactement de Détente (comme entre 1970 et 1975).

La notion minimale et la plus claire de la *détente* est la contradictoire de la tension, ainsi qu'il a été dit lors de l'exposition du sujet au chapitre premier. Au-delà de sa signification historique, le concept de détente recouvre un processus spécifique dont on a pu reconnaître diverses composantes : une série d'attitudes et d'efforts des deux Grands pour limiter les dangers d'une compétition trop vive et aussi pour prévenir les surprises de l'inattendu et de l'imprévoyance, principalement grâce aux moyens éprouvés d'une négociation continue et d'une coopération privilégiée au moins partielle. Il est moins malaisé de décrire la Détente comme une tranche d'histoire que de définir, dans l'abstrait, la détente comme concept et mode de conduite internationale.

[50] La détente prolongée de la première moitié de la décennie 1970 a été suivie d'une autre phase d'une durée comparable, faite de suffisamment de tensions diverses et nouvelles pour qu'on la caractérise autrement ; et autrement, aussi, que par la me-

nace plus sérieuse d'une résurgence de la guerre froide (ce qui allait se produire quelques années plus tard, au tournant des années 1980). La présente phase, qui commence à l'été 1975, a donc été qualifiée de la notion intermédiaire de *Paix froide*, parce que s'ouvrant par une Paix européenne ayant suffisamment de caractères formels propres aux grandes paix de l'histoire ²⁵, bien que manquant de la dynamique substantielle qui marque les grandes ruptures historiques pour pouvoir l'assimiler vraiment à celles-ci - en quoi elle n'est apparue, trente ans après l'événement qu'elle devait clore, que comme une *Paix froide*.

C'est selon cette large perspective historique que s'évaluent les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sous la forme de son *Acte final*, signé à Helsinki le 1er août 1975. Hommes politiques et commentateurs des temps présents n'accorderont généralement pas à cette rencontre toute spéciale, ni au texte qui en est sorti, une telle importance à cause de ses suites plutôt décevantes. Helsinki 1975 a tout de même été l'apogée formel et institutionnel de la Détente, quoiqu'en une célébration tardive et signalant plutôt une fin qu'un commencement. L'Europe et l'Allemagne, ou les deux Europes et les deux Allemagnes, n'y ont pas été réorganisées, mais structurellement consolidées en l'état où elles se trouvaient depuis un quart de siècle : ce qui n'était tout de même pas un résultat négligeable.

Dans les années qui vont suivre, les relations entre les deux Grands seront moins faciles, surtout au sujet de leur commune entreprise, vitale pour tous, de la limitation des armements stratégiques. En outre, les implications diverses de chacun des deux Grands au Proche-Orient et en Indochine vont transformer ces régions en théâtres seconds de leur rivalité fondamentale. Elles seront toujours des zones d'instabilité, mais les deux Grands n'y auront, pas plus que par le passé, une responsabilité initiale ou une influence déterminante. Dans l'affaire des otages américains à Téhéran, les Soviétiques n'auront aucune part. Enfin, ce sera au sujet d'affaires du tiers monde, d'Afrique et principalement d'Angola, ou d'Amérique centrale et singulièrement au Nicaragua, que les Grands commenceront à se recycler dans le langage de base de « guerre froide » et même dans l'utilisation de quelques-uns de ses moyens risqués.

L'invasion soviétique de l'Afghanistan dans les derniers jours de 1979 ouvrira véritablement une époque nouvelle pendant laquelle la tension globale semblera l'em-

²⁵ Les paix de Versailles (1919), de Vienne (1815), d'Utrecht (1713), de Westphalie (1648), de Cateau-Cambrésis (1559) : en moyenne une par siècle.

porter sur la détente, et bientôt la paix [51] européenne de l'été 1975 ne semblera plus guère qu'un souvenir ayant déjà commencé à s'estomper.

Une nouvelle Guerre froide (1979-1985)

[Retour à la table des matières](#)

L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge, dans les derniers jours de 1979, marquait avec retentissement les limites territoriales de la « Paix (européenne) froide ». Les dirigeants soviétiques avaient recours pour la première fois à l'intervention militaire massive dans un théâtre du tiers monde, en dehors de la zone de protection garantie par eux à Varsovie en 1955, puis, vingt ans plus tard, avec trente-quatre autres pays à Helsinki. Dans les circonstances, Moscou ne pouvait avancer quelque principe de nécessité s'appuyant sur la « doctrine Brejnev » qui, notamment, s'était appliquée avec dureté au cas tchécoslovaque en 1968. Se trouvait aussi contredit au moins « l'esprit d'Helsinki », enfin ce qui subsistait encore de ses prolongements plus ou moins mythiques. La hardiesse de cette sortie brusque du théâtre premier de la rivalité inter-Grands pouvait faire craindre la fin de la Détente-Paix froide de la décennie 1970 puisque les Soviétiques se permettaient maintenant le recours à la force militaire ailleurs qu'en Europe. Par le fait de l'initiative d'un des deux Grands, l'affaire de l'Afghanistan accentuait considérablement la détérioration générale des rapports Est-Ouest, perceptible depuis quelques années.

L'événement, s'étant produit à l'époque de Noël 1979, fut d'abord assourdi par les festivités de cette période de l'année ; mais la nouvelle confirmée suscita dans les capitales occidentales une indignation vive, qu'accentuait encore l'effet de totale surprise. De quel danger immédiat les Afghans pouvaient-ils bien menacer l'Union soviétique ? Il ne semblait pas y avoir de commune mesure entre l'ampleur des moyens employés par le géant et l'objectif de calmer son inconfort du moment d'avoir à Kaboul, la capitale, un leader peu sûr à la tête du nouveau régime communiste institué à la faveur d'un récent coup d'État. Il devait bien y avoir d'autres raisons plus sérieuses, de géostratégie fondamentale notamment, pour mettre en branle ce vaste déploiement de force dans une aventure où tous les risques ne seraient pas du côté le plus faible. Les envahisseurs devaient bientôt s'en rendre compte.

Dans la période subséquente, sujets et moments de tension vont se multiplier, et même s'amplifier, sur d'autres questions. En particulier, une autre pointe de nervosité sera atteinte après le 1er septembre 1983 lorsqu'un avion civil sud-coréen fut abattu par la chasse soviétique au-dessus de la mer du Japon. La glaciation des rapports inter-Grands avait commencé antérieurement à ce 24 décembre 1979, alors que les premières [52] divisions soviétiques franchirent la frontière de l'Afghanistan. Après la Détente, déjà éventée en une Paix froide non moins ambiguë, analystes et commentateurs trouvaient naturellement à s'interroger sur un possible recommencement de la Guerre froide à ce tournant des années 1980. Les faibles chances de ratification américaine des accords SALT II furent enterrées dans les sables de l'Afghanistan, selon l'expression définitive de Brzezinski. La course aux armements reprendra son cours illimité. Surtout le ton général des rapports officiels entre les Grands montera et certains de leurs alliés y attacheront parfois leur grelot. Aux États-Unis même, où se livrait « la contre-offensive des anxieux », c'est « Carter lui-même, qui, en 1980, donna le signal du retour à la guerre froide ²⁶ ».

La nouvelle en coup de tonnerre de l'invasion de l'Afghanistan qui suivait de peu l'affaire des otages à Téhéran, à la fois incongrue et sinistre, réveillait rudement le peuple américain que la droite de ce pays trouvait endormi. À Washington, dorénavant les faucons marqueraient des points sur les colombes. Jamais la région moyen-orientale n'avait autant attiré l'attention avec cette nouvelle affaire de l'Afghanistan, pays plus inconnu encore que mystérieux, situé entre l'Iran, à la révolution régressive, et le Pakistan, allié des États-Unis mais au régime fort précaire. Le Moyen-Orient devenait subitement un théâtre chaud de la rivalité inter-Grands, à l'instar de l'Amérique centrale, avec ses situations virtuellement explosives au Salvador et surtout au Nicaragua. Pendant ces premières années 1980, les états de tension en Afrique ne comporteront pas l'intensité qu'ils avaient dans la dernière moitié de la décennie précédente ; mais c'est, à l'exception de l'Afrique du Sud surtout à partir de 1985, une situation unique à tous égards et ne relevant pas directement de la rivalité inter-Grands. S'il y avait lieu de craindre une nouvelle guerre froide, ce pourrait bien être aussi par la diversité de ses lieux de tension.

La gouverne interne des deux Grands allait, par ailleurs, se renouveler dans les années 1980. Un Brejnev, souvent malade, s'éclipse parfois de l'actualité mais y re-

²⁶ Stanley Hoffmann, *La nouvelle guerre froide*, Paris, 1983, p. 10.

vient inopinément, démentant ainsi les rumeurs sur son impotence, voire sur l'éviction de ce trop preux chevalier de la « détente ». L'octogénaire Mikhaïl Souslov, le dernier des idéologues de l'ère stalinienne et qui avait facilité l'ascension de Brejnev, mourra le premier, le 26 janvier 1982. Avant la fin de l'année, le président Brejnev disparaîtra à son tour. Suivront les successions intérimaires d'Andropov (15 mois) et de Tchernenko (13 mois) jusqu'à ce que s'impose enfin l'étoile montante de la jeune génération, Mikhaïl Gorbatchev, à l'hiver 1985.

Cette chaîne de rapides successions n'entraînera pas de modifications majeures dans le leadership de la politique étrangère soviétique. Élu en [53] novembre 1980, installé à la Maison-Blanche en janvier suivant, Ronald Reagan ne sera entré en contact avec aucun de ses quatre homologues soviétiques et, à vrai dire, il n'aura pas pressé les circonstances pour y arriver pendant son premier mandat d'office. Dans le champ de la politique étrangère tout au moins, le nouveau président républicain va d'abord négocier allègrement le virage pris dans les derniers mois par son prédécesseur démocrate ; mais il le fera selon un style nouveau, entendons plus « musclé ».

Après l'ambivalence et l'esprit d'indécision qui avaient marqué les politiques d'un Carter, les Américains venaient de se donner comme président une espèce de mythe vivant : celui du cowboy viril et affable, redresseur de torts, et semblant s'être distribué, à l'âge de la retraite, un rôle de shérif mondial. Mais la politique étrangère n'était pas précisément le point fort du nouveau résident de la Maison-Blanche. Il ne lui accordait pas de priorité de principe ; et s'il devait s'en occuper de plus en plus, c'est que l'y contraignaient les impératifs du nouveau corps de pensée stratégique régnant à Washington non moins que les récentes déceptions de politique étrangère.

Reagan arrivait à point nommé comme candidat de la « nouvelle droite », et non pas une quinzaine d'années trop tôt comme ce Barry Goldwater, défait décisivement par Lyndon Johnson en 1964. Cette droite, qui n'est pas « la plus bête au monde » ne serait-ce que parce qu'elle sait s'ajuster aux évolutions ne dépendant pas d'elle comme l'avait démontré l'ère de Nixon, a aussi dû son succès à des raisons d'un autre ordre : à la personnalité avenante et respirant la force, malgré un âge avancé, du candidat républicain, au surcroît excellent communicateur, mais aussi à une conjoncture internationale plutôt déprimante où l'absurde le disputait à l'inattendu. La barbare affaire des otages de Téhéran n'était pas encore réglée que voici l'Armée rouge se portant à la conquête de l'Afghanistan, tout à côté de l'Iran !

L'affaire de l'Afghanistan modifiait substantiellement la dynamique internationale et allait surplomber, par son côté inquiétant, le cours des événements à venir. Cinq ans plus tard, dans les analyses-bilan de fin d'année, un thème s'imposera à la réflexion des chroniqueurs de politique internationale : 1984, cette année orwellienne, n'a pas été après tout si mal, en tout cas moins mauvaise qu'on ne l'avait craint depuis le début de la décennie. *Big Brother* reste toujours menaçant ; et chacun a le *Big Brother* de ses craintes particulières. Au niveau international, ce n'est peut-être pas encore la Guerre froide de naguère ; toutefois, la situation devient suffisamment grave, à maints autres indices, pour qu'on se mette à en craindre le retour. Le spectre n'en disparaîtra pas complètement à la [54] suite de la laborieuse quête pour une rencontre au sommet, qui aura finalement lieu, à Genève, les 19-20-21 novembre 1985.

La longue marche vers le Sommet de Genève (novembre 1985)

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'était donc pas tenu de sommet américano-soviétique depuis la rencontre de Brejnev et de Carter à Vienne en 1979 lors de la conclusion des SALT II. Les vents froids de l'affaire d'Afghanistan avaient tôt soufflé, précédant les bourrasques de nombreuses crises régionales. Les rondes de pourparlers en vue de la limitation/réduction des armements étaient passées d'une impasse à l'autre, toutes plus ou moins circonvenues par ajournements et déplacements de problèmes mais jamais résolues. La question d'une rencontre au sommet entre les Grands, qui n'allait prendre un tour décisif qu'à l'été 1985, était dans l'air depuis les élections présidentielles américaines de 1980. Le réenclenchement du dialogue fondamental entre les deux partenaires obligés allait se faire attendre à la suite d'une série de rendez-vous toujours renvoyés à plus tard.

D'une part, un seul grand interlocuteur : Ronald Reagan élu en novembre 1980, réélu en force quatre ans plus tard. De l'autre, une série d'interlocuteurs soviétiques transitoires jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev, jeune et fort, dont la personnalité et le style allait contraster fortement avec ceux de ses trois prédécesseurs. Sa vitalité permet d'augurer un long pouvoir comme maître du Kremlin, tandis que Reagan, non rééligible pour un troisième mandat, va égrener les années de son second. Pour Reagan,

comme pour les États-Unis en perte, dirait-on, de *sécurité dissuasive*, le temps presse davantage que pour Gorbatchev et pour la patrie du communisme mondial ; l'un et l'autre sont avant tout les porte-parole des grands systèmes politiques qu'ils incarnent mais qui transcendent leur destin personnel.

Jusqu'à l'hiver 1983, la question du déploiement des missiles en Europe est au premier plan de l'actualité ; à partir du mois de mars de cette année-là, le projet américain de la « guerre des étoiles » va s'y ajouter sans diminuer l'acuité du premier problème. D'autres questions relatives à l'intégration des imperiums (la Pologne, le Nicaragua ...), ou sorties de conjonctures imprévisibles (le Boeing coréen descendu en mer du Japon, l'invasion de la Grenade, ou la mort du major américain Nicholson abattu par une sentinelle soviétique en Allemagne...) ont eu de quoi alimenter un temps l'acrimonie des rapports inter-Grands. Toutefois, le problème majeur et immanent à la conscience mondiale reste toujours celui de ce qu'on continue d'appeler, par euphémisme, la « course aux armements ». Pour l'étude d'une éventuelle « limitation », ou d'une « réduction » comme [55] on le dit depuis peu, les chefs des deux superpuissances doivent commencer par se rencontrer personnellement pour avoir chance ensuite de continuer le dialogue à plusieurs niveaux et selon divers canaux.

De temps à autre, un interlocuteur tiers rencontre un des Grands. Ces visites sont assez fréquentes chez le président de la Maison-Blanche, un peu moins dans le palais du maître du Kremlin. L'initiative de la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing, à Varsovie au mois de mai 1980, avait été fort discutée en son temps, et davantage en France qu'à l'étranger. L'opinion internationale retiendra que le retrait annoncé d'une certaine partie du corps expéditionnaire soviétique en Afghanistan n'avait pas eu de suite notable. Reagan avait choisi comme secrétaire d'État le général Douglas Haig, ancien commandant des forces de l'OTAN en Europe. Du fait du statut professionnel du nouveau titulaire, cette nomination laissait voir une double préoccupation militaire et européenne. Quelle serait l'attitude générale du nouveau président envers les Soviétiques ? Une même interrogation, à l'inverse, défrayera les rubriques internationales à l'occasion des trois successions de leadership à Moscou. Dans ces régimes pourtant si différents, les périodes de succession présentent ce point commun que la priorité ou même l'urgence s'imposant au nouveau maître est toujours d'ordre interne (mise en place de nouveaux appareils, grandes décisions économiques, etc.) reléguant à plus tard, les importantes décisions en matière de politique étrangère. La conséquence pra-

tique pour le dialogue inter-Grands en devient une dose considérable d'attentisme de part et d'autre.

Selon ce qu'il avait promis en campagne électorale, Reagan adoptait au début de son mandat une attitude dite de force et de fermeté envers Moscou, tout en se disant prêt à discuter « à tout moment d'une réduction légitime des armes nucléaires ». Il affichait toujours ce manichéisme élémentaire pour attaquer cet « empire du mal », ce pays « qui ne croit ni en Dieu ni à une autre vie » et qui n'a « qu'une moralité : la domination du monde ». Mais l'Union soviétique « n'est pas prête à déclencher une confrontation ; ce qu'elle veut, c'est de continuer à gagner sans combattre ». Le difficile est qu'« elle ne croit en rien, sauf à faire avancer le socialisme ». Ces paroles faisaient penser aux sorties d'un Truman aux plus mauvais jours de la Guerre froide naissante. Les propos de Reagan étaient immédiatement dénoncés par des organes officieux du Kremlin, l'agence Tass et la *Pravda*, cette dernière réfutant cette « campagne anti-soviétique fantaisiste, dans le seul but de mettre sous le coude la détente internationale ». Un porte-parole du secrétaire d'État, William Dyers, retournera les allégations de Tass à l'effet que les États-Unis violaient le « code de conduite » de la Détente qu'avaient adopté Brejnev et Nixon lors [56] de leur accord de 1972 : « Ces allégations, disait-il, sont ironiques au vu des interventions soviétiques en Angola, dans la corne de l'Afrique et plus particulièrement en Afghanistan ».

Les Soviétiques continuaient d'invoquer la « détente » dont Brejnev avait tout de même avoué qu'elle servait les intérêts de son pays, devant le XXVe congrès du Parti communiste soviétique de 1976 : « Nous ne cachons pas que, pour nous, la détente permet l'instauration de conditions favorables à l'édification socialiste et communiste ». Au congrès suivant de février 1981, Brejnev invitait maintenant le nouveau président américain à une rencontre au sommet pour établir des « mesures de confiance » entre l'Union soviétique et le reste du monde en Europe et en Extrême-Orient. Il proposait de reprendre les négociations avec les États-Unis sur la question générale de la limitation des armements stratégiques, précisant en particulier les objectifs d'interdire la modernisation des missiles actuels et le développement d'engins d'un type nouveau. Brejnev proposait également un moratoire sur le déploiement de nouveaux missiles dans les deux camps en Europe et suggérait même une discussion sur la question d'Afghanistan mais dans le cadre du désarmement des pays du golfe Persique.

La première réaction de la Maison-Blanche ne fut pas très engageante. Un de ses porte-parole disait à la presse l'« intérêt » du président pour cette ouverture mais qu'il

restait toutefois « persuadé qu'il s'agit là surtout de propagande soviétique destinée à nos alliés européens ». Effectivement, ceux-ci semblaient moins incrédules, estimant qu'il ne fallait pas laisser passer une occasion de rompre enfin le cercle des récriminations réciproques entre Washington et Moscou ; mais l'autre note dominante de leur réaction était celle de la prudence : il ne fallait pas, non plus, précipiter les choses.

Une percée pour la reprise d'un nouveau dialogue soviéto-américain se fera enfin avec l'annonce de la rencontre Reagan-Gromyko à Washington à la fin de septembre 1984. Le déploiement en cours, dans les deux Allemagnes et en Tchécoslovaquie, de nouveaux missiles, pointés les uns contre les autres, avait créé une situation de plus grande nécessité que jamais : les Grands devaient cesser de s'envoyer des invitations nuancées d'accusations, et peut-être même sans espoir réel de réponses positives.

Ce n'était pas encore la « détente », mais peut-être un mélange entre sa nostalgie et le début de mauvaises consciences pour cause d'inactivité. Du nouveau flottait dans l'air permettant de croire, à de nouveaux indices sérieux, qu'il pourrait se passer quelque chose. Au Kremlin, on prévoyait pertinemment que Reagan serait réélu en novembre et qu'il faudrait [57] négocier avec lui dans les quatre années suivantes. Les alliés européens avaient critiqué âprement, en divers forums internationaux, les politiques reaganiennes en matière économique, mais ces discussions n'entamaient guère les grandes politiques de sécurité continentale. En particulier, le gouvernement socialiste français depuis mai 1981 en rajoutait en « atlantisme » à ses prédécesseurs de la droite. Sur la question spécialement sensible des Allemagnes, Moscou ne cachait pas son irritation des trop bonnes relations que les deux gouvernements entretenaient. Erich Honecker devait même ajourner la visite qu'il devait faire à son homologue de l'Ouest, Helmut Kohl, en septembre 1984.

Quelques jours avant l'historique rencontre Reagan-Gromyko du 28-29 septembre 1984 à la Maison-Blanche, le président américain avait prononcé un discours à l'Assemblée générale de l'ONU, contenant ce passage clé : « L'Amérique a rétabli sa puissance, renforcé ses alliances. Nous sommes prêts pour des négociations constructives avec l'Union soviétique ». Gromyko assistait à la séance, demeurant impassible. Dans sa réponse, trois jours plus tard, il s'en prendra à ce langage de constante affirmation de la « force ²⁷ » et réclamera plus que des assurances verbales, des actes concrets.

²⁷ « All we hear is that strength, strength, and above all strength is the guarantee of international peace (...). This a twisted logic, a logic of frenzied militarism » (Gromyko, cité dans *Time*, le 8 octobre 1984).

Cette longue harangue (d'une heure et quart) du ministre soviétique précédait un discours indiquant des possibilités de dialogue. Mais c'est la visite de Gromyko à la Maison-Blanche, quelques jours plus tard, qui permettra le virage et aura le plus de retentissement dans l'opinion internationale.

Il s'agissait du premier entretien direct du président Reagan avec un membre de la haute direction soviétique. Au terme d'un long échange de points de vue durant près de quatre heures, les deux parties, dans un nouveau climat amical au moins apparent, avaient convenu de maintenir le contact établi, résultat essentiel de la démarche. Le secrétaire d'État Shultz indiquait en conférence de presse que les deux hommes avaient soutenu une discussion « philosophique » sur la nature des relations américano-soviétiques et sur ce qu'il importait de faire pour parer à la menace nucléaire. Andreï Gromyko n'est pas d'une nature particulièrement souriante, mais, à l'issue de la rencontre, il arborait un large sourire en levant les mains selon la pose du boxeur qui vient de gagner son combat. Moscou tenait à la reprise du dialogue.

Les deux ministres des Affaires étrangères devront se rencontrer à Genève les 7 et 8 janvier pour établir les modalités de la reprise des négociations bilatérales. Entre-temps, Shultz confirmait à une réunion de l'OTAN que le gouvernement américain poursuivait toujours son programme d'installation des euromissiles, incitant ses partenaires à la prudence au sujet de la rencontre projetée : « Il ne se passera peut-être rien, [58] et alors on n'en parlera plus, ou peut-être cela prendra-t-il beaucoup de temps. » Dans le communiqué final, les nations atlantiques appuyaient fortement le projet de Reagan pour « un dialogue constructif » et « dans le sens d'une détente authentique ».

En ce mois de décembre 1984, celui qui passait pour le numéro deux du Kremlin et qu'on considérait comme l'héritier désigné, Mikhaïl Gorbatchev, faisait un voyage en Angleterre. Le leader encore peu connu fit une excellente impression, de celle qu'on caractérise en argot de théâtre par l'expression « faire un malheur ». Il abondait dans le sens du premier ministre Margaret Thatcher sur l'importance du rétablissement du dialogue soviéto-américain, insistant - déjà - sur la non-militarisation de l'espace plutôt que sur la réduction des armements nucléaires, stratégiques et à moyenne portée. Devant la Commission des Affaires étrangères des Communes, Gorbatchev avait fait beaucoup d'effet par des phrases comme celle-ci : « Il était devenu évident que la guerre froide était un état anormal de relations constamment menacées des dangers de guerre (...). Malgré tout ce qui nous sépare, nous n'avons qu'une seule planète, et l'Europe est notre pays commun et non un théâtre d'opérations (...). L'âge nu-

cléaire dicte inévitablement une nouvelle pensée politique. Prévenir une guerre nucléaire est le problème le plus pressant pour tous les peuples ».

Gorbatchev liait avec insistance la militarisation de l'espace à la question des armements stratégiques. Ce projet dit d'initiative de défense stratégique (IDS) était manifestement ce que craignaient le plus les Soviétiques ; et leurs inquiétudes semblaient partagées par le chancelier Kohl, le président Mitterrand et le premier ministre Thatcher, tous y voyant plus ou moins une espèce de mesure de *surarmement*. Mais à Washington, on estimait encourageante la volonté de dialogue exprimée par l'homme politique soviétique et surtout le fait qu'il ne considérait pas la non-militarisation de l'espace comme une condition préalable à la reprise des négociations. Malgré son insistance sur la question, Moscou n'en faisait pas un préalable aux négociations à venir ; et Washington acceptait qu'on en discutât sans pour autant en abandonner le projet : ce nœud d'ambiguïté allait encore se resserrer dans les pourparlers à venir.

Quant aux objections de Margaret Thatcher sur le programme américain de défense spatiale, elle les amenuisa fort considérablement à la suite d'entretiens qu'elle eut à Washington et au Camp David avec le président. En même temps que les alliés européens, elle se satisfaisait maintenant des assurances qu'on lui avait fournies : il ne s'agissait que d'un programme de recherche et il n'était pas question que les Américains « déploient » ce système de défense spatiale avant de négocier d'abord [59] avec les Soviétiques. Pour l'heure, il fallait continuer ces recherches qu'avaient déjà entreprises les Soviétiques, d'autant qu'ils étaient eux-mêmes en avance dans le secteur voisin des armes antimissiles.

1984, cette année devenue symbolique par la grâce d'un grand écrivain, s'achevait en pleines projections de science-fiction : militarisation de l'espace, initiative de défense stratégique, bouclier spatial, guerre des étoiles...

Les attentes dans l'opinion, autant que dans les milieux officiels, étaient fort modérées, et on semblait se satisfaire a priori que le sommet ait simplement lieu. On pouvait déjà porter au positif qu'il n'ait jamais été question de renvoyer à plus tard la tenue de la rencontre. Une telle conjecture aurait constitué une nouvelle crise grave par-dessus la somme des désaccords connus et dont certains allaient encore s'explicitier en cet automne 1985. Pas une hésitation, aucun doute n'était permis : quelles qu'en soient les conséquences, Gorbatchev et Reagan devaient se rencontrer, faire connaissance, se parler... Pour les conséquences, on verrait plus tard.

Jamais peut-être depuis la rencontre de 1961, à Vienne, de Kennedy et de Khrouchtchev, personnalités combien contrastantes, la couverture médiatique d'un tel événement n'avait trouvé un sujet aussi sensationnel que cette paire de Reagan et Gorbatchev, tous deux proclamés « grands communicateurs » par les spécialistes. Et sans doute que leur succès étonnant en leur pays respectif fût d'abord dû au style avenant de leur personnalité. Les antinomies fondamentales des propagandes officielles s'incarnaient en des visages humains s'adressant à d'autres hommes. Au début de septembre, *Time* publie une longue interview de Gorbatchev qui fera son tour de presse mondial ²⁸. Deux mois plus tard, Reagan converse aussi longuement avec quatre journalistes de la *Pravda*, qui publie ses propos mais en les doublant d'une réplique aussi élaborée dans le même numéro. Quand le président américain fait passer son message de paix sur les antennes de *Voice of America*, exceptionnellement les ondes n'en sont pas brouillées par Moscou. Gorbatchev publie même un livre aux États-Unis à quelques jours du sommet, prenant les milieux officiels de Washington par surprise. La période du pré-sommet fut présentée par la presse internationale comme deux vastes entreprises de relations publiques, chacune se donnant comme cible privilégiée la clientèle de l'autre camp. La tenue du sommet lui-même prendra l'allure d'un événement médiatique d'une ampleur encore jamais vue, malgré la décision commune du black out ou de l'embargo imposé à la presse pendant les deux jours de la rencontre.

À quinze jours du sommet, le secrétaire d'État Shultz va à Moscou pour tenter d'aplanir les difficultés. En particulier, les Soviétiques font de [60] la course aux armements une question centrale au point d'en paraître presque exclusive des autres auxquelles tiennent aussi les Américains. Après quatorze heures d'entretien vigoureux avec son homologue soviétique et le secrétaire général lui-même, il revient bredouille se contentant de déclarer que, bien qu'il y ait eu « développement sur certaines questions », le désarmement n'est pas le seul sujet d'importance : « Les conflits régionaux sont importants ; les relations bilatérales sont importantes, les droits de l'homme sont

²⁸ Le 9 septembre 1985, la presse internationale, l'agence Tass en tête, répercuta quelques formules éclatantes : « Nous ne pouvons survivre ou périr qu'ensemble (...). La guerre ne sera jamais le fait de l'Union soviétique. Nous ne commencerons jamais la guerre (...). L'approche qui, me semble-t-il, s'ébauche à Washington ne manque pas de susciter notre préoccupation. C'est un scénario de pression, une tentative de nous mettre le dos au mur, de nous imputer comme ce fut le cas plus d'une fois, tous les péchés mortels (...). Il semblerait que l'on se prépare à une sorte de contrat de « super-gladiateurs » politique avec pour seule idée de toucher en mieux l'adversaire et d'obtenir le maximum de points dans ce corps à corps » (traduction du journal *Le Monde*, le 3 septembre 1985).

importants ». Les deux Grands prônaient toujours un ordre du jour aux priorités inverses.

Deux semaines plus tôt, à la tribune des Nations unies (à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Organisation), le président Reagan avait surtout insisté sur le règlement des problèmes régionaux, allant de l'Afghanistan au Nicaragua, tandis que le ministre soviétique des Affaires étrangères, lisant un texte de Gorbatchev, avait principalement mis l'accent sur le désarmement nucléaire, tout en concédant qu'il importait de faire de nouveaux efforts « afin d'étouffer les foyers régionaux de tensions, de liquider les vestiges du colonialisme dans toutes ses manifestations ». Tandis que, du côté américain, on réaffirmait l'intention de maintenir le programme de l'IDS, à la fois comme « initiative » de recherche et pour des fins strictement défensives, les Soviétiques répétaient de plus belle que ce projet signifiait tout le contraire, plus que jamais inadmissible pour eux. Même les accords de limitation passés étaient violés, soutenaient les uns et les autres : celui portant sur les ABM par les Américains avec leurs travaux de l'IDS ; celui des SALT II par les Soviétiques avec leurs nouveaux euro-missiles.

À la mi-septembre, une troisième ronde des pourparlers de Genève sur le désarmement s'était ouverte à Genève ; rien ne laissait prévoir qu'on sortirait des impasses auxquelles avaient abouti les deux précédentes. Probablement même que l'impasse se durcirait encore au su des toutes récentes prouesses techniques américaines ²⁹. Une voix autorisée, comme celle du respecté George Kennan, rappelait avec un sentiment angoissé que la question des armements, de leur *control* ou maîtrise (en forme de limitation ou réduction) était l'objectif central et majeur de la rencontre de Genève ³⁰. La nouvelle la plus spectaculaire de cette période pré-sommet fut la proposition soviétique d'une réduction de 50% des armes offensives nucléaires de chaque super-puissance.

La condition en serait la mise en sourdine des travaux des Américains pour se doter d'un bouclier défensif dans l'espace, selon leur interprétation, ou, selon l'expres-

²⁹ Au début de septembre, un laser chimique de grande puissance détruisait un missile statique Minuteman sur le polygone de tirs de White Sands. Une semaine plus tard était couronné de succès le premier test en pleine grandeur d'un missile antisatellite dit ASAT.

³⁰ « It would be a great pity - indeed more than a pity - if problems of arms control were to be crowded out at Geneva by futile wrangling over human rights issues and over the ins and outs of the respective political and military involvements - theirs and ours - in various distant places » (*The New York Times*, le 3 novembre 1985).

sion contraire de Gorbatchev alors en voyage à Paris, des « armements spatiaux d'attaque ». N'ignorant pas que Reagan avait encore rappelé dans les jours précédents que le programme de l'IDS [61] n'était pas négociable, les analystes scrutèrent le texte du discours afin d'y trouver la moindre possibilité d'un accommodement entre les deux positions. Déjà lors de son interview au magazine Time, Gorbatchev ne semblait pas inclure la « recherche fondamentale » dans son refus de l'IDS. Un porte-parole soviétique, Leonid Zamiatine, précisait cette fois-ci que le concept d'interdiction complète, de part et d'autre, des armements spatiaux d'attaque recouvrait leur « fabrication, mise au point et déploiement » et ne semblait donc pas comprendre les travaux de recherche.

À un mois et demi de la tenue du sommet, la proposition d'une réduction bilatérale aussi importante permettait de sortir des sentiers depuis longtemps battus en sens contraires. Elle plaçait l'autre protagoniste en position de ne pouvoir la rejeter du revers de la main comme une simple manœuvre de propagande. En outre, la simplicité et la globalité de la proposition avait de quoi frapper les esprits et susciter les approbations de l'extérieur. Seulement, elle paraissait aussi trop simple et globale dès lors que se posait la question initiale : réduction de quoi, à partir de quelle base ? Jusqu'à maintenant les Soviétiques incluent dans la notion d'armes « stratégiques » les armes américaines à portée intermédiaire car elles sont en mesure d'atteindre leur territoire tandis que leurs propres armes équivalentes ne peuvent menacer le continent américain.

Une réduction égale de 50% de part et d'autre n'apparaîtrait plus équilibrée si les coupures portaient sur les armes nucléaires américaines à longue et à moyenne portée tandis que celles du côté soviétique n'affecteraient que les armes à longue portée. Il y aurait aussi à tenir compte de la variété des armements nucléaires et de la diversité des vecteurs, eux-mêmes objets de rapides transformations technologiques. C'est enfin le cas de rappeler que tout calcul numérique de cet ordre doit reposer sur les données de base d'une géostratégie élémentaire. De même façon fallait-il considérer l'offre à la France et à la Grande-Bretagne de négocier séparément avec l'Union soviétique de telles réductions : Paris et Londres n'ont guère attendu pour refuser la proposition les concernant. À tour de rôle, Washington puis Moscou avaient consulté leurs alliés européens au début d'octobre. Pour l'essentiel de *l'approche* au sommet par chacun des Grands, les alliances se manifestaient une fois de plus comme indéfectibles, ou, si l'on veut le duopole restait intact ou plutôt avait tendance à se raffermir encore.

À la veille de leur tête-à-tête de Genève, les deux hommes d'État se trouvaient en situation de force et bien appuyés par leurs arrières. Les observateurs de la scène internationale jugeaient que le Soviétique avait gagné sa campagne de relations publiques et que l'Américain n'avait pas perdu la sienne. Depuis sa prise du pouvoir en mars, Gorbatchev avait eu [62] le temps de mettre ses hommes aux points névralgiques de l'appareil du parti et du gouvernement. Au début d'octobre, s'étalait sur trois pages de la Pravda un plan fort ambitieux d'amélioration, en qualité et en quantité, des biens de consommation et des services offerts à la population d'ici l'an 2000. Cela allait du milliard de paires de chaussures aux techniques modernes de vente destinées à sauver du temps aux consommateurs soviétiques. Succédant à trois vieillards cacochymes, le nouveau secrétaire général devenait « populaire » au sens du *marketing* politique occidental, tout en livrant des mises en garde contre les utopiques tentatives « de fuite en avant » qui avaient marqué l'époque de Khrouchtchev.

Aussi bien par ses succès en politique intérieure que par la performance globale de l'économie américaine, le président Reagan pouvait compter sur un fort appui populaire. Pour aborder la grande aventure du sommet, il se trouvait en position plus favorable que tous ses prédécesseurs depuis 1961 ; il n'était entravé par aucune hypothèque comme la désastreuse aventure de la Baie des Cochons, la tragédie vietnamienne ou le scandale du Watergate. Avec les atouts d'une considérable augmentation de puissance militaire dans presque tous les secteurs, il pouvait encore jouer de la carte de l'IDS. À ce dernier sujet, il était suffisamment engagé pour faire réfléchir le protagoniste et pas trop pour jouer d'une « menace » directe ou immédiate. Cet ensemble de conditions ferait penser à la situation de l'été 1955 lorsque Eisenhower rencontrait le tandem Boulganine-Khrouchtchev : il allait en sortir le premier « esprit de Genève » s'imposant à l'âge thermonucléaire commençant. Trente ans plus tard les deux Grands semblaient vouloir considérer comme sérieuse une réduction radicale de la moitié de leurs arsenaux d'armements nucléaires offensifs. Naguère Eisenhower avait lancé le plan « open skies » ; des conseillers de Reagan prônaient maintenant l'idée d'un « open laboratory », deux formules par lesquelles scientifiques soviétiques et américains pourraient contrôler mutuellement leurs recherches en vue d'une Paix des étoiles...

Toutefois les tout derniers jours précédant le sommet n'avaient guère de quoi fonder quelque espoir d'une percée sur la réduction des armements. Le 14 novembre, l'agence Tass annonçait le refus en bloc des contre-propositions américaines soumises

lors de la prolongation spéciale de la troisième ronde des pourparlers sur le désarmement. Toujours la même raison : les Américains maintiennent obstinément leur intention de poursuivre « la course aux armements dans l'espace ». Plus retentissante fut l'affaire de la publication d'une lettre confidentielle du secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger (qui ne devait pas accompagner Reagan à Genève), dans laquelle il pressait le président de ne pas prolonger [63] jusqu'en 1986 l'application du traité des SALT II et surtout de ne faire aucun compromis sur l'Initiative de défense stratégique. Cette fuite fut interprétée par un Soviétique bien connu comme une tentative américaine de « torpiller tout le processus de négociation des armements ³¹ ».

Mais le sommet n'avait pas encore commencé qu'on apprenait qu'il y en aurait deux autres, aux États-Unis en 1986, en Union soviétique en 1987. C'était l'indication préalable que la rencontre ne pourrait être un échec complet : les deux Grands se mettraient au moins d'accord pour réamorcer la pompe qui, après six ans, avait commencé à rouiller.

³¹ Selon un des analystes soviétiques les plus connus en Occident, Georgi Arbatov, directeur des Études américaines et canadiennes de Moscou (*La Presse*, le 18 novembre 1985).

[65]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Première partie : Températures de 45 ans de guerre froide

Chapitre III

Le dépassement de la seconde guerre froide et du bon usage des rencontres au sommet (1985-...)

[Retour à la table des matières](#)

La nouvelle ou seconde Guerre froide est morte lorsqu'on a commencé à le dire et à l'écrire à la façon d'un constat postulatoire. Le phénomène se répétait à un quart de siècle d'intervalle : il s'était d'abord produit en octobre 1962, lors de la confrontation à distance entre Soviétiques et Américains sur les missiles pointés vers les États-Unis que les premiers avaient pris le risque d'installer à Cuba ; puis en novembre 1989, lors du franchissement libérateur du Mur de Berlin, « dit de la Honte » et du démantèlement rageur qui s'ensuivit aussitôt.

Une situation de non-Guerre froide ?

À ce point précis où avait commencé la Guerre froide entre les grands vainqueurs de 1945, les Allemands des deux côtés du Mur vivaient en exaltation l'événement comme une rupture définitive d'époque et l'annonce d'une réunification inscrite dans la nature des choses et qui n'allait pas tarder, de fait en moins d'un an (9 novembre

1989 - 3 octobre 1990). Du point de vue des rapports américano-soviétiques eux-mêmes, une première Guerre froide, la « classique ³² », s'était engloutie dans la mer des Caraïbes à l'automne 1962 : ce qui n'avait pas empêché une « nouvelle » ou une « deuxième » Guerre froide au tournant des années 1980. C'est de cette dernière dont il s'agit lorsqu'on parle indistinctement d'une [66] ou de la fin de la *Guerre froide*. Mais il reste que, dans des avenir imprévisibles, il n'est nullement exclu qu'elle puisse resurgir à nouveau...

Que la situation de *guerre froide* paraisse dépassée ou qu'on ait la sensation d'en « sortir », cela s'entend ou se lit dans suffisamment de textes d'hommes politiques ou de diplomates, dans tellement de journaux ou de publications d'intérêt général ou de spécialité, qu'on y consent bien volontiers. On se rendrait peut-être moins facilement à la réponse, quelque peu trop simple, donnée à la question corollaire : qui l'a « gagnée ³³ ». L'interrogation serait sans doute plus opportune en conclusion analytique qu'en premier abord du sujet. Par hypothèse initiale, on pourrait tout de même risquer cette proposition : s'il est certain que l'Union soviétique et le camp oriental n'ont pas davantage gagné la Guerre froide seconde manière que la « classique », il ne s'ensuit pas que les États-Unis et le camp occidental l'auraient, eux, strictement gagnée dans la même proportion ou pour des raisons correspondantes mais inverses.

Même avant la destruction du Mur honni comme symbole maléfique, c'était devenu depuis quelques années une espèce de lieu commun que d'évoquer l'époque comme celle d'une « guerre froide » maintenant révolue ³⁴ et heureusement pour tous ! Les leaders des deux Grands n'étaient d'ailleurs pas en reste avec les experts et les analystes de la presse internationale. Sur la Place rouge à la fin mai 1988, à un reporter qui lui demandait s'il pensait encore que son pays hôte était toujours « l'empire du mal », Ronald Reagan répondait avec quelque impatience : « Non, je parlais à propos d'un autre temps, d'une ère écoulée ». En décembre de la même année, Margaret

³² « La guerre froide se meurt, la guerre froide est morte ! Seuls en Occident du moins quelques "fieffés réactionnaires" lui consacrent encore les restes d'une voix qui tremble et d'une ardeur qui s'éteint », écrivait Pierre Hassner en parodiant un texte célèbre d'un auteur dramatique français. Il continuait : « Déjà répandu lors des différentes phases de détente - comme en 1955 ou en 1959 - ce sentiment a pris une force croissante et une sorte d'évidence massive depuis octobre 1962 » (Pierre Hassner, « L'après-guerre froide : retour à l'anormal », *Revue française de science politique*, février 1968, p. 117).

³³ Nous reviendrons plus loin sur cette question dans ce chapitre.

³⁴ L'Institute of Strategic Studies de Londres, à la fin mai 1989, faisait remonter à 1988 l'année qui marquait la fin de la Guerre froide.

Thatcher avait pour sa part tenir pour acquis que l'époque de guerre froide était terminée. Quant à Mikhaïl Gorbatchev, le déclencheur de cette espèce de branle-bas de combat pacifique, il ne manquait pas une occasion d'affubler du titre de « partenaires » les « ennemis » d'une « guerre froide » d'hier et dont il faisait à tout propos ressortir les aspects anachroniques.

Quant au président George Bush lui-même, il était d'avis qu'on ne pourrait enregistrer la fin de la Guerre froide qu'au moment où le Mur serait abattu et que seraient réunifiées les deux Allemagnes. Si dès le début de la période considérée en ce chapitre, entre les premiers sommets de Genève (novembre 1985) et de Washington (décembre 1987), la Guerre froide se portait - heureusement ! - plutôt mal, elle agonisait sûrement entre l'assaut populaire porté contre le Mur et la proclamation de sa mort officielle par les présidents Bush et Gorbatchev quelques semaines plus tard, lors de leur rencontre au sommet de Malte dans les premiers jours de décembre de cette même année 1989. Voilà pour la notice nécrologique. La Guerre froide aura même droit à des obsèques [67] officielles. De même que le culte de la « Détente en opération » avait été concélébré dans la capitale finlandaise, à l'occasion de la signature de l'Acte final de Helsinki en juillet 1975, ainsi, quinze ans plus tard, à Vienne puis à Paris en novembre 1990, la seconde Guerre froide était « enterrée » ou « inhumée » par les mêmes 34 États européens ainsi que par les États-Unis et le Canada.

Furent présents à ces cérémonies des hommes d'État du plus haut rang et des ambassadeurs représentant les populations comprises « entre Vancouver et Vladivostok », précisait un participant en mal d'une expression géopolitique forte, abolissant physiquement l'Atlantique sinon l'OTAN, alors même que s'entamait le démantèlement de l'Organisation du Pacte de Varsovie. En outre, cette Conférence de sécurité et de coopération en Europe (CSCE), tenue à Paris à la mi-novembre 1990, avait été précédée d'une cérémonie, à Vienne la veille, au cours de laquelle 22 pays, membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie avaient paraphé un traité de désarmement sans équivalent dans l'histoire et prévoyant d'envoyer à la casse des milliers d'armes lourdes (avions et hélicoptères, blindés et pièces d'artillerie, etc.) des deux camps. (Dans le cadre mieux approprié de la nouvelle politique intra-européenne, cette question sera reprise avec plus de précision au chapitre subséquent.)

Depuis le temps qu'elle faisait les grandes manchettes, l'expression de « guerre froide » s'était banalisée ; mais deviendra autrement accrocheuse l'affirmation de sa négation : la fin de la Guerre froide, *the Cold war is over*, etc. En bonne place édi-

riale, un journal de la classe du *New York Times* lançait une rubrique spéciale *Is the cold war over ?* pour accueillir divers points de vue d'analystes et de diplomates américains, etc. Presque tous l'affirmaient, la plupart des témoignages étant, toutefois, nuancés à propos de la portée réelle et durable du phénomène, d'aucuns incitant même à une prudence de circonstance, sinon à une certaine méfiance. Il s'agissait dans ce dernier cas de ceux qu'à Washington on appelle communément les *hardliners* ou *cold warriors*, souvent des bureaucrates militaires de carrière (tel Brent Scowcroft, conseiller spécial en sécurité nationale du président George Bush).

Des études analytiques furent tôt consacrées à cette question ; dans le cadre plus large de livres, les auteurs évaluaient les adaptations possibles devant un événement porteur de conséquences aussi inédites qu'importantes : *The end of the Cold war*, *The Cold war is over*, *Out of the Cold* ³⁵. L'idée maîtresse qui se dégageait de plusieurs chroniques d'actualité, aussi bien que d'essais à vastes perspectives historiques, est que nous assistions à la première grande Paix de notre époque faisant penser à celles de 1919, de 1815, de 1763 ou même de 1648, à la Paix de Westphalie, [68] laquelle avait réglé tout différemment la situation allemande en fragmentant l'ensemble du monde germanique en quelque 350 unités politiques !

L'enfilade des « sommets » pendant la non-Guerre froide

[Retour à la table des matières](#)

La trame même de ce passage gradué d'un état de « guerre froide » à celui de sa négation se tisse naturellement par le rappel de l'enfilade des rencontres au sommet, s'étalant de la première à Genève en novembre 1985 à celle de Helsinki en septembre 1990 : soit sept « sommets » en cinq ans, alors qu'il n'y en avait eu aucun pendant les six années précédentes de la nouvelle Guerre froide. Les « sommets » sont vraiment des points de crête de la dynamique globale des rapports inter-Grands, des moments d'une révélation concentrée et, souvent même, par leurs silences ou carences. Ainsi, les traces s'effaçant graduellement du précédent sommet ou encore la prévision calcu-

³⁵ Ces ouvrages ayant, respectivement, pour auteur Bobdan Denitch, William Hyland et Robert McNamara.

latrice et la préparation parfois laborieuse du prochain ont souvent plus d'importance pour la saisie d'une tendance générale que ce qui se passe effectivement à telle ou telle rencontre, comme, par exemple, les décisions et confirmations dont nous parlent communiqués officiels et conférences de presse particulières ou conjointes. La technique des sommets inter-Grands n'a guère suscité d'attention dans l'analyse du système international, lacune que nous tâcherons de combler quelque peu à la section suivante.

On privilégie naturellement ces rencontres mettant en interface les deux chefs d'État détenteurs de la plus grande puissance, mais sans sous-estimer pour autant les autres paramètres dont il faudrait tenir compte pour une présentation plus complète. Ainsi, réserverons-nous à des chapitres subséquents tout ce qui a rapport au couple perestroïka et glasnost du réformisme gorbatchevien, nous appliquant ici au seul troisième terme de la triade, dit de la « nouvelle pensée » (ou « mentalité » ou « approche ») en matière de politique extérieure³⁶. Autrement dit, décrivons d'abord les comportements officiels et visibles des deux Grands l'un par rapport à l'autre avant d'examiner les perturbations aussi profondes que nombreuses et inattendues, qui continuent à se produire à l'intérieur de l'un d'eux, comme autant d'éléments d'explication de cette fin de la seconde Guerre froide.

Rappelons d'abord ce cheminement chronologique :

1. Sommet Reagan-Gorbatchev à Genève (19-21 novembre 1985) ;
2. Sommet Reagan-Gorbatchev à Reykjavik (11-12 octobre 1986) ;
3. Sommet Reagan-Gorbatchev à Washington (8-10 décembre 1987) ;
4. Sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou (29 mai-2 juin 1988) ;
- [69]
5. Sommet Bush-Gorbatchev à Malte (1-4 décembre 1989) ;
6. Sommet Bush-Gorbatchev à Washington (31 mai-1er juin 1990) ;
7. Sommet Bush-Gorbatchev à Helsinki (8-9 septembre 1990).

Fruit tardif d'une laborieuse campagne pour renouer les contacts, le sommet de Genève tenait sa plus grande importance du fait qu'il se soit enfin tenu : d'autant que cette reprise devait constituer le prélude à des rencontres ultérieures dans chacune des

³⁶ L'expression russe *novoye myshleniye*, difficile à prononcer et à retenir, pour signifier une « nouvelle pensée », des « vues nouvelles » en matière de relations internationales ne s'est pas imposée dans les langues autres que le russe. Aussi sa traduction est-elle quelque peu flottante.

deux capitales. Cordialité et franchise, chaleur humaine et style de *high society* marquèrent l'ambiance de l'événement selon la « couverture » qu'en fit la presse internationale, se rabattant volontiers sur des aspects de mondanité à défaut de pouvoir faire état d'éléments plus substantiels. Mais d'avoir réenclenché un dialogue direct devenu nécessaire, et ressenti tel par chaque partie ainsi que par l'opinion internationale, prouvait assez l'à-propos de cette rencontre.

D'un ordre du jour, constitué d'un examen très large des matières relatives à l'*arms control* au sujet desquelles des perceptions souvent opposées avaient empoisonné l'atmosphère les années précédentes, en si peu de temps on ne pouvait s'attendre à des ententes précises, même en petit nombre. Des questions aussi complexes que l'Initiative de défense stratégique (IDS) et même que les missiles balistiques de portée intermédiaire (FNI) n'étaient pas, la première surtout, propices même à des accords de principe sur-le-champ. Les dialoguistes se trouvèrent plus naturellement en harmonie sur des matières impliquant davantage « les autres » ou la communauté internationale, telles la non-prolifération des armes nucléaires ou les armes biochimiques. S'il n'y avait pas eu la signature d'ententes déjà formalisées ou même déjà en partie pratiquées, le résultat concret du sommet aurait été plutôt mince : ainsi en était-il en matière de représentation consulaire, de transport aérien, ou encore d'échanges culturels et sportifs.

Sur des sujets brûlants, comme le respect des droits de l'homme et une demi-douzaine de conflits régionaux, les deux participants réaffirmèrent leur intention d'accentuer leurs efforts pour la recherche de solutions humanitaires et pacifiques. Deux décisions en matière de coopération scientifique valent d'être rappelées : « pour le bonheur de l'humanité », celle portant sur le champ de la fusion magnétique ou de la fusion thermonucléaire contrôlée, question ultratechnique ; une seconde annonçait le projet d'un centre d'études des crises internationales pour enrayer les risques d'une escalade accidentelle, occasion de rappeler de récentes mesures de « modernisation » appliquées à la *ligne rouge* entre les deux capitales, qui était en opération depuis les années 1960. Au total, peu de résultats positifs si ce n'est cette conséquence capitale d'une remise en marche, empêchée par la nouvelle Guerre froide qui sévissait depuis 70] l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge aux derniers jours de 1979.

L'année 1986 avait été marquée par deux désastres techniques : d'une part, Tchernobyl avec ses persistantes suites dramatiques chez nombre de victimes ; de l'autre, l'explosion de *Challenger*, signalant désagréablement les limites d'une technique

d'excellence et jusque-là impeccable. Mais « l'esprit de Genève » n'était pas devenu si tôt évanescent, tant il s'imposait, de part et d'autre, d'y croire pour pouvoir continuer à éclaircir ce qui n'avait été que confusément ébauché. Maintenant confirmé dans son leadership, Gorbatchev, s'engageant à fond dans un vaste programme de réformes intérieures, mène encore une campagne tous azimuts en matière de désarmement, jouant de raison autant que d'audace comme lorsqu'il soutient sérieusement qu'il ne serait pas besoin d'un bouclier spatial antimissile (l'IDS) si l'on éliminait d'ici l'an 2000 toutes les armes atomiques et nucléaires... L'administration américaine, un temps déstabilisée, se trouve aussi en porte-à-faux devant son opinion publique comme vis-à-vis de ses alliés européens dont les populations étaient influencées par des courants pacifistes antinucléaires. Sans dire un non définitif, elle n'est guère accueillante à d'autres propositions soviétiques aussi hardies. Bref, le groupe de l'activisme et celui de la rigidité négative n'ont guère de choses à se dire au-delà du constat de divergences dont les deux parties étaient bien forcées de prendre acte. Mais il n'en découlait qu'une situation de double malaise et non de tension croissante.

Le deuxième sommet, prévu en octobre 1986 à Reykjavik, n'allait pas s'ouvrir sous de très heureux auspices. Ce n'était toutefois pas une raison pour y surseoir, malgré un manque assez évident de préparation et de conditions favorables. De nouveau à l'ordre du jour, la question de la réduction des armes nucléaires (START) et le projet plus pressant et moins ambitieux d'une réduction des FNI. Toutefois, les deux parties s'acheminèrent vers une entente sur cette dernière question de l'élimination des missiles à portée intermédiaire en Europe ainsi que sur celle de l'établissement d'un nombre égal de cent têtes nucléaires hors d'Europe.

Mais, au dernier moment, l'accord restera impossible sur la première question, les Américains maintenaient toujours leur projet intégral de défense spatiale tandis que leurs vis-à-vis insistaient avec obstination pour lier, entre elles, les questions relatives à toutes espèces d'armes. La nouvelle de cet échec avait été reçue « au grand soulagement des Européens » reconnaîtra plus tard *Le Monde* ³⁷.

Le sommet, qui devait donner l'élan d'un *momentum* décisif, finira plutôt avec le sentiment d'une incapacité à s'entendre, du moins pour [71] cette fois-ci. À la fin de la rencontre, les dernières images de la télévision mondiale offraient le gros plan, les visages déçus et visiblement préoccupés des deux leaders, Reagan et surtout Gorbat-

³⁷ Du 8 décembre 1987.

chev. Ce dernier ruminera de l'amertume jusqu'aux derniers jours de l'année en refusant l'offre de son homologue américain d'échanger des vœux du Nouvel An sur les canaux de leur télévision nationale respective.

Le troisième sommet aura lieu au début de décembre de l'année suivante, à Washington ainsi qu'il avait été prévu. Cette fois, l'ambiance générale et les résultats seront tout autres à cette rencontre du grand déblocage contrastant avec le piétinement qui avait caractérisé celle de Reykjavik, ce « sommet qui n'osait pas dire son nom » ainsi qu'on l'avait caractérisé comme pour en atténuer les résultats décevants. Washington devait être le « vrai » sommet, celui de la réussite devenue nécessaire dont on parlait depuis plusieurs semaines, avec intensité et conviction égales dans les deux capitales. Ainsi, l'avait-on de part et d'autre longuement préparé, ainsi que patiemment mis au point les données techniques du traité portant accord sur l'élimination d'armes nucléaires terrestres à courte et à moyenne portée.

Traité historique, grande première mondiale : non plus limitation de la production d'armes terrifiantes déployées au cœur de l'Europe, mais leur destruction brute les transformant à l'état de déchets... Que cette annihilation de part et d'autre représentât moins de 5 % de la puissance nucléaire globale des deux Grands n'amenuisait pas la portée symbolique (et même exemplaire à l'avenir, pour eux-mêmes) de l'Événement.

Selon l'option dite « double zéro » d'après le langage codé de l'*arms control*, la signature du traité sur les forces nucléaires intermédiaires, ainsi que sur celles à plus courte portée, entraînait la destruction des euromissiles soviétiques (SS-4, 5, 20 et SS-12 et 23) et américaines (Pershing-2 et missiles de croisière - Cruise ou GLCM). L'exécution bilatérale du traité n'allait pas tarder, la ratification en étant acquise quelque six mois plus tard, dès le mois de mai 1988. Bien d'autres questions, maintenant traditionnelles à ce type de rencontre, furent utilement débattues et certaines marquèrent des progrès significatifs : en matière de commerce, mais surtout à propos de conflits régionaux et de droits de l'homme. Pour l'ensemble de ces raisons, « l'Esprit de Genève » de 1985 se concrétisait à Washington deux ans plus tard dans l'ambiance d'une ère nouvelle maintenant bien engagée qui n'avait pas eu de précédent dans toute la période de l'après-guerre.

Depuis la visite de Brejnev en juin 1973 (pour la signature d'un accord général sur la prévention de la guerre nucléaire et l'adoption du principe des SALT), aucun leader soviétique n'avait foulé le sol de la [72] capitale américaine. Cette fois-ci, Mikhaïl

Gorbatchev, déjà auréolé de sa réputation de grand réformateur du système soviétique, apparaît comme le messager de la paix et, en qualité de présence humaine, au moins l'égal médiatique de son homologue américain, comédien de carrière, mais qui n'était plus qu'à une année de son départ de la vie politique. Rappelons enfin un spectacle typiquement américain ne requérant aucune description : la *gorbymania* - la presse allemande, allant plus loin, en lançant même le néologisme de *gorbasmus*...

L'« effet Gorbatchev », selon un langage plus modéré, s'était fait sentir bien avant ce court séjour à Washington en décembre 1987, mais c'en fut bien alors le pinacle dans ce décor, devenant soudainement chaleureux, de la très officielle élégance de la Maison-Blanche. L'homme de la *Perestroïka* continue d'étonner selon le mélange d'un brin de scepticisme et d'une masse d'admiration ; mais à l'étranger, c'est l'homme de la Glasnost (signifiant transparence) qui charme... Le nouveau maître du Kremlin était devenu la super-vedette affable et souriante de cette ère nouvelle d'un non-Guerre froide se confirmant. Le sommet de Washington de décembre 1987 constituait bien la plus importante des rencontres du genre à jamais s'être tenues - ce qu'approuvait une forte majorité des journaux abonnés aux services de *l'Associated Press* aux États-Unis, mais aussi à travers le monde.

Six mois plus tard, Gorbatchev remettait sa politesse au président américain en le recevant à Moscou (28 mai - 2 juin 1988). C'est à ce quatrième sommet que Gorbatchev proposait un bizarre troc à son homologue, soit le retrait de 20 000 chars soviétiques en échange de 1500 avions américains, ce qu'allait refuser Reagan. Il est vrai qu'on n'y attendait guère de coups d'éclat de « Ronnie », alors intéressé à ne pas atténuer sa place dans l'histoire dans laquelle il allait entrer bientôt. Mais pour « Gorby », un succès de politique étrangère à ce niveau n'était pas superflu tant il avait besoin de consolider son leadership risqué dans l'ouverture de la *Perestroïka* (son rival Boris Eltsine réclamant son limogeage) et dans la retraite non forcée de l'Armée rouge de l'Afghanistan. Les deux hommes d'État partageaient une claire conscience des coûts de plus en plus lourds à porter des politiques d'armement de leur pays respectif. En outre, étaient encore inscrites à l'ordre du jour les épineuses questions des droits de l'homme et des conflits régionaux comme en Afrique, ceux d'Angola et de Namibie.

Si l'on pouvait encore parler de « guerre froide » c'était plutôt entre Raïssa et Nancy, les deux épouses, qu'elle se déroulait... Le bain de foule du président Reagan sur la Place rouge constitua l'autre fait mondain marquant de la visite. À ce point qu'avant même de rentrer aux États-Unis, [73] Reagan se faisait accuser d'être devenu

un « apologiste » de l'Union soviétique et de Gorbatchev en particulier pour avoir soutenu les efforts de la *Perestroïka* en butte à des critiques croissantes en Union soviétique.

Par ailleurs, la tentative du président Gorbatchev, son « offre audacieuse », comme il la qualifiait, sur la réduction des forces conventionnelles n'eut pas les suites attendues : « On entend dire qu'on ne peut éliminer 50 pour cent de missiles balistiques sans réduire les forces conventionnelles, mais dès que nous suggérons quelque chose, nous assistons à des manœuvres incompréhensibles et des tentatives de faire dévier les choses » ; et de conclure : « Il y a beaucoup de contradictions dans la position américaine ». Autre point de déception : le refus américain d'inclure dans le communiqué officiel une déclaration portant sur la « coexistence pacifique », marotte de la politique soviétique depuis les années Khrouchtchev, ainsi que sur l'égalité des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Mais la fraîcheur du printemps moscovite, l'amabilité conviviale des participants à la rencontre sauvèrent tout. La *Pravda* écrivait en éditorial que l'insistance de Reagan sur le point particulièrement sensible des droits de l'homme constituait certes une erreur, mais compréhensible et surtout sans conséquence dans les circonstances.

Entre le sommet de Moscou et le suivant, à Malte, au début de décembre 1989, s'est écoulée une année et demie. Mais combien chargée ! La trame des rapports inter-Grands n'est plus principalement tissée par le traditionnel processus bilatéral menant d'une rencontre à l'autre, mais bien plutôt par des activités d'éclat de Mikhaïl Gorbatchev comme son grand discours aux Nations unies ³⁸ en décembre 1988, ou ses visites à Beijing en mai 1989, et à Berlin-Est au début d'octobre de la même année (pour les cérémonies du 40^e anniversaire de la RDA). Deux destins collectifs absolument contraires vont commencer à se dérouler dans la foulée de ces visites : alors que la courte exaltation libertaire de la place Tian An Men avait été étouffée par le totalitarisme chinois plus implacable que jamais, l'écroulement du Mur entre les deux Berlins lancera la grande révolution des peuples d'Europe centrale s'exprimant par une série de sursauts en chaîne proclamant bien haut la non-possibilité d'un retour au passé.

³⁸ C'est devant l'Assemblée générale des Nations unies que le chef de l'Union soviétique annonça le retrait unilatéral d'Europe de 500 000 hommes (10% des troupes) et de 10 000 chars pendant les deux prochaines années. En janvier suivant, la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie annoncèrent également des réductions considérables de leurs forces militaires.

Débordée ou absorbée par d'autres événements contraires d'une aussi grande portée qu'elle-même, la Guerre froide depuis longtemps se meurt : elle a comme laissé le champ libre, en Europe principalement, à de vastes opérations politiques qui paraissent autant d'indices de sa négation désormais confirmée. Comme tout changeait, et vite : car, depuis une vingtaine d'années, ce sont des questions relatives à la course aux [74] armements ou à sa maîtrise (*arms control*) qui avaient constitué la substance et le noyau dur du dialogue inter-Grands à tous les niveaux dont, au plus spectaculaire, à celui des sommets à deux.

Les chambardements en profondeur qui se multiplient dans l'autre moitié de l'Europe, affectant le statut figé de celle-ci depuis une quarantaine d'années vont entraîner un effet quelque peu paradoxal : soit une dévaluation conséquente, en même temps qu'une accélération directe, des classiques négociations et pourparlers portant sur des affaires militaires. Sur diverses questions, armes conventionnelles, chimiques et stratégiques, à Vienne comme à Genève, et surtout avec la collaboration qui ne paraît plus guère paradoxale des seize pays de l'OTAN et des sept du pacte de Varsovie, voilà que ces dossiers combien austères et même terrifiants, gagnant en lisibilité nouvelle, se mettent tout à coup à débloquer. L'impact du traité de FNI de 1987 continuait à dérouler ses effets : en particulier, la volonté de conclure était devenue suffisamment forte pour accepter ce qui avait toujours été refusé, les moyens de vérification et de contrôle mutuel sur place. Cela, aussi, devenait une grande première mondiale, tout comme la destruction physique, et non seulement la mise au rebut, d'armes d'intimidation et de destruction si perfectionnées.

Selon une observation souvent reprise, le sommet de Malte aux tout premiers jours de décembre 1989 fut celui de la mutuelle reconnaissance par les deux Grands de leur qualité de « partenaires » : soit, à la fois, davantage et moins que des alliés sous la peau d'adversaires d'hier dans un antagonisme de « guerre froide » mais désormais sans objet. Ce qui venait de se passer à Berlin et aux frontières interallemandes avec répercussion en ondes de choc dans l'Europe de l'Est avait ébahi le reste du monde, tout à coup conscient d'assister à rien de moins qu'une histoire renversant son cours. À quelques jours de la rencontre, ce titre d'une analyse du *New York Times* n'apparaissait pas trop emphatique : *The real superpower at the summit will be the force of History*³⁹. Une idée complémentaire, celle de l'objet même du partenariat

³⁹ Article de Thomas L. Friedman au *New York Times*, le 26 novembre 1989.

naissant, portait sur la nouvelle architecture d'une Europe en train de se refaire sans devis arrêtés d'avance, mais qui avait aboli, d'un coup, clivages idéologiques, rideau de fer hermétique et points cardinaux latéraux : c'était la fameuse « maison commune ... » devant reposer sur les deux assises de l'Europe de l'Est et de celle de l'Ouest, dont Gorbatchev parlait avec conviction depuis un certain temps.

Comme pour amplifier et souligner encore la rencontre de Malte, événement prévu au calendrier des sommets depuis longtemps, les forces telluriques de la Méditerranée se mirent elles-mêmes de la partie à la date convenue. Les planificateurs du sommet (les sherpas, comme on les [75] appelle pour qualifier familièrement ces alpinistes nouveau genre...) avaient conçu, et apparemment sans arrière-pensée ironique, l'idée de faire tenir des réunions à bord d'un navire de guerre de chaque nationalité, en rade de La Vallette. Soudainement, la douce Méditerranée se déchaîna au point d'empêcher la tenue de réunions sociales à bord du croiseur *Maxime Gorki*... Ce fut donc aux rythmes d'une mer rageuse qu'on prenait acte d'une Guerre froide désormais reléguée au musée de l'histoire ! Ce n'était pas la première fois que le nouveau président américain, George Bush, qui s'était donné la mission de développer en continuité la politique reaganienne, était mis en présence de son homologue soviétique ⁴⁰. En route pour Malte, Gorbatchev s'était arrêté à Rome et des photographies d'agence de presse l'avaient montré, en compagnie de son épouse, devant le Colisée. Mais l'intérêt touristique n'aurait pas justifié cette escale inattendue : le maître du Kremlin tenait à rendre visite à cet autre grand monument romain, antique comme la Papauté et vivant comme Jean-Paul II. Une pareille scène ne pouvait être concevable qu'en période de non-Guerre froide.

Il était dans la logique des sommets, depuis celui de Genève quatre ans plus tôt, que les questions multiples relatives à l'une ou l'autre forme ou étape du désarmement figurent en grande priorité à l'ordre du jour. Les deux parties l'avaient déclaré avec à-propos et insistance avant de se rejoindre au lieu du rendez-vous. Leurs équipes d'experts et de conseillers en la matière ne se laissèrent pas distraire par les intempéries du moment. Toutefois, les discussions d'ordre militaire ne constituèrent pas une do-

⁴⁰ Lors de sa visite aux Nations unies en décembre 1988, Gorbatchev avait rencontré informellement le président nouvellement élu, George Bush en compagnie du président Reagan, terminant son second terme. Une photo, largement distribuée dans la presse internationale, montrait les trois hommes affrontant, en souriant, le vent de la pointe de Manhattan, sur l'arrière-fond de Staten Island et de la statue de la Liberté. (On se rappellera que le grave séisme d'Arménie avait forcé Gorbatchev à rentrer précipitamment, écourtant une visite déjà brève aux États-Unis).

minante de cette rencontre, ainsi qu'il en avait été à la précédente, tenue à Moscou au printemps de l'année précédente. Les deux leaders dirent leur ferme intention de poursuivre le processus engagé en ces matières dans les diverses instances qui en ont la responsabilité : les leurs, par exemple les START pour les questions stratégiques, ou les instances s'occupant des armes conventionnelles (à Vienne) ou chimiques (à Genève). Il paraissait plus que jamais que l'ensemble de ces questions devrait être examiné dans le contexte, maintenant actualisé, d'un système paneuropéen de sécurité. Les blocs se recollant ou s'interpénétrant, voilà bien une donne toute nouvelle dont nul n'avait pu pressentir si tôt l'éventualité.

Cette nouvelle perspective globale n'obsédait pas moins que quiconque celui qui, pour réussir sa « révolution » intérieure, s'était aussi trouvé à prendre, malgré lui, figure de « bradeur » de l'empire européen des Soviétiques qui, de Staline à Tchernenko, avait tout de même tenu bon depuis si longtemps ! Gorbatchev rendait hommage au « réalisme » du président américain devant le nouvel état de choses européen : entendons [76] sans chercher à l'envenimer ou à le déstabiliser davantage. Il faisait à nouveau un plaidoyer passionné pour l'édification d'une nouvelle « maison commune européenne » à concevoir d'abord comme une façon de vivre dans l'immédiat tout en s'abstenant de tomber dans quelque chimérique construction imaginaire. Le sommet de Malte s'achevait à peine que les membres du pacte de Varsovie reconnaissaient l'erreur qu'avait été leur décision d'étouffer le Printemps de Prague en 1968. Si un révisionnisme historique en URSS n'était pas en train de s'écrire pièce à pièce, on aurait pu trouver quelque peu ironique le fait qu'un président américain (homme de droite et dont des aléas de carrière lui avaient permis d'occuper des postes supérieurs à la C.I.A.) se fasse le soutien officiel du PC soviétique en une passe particulièrement ardue devant une vague de pluripartisme agité et même débridé. Et il n'était pas parcimonieux ce cadeau ainsi offert au leader soviétique qui aspirait à raffermir sa légitimité intérieure, contestée à coup de politiques libéralisantes.

Pour l'ensemble de toutes ces raisons, ce premier contact personnel au sommet entre Bush et Gorbatchev sera considéré comme un succès. Pour en souligner les circonstances spéciales, le président américain parlait de cette rencontre comme n'étant pas, à proprement parler, un sommet :... « *this non-summit summit* », disait-il, en souriant, avouant qu'il n'aurait pu en espérer un meilleur résultat.

Le célèbre Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres, qui avait décrété que 1988 signalait la fin de la Guerre froide, qualifiait 1989 de rien

moins que de « l'année des miracles ». Tant et tant de faits majeurs ne finissant pas de se produire en Union soviétique et dans toute l'Europe de l'Est qu'analystes et spécialistes de tout poil s'essoufflaient à n'en pouvoir suivre la cadence. Toutefois, le présent développement doit se confiner à la ligne d'horizon des rapports bilatéraux entre les deux Grands.

À la mi-année 1990, au moment de la tenue du sommet du Washington (31 mai et 1er juin), le second dans la capitale américaine et le sixième depuis la reprise de Genève en 1985, l'opinion internationale spéculait depuis un certain temps sur le destin personnel de Mikhaïl Gorbatchev et sur la pérennité de son image de marque, aussi brillante à l'extérieur que contestée à l'intérieur de son pays. Une rencontre de l'importance de celle de Washington devient une occasion offerte au leader soviétique de consolider sa position malgré les colossales difficultés que soulève son programme de réformes intérieures. Et, pis encore peut-être comme circonstances aggravantes, des agitations nationalistes dans plusieurs républiques soviétiques périphériques, mettent en cause le principe même de la fédération.

[77] Compte-t-il vraiment toujours l'inspireur croisé de la *Perestroïka*, ce chevalier de la *Glasnost*, s'interroge la presse internationale en illustrant ses propos par des photos de tablettes vides dans les magasins, qu'il s'agisse de chaussures, de viande de boucherie et même de pain ? L'opinion dominante à l'extérieur du pays continue à répondre généralement à l'affirmative plus ou moins conditionnelle ; mais le jury du Prix Nobel de la Paix allait bientôt proclamer avec éclat les mérites de l'homme international. Gorbatchev n'a pas de successeur désigné ni un bras droit apparent mais un adversaire coriace en position combative d'alternance toute prête, Boris Eltsine. Celui-ci, sans répit, le talonne rudement à partir d'attitudes gauchissantes où Gorbatchev se refuse de glisser, ou de se laisser entraîner. À ce moment précis du sommet de Washington, un analyste du *New York Times* signait un article dont le sous-titre soulignait éloquemment la précarité de la position de Gorbatchev : *In Moscow, Yeltsin has a summit to himself*⁴¹.

Malgré tout, Gorbatchev tient bon, gardant le sourire quoique paraissant assez visiblement surmené lorsqu'il s'amène dans la Capitale fédérale des États-Unis. Il serre sans doute les dents, cet homme dont le parrain Gromyko aurait dit qu'il les avait « de fer ». Au moment du départ en conférence de presse commune, il louera une fois de

⁴¹ Sous le titre « Trouble at home », il s'agissait d'un article de Francis X. Clines (le 3 juin 1990).

plus la personnalité de Bush avec lequel il confie entretenir « une bonne relation humaine ». Mais l'abord des grandes questions en cours, comme l'avenir de l'Allemagne ou l'aide commerciale et financière pour enrayer les désastres d'une économie qui tombe en morceaux, n'est pas facilité par les préventions de certains milieux sénatoriaux et d'un journalisme d'opinion sur la politique relative aux États baltes (les États-Unis n'ayant jamais reconnu leur incorporation à l'URSS en 1940) tandis que la Lituanie cède la première à un prurit d'indépendance nationale. L'attitude de Gorbatchev, récusant ce qu'il qualifiait de « sermons » n'était pas de nature à alléger l'ambiance de ce sommet en terre américaine.

Les observateurs sur place estimèrent que la rencontre avait été assez peu productive, spécialement à ce qui avait trait aux questions chargées de lourds rappels historiques comme la perspective d'une Allemagne réunifiée et de son appartenance à l'OTAN ou, encore, le sort des États baltes battant les sentiers de l'indépendance, pour ne pas parler des sempiternels conflits régionaux sévissant dans trois continents. Mais le visiteur s'en était toutefois tiré à l'avantage de son pays avec des accords de commerce (clause de la nation la plus favorisée, achats massifs de céréales, augmentation considérable des vols aériens entre les deux pays et des échanges universitaires), tandis que toute une série d'accords en matière de désarmement aura progressé avec, parfois, la promesse [78] d'explicitation ultérieure en forme de traité (sur les forces conventionnelles en Europe, sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, ainsi que sur les vérifications des traités réglementant les essais nucléaires, etc.). De cet ordre de questions vaut une mention spéciale un accord de principe réduisant de 30% les arsenaux nucléaires stratégiques (START) en vue d'un traité à signer en 1990, mais dont on pouvait déjà prévoir qu'il ne serait pas d'une rédaction facile.

On ne s'étendra pas sur les divers à-côtés de la rencontre. Gorbatchev reste toujours populaire aux États-Unis, mais sans donner cours à la *gorbymania* qui avait marqué le précédent sommet dans la même ville en 1987. Une partie des discussions les plus ardues, portant sur l'Allemagne réunifiée ou les dispositions d'un nouvel accord commercial, s'était déroulée dans le décor de calme champêtre du traditionnel Camp David. Avant de rentrer, Gorbatchev se disait heureux d'aller saluer l'expresident Reagan dans sa retraite californienne. Enfin, Gorbatchev et Bush trouvèrent naturel, à la fin de la rencontre, de proclamer une fois de plus la fin de la Guerre froide de naguère. « Nous croyons dans une grande vérité : le monde a attendu suffisamment longtemps, la Guerre froide doit s'achever », rappelait George Bush. À quoi

Gorbatchev, se référant au discours historique de « Quatre Libertés » de Roosevelt, répondait en affirmant que le temps était venu de « construire une nouvelle civilisation ». Quelques jours plus tard devant un auditoire de choix de l'université Stanford, le président Gorbatchev déclarait avec encore plus de force : « La Guerre froide est maintenant derrière nous. Ne nous disputons pas sur la question de savoir qui l'a gagnée... Il ne peut y avoir de vainqueur dans une Guerre froide, tout comme dans une guerre nucléaire ». En cette dernière phrase, se trouvait condensée toute la dramatique du dilemme angoissant de l'époque.

Le sommet de Helsinki, le septième et dernier de la série, le troisième auquel assistait George Bush, fut typique à tous égards et restera peut-être unique. Arrangé à la hâte, il fut le plus court ayant pour objet spécifique l'examen de la crise du golfe Persique à la suite de l'invasion irakienne du Koweït, survenue au début du mois précédent. La rencontre s'inscrivait toutefois dans la ligne générale des bonnes relations retrouvées entre les deux Grands après un si long passé de méfiance. Les deux capitales s'étaient déjà déclarées en faveur d'un autre sommet pendant l'année courante : le magazine *Newsweek* qualifiera celui-ci d'*impromptu mini-sommit* ⁴².

Pendant des entretiens d'une durée de cinq heures, les interlocuteurs discutèrent aussi d'autres questions que celle de l'affirmation de leur communauté de vues devant une agression tout à fait indéfendable dans [79] une région à l'équilibre si précaire. Mais il s'agissait surtout pour le proposeur de l'initiative, aussi bien que pour son homologue soviétique qui l'avait aussitôt acceptée, d'affirmer, en outre de leur solidarité générale, qu'en l'occurrence, des divergences de l'ordre des moyens n'entamaient pas leur entente fondamentale pour condamner une action agressive de cette gravité.

Les Soviétiques qui, dans le passé, avaient souvent entravé les actions pacificatrices des Nations unies, étaient maintenant les plus fermes soutiens d'une responsabilité commune sous l'égide du Conseil de Sécurité qui avait adopté depuis le début de la crise une brochette de cinq résolutions marquées d'une fermeté progressive. Gorbatchev insistera sur la « large palette d'options » que l'organisme mondial permettait de prendre en matière d'embargo et de sanctions diverses mais en restant en deçà de l'opération militaire conjointe. Les Américains, pour leur part s'y préparant, finiraient par s'y résoudre si les sanctions restaient inefficaces en ne forçant pas l'envahisseur à reculer. « Nous devons démontrer, disaient les signataires du communiqué commun

⁴² Numéro du 17 septembre 1990.

du sommet, que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas ⁴³... » Saddam Hussein, bien au fait des ambiguïtés passées de la politique soviétique dans la région, tentait bien de détacher le Kremlin du groupe des États sanctionnistes en lui rappelant vainement son « rôle de puissance qui soutient le droit et la justice » dans la région moyen-orientale ⁴⁴. (Nous retrouverons plus loin, au chapitre VI, les circonstances dans lesquelles, un autre sommet, prévu pour février 1991, sera finalement ajourné.)

À la rencontre des Douze de la Communauté économique européenne, tenue à Dublin au mois de juin précédent, avait été accepté le projet d'une aide économique considérable à l'Union soviétique, alors qu'un accord de principe sur le même objet était déjà acquis aux États-Unis. Mais d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, on ne se bousculait pas pour être le premier emprunteur-donateur. Le premier fonctionnaire de la CEE, Jacques Delors, plaidait en particulier pour la nécessité d'une « marge de manœuvre » ou d'une aide à « court terme », pour que les Soviétiques réussissent à se sortir de leur présent marasme économique.

À l'étranger il ne manquait pas d'analystes ou de décideurs pour émettre des doutes sur l'utilité réelle d'une telle aide avant que n'aient suffisamment progressé les efforts lents et laborieux des politiques gorbatcheviennes vers les positions, hier hérétiques, d'une « économie de marché ». Il restait entendu que l'Union Soviétique ne s'abaisserait pas à quémander des dollars et qu'une aide technique dans l'exploitation de certaines richesses naturelles, comme le pétrole par exemple, serait bienvenue d'autant que le président Bush se disait favorable à l'idée de faire [80] bénéficier l'industrie pétrolière soviétique du meilleur du know how américain.

Ce n'était pas d'aujourd'hui que les deux Grands faisaient cause commune dans la solution de graves crises régionales. Moscou avait été d'une persuasion efficace pour « sortir » les Cubains d'Angola et les Vietnamiens du Cambodge, pour favoriser des élections libres au Nicaragua que les Sandinistes allaient perdre et dont ils allaient respecter les résultats défavorables pour eux. Mais la gravité de la crise irakienne constituait un test autrement sérieux pour éprouver la nouvelle amitié américano-soviétique. Il ne faut pas conclure trop tôt à l'espèce de conversion des deux superpuissances en « superpartenaires », car le principal « allié » des États-Unis est peut-

⁴³ *Le Monde*, 11 septembre 1990.

⁴⁴ Ombre au tableau de la solidarité, l'URSS était l'une des puissances n'appliquant pas l'embargo sur la livraison des produits alimentaires en Irak. Voir la fin du chapitre VI sur les rapports américano-soviétiques pendant la guerre du Golfe de janvier-février 1991.

être bien la personnalité même de Mikhaïl Gorbatchev, continuant avec Bush ce qu'il avait réussi brillamment avec Reagan. Tout le monde sait toutefois qu'une diplomatie personnelle comporte de la fragilité du fait de sa part de transitoire et même d'aléatoire.

Si Gorbatchev tient le coup malgré les difficultés effroyables et cumulatives qui sont son lot quotidien dans son pays, les chances restent relativement bonnes que se poursuive « la nouvelle pensée » soviétique en matière de politique internationale, et singulièrement dans les rapports de type duopolaire avec les États-Unis. On n'ose dire en dépit de la crise du Golfe... À l'inverse, on ne trouve pas à celle-ci d'ingrédient propice à une résurgence du modèle ancien de la Guerre froide... Les journaux du monde entier ont rendu public, sur photo, probablement le seul moment d'hilarité de la conférence de Helsinki : Gorbatchev offrant à son présidentiel comparse la reproduction encadrée d'une caricature montrant les deux hommes en tenue de boxeur avec l'arbitre - dont la tête est un globe terrestre - levant à tous deux le bras du vainqueur, tandis qu'au tapis gît, morte, la Guerre froide en la forme d'une sorcière immonde...

Du bon usage des sommets en période de non-Guerre froide

[Retour à la table des matières](#)

Depuis une quarantaine d'années, il n'est que normal d'avoir oublié l'origine du terme *sommet* pour désigner une rencontre politique au plus haut niveau, au sommet justement, entre chefs d'État et chefs de gouvernement des grandes puissances, interface tôt réduite à deux participants, l'américain et le soviétique. Winston Churchill, à la fin de sa carrière parlementaire au début des années 1950, en avait frappé la formule (« *summit meeting* », puis simplement « *summit* ») pendant une campagne obstinée qu'il menait pour une rencontre entre les chefs politiques des grandes puissances afin d'atténuer et, si possible, résoudre les problèmes graves qui les faisaient s'affronter à cette époque d'une [81] première Guerre froide battant alors son plein. De même que les conférences (comme on disait alors) Roosevelt-Staline-Churchill à Téhéran en 1943, puis à Yalta et à Potsdam en 1945 avaient permis et animé la grande coalition victorieuse, ainsi, la vraie Paix pourrait être acquise de même façon en mettant fin à la Guerre froide qui lui tenait lieu de substitut fort insatisfaisant et même menaçant.

Les efforts de Churchill n'auront pas été complètement vains bien que lui-même ne pût participer au sommet à quatre (Royaume-Uni et France avec les deux Grands) qui s'est tenu à Genève à l'été 1955. Le sommet quadripartite suivant, aussi le dernier de l'histoire, qui devait se tenir à Paris cinq ans plus tard, en mai 1960, fut saboté dans les jours précédents par un Khrouchtchev, en pleine crise de véhémence, à la suite de l'incident d'un avion-espion américain abattu sur le territoire soviétique. Tous les sommets subséquents seront dorénavant à deux, entre les chefs politiques des États-Unis et de l'Union soviétique.

La seule phase de l'après-guerre qui soit comparable à l'actuelle avec ses sept sommets en cinq ans est celle de la Détente, entre 1970-1975, avec cinq sommets ⁴⁵. La première période, plus longue, de la Guerre froide classique (1945-1962) avait vu deux sommets à part ceux qu'on vient de mentionner (celui qui s'est tenu à Genève en 1955 et celui qui n'eut pas lieu à Paris en 1960), soit en 1959, le sommet Eisenhower-Khrouchtchev à Camp David, aux États-Unis, précédé par une tournée de ce dernier dans ce pays et, enfin, le sommet Kennedy-Khrouchtchev à Vienne en 1961 pendant une visite européenne qu'effectuait le président des États-Unis.

Dans l'assez longue phase de l'après-Guerre froide entre 1963-1970, il ne s'est tenu que le seul sommet Johnson-Kossyguine, à Glassboro dans le New Jersey, en 1967. La Paix froide de 1975-1979 n'a été marquée que d'une seule rencontre du genre, les entretiens Ford-Brejnev à Helsinki en 1975. La phase subséquente de la nouvelle Guerre froide 1979-1985 ne connaîtra également qu'un seul sommet, celui qui réunissait Carter et Brejnev à Vienne en 1979.

Le grand champion, si l'on peut dire, des sommets est Gorbatchev avec sept participations (série qui n'est probablement pas terminée), ce qui est considérablement plus que son prédécesseur Brejnev (avec quatre) et les présidents Reagan (quatre également), Nixon et Bush (avec trois chacun). Selon l'expression du titre de ce chapitre, Gorbatchev paraît être celui des hommes d'État qui a su le plus faire « bon usage » des sommets - sans doute pour la raison principale qu'il en avait davantage besoin pour se maintenir au pouvoir et exécuter des projets aussi hardis de réformes intérieures. De ce relevé de dix-huit sommets depuis quelque [82] 35 ans, il ressort, de façon

⁴⁵ Ce sont les sommets Nixon-Brejnev à Moscou en mai 1972, à Washington en juin 1973, à Moscou en juillet 1974 ; puis le sommet Ford-Brejnev à Vladivostok en novembre 1974, et les deux entretiens qu'eurent les mêmes hommes lors de la conférence de sécurité européenne à Helsinki en juillet-août 1975.

au moins suggestive, que les deux phases les plus fécondes en rencontres du genre ont été celles de la Détente (1970-1975) et de la non-Guerre froide (1985-...). Les sommets ne seraient pas florissants en périodes de forte tension. Au-delà de cette constatation, l'observation qui s'impose est que ce serait pour donner du « contenu » à la détente que des sommets, s'appelant les uns les autres, tendraient à se multiplier. D'autre part, des sommets à un rythme annuel peuvent tendre, par un certain tour routinier, à voir leur importance s'émousser.

Chacune de ces rencontres survenait selon des circonstances particulières ⁴⁶. Certains sommets signalaient un tournant ou un aboutissant quand ils ne faisaient pas que confirmer des tendances en cours ou qu'enregistrer, par des traités, des résultats déjà acquis. Leur degré de réussite était d'ailleurs variable et on aurait pu la coter : bonne, moyenne, médiocre ou imprécise - le sabotage par anticipation du sommet de Paris en 1960 marquant l'insuccès absolu et l'indice évident d'une très forte tension. Des sommets, plutôt rares et parfois plus ou moins improvisés, eurent lieu à l'occasion de visites ou de tournées à l'étranger d'un des deux chefs d'État, mais la plupart avaient été planifiés longtemps à l'avance et même minutieusement préparés. Le trait le plus commun de tous les sommets est leur grande brièveté : deux ou trois jours, parfois même un seul comme ce fut le cas pour le dernier de la série (le 9 septembre 1990), celui de Helsinki.

Jamais à court d'un mot lorsqu'ils en ont besoin pour désigner une réalité nouvelle en ses spécificités propres, des Américains ont inventé le néologisme de *summitry* pour qualifier cette pratique internationale d'un usage, somme toute, assez peu fréquent mais à tendance récurrente dans l'après-Seconde Guerre mondiale. *Summitry* ne constitue pas un concept proprement analytique qui distinguerait, par exemple, l'art de la technique d'une telle pratique de négociation, la raison d'être de l'initiative ou les effets recherchés ou produits, les comportements des acteurs ou les décisions communes qui se prennent ou achoppent, etc. Il ne s'agit pas d'une notion scientifique, mais d'un terme de désignation porteur d'une qualité évocatrice de présence humaine.

Theodore C. Sorensen, un des conseillers les plus en vue et, évidemment, parmi « *the best and the brightest* » de l'entourage du président Kennedy a récemment proposé un couple verbal pour le moins suggestif en rapprochant du néologisme *summi-*

⁴⁶ Pour une présentation moins sèche et même quelque peu détaillée, voir nos deux livres précédents : pour les sommets de la période de la Guerre froide classique, *La Guerre froide inachevée* (1971) ; et pour ceux de la période postérieure, *La Guerre froide recommencée* (1996).

try le terme de *symmitry* ⁴⁷. Cette association de termes permet d'établir la liaison imagée entre l'idée duopolaire elle-même et le comportement des acteurs en situation, ce que nous exposons différemment au chapitre I. Elle permet encore d'aller plus avant dans la distinction à établir entre la fonction générale des [83] sommets de leur pratique institutionnelle, ainsi que de certains traits spécifiques qu'on peut dégager à l'observation d'un long usage à répétitions aussi multiples que dix-huit rencontres du genre en 35 ans, soit une à tous les deux ans en moyenne.

Cette dernière précision est une autre façon de distinguer leur utilité immédiate et circonstancielle dans l'instant d'avec leur *modus operandi* dans des arrangements structurels généraux aussi peu développés que ceux qui caractérisent la communauté internationale. On avancera d'abord qu'en rapport à l'utilité ou à l'importance des sommets, et malgré la sériation imposante que nous venons d'en faire pour caractériser la phase actuelle de la non-Guerre froide, il n'est pas sûr que ces rencontres épisodiques soient nécessairement les événements les plus marquants dans l'évolution des rapports inter-Grands. En revanche, ils en restent tout de même les plus utiles et significatifs points de repère. En tout cas, l'utilité discernable ou la portée générale d'un sommet en particulier s'apprécie généralement mieux par la comparaison avec celui qui l'a précédé et l'autre qui le suivra, car il arrive qu'un sommet soit suivi d'un cours d'événements allant en sens contraire de ce qui était prévisible ou espéré. Mais, par rapport à quoi établir ces échelles d'importance ou d'utilité ? Si l'on répond dans le sens de l'intérêt propre de tel ou tel analyste, ce barème peut varier selon, par exemple, qu'il a à l'esprit la mesure des résultats objectifs et quantifiables de l'*arms control*, plutôt que la saisie générale des ambiances de tension/détente ou des évolutions de crises, etc. ⁴⁸.

⁴⁷ L'auteur définit le terme ainsi : « Symmetry here refers to parallel actions, objectives and results : the United States takes a step and the Soviet Union refrains from, a measure and the United States refrains from a like measure ». Plus loin, il précise qu'il ne s'agit pas d'« équivalence morale ». Car « we cannot equate the values of two systems that operate at such different levels of respect for human rights and ethical restraints ». À un autre pôle analytique, il fait encore observer : « We are not playing a zero-sum game, in which anything that helps the Soviet Union hurts the United States. A Soviet society more open to Western capital and culture is also more open to Western ideas and influence » (Theodore C. Sorensen, « Symmetry, not summitry », *New York Times Magazine*, 26 juin, 1988).

⁴⁸ Sur l'argument que l'*arms control* est conditionné par, plutôt qu'il ne conditionne, l'état des rapports politiques généraux entre les deux Grands, voir le témoignage « sceptique » d'un négociateur-chef américain sur les questions de désarmement et d'*arms control*, Kenneth L. Adelman : *The great universal embrace* (comportant comme sous-titre : *Arms summitry - A skeptical account*), New York, Simon and Schuster, 1988).

L'habituelle grisaille, légèrement optimiste, des communiqués officiels de fin de rencontre, ne dissimule pas entièrement les avantages certains à ce que les leaders suprêmes des superpuissances en viennent à se rencontrer en tête à tête. Comme, par exemple : apprendre à se connaître en interface, faire fondre des préventions personnelles mal ou peu fondées, éliminer des malentendus passés ou éclaircir des équivoques de situation, etc. Certes, on ne dispose jamais d'indices très fermes pour stipuler de pareils effets bénéfiques, mais il n'est pas déraisonnable non plus de penser que ce qui peut se produire, de fait doit bien aussi se produire parfois... Les grands leaders tenant à projeter une image positive d'eux-mêmes, s'efforcent de part et d'autre (communiqués communs, conférences de presse conjointes, bains de foule, prestations médiatiques, etc.) de confirmer l'impression d'une bonne volonté agissante auprès des alliés et amis, des populations de l'autre camp ou bloc, ou des tiers « non-alignés ». En tout cas, il n'est guère indiqué de sembler vouloir abuser du tapage médiatique. Quand des éléments de pompe et de parade prennent trop d'importance dans les côtés des sommets, des observateurs [84] critiques ne manquant pas de signaler ces manques de substance ou encore de fondement pour les promesses d'avenir. Ces observations ne détruisent pas la conclusion générale que, si les perceptions populaires de l'antagonisme international fondamental de l'époque peuvent ne pas gagner tellement, ces mêmes perceptions n'y perdent certes pas, non plus, à pouvoir, de temps à autre, incorporer l'image de deux « visages humains » en intense convivialité.

Considérons enfin la question par l'autre bout, celui de l'utilité fonctionnelle pour la communauté internationale elle-même. Les sommets sont le lieu et l'occasion visibles du *duopole en action*, phénomène d'une grande intensité, à défaut de la structure inespérée d'un gouvernement mondial. L'idée de dualité et de symétrie se retrouve dans toutes les expressions synonymes : condominium, duumvirat, dyarchie, bipolarité, binôme et, tout récemment, biparténariat, terme pléonastique comme bipolarité. Bref, les sommets sont l'expression de la première règle explicite du régime duopolaire : *tenir compte de l'autre*. Cette exigence ne s'impose pas seulement pour ce qu'il faut faire, mais aussi comme une nécessité de système. L'annonce d'une prochaine négociation, rare du fait de l'irrégularité même de la procédure, dégage dans les deux capitales en cause des énergies politiques nouvelles et stimule l'imagination diplomatique. Les représentations diverses que font les alliés et les clients entrent aussi en ligne de compte. Un caractère commun se retrouve dans tous les sommets qui réussissent : des résultats positifs ne se produisent que sur les points qui sont arrivés au stade

d'ententes au moins virtuelles, auxquelles ne manquent que les dernières explicitations formelles ou même l'occasion d'une proclamation solennelle et non seulement officielle. La fixation au calendrier d'un sommet présente quelque chose d'analogue à l'annonce de la date du déclenchement d'élections générales en système démocratique : soit la promesse ou la simple éventualité d'un nouveau départ. Sans l'éprouver de cette façon, chacun des participants à un sommet, surtout si d'autres rencontres doivent les réunir à nouveau, se trouve à jouer un peu le rôle inconscient de précepteur de son homologue...

Les sommets inter-Grands peuvent aussi s'analyser globalement comme une façon d'absorber par le haut, du moins provisoirement, les problèmes relatifs à leur rivalité mais aussi ceux qui affectent les gouvernements et populations des États tiers. Dans les consultations que les parties mènent avant les sommets auprès des amis et alliés, l'intention paraît souvent très nette de raffermir plutôt des adhésions à leur camp que de réviser leurs positions ou décisions déjà prises. La remarque suivante, rédigée en 1985, reste encore vraie à la phase postérieure de cette [85] non-Guerre froide, mais sous la réserve qu'il conviendrait d'adapter une sourdine à ses trois derniers mots : « Ces grandes opérations diplomatiques n'excluent en aucun temps le double langage : l'officiel et l'institutionnel, l'officieux et le personnel. Non plus que les échanges constants d'informations entre spécialistes et experts à différents niveaux. Jamais dans l'histoire, deux grands adversaires déclarés ne se seront autant, et pendant si longtemps, parlé sur les objets permanents et changeants de leur mauvaise querelle qui a fini par devenir une partie de leur être propre et même par constituer deux espèces de civilisations de négation mutuelle ⁴⁹ ». De ces observations, il restera toujours bien quelque chose en situation nouvelle de non-Guerre froide, mais qui, pour l'heure, reste assez difficile à déterminer - sans compter que toute l'histoire de la Guerre froide a assez montré ses caractères inhérents de récurrence et de possible intensification.

Dans *Le Cid*, Pierre Corneille met ces mots dans la bouche de don Rodrigue : « ... et le combat cessa faute de combattants ». Si la guerre froide semble être « morte » une seconde fois, cette fois-ci par défaut d'un des deux combattants, il n'est pas dit que cet ex-combattant ne soit pas resté une superpuissance militaire, ni, conséquemment, que devront cesser de se perpétuer les rencontres au sommet entre les deux Grands. Cette prévision n'est pas contredite du fait que, selon d'autres points de vue

⁴⁹ [*La guerre froide recommencée*](#), p. 264-265.

(géo-démographique, économique, financier, etc.), les caractères multipolaire et oligopolistique de l'ensemble de la communauté mondiale vont d'évidence continuer à s'accroître.

Sur une conclusion (très provisoire) qui ne termine rien...

[Retour à la table des matières](#)

Jetant un regard en arrière sur une prospective qu'il avait esquissée il y a vingt ans, Daniel Bell établissait ce constat : « La vieille guerre froide touche à sa fin et les alliances ou subordinations d'antan se défont ⁵⁰ ». Plus hardi, nous avons soutenu qu'elle était « morte » deux fois : en 1962 par le risque exorbitant des Soviétiques installant leurs missiles à Cuba : puis, en 1989, lorsque furent crevés le Mur de Berlin érigé en 1961, puis les lignes étanches entre les deux Allemagnes, ainsi que l'opaque « rideau de fer » séparant, à la diagonale les deux Europes, « depuis Stettin en Pologne jusqu'à Trieste sur l'Adriatique », avait précisé Winston Churchill dès 1946.

La proposition que la Guerre froide est finie, aussi affirmative qu'elle soit, ne peut fonder les réponses aux sous-questions complémentaires : « Est-elle vraiment, effectivement finie ? Et si oui, qui l'a gagnée ? » Plus haut, nous avons fait bon marché d'une réponse tout à fait incontestable [86] à la première sous-question, tout étant question de définition initiale et de divers usages sémantiques dans la dénomination métaphorique d'un objet aussi difficile à circonscrire analytiquement qu'une *guerre froide*. La réponse à la seconde sous-question exigeait peut-être moins de hardiesse à la condition de s'en sortir avec une proposition alternante ⁵¹. Mais la phase actuelle, commençant avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev et se confirmant quelques mois plus tard avec le sommet de Genève en novembre 1985, ne trouvait pas dans le langage courant de l'actualité internationale sa dénomination naturelle, à

⁵⁰ Sous la rubrique « Face à l'imprévisible », voir les scénarios de Daniel Bell, *Le Débat*, 60 (numéro du 10e anniversaire) mai-août 1990, Paris, Gallimard, p. 195.

⁵¹ Comme lorsque nous écrivions au début de ce chapitre : « Par hypothèse initiale, on pourrait tout de même risquer cette proposition : s'il est certain que l'Union soviétique et le camp oriental n'ont pas davantage gagné la Guerre froide seconde manière que la « classique », il ne s'ensuit pas que les États-Unis et le camp occidental l'auraient, eux, strictement gagnée dans la même proportion ou pour des raisons correspondantes mais inverses ».

moins de répéter la notion de *Détente*, affadie à force d'usage et qui convenait mieux à la tranche des années 1970-1975, qualifiée par nous de « La Détente en opération (1970-1975) : d'Erfurt à Helsinki ⁵² ». Aussi, pour la phase actuelle, préférons-nous parler de « non-Guerre froide ». La négation de l'expression nous paraissait, par sa neutralité même, moins contestable que l'affirmation trop nette de la « fin de la Guerre froide ». Cette dernière formulation, par son caractère absolu, comportait cet autre inconvénient d'ouvrir la porte aux spéculations récentes sur le thème cher à la pensée hégélienne au sujet de la « fin de l'Histoire », sur lequel nous reviendrons en annexe. La base des prémisses sur la fin de la Guerre froide est trop faible pour supporter un tel conséquent sur la fin de l'Histoire.

D'ailleurs, spécialistes et observateurs des rapports entre les deux superpuissances ne sont pas enclins à enjammer une aussi large extrapolation. « L'URSS, quelles que soient ses difficultés présentes, ne sortira pas de l'histoire, écrit Dominique David. Les États-Unis, quels que soient leurs accès récurrents d'isolationnisme, ne se retireront pas du monde. Mais le binôme-roi de quarante années de duopole nucléaire ne fonctionnera plus comme avant ⁵³ ». Pour sa part, affirme Daniel Colard, « les armes nucléaires, la dissuasion, restent indispensables pour maintenir la paix dans la liberté et la sécurité. La rivalité soviéto-américaine ne cessera pas ; elle changera seulement de modalités. Chaque État continuera à défendre ses intérêts nationaux, avec ou sans guerre froide ⁵⁴ ». Si c'est bien l'effondrement graduel de l'État soviétique, par épuisement de son économie, qui a entraîné sa « sortie » obligée de la dialectique soutenue de *guerre froide*, il n'en demeure pas moins que l'autre Grand, qui affronte, lui aussi, de grandes difficultés sans en être rendu là, doit pour sa part s'ajuster à cette espèce de contre-coup, opérant comme en creux, des problèmes soviétiques internes, toujours s'aggravant et se multipliant ⁵⁵. Les États-Unis ont besoin d'un certain soula-

⁵² Voir le chapitre II de [La Guerre froide recommencée](#), p. 83-131 ou ici même en abrégé, le chapitre II, section II.

⁵³ Dominique David, « Après la guerre froide : fondements pour une nouvelle sécurité » dans *La fin de la guerre froide*, (sous la direction de Charles-Philippe David), Québec, Centre québécois de relations internationales et Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p. 38.

⁵⁴ Daniel Colard, « Une idée nouvelle : la sécurité négociée et contrôlée par le désarmement », *ibid.*, p. 112.

⁵⁵ Il nous semble que deux scholars américains ont donné la note juste d'un tel ajustement, guidé par une méfiance mesurée, dans la conclusion d'une étude justement intitulée « America's "New thinking" » : « The American public is ready to accept that fundamental change in the U.S.S.R. can truly come to pass ; it is also ready to accept that change may prove a chimera (...) It is too soon - much too soon - to make decisions or start acting on the assumption that the Soviets

gement des coûts divers et énormes qu'ils ont dû payer depuis une génération pour ne pas perdre la *Guerre froide* ⁵⁶. Les coûts divers du management américain de la conduite de la Guerre froide frisaient la limite de leurs possibilités dans la lutte [87] duopolaire ; ceux d'un monopole tutélaire et universel seraient prohibitifs et peut-être suicidaires.

À l'époque de la naissance de la première Guerre froide, la « classique », Raymond Aron avait ainsi exprimé le paramètre essentiel de l'équation instable du monde international d'après-guerre : « Guerre improbable, paix impossible ⁵⁷ ». Dans le dernier de ses livres écrits sur le même sujet, il maintenait toujours cette proposition et précisait que s'il avait tenté de prévoir la durée du phénomène, il l'aurait fait de cette façon : « La rivalité durerait tant que le régime soviétique lui-même durerait en son essence ⁵⁸ ». Comme c'est précisément ce que les événements des derniers temps mettent si profondément en cause en Union Soviétique, nous serions enclin à inverser la formule en disant plutôt : « Guerre impossible, paix improbable ». La première partie de cette proposition nous semble incontestable au moins tant que le gorbatchevisme sera la politique étrangère officielle de l'URSS ⁵⁹. La seconde partie (« ... paix improbable ») relève moins de l'évidence surtout si on ne l'applique pas strictement qu'aux effets de la *perestroïka* dans l'Europe de l'Est et en rapport au statut de l'Allemagne déjà réunifiée en moins d'une année. N'oublions pas, en effet, que les théâtres de la Guerre froide n'ont jamais été confinés au continent où elle est née et que tantôt l'un, tantôt l'autre Grand ont été parfois amenés à agir ou même à s'opposer par personnes interposées...

mean what they now say. It is not too soon to begin some new thinking about the possibility » (Daniel Yankelovich et Richard Smoke, *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 1, 1988, p. 17).

⁵⁶ L'aveu en est parfois fait sur le ton d'une brutale candeur. Ainsi par le professeur Ronald Steel de l'Université de Southern California : « We, too, no less than the Soviets, need to draw down the cold war. For half a century, we have been on a war or semiwar footing. This has distorted and weakened our economy. While we build arms for our competition with the Soviets, our factories no longer produce goods the world wants to buy, our cities are deteriorating and our social fabric is unraveling.

If anyone « won » the cold war, it has been our allies : Japan, which chose to sit it out and concentrate to be rich, and Western Europe which kept military spending within tightly controlled limits » (« Moscow : end the cold war », *The New York Times*, 11 décembre, 1988).

⁵⁷ Dans *Le Grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948.

⁵⁸ Raymond Aron, *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984, p. 175.

⁵⁹ Une hypothèse contraire reste concevable dans des futurs inconnus, à plus ou moins long terme : bien qu'il n'y ait pas de tradition bonapartiste en Russie soviétique, est toujours imaginable une révolution militariste-policière qui serait dans la tradition mixte tsariste-staliniste...

* * *

Quant au rapport systémique *parité* des forces technico-militaires entre les deux Grands comme facteur favorable à la *détente* (et l'inverse, *l'écart* ou disparité comme facteur propice à la *tension*), qui a tenu une place centrale dans notre explication des comportements des deux Grands en position de guerre froide ⁶⁰, il a déjà été observé plus haut que la période actuelle de non-Guerre froide (1985-...) confirmerait ce qui était particulièrement notable à d'autres moments de détente et singulièrement à la phase portant ce nom, « La Détente en opération » entre 1970 et 1975.

Mais cette relation de causalité *parité/détente* (ou son inverse *écart/tension*), qui ne s'analysait pas en déterminisme mais en régularité tendancielle, que devient-elle lorsqu'un des deux duopoleurs passe par une instabilité suffisamment grande pour faire craindre chez lui à un chaos généralisé ? Il ne conviendrait pas à la sauvette d'une fin de chapitre d'y aller de ses propres scénarios ⁶¹.

On se contentera plutôt d'une observation semblant manquer de clarté puisqu'elle s'appuie sur des faits ambivalents : le facteur général d'une relative stabilisation interne de chacun des duopoleurs constituant la pré-condition au libre jeu duopolaire, dès lors que le régime d'un [88] duopoleur passe par une sérieuse crise d'instabilité, l'évolution du jeu duopolaire perd beaucoup en prévisibilité. On n'en saurait ni craindre le pire, ni espérer le mieux : quelque chose entre les deux... ? C'est en ce principal sens qu'une situation de non-Guerre froide comme la présente n'est pas tellement plus rassurante que lorsqu'elle oscillait en tendances, mutuellement contrôlables et contrôlées, vers la tension et vers la détente. Alors, jouaient ou pouvaient jouer les tendances cycliques. Maintenant, il y a risque de ne pouvoir même pas les discerner.

⁶⁰ Ce rapport a été étudié dans nos livres précédents : dans *La guerre froide inachevée* (comportant des graphiques illustratifs, p. 210-220) ; dans *La guerre froide recommencée* (p. 262-263, 275, 279-280).

⁶¹ Ainsi que le fait Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage *The grand failure*, New York, Charles Scribner's Son, 1989 (5 scénarios) ou dans « Will the Soviet Empire self-destruct ? », *The New York Times Magazine*, 26 février 1989 (4 scénarios).

[91]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Deuxième partie

Explications, prolongements et conséquences

[Retour à la table des matières](#)

[93]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Deuxième partie : Explications, prolongements et conséquences

Chapitre IV

Le gorbatchevisme : exposition, implosion, explosion

[Retour à la table des matières](#)

Quelle que soit la conception que l'on ait de l'expression commode de « guerre froide », deux constatations se dégagent en grande clarté : 1. après la crise de Cuba qui avait tué en 1962 la Guerre froide classique, la nouvelle Guerre froide va paraître, à son tour, terminée ou dépassée quelque 25 ans plus tard par le lancement de la *perestroïka*, peut-être même cette fois-ci, de façon définitive ; 2. les profonds et persistants bouleversements des politiques et du régime soviétiques sous Gorbatchev sont la cause principale et même déterminante de cette heureuse évolution au plan européen et mondial.

Les chapitres précédents ont proposé une interprétation systémique de ce premier phénomène, tandis que le présent chapitre avancera une explication d'un type causal, se situant à un autre niveau de la seconde constatation. Des développements subséquents examineront donc la situation internationale en Europe, puis hors d'Europe et, singulièrement, l'occupation du Koweït par l'Irak, affaire d'une très grande gravité

dans une époque qui commençait à peine à considérer la *Guerre froide* comme révolue et réduite à l'état de mauvais souvenir. Mais il s'agissait d'un conflit atypique de guerre froide ; c'était en fait, plutôt tout le contraire, les deux Grands ne s'y étant pas affrontés, ayant agi plutôt de concert ou, mieux, en *concertation* avec d'autres puissances sous l'égide des Nations unies.

[94]

Succession en douce et « nouvelle pensée » en politique étrangère

[Retour à la table des matières](#)

Pour la première fois peut-être en cet après-guerre, ce qui survient à l'intérieur de l'Union soviétique commande aussi directement l'interprétation de sa politique étrangère et spécialement de ses relations avec l'autre Grand : d'où s'impose une observation initiale de méthode. C'est sous son aspect de globalité que l'évolution interne de l'URSS doit d'abord être prise en compte, et non pas tellement par certains actes spécifiques, fussent-ils importants, de sa politique étrangère et qui prennent ainsi l'aspect de conséquents. Toutefois d'un point de vue plus complet, il faudrait examiner également l'évolution interne des États-Unis de même façon (le reaganisme en matière de politique extérieure et de défense...) ; mais, outre que cette question se trouvait impliquée dans la présentation déjà faite des rapports inter-Grands, ce facteur de la politique intérieure des États-Unis n'a pas une portée comparable à celui des bouleversements globaux affectant, ces dernières années, la vie politique interne des Soviétiques. Il fallait aussi, évidemment, qu'il y eût volonté des Américains d'inaugurer cette nouvelle époque de non-Guerre froide.

En bref, c'est donc avant tout la « révolution » gorbatchevienne en Union soviétique, puis se propageant en Europe de l'Est, qui a causé la fin de la seconde Guerre froide. Une telle situation fait surgir ce paradoxe frappant d'une superpuissance mondiale, qui l'est restée au plan militaire, tout en se trouvant en très grave danger de dislocation interne. Et pour une première raison, n'apparaissant pas peu exacte dans son simplisme même : cette superpuissance s'est, à la longue, « ruinée » dans une conduite de « guerre froide » dont elle finissait par n'avoir plus « les moyens »...

Un homme fut au principe et reste au cœur des bouleversements réformistes, et autoproducteurs aurait-on en vie de dire, qu'il a déclenchés en URSS dès le moment que parut assurée son accession au pouvoir suprême à l'âge de 54 ans : Mikhaïl Gorbatchev. Mais c'est le gorbatchevisme, entendu davantage comme la substance même de mesures hardiment novatrices que comme l'ascendant réel d'un leader charismatique, qui intéresse l'analyse au premier chef. Pur produit, par surcroît fort précoce, de l'appareil, il avait fait une montée politique fulgurante ce « jeune homme au royaume des gérontes ⁶² ». Depuis lors, le nouveau Secrétaire général du PCUS fait face envers et contre tout : contre vents, ayant parfois la violence de tornades, et marées, envahissantes comme les inondations en pays plat.

L'homme tient bon. Il en impose surtout à l'étranger qui le comble de publicité avantageuse et de hautes distinctions internationales, tandis qu'à l'intérieur, où s'accumulent échecs et s'étirent délais, il est [95] vertement critiqué/pour « ne pas livrer la marchandise » (au propre et au figuré) - ce qui ne l'empêche pas de se voir conférer en bonne et due forme des pouvoirs spéciaux de plus en plus larges dans l'espoir, justement, d'éviter l'instauration d'une dictature ! Paradoxalement, et le temps que cela pourra durer, il restera cette espèce de super-vedette mondiale, seule de son espèce. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner des jugements extravagants qu'on entend à son sujet : tel celui d'être « l'ultime apprenti sorcier du soviétisme », ou cet autre à propos de sa réforme qui « se déroule comme un polar dont il serait à la fois l'auteur et le détective génial ⁶³ » !

Un premier scepticisme de bon aloi dans les milieux politiques occidentaux sur le sérieux et l'ampleur du réformisme interne aurait duré plus longtemps si, très tôt, le nouveau maître du Kremlin n'avait pas donné autant d'indications éclatantes en politique extérieure de la fin de l'aventurisme brejnevien : retrait des forces militaires de l'Afghanistan ; soutien des politiques occidentales relatives à l'évacuation vietnamienne du Cambodge et cubaine d'Afrique australe, puis au règlement négocié des conflits entremêlés dans la corne de l'Afrique. On peut porter à son crédit bien d'au-

⁶² Selon l'expression de Michel Tatu dans *Gorbatchev : l'URSS va-t-elle changer ?* Paris, Le Centurion, 1987, p. 80.

⁶³ La première citation est de l'auteur anonyme, Z, d'un article « To the Stalin Mausoleum », *Daedalus*, hiver 1989-1990 ; la seconde, de Serge Moscovici, dans sa contribution à la tribune « Face à l'imprévisible. mille milliards de scénarios », *Le Débat* n° 60, mai-août 1990, p. 218. L'auteur venait d'écrire « un gigantesque Rorschach, voilà ce qu'est devenue notre planète » et « la réforme Gorbatchev, qui en fait partie se déroule... » (suite dans le texte cité).

tres résultats : fin de l'application de la « doctrine Brejnev » à l'égard des satellites de l'Europe de l'Est ; acceptation d'une nouvelle attitude relative aux droits de l'homme, enfin dégagée du principe absolu de non-ingérence dans les affaires internes ; émission de visas d'émigration à de nombreux citoyens soviétiques, ainsi qu'autorisation à l'homme-symbole Sakharov de voyager à l'étranger ; tolérance et même sympathie accordées aux expériences polonaise et hongroise sur la voie cahoteuse de la démocratie à retrouver.

La série des sommets inter-Grands, ainsi que leur suivi non moins que ce qui les avait rendu possibles et même nécessaires, montrait assez que les plaidoyers en faveur de la limitation, puis d'une réduction partielle, des armements, n'étaient pas des procédés de propagande. L'on pouvait croire sur parole le ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevarnadze affirmant avec conviction : « La lutte entre les deux systèmes ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque ⁶⁴ ». Il faut tourner la page.

À vrai dire, hommes d'État et diplomates de l'Ouest furent forcés d'admettre que la direction soviétique avait enfin une conscience claire d'avoir perdu la compétition économique, de ne pouvoir gagner la lutte idéologique et, même par-dessus tout, de ne pouvoir poursuivre la lutte pour la supériorité technico-militaire. Les états de parité atteints et confirmés au cours des deux Guerres froides n'auraient d'autre objet, plutôt vain, que celui de leur propre perpétuation. La *nouvelle pensée* en matière [96] de politique étrangère avait donc prélué aux décisions cruciales à prendre en vue d'un profond réformisme intérieur ; elle l'accompagnera dans la suite, à la façon d'un duo inséparable. Avec l'adjonction d'un nouveau principe, la glasnost ou transparence, la célèbre *perestroïka*, devenant tôt option synthèse et omnibus, paraîtra comme la pointe du triangle dont les deux autres points d'angle avaient noms nouvelle politique et *glasnost*.

Le moment est venu de faire l'exposition quelque peu plus systématique du contenu de ce vocable exotique d'époque, gorbatchevien par excellence. Mais non sans avoir attiré l'attention sur le choix du terme *perestroïka* ou « re-structuration » de ce qui est déjà structuré, expression d'une nuance plus faible que « re-construction » par exemple, qui eût impliqué démolition. Au début de la campagne réformatrice, il était

⁶⁴ Dans son rapport sur la « XIXe Conférence du PCUS : la politique extérieure et la diplomatie », *La vie internationale*, Moscou, n° 10, 1988.

plutôt fait usage de terme d'« accélération ». Rappelons encore que Gorbatchev ajoutera une épithète de renforcement en parlant d'une perestroïka « révolutionnaire », et même en viendra à définir la perestroïka comme une « révolution ».

Exposition d'une perestroïka « révolutionnaire »

[Retour à la table des matières](#)

Après son élection au poste suprême, Gorbatchev avait cru bon d'attendre presque une année avant de lancer le vaste programme de la perestroïka à l'occasion du XXVIIe congrès du PCUS (fin février et début mars 1986). Le nouveau leader avait commencé par préconiser la « refonte des structures de production » puis incité avec vivacité à l'« accélération » d'un mouvement trop lentement engagé. À l'automne 1985, le plenum du Comité central avait été saisi des projets d'amendement des statuts du Parti, en même temps que des dispositions du plan quinquennal 1986-1990 et du plan prospectif 1986-2000.

Ce fut donc à ce XXVIIe Congrès que le vaste projet d'un perestroïka économique, sociale et politique fut déployé par le Secrétaire général qui, de surcroît, annonçait d'importants changements au sein de la direction du Parti. Six mois plus tard, lors d'un séjour en Extrême-Orient soviétique, il avertissait ses auditeurs, en même temps que toutes les populations de la grande Union, qu'il s'agissait de rien de moins que d'une « nouvelle révolution ». Des mesures économiques d'application plus immédiate furent aussi prises, au tournant de 1986-1987, au sujet de la réforme du régime des salaires ainsi que sur des modalités du commerce extérieur.

La presse internationale rapportait ces initiatives, les commentait sans incrédulité désobligeante mais avec plus qu'un brin de scepticisme [97] critique, du reste, fondé. Mais ces observateurs de l'extérieur ne soupçonnaient guère tout ce qui sous peu viendra sans être toujours explicitement annoncé, mais découlant d'une espèce de logique de mobilité fondamentale. Toutefois, ils ne contestaient pas la hardiesse soutenue dont avait preuve le nouveau leader soviétique au plan de la politique extérieure et, en particulier, au sujet des relations inter-Grands et des pourparlers en matière de la maîtrise des armements.

Une autre nouvelle avait eu beaucoup de retentissement en Occident : la rentrée à Moscou, après son long exil à Gorki, du physicien Andreï Sakharov, qui fut largement publicisée dans le monde entier. Comment ne pas applaudir encore les nouveaux responsables du régime qui pratiquaient une nouvelle politique d'intégration à la vie courante de bien d'autres dissidents également, si, par ailleurs, il ne leur appartenait pas de faire davantage que de réhabiliter la mémoire des victimes du stalinisme. Toutefois, la catastrophe de Tchernobyl avait eu de quoi émouvoir pacifistes et écologistes du monde entier, d'autant qu'en ce cas précis, les autorités avaient singulièrement manqué de glasnost, ralentissant de ce fait les secours et la protection des populations en cause, ainsi que la réception d'une aide technique efficace de l'étranger.

À l'intérieur du pays, dans presque tous les secteurs d'activités, si la propension à *consommer* de la glasnost n'a pas à être stimulée, en revanche, les premiers fruits tangibles d'un perestroïka productive se font toujours attendre. En conséquence, beaucoup d'impatiences bavardes se firent entendre, d'autant que les canaux d'information s'étaient libéralisés, que la tenue de réunions publiques, parfois évoluant en manifestations bruyantes et massives, n'était plus prohibée, à peine surveillée de loin. Un second parti communiste, parallèle à l'officiel, avait commencé à prendre forme avant que ne commence à bourgeonner, sous peu, un multipartisme incontrôlé. C'était malgré tout la preuve d'un libéralisme officiel qui savait prendre ses risques : dont celui de devoir officiellement tenir compte désormais d'une opposition vigilante et déjà forte.

Ou plutôt de deux oppositions : celle de gauche, sous la houlette d'un leader également charismatique, et même ancien protégé de Gorbatchev, Boris Eltsine, qui avait été évincé de la direction du Parti de Moscou ; mais aussi celle de droite, Egar Ligatchev, qui sera remplacé par M. Medvedev comme responsable des questions idéologiques. Le fer de lance du gorbatchevisme se voyait relégué à la situation d'un centrisme assez peu confortable, mais pouvant profiter d'un plus large ralliement dans la population et dans le Parti. D'autre part et dans le même temps, avaient déjà commencé à pointer des sursauts régionaux d'intention centrifuge (dès décembre 1986, les émeutes d'Alma-Ata dans le [98] Kazakhstan ; le 23 août 1987, au 48e anniversaire du Pacte Ribbentrop-Molotov, les premières manifestations de protestation dans les républiques baltes contre leur incorporation forcée à l'Union Soviétique en 1940) ⁶⁵.

⁶⁵ La question de l'éveil des nationalités fera l'objet de la Section IV du présent chapitre.

* * *

Le rappel de ces quelques événements parmi bien d'autres montre assez l'ambiance de crise dans laquelle la direction gorbatchevienne tentait d'imposer ses réformes. Il apparaît encore plus clairement aujourd'hui que cette génération prenait surtout conscience d'avoir hérité d'un lourd sentiment d'échec historique. Il s'agissait bien davantage que par le passé du classique besoin de rattrapage, ainsi qu'on l'avait éprouvé sous Khrouchtchev en 1961, sous Staline en 1947, en 1941, et dès 1917 avec Lénine. En resserrant le fil de la fidélité à ce dernier, Gorbatchev ne remontait pas plus loin que la période de Brejnev pour sonner l'appel à l'urgence en évoquant la mi-décennie 1970 lorsque « ce pays a commencé à perdre son dynamisme ». D'une part, « le gigantesque volant de la puissante machine tournait bien, mais l'engin dérapait, ou bien les courroies d'entraînement sautaient ⁶⁶ ». D'où l'impératif absolu d'un nouveau départ pour une équipe de renouvellement se compromettant sur un ensemble ambitieux d'idées novatrices et cohérentes.

Au fallacieux concept de « socialisme développé » qui traînait encore à l'époque de Brejnev, succèdent tout à coup des slogans autrement percutants : accélération (*ouskorenie*) et surtout restructuration (*Perestroïka*). Un temps, les experts autour de Gorbatchev prétendirent faire de la « nouvelle pensée politique » (sur les relations internationales) la théorie centrale de la perestroïka. Ainsi qu'il a déjà été signalé, c'est l'inverse qui se produisit à l'usage : la perestroïka deviendra le nom de l'amalgame, contenant la glasnost tout autant que la nouvelle pensée en politique internationale. Alors qu'au début elle ne s'appliquait qu'à la restructuration *économique*, le mot à la mode s'accordera vite à toute espèce d'activités : psychologique, morale, idéologique, administrative, éducative, etc. Il en vint tout naturellement à désigner le cours nouveau du gorbatchevisme en ces premières années de 1986 et 1987. Et quand le Secrétaire général publiera un livre sous le sous-titre descriptif de « vues neuves sur notre

⁶⁶ Les prochaines citations de Gorbatchev sont tirées de son livre largement diffusé hors de l'URSS, *Perestroïka*, qui porte comme sous-titre français : *Vues neuves sur notre pays et le monde* et qui fut publié dans la collection « J'ai lu », Paris, Flammarion, 1987. La présente citation, p. 18.

pays et le monde », l'oriflamme de *Perestroïka* ⁶⁷ en constituait un titre, sinon proprement accrocheur, du moins plus flamboyant.

Ni théorie, ni doctrine, ni idéologie, mais une mixture de tout cela, la perestroïka s'entendait, par-delà le slogan de ralliement, comme une espèce de fourre-tout empiétant intentions et attitudes nouvelles du pouvoir, exposé programmatique de réformes aussi diverses que nombreuses et dont surtout l'ensemble paraissait être, en premier examen, la négation [99] pièce à pièce du régime tel qu'il avait fonctionné depuis si longtemps en quasi-immutabilité. Il n'y était pas tellement question de démocratie en termes abstraits, mais de *démocratisation* à tout propos. Ce qui pouvait s'entendre, du moins dans les débuts, dans et par le Parti d'abord et selon la référence, révérencielle, aux principes de Lénine. Mais « le plus important » étant « l'initiative et la créativité des masses », donc « nous devons tabler sur la démocratisation encore et toujours ⁶⁸ », ce qui n'implique pas de dilution du socialisme puisque la perestroïka contient, par définition, autant de celui-ci que de celle-là.

Cernant sa pensée, l'auteur décrit en six brefs paragraphes, commençant par les mots « *Perestroïka*, cela signifie... », l'objet du propos. Trois d'entre eux comportent un attrait tout particulier pour les couches populaires : en bref, d'abord l'« initiative de masse »... ; puis le « développement prioritaire du domaine social... » ; enfin, l'élimination des « détournements de la morale socialiste ⁶⁹... ». Que si l'on objecte que voilà bien, tout de même, une « révolution venue d'en haut », la réponse de l'auteur à son lecteur est toute prête. Elle est d'une nature *holiste*, dirait-on selon le jargon systémique, car « la restructuration implique qu'elle doit se poursuivre sur tous les lieux de travail, dans chaque collectivité, dans tous les systèmes de gestion, ceux du Parti, de l'État - y compris au Politburo et au Gouvernement. La restructuration concerne tout un chacun ⁷⁰ ». Rien, ni personne n'y échappe : comment *démocratiser* davantage le socialisme ?

Il serait intéressant d'analyser des textes d'autres auteurs que ceux de l'instigateur et porte-flambeau, et encore mieux de confronter des textes du même Gorbatchev à différentes époques. Si, hors du domaine politique et constitutionnel sur lequel nous

⁶⁷ Signalons, pour n'y plus revenir, que le contenu de ce livre était fait d'un agencement de divers discours prononcés en 1987, l'année du lancement de la perestroïka.

⁶⁸ Ibid., p. 56.

⁶⁹ Ibid., p. 41-42.

⁷⁰ Ibid., p. 73-74.

reviendrons, la restructuration n'a produit que des résultats concrets très décevants, la pensée directrice sur la perestroïka ne s'est-elle pas dégradée elle-même ? Ce serait plutôt le contraire. Considérons par exemple un grand article de Gorbatchev dans la Pravda du 26 novembre 1989, alors que tout va au plus mal, en comparaison avec son discours du 2 novembre 1987, deux ans plus tôt lors de la commémoration du 70e anniversaire de la Révolution. Ce dernier discours fort attendu, et peut-être même pour cette raison, déçut autant les citoyens soviétiques que les spécialistes de la soviétologie : la pensée en était plutôt pauvre : sur les propositions économiques et l'élaboration des projets politiques, et davantage encore sur les grandes « questions idéologiques ⁷¹ ». Il est vrai que la position de l'orateur n'avait rien de facile. Comment, sans se prendre pour un nouveau Lénine, affirmer une filiation authentique et respectueuse tout en prenant le contre-pied d'un héritage déclaré galvaudé par ses prédécesseurs depuis deux générations ? Comment renouer le fil de la classique « dialectique historique » [100] en grand mal d'une réanimation, quitte à devoir, mais sans le pouvoir, y contredire frontalement ?

L'article du 26 novembre 1989 était, au contraire, dans la ligne droite de ces difficiles incompatibilités. Son auteur les admettait avec une courageuse et même pathétique lucidité. Évoquant « ces 72 dernières années », il se demandait comment « les violations de l'ordre légal socialiste, l'empiétement sur les droits démocratiques des citoyens et les autres phénomènes négatifs sont devenus possibles sous le nouveau régime social ». L'idéologie a flanché : d'une part, « un décalage grandissant entre la théorie du marxisme et les réalités, entre les idéaux humanistes et la pratique » ; et, de l'autre, « l'idée socialiste fusionnait de plus en plus avec l'image d'un système administratif, bureaucratique et directiviste ».

Ce qu'apporte, en revanche, la perestroïka : « Un processus révolutionnaire cohérent réalisé par des méthodes démocratiques, par le peuple et pour le peuple dont le Parti est un avant-garde politique », ce qui constituait une réponse - toujours la même - à la critique d'une « révolution d'en haut ». Le nouveau, c'est « la perestroïka (qui) transpose les principes originels de la révolution dans la catégorie des réalités, car dans le passé ils étaient dans la plupart des cas, purement déclaratifs ». L'adversaire d'hier faisait mieux : « Le socialisme n'a malheureusement pas réussi à se poser comme le leader de la restructuration et il a dû céder ce rôle aux puissances capitalis-

⁷¹ Bien qu'il y décrivait l'esprit nouveau comme « une philosophie de l'action, une philosophie de la vie ».

tes industrialisées (...) La perestroïka ne vaincra qu'économiquement, c'est-à-dire en assurant la stabilité économique, l'accroissement de productivité requise, etc. » Ces extraits d'un texte intitulé « Ma conception de la perestroïka ⁷² » se suffisent à eux-mêmes.

Résistances et oppositions avec effets d'implosion

[Retour à la table des matières](#)

1988 fut l'année du grand tournant vers les réformes politiques et constitutionnelles fondamentales, surtout pendant le second semestre. On doit d'abord citer la tenue à la fin juin - début juillet de la XIXe Conférence nationale du PCUS pendant laquelle Mikhaïl Gorbatchev fit des propositions hardies portant réforme générale des institutions politiques. Trois mois plus tard, c'est tout l'appareil au parti qui, à son tour, était remis en cause et réorganisé. En souplesse et avec tact, le parrain de Gorbatchev au magistère suprême, Andreï Gromyko, est finalement écarté de la présidence du Presidium au bénéfice de son protégé, poursuivant son irrésistible marche ascendante. Ainsi disparut de l'avant-scène le dernier des grands « staliniens » encore en place. Fin octobre, toujours de cette même année 1988, le Soviet suprême de l'URSS procède à l'adoption d'une série d'amendements fondamentaux à la Constitution. L'année [101] n'est pas terminée que sont rendus publics les principes juridiques généraux destinés à faire statutairement de l'URSS « un État socialiste de Droit ». La qualification par l'épithète de « socialiste » ne dissimule pas la portée profonde du projet dans un Empire depuis toujours négateur « d'État de Droit » aussi bien sous le régime soviétique qu'à l'époque du tsarisme d'antan.

Un pareil réaménagement des institutions centrales complétait les mesures antérieures visant à accorder plus de latitude et de responsabilité aux assemblées régionales et à les rendre plus représentatives : le 21 juin 1987, les soviets locaux avaient procédé aux premières élections dites « expérimentales » avec candidatures multiples. La conférence spéciale du PC convoquée à l'été 1988 revêtait une importance particu-

⁷² Discours reproduit dans *France-URSS*, mars-avril 1990, p. 32-36. Citations d'après cette version française.

lière puisqu'elle décida de transférer les pouvoirs décisifs du Parti au Gouvernement, le tout assaisonné de dispositions heureuses et novatrices du système judiciaire. Comme s'il s'agissait de mettre, par morceaux, le totalitarisme à la porte, désormais même les dirigeants locaux du Parti devraient tenir leur poste du suffrage populaire. Enfin, l'estampille officielle du Soviet suprême en octobre allait permettre la constitution du Congrès des députés du peuple (au nombre de 2,250) qui éliraient un corps législatif bicaméral, soit le nouveau Soviet suprême composé de moins de membres et devant s'occuper du travail législatif au jour le jour. Au total, c'est le Conseil des ministres qui sortirait l'organe le moins modifié de ce train de réformes. Ayant toujours à sa tête un Premier ministre, le Conseil comblera un nombre moindre de ministres et leur activité devra toutefois être supervisée, tandis que le Conseil lui-même pourra agir à la façon d'un exécutif.

La perestroïka économique et sociale venait à peine d'être proclamée tous azimuts qu'à son tour, cette perestroïka constitutionnelle et politique s'était mise à pilonner copieusement dans l'organisation structurelle centrale de la vie soviétique. C'était beaucoup. En si peu de temps. La population soviétique recevait une trombe après l'autre. Elles lui tombaient dessus sans que les agents de la réforme ne crient gare. Même s'ils pouvaient se sentir démocratiquement enrichis, les citoyens n'avaient pas eu le temps de s'ajuster à un pareil branle-bas, à peine le temps de commencer à comprendre autant de mesures nouvelles, au moins chargées de promesses ! Justement, n'y en avait-il pas trop ? « Perestroïka, perestroïka ... », il n'y en avait plus que pour elle dans le discours officiel ; et le peuple avait plutôt tendance à l'entendre dans sa version originelle, l'économique, impliquant des fruits concrets, une « rentabilité » même, au début peut-être diffuse mais au moins perceptible, ce qui n'était pas le cas.

[102] Avec toutes ces réformes structurantes de la Constitution et de l'activité politique, c'était bien plutôt de *glasnost* - transparence et de « démocratisation » dont il s'agissait ⁷³. Après quelques années, de telles mesures n'étaient plus tellement neuves, selon le sentiment de la population qui aurait plutôt eu tendance à en redemander.

⁷³ Jusqu'aux rites de la sacro-sainte planification qui devrait aussi baigner dans la « démocratisation ». Gorbatchev précisait ainsi ce qu'il entendait par la démocratisation de la planification : « Cela signifie que l'élaboration du plan - non pas formellement mais réellement - commencera dans les entreprises et les collectivités de travail. Ce sont elles qui programmeront leur production en se fondant sur les besoins sociaux, exprimés en objectifs chiffrés (...). Le Comité de planification de l'État devra abandonner tout ce qui est réglementation détaillée et contrôle quotidien du travail des ministères et des départements, et ces derniers devront en faire de même vis-à-vis des entreprises » (op. cit., p. 125).

« Mais, semblait-elle penser, nous y sommes un peu habitués, maintenant ». Tandis que la vraie perestroïka, l'économique et la rentable, restait toujours carentielle, plutôt introuvable, toujours ajournée : une immense déception. Qui dure et, même, augmente.

Ici, nous devons faire appel à la mémoire du lecteur pour ce beau phénomène de l'émergence d'une opinion publique qui, soudainement, se lève en interlocutrice franche et courageuse d'un pouvoir pas du tout habitué à être attentif à ce point. Nos médias nous en rendaient compte avec une ponctualité piquant notre curiosité. Après 70 ans d'une critique populaire systématiquement comprimée, voilà que tout bouge et que tout se parle : cette prise de la parole a cent expressions : dans la rue et sur les places des grandes villes, par chaînes de lettres et pétitions, par affiches agressives et sondages d'investigation de l'opinion. En Union soviétique, on découvre finalement la technique des sondages, si florissants en Occident depuis un demi-siècle. Il fut une longue époque où la critique ne pouvait guère s'exprimer qu'à la condition de se saupoudrer d'un humour graphique, comme dans le magazine *Krocodil* qui existe toujours. « Aussi, au-delà de la dénonciation de cadres incompetents ou corrompus (que les journalistes sont appelés à mettre en cause personnellement), les médias contribuent à révéler le « vrai » paysage politique et à alimenter une réflexion où l'on n'hésite plus, par exemple, à parler d'une bureaucratie produite par le système ⁷⁴ ». Ce qu'on leur en fait voir et entendre aux gens du « système » ! Ne prenons qu'un seul exemple. Tout à côté, les citoyens occidentaux imputent à leurs gouvernements la responsabilité du vieillissement des équipements collectifs ou, ce qui est la même chose, le retard à les renouveler ; ici, les citoyens soviétiques s'en prennent à l'absence ou, pire, à la mauvaise fabrication d'équipements si précocement délabrés.

Quand dans une société, tout le monde, dépassant la rouspétance, devient ou s'affiche opposant, iconoclaste, contestataire ou dissident, la dissidence, recours classique hier encore mais non à la portée de tout un chacun, n'existe plus comme telle puisqu'elle perd son double caractère essentiel d'être une négation radicale posée en exemplarité symbolique. Tout au moins, paraissent déformantes nos perceptions binaires dictature/ dissidence selon lesquelles nous observions de loin, en Occident, le conformisme obligé de la vie publique soviétique. Nous risquons aujourd'hui [103] l'erreur contraire si l'on ne porte de l'attention qu'aux effervescences du mécontente-

⁷⁴ Écrit Véronique Garros, « "Glasnost" et médias en URSS », *L'État du Monde* 1987-1988, Paris/Montréal, La Découverte/Boréal, p. 583-584.

ment, ce qui serait une nouvelle forme de simplification d'une réalité hétérogène et restant fort complexe.

Il ne convient pas, non plus, d'évaluer l'importance des résistances populaires, et de leur répétition, du fait de leur seul caractère de nouveauté. Mesurons plutôt l'ampleur de ce qu'on appelle le « défi gorbatchevien ». Décrocher du totalitarisme institué depuis si longtemps pour passer d'emblée à la démocratisation se vivant est d'un pas trop large, surtout en un si court délai. Dans les phénomènes mutationnels de cet ordre, le passage du totalitarisme à l'autoritarisme vivable est fort malaisé ; et ce l'est davantage que le transitage de l'autoritarisme des moyens vers la démocratie décente en action, ainsi que l'illustreraient nombre de cas historiques ou tirés de l'actualité.

Il reste toutefois une espèce de point zéro d'inexpliqué dans l'espèce de fiasco, autoproducteur et même s'aggravant, de la perestroïka socio-économique. Plus elle entreprend et justifie convenablement ses entreprises (tant sont reconnus les torts et criants les besoins insatisfaits), moins elle n'y réussit. Rien ne marche et tout empire. Les sermons civiques les mieux sentis et les plus clairement livrés ne produisent que très peu d'effets positifs. Pour un exemple, spectaculaire entre tous, au sujet des biens essentiels en matière alimentaire, des pénuries invraisemblables n'en finissent pas de se répéter : les services photographiques de la presse étrangère montrent des boutiques et étals, des comptoirs et tablettes désespérément vides. Consommateurs et ménagères, alignés en queues interminables, ont appris depuis longtemps qu'il ne sert à rien de grommeler en s'efforçant plutôt de songer à demain... Irradiante, la perestroïka des débuts annonçait tout de même des résultats d'un autre ordre.

Mais comme le temps passe, les détériorations semblent encore s'accroître. A priori, il n'y a pas de raison fatale pour que la chaîne production-circulation-distribution fonctionne encore plus mal en période de perestroïka qu'auparavant. À l'automne 1990, des citoyens de grandes villes en vinrent à souhaiter le rationnement afin de courir la chance d'un partage parcimonieux mais, ou moins, également assuré. On craint même la famine dans plus d'une région. On rapporte que, par millions, des citoyens soviétiques seraient en instance d'émigration dans un pays limitrophe sachant organiser le ravitaillement de sa population. Le KGB, plutôt discret jusque-là, serait assigné à la protection de trains entiers de produits alimentaires venant de l'étranger. Ces aliments risquent de devenir avariés ou, plus probablement, d'être volés en vue du marché noir.

[104] Les bêtes noires sont depuis longtemps connues : cadres ineptes arrivés par fidélité servile ; féodalités entretenues, survivant à l'abolition (de principe) des privilèges, sans exclure la Nomenklatura, nullement mythique et veillant au grain ; intermédiaires peuplant des circuits parasites qui sont loin d'être disparus et par lesquels passent les marchandises du marché noir ; apparatchiks zélés ou inertes, capables par des méthodes aussi opposées de produire des effets de grève perlée... Arrêtons là des réquisitoires cent fois entendus ! Au lieu qu'une glasnost se généralisant serve à huiler les rouages d'une perestroïka déjà laborieuse, elle les grippe d'en bas ou à des articulations sensibles des réseaux de production et de distribution. Il serait naturel de chercher l'explication de maux du système en termes de fonctionnement du système, mais pour aboutir à quoi : à la « rigidification », à la « pétrification » d'un système conçu pour ne pas changer et donc incapable congénitalement d'évoluer, de se réformer ? Une interprétation de ce type circulaire prend tôt un tour tautologique. Il semblerait que le noyau dur du système dirigiste n'ait pas encore été atteint ⁷⁵ et que les circonstances aggravantes soient à rechercher à un plan aussi profond que celui de la conscience de crise.

En révélant au grand jour les tares et incompatibilités du régime, la perestroïka ne rassure pas du tout, produit même l'effet opposé en donnant à l'opinion l'impression de les avoir créés ! Au moins jusqu'au moment où il a fallu exécuter le grand bond vers l'économie de marché ⁷⁶ après une préalable refonte fondamentale de l'ensemble du régime de formation et de fixation des prix. Tout se passe comme si, n'ayant pas les moyens de livrer les résultats escomptés, la perestroïka produisait comme sa *contre-perestroïka* au sens particulier d'une contre-propagande ; en tout cas, l'esprit libéralisant de la glasnost l'alimente avec autant d'intensité. Et les effets pervers de la perestroïka se réintroduisent par double entrée dans le système... Personne ne semble plus s'y retrouver dans cette psychologie *civique de crise*, même pas les opposants

⁷⁵ « Globalement, le corps usé de l'économie soviétique donne tous les signes de rejet de la greffe perestroïka », écrit Pierre Briançon qui signale, par ailleurs, que dans ce tableau d'ensemble cliquotent quelques indices favorables » (« La réforme face à la crise économique et financière », *Le Débat*, n° 55, mai-août 1989, p. 59.)

⁷⁶ Déplorant « l'absence du moindre bon sens économique chez les dirigeants de haut rang », Gérard Duchêne conclut qu'il « est alors à craindre que le remède (...) ne soit cherché dans un nouveau recul des réformes, y compris au plan des libertés publiques, plutôt que dans le recours, même limité, aux mécanismes du marché » (« Le libéralisme de Gorbatchev ou le plus court chemin de la rigueur à l'austérité », *Le Débat*, n° 56, septembre-octobre 1989, p. 84).

officiels ou systématiques qui, à force d'avoir raison, sont loin de faire mouche à tout coup !

Les conservateurs de la ligne Ligatchev critiquent Gorbatchev d'avoir trop allègrement fait table rase au passé et relâché la « discipline d'État », tandis qu'Eltsine, du haut de son pouvoir ascendant, l'attaque pour sa lenteur et l'ambiguïté de ses propositions écrites des deux mains, « de la droite en même temps que de la gauche ». Trop et trop vite, disent les uns ; trop peu et pas assez vite, soutiennent les autres. La perplexité pratique d'un brave Moscovite, se confiant ainsi, définirait l'état d'esprit d'un vaste marais, au centre, que ni gauche ni droite n'entament vraiment : « On veut remplacer les combines qui nous ont permis de survivre jusqu'ici par [105] quelque chose de nouveau et incertain, dont on a oublié de nous donner le mode d'emploi ⁷⁷ ».

Quant aux intellectuels (il n'est pas inopportun de rappeler, dans ce contexte, que ce vocable d'intelligentsia est né avec le siècle, sous le tsarisme, et que les nihilistes se recrutaient en grande partie dans leurs rangs...), ils semblent se ranger, pour une fois, du côté du pouvoir en action dans l'opération réformatrice. Mais ce n'est pas si simple, précise Nicolas Werth, qui distingue entre eux cinq attitudes ou « écoles de pensée » : d'abord ceux qui font partie de l'intelligentsia marxisante (ou ralliée), prônant une dose modérée de pluralisme économique et de démocratie politique ; la deuxième école de pensée s'identifierait par son national-bolchevisme ⁷⁸, ajoutant le bolchevisme aux valeurs du peuple russe et de la patrie soviétique et ne voyant pas d'avenir dans la dénonciation débridée du stalinisme ; le troisième type d'intellectuels se reconnaît par son nationalisme slavophile et volontiers antisémite (*Pamiat*) ; la quatrième catégorie se reconnaît à son écolo-slavophilie, qui sert les valeurs de son culte (lac Baïkal et fleuves sibériens) attirant naturellement des intellectuels de province et de Sibérie ; les intellectuels de la dernière tendance sont les plus engagés dans la promotion du cours nouveau, avec un certain nombre de ceux de la première tendance des marxisants ou ralliés, et ne dédaignent pas l'épithète de « libéraux ». Parmi les plus connus, signalons au moins Afanassiev, mais qui a fini par décrocher ;

⁷⁷ Propos rapportés par Arlette Sennegon-Meister, « Gorbatchev vu de province », *Pouvoirs* n° 45, *L'URSS de Gorbatchev*, 1988, p. 63.

⁷⁸ En passant, le jugement pessimiste d'Alain Besançon sur cette tendance : « Le régime navigue à vue, depuis la chute de Khrouchtchev entre l'impossible retour à Staline et la dangereuse dérive vers le national-bolchevisme. Gorbatchev, à cet égard, ne fait rien d'autre que de proposer un mélange, légèrement différent, de ces deux ingrédients » (*Ibid.*, p. 116). On peut différer : Gorbatchev fait tout de même un peu plus. Pour la contribution de Werth sur les « écoles de pensée » dans l'intelligentsia, *ibid.*, p. 48-53.

leur antidogmatisme s'oppose à l'explication globale du monde ou de l'histoire et se met au service de la promotion de valeurs comme la liberté, la justice, la solidarité. Et c'est bien ce qui « est bon à prendre » dans le généreux profil de la perestroïka, impliquant ainsi que s'y trouve de quoi rejeter ou ne pas soutenir - ce dont ils ne se font pas faute, mais maintenant sans risque personnel comme c'était le cas sous Brejnev hier encore.

Si le potentiel de turbulence idéologique d'une perestroïka, additionnée ou multipliée de glasnost, était « sous roche, et depuis longtemps », le mouvement nouveau n'est certes pas le fait d'une poignée d'intellectuels d'aujourd'hui selon l'historien Marc Ferro, car « on assiste depuis une décennie au *retournement* d'un mouvement lent apparu dans les années vingt, on assiste à la *dé-plébéisation* du pouvoir ». Aussi la « transformation sociale réelle » en cours est-elle « l'expression des exigences d'une société éduquée et dé-plébéianisée comme une bonne partie aussi de la direction politique ⁷⁹. Mais les intellectuels progressifs sont loin d'être tous, ni principalement, des économistes, tout comme ces derniers ne sont pas tous des « intellectuels » au sens du présent contexte - ce qui, du reste, n'est en rien un opprobre.

[106] Il ne manque pas d'économistes, à l'intérieur ou hors de l'URSS, pour faire reproche à Gorbatchev d'avoir laissé en plan l'impératif premier des changements économiques. Comme le disait l'un d'eux, « l'accélération soudaine de l'histoire de l'URSS a pour ainsi dire laissé l'économie au bord du chemin ⁸⁰ ». La mesure fondée du reproche ne s'établit qu'en tenant compte des priorités ou préalables incontournables que les circonstances politiques imposaient au maître du Kremlin : assurer en force un nouveau pouvoir transmis, il est vrai, en douce ; réduire de façon radicale le budget, de plus en plus difficilement soutenable, des dépenses militaires et, donc, rendre prioritaires le désarmement, l'évacuation de l'Afghanistan et surtout, ce qui a été raconté en première moitié de ce travail, sortir de la Guerre froide, littéralement la « tuer » !

Même si la restructuration politique, évoquée en tête de cette section, peut s'opérer en principe plus rapidement qu'une restructuration d'un système économique à ce point rigidifié et depuis si longtemps malgré des retouches cosmétiques avant Gorbatchev, il est requis tout de même un certain temps pour arriver au premier résultat.

⁷⁹ Marc Ferro, « New Deal politique en URSS », *Le Débat*, n° 56, septembre-octobre, 1989, p. 57.

⁸⁰ Article de Gérard Duchêne, cité à la note 15, p. 66.

L'impopularité de la perestroïka économique ne l'a certes pas facilité. Ce n'est qu'en décembre 1990, que Gorbatchev a réussi à faire passer par le Soviet suprême quelques-unes des plus importantes mesures de la restructuration politico-constitutionnelle annoncée deux ans plus tôt. Les pénuries et le désordre dans la distribution de biens de première nécessité dramatisent l'attente douloureuse d'une population naturellement aux abois devant une famine menaçante et qui doit compter sur une rapide et massive aide extérieure.

D'où, pour toutes ces raisons, l'activation constante d'un sournois mouvement d'implosion sociétale au lieu d'une participation lucide à la « révolution » bénéfique promise par son instigateur. Enfin, dernier facteur d'évidence, et auquel pour cela les soviétologues comme les dirigeants n'attachaient pas suffisamment d'importance : le gigantesque corps démo-géographique de l'Union soviétique, ce qu'Yves Lacoste appelle justement « une géopolitique de l'immensité ⁸¹ ». Comme tout part de là, il est indiqué d'y revenir parfois, ne fût-ce qu'en terminant, pour signaler qu'il s'agit, par l'ordre des dimensions spatiales en cause, d'un facteur de spécificité unique au monde.

Et, pour finir, l'explosion de républiques ethnoculturelles

[Retour à la table des matières](#)

Se superpose à la géopolitique de l'immensité territoriale une géopolitique des diversités ethnoculturelles. Aspect *immensité*, l'Union des républiques socialistes soviétiques c'est la moitié de l'Europe plus le tiers de l'Asie, s'étendant sur 11 fuseaux horaires ; aspect diversité, ce sont 115 [107] peuples ou ethnies, 130 langues, cinq alphabets et, malgré l'athéisme officiel depuis la Révolution, deux grandes religions, le christianisme orthodoxe et l'islamisme, se partageant la foi de millions de croyants. Ce gigantesque ensemble géopolitique contient plusieurs fois les unités étatiques comparables en étendue, la Chine, le Canada, les États-Unis, le Brésil, ou l'Inde, etc. Sa taille démographique avec 280 millions le situe au troisième rang, derrière la Chine et l'Inde, juste devant les États-Unis ; les trois quarts de la population habitent la

⁸¹ *L'État du Monde 1988-1989*, Paris/Montréal, La Découverte/Boréal, p. 54-55.

partie européenne de l'empire, tandis que l'espace asiatique en contient la plus forte proportion des richesses minérales et énergétiques.

L'Union des républiques socialistes soviétiques, c'est aussi l'organisation politico-culturelle de quinze républiques fédérées dont l'une, énorme tronc central à l'horizontale, la Russie, constitue les trois quarts du territoire et la moitié de la population (145 millions). L'Ukraine, comptant une population trois fois moindre, occupe le deuxième rang. Trois républiques ont une population s'étalant entre 10 et 20 millions : l'Ouzbékistan, le Kazakhstan en Asie et la Biélorussie en Europe. Les populations des autres républiques sont loin d'atteindre le chiffre de 10 millions jusqu'à la moins nombreuse, la Lettonie, avec un million et demi.

Ce qui frappe à la première considération de ces grossières données de proportionnalité, c'est l'extraordinaire virtualité d'explosion de cet Empire soviétique qui a succédé à l'Empire russe des tsars en l'agrandissant considérablement en toutes les directions. Il y a lieu de craindre le passage à l'acte d'éclatement s'il ne convient pas, non plus, de faire de la projection prématurée. On doit à Lénine la classique expression de « prison des nationalités » appliquée à l'Empire russe d'avant la Révolution : le problème a toujours existé. Avec la montée récente des nationalismes de protestation et de revendication, les responsables de la perestroïka se sont trouvés singulièrement débordés par ce qu'on pouvait appeler un combien rude déplacement des urgences !

Il n'est aucune politique de restructuration, fût-elle conçue pour d'autres plans d'organisation, qui tienne lorsqu'au pourtour, et même à l'intérieur de l'Empire, surgissent, ici et là, des forces centrifuges d'émancipation, s'accompagnant de mouvements de violence tolérés ou qu'à demi réprimés. Tout cela était prévisible, mais les sursauts ne furent pas prévus si ce n'est par de rares experts à faible audience ; et encore, lorsque se déchaîneront les premières agitations, ce sera sur des points assez inattendus du territoire. Gorbatchev et son équipe n'envisageaient certes pas une telle éventualité lorsqu'ils s'appliquaient à mettre en forme leur réformisme « restructurant » et « démocratisant » pour l'ensemble [108] social de l'univers soviétique. Ils furent brutalement pris de court par cette « révolution des nations » frappant comme un « coup de

poignard porté à la perestroïka » et qui « scelle en fait le tombeau du communisme ⁸² ».

Le phénomène en cause est assez exactement inverse à celui de l'implosion sociale, endogène, dont traitait la section précédente ; c'est d'explosion, nationalitaire et exogène, dont il faut parler à propos de ces mouvements agressivement autonomistes, ou même sécessionnels dans plusieurs composantes républicaines de la grande union. Tant que s'agitaient des populations de régions périphériques, dans des républiques caucasiennes ou baltes, le mal se localisait aux marges de l'univers soviétique et n'affectait directement que des populations peu nombreuses. Mais quand le prodrome s'étendit aux grandes républiques d'Europe, à la Biélorussie et même à la riche et peuplée Ukraine, c'est le cœur même de l'édifice fédératif qui était touché. Rappelons encore la prolifération des déclarations de « souveraineté » (formelle ou seulement programmatique ?) qui se multiplièrent dans la plupart des républiques, dont dans celle qui, à seule, pèse d'un poids global comparable au reste de l'ensemble, la République fédérale socialiste soviétique de Russie. D'autant que, par la voie électorale régulière, y a conquis la présidence le plus fort et le plus tenace des adversaires de Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine !

L'obligation de faire court dans un format restreint n'excuserait pas de passer sous silence le processus par lequel l'URSS en est arrivé là. Trois observations d'importance capitale en constituent la toile de fond. D'abord la position centrale et privilégiée du nationalisme russe en ce sens que, ne pouvant en aucun cas ou par définition, mettre en question l'intégrité de l'État, il bénéficie d'une espèce d'immunité et de beaucoup de latitude puisqu'il y a toujours moyen de rattacher positivement ce sentiment nationaliste au culte de la patrie ancestrale. Ensuite, de façon générale, ce sont des troubles d'origine ethnoculturelle qui ont pris un tour passionné vraiment « populaire » par comparaison avec les manifestations épisodiques qui avaient, ailleurs, des causes politiques économiques ou administratives engageant moins profondément la personnalité collective des protestataires.

Troisièmement, il importe de bien distinguer les origines régionales, culturelles et religieuses des collectivités en cause dans chaque cas particulier avant de proposer

⁸² Écrit un auteur qui avait, longtemps à l'avance, annoncé des bouleversements de cette ampleur, Hélène Carrère d'Encausse. Le jugement définitif cité est tiré du texte, initialé par l'auteur, qui figure sur la quatrième page couverture de son ouvrage : *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990.

des traits communs à de nombreuses prises de position marquées d'antagonisme contre la *centrale* soviétique, ce qui peut bien n'être que leur seul élément de ressemblance générale. En effet, la perestroïka est perçue partout comme une directive de plus venant de Moscou, mais cette fois-ci, non pas seulement tatillonne ou contraignante, [109] mais plutôt envahissante et paraissant plus ou moins négatrice d'identités collectives. Le moyen indiqué et spontané pour s'en défendre est tout naturellement le recours à la contraction des bureaucraties locales sur elles-mêmes. Enfin, de la perestroïka on peut bien ne retenir que son volet attrayant de la glasnost afin de profiter au maximum d'une libéralisation, pour la première fois ouverte et offerte, pour d'autres fins que les stricts objectifs officiels de Moscou, la *centraliste*.

Dans le cas des républiques baltes c'est spécialement évident que les directions politiques recherchent l'indépendance nationale via une sécession complète, appuyée si possible par des alliés occidentaux, dont certains n'acceptent pas plus que les Baltes eux-mêmes qu'il y ait eu prescription de la honteuse « conquête » de 1940. La situation n'est pas la même en Moldavie qu'en Géorgie. De façon générale, les anciennes féodalités islamiques d'Asie centrale avaient su s'accommoder des acquis du socialisme et de ses bienfaits transferts : ce serait plutôt l'aspect non désiré de la perestroïka qui les dérangerait. Le cas arménien est tout particulier dans ce pays qui semble entouré d'ennemis. Les luttes vives avec les Azéris d'Azerbaïdjan ont défrayé l'actualité depuis quelques années.

Retour à la ligne du propos principal, le moins qu'il faille dire, c'est que ce « réveil des nationalités », s'ajoutant aux poussées un peu moins désordonnées d'autres républiques mais néanmoins jusqu'à la « souveraineté » incluse, constitue une très coûteuse diversion à la mise en œuvre d'une perestroïka, ambitieuse et pensée depuis longtemps comme nécessaire principe dynamisant d'un vaste système politico-administratif frappé de sclérose. Ce que la perestroïka rejoint dans les régions lointaines et périphériques, c'est une situation de fragmentation structurelle que ses interventions ont pour effet de distendre encore.

À ce point, deux mots sur le singulier droit de sécession que les constitutions stalinienne, de 1936, et brejnevienne, de 1979 avaient reconnu aux républiques fédérées de l'URSS. Le projet de constitution de 1988 l'annulait pratiquement en confiant au nouveau Congrès des députés du peuple l'exclusivité en ce domaine. L'adoption d'une nouvelle loi, complémentaire et correctrice, à la date du 3 avril 1990 pour répondre aux pressions, individuelles puis conjointes, des trois pays baltes, s'intitulait juste-

ment : « Sur la procédure liée à la sécession d'une République de l'Union ». Hélène Carrère d'Encausse, qui a fait une analyse serrée de sa praticabilité, écrit qu'elle a été aussitôt baptisée « loi sur la non sécession », car, poursuit-elle, ce texte est « destiné à mettre en place un parcours semé d'embûches qui transforme la sécession en véritable gageure et la rend impraticable pour une partie non négligeable des républiques [110] soviétiques ⁸³ ». Pendant une dizaine de pages, le même auteur spéculé sur divers procédés permettant de « substituer au mythique *peuple soviétique*, uniformisé, une communauté multiforme et différenciée qui puisse trouver place dans une maison commune d'une extrême flexibilité ». Mais ce serait à la condition que l'URSS s'efface peu à peu des esprits pour donner lieu à autre chose ⁸⁴. Sa « conclusion générale est qu'à l'heure où la *société civile* sort de sa longue léthargie et devient l'acteur privilégié du changement, il serait inconséquent d'ignorer que la communauté ethnoculturelle est le cadre naturel de toute société digne de ce nom, celui où se nouent et s'expriment ses solidarités ⁸⁵ ». Gardons-nous de trop filer les analogies mais observons en passant qu'un problème de cet ordre confronte également d'autres arrangements fédératifs, aussi disparates que le yougoslave ou le canadien.

En février 1991, la grande question dominante en URSS, que vit de façon obsessionnelle le président Gorbatchev, est le référendum du 17 mars sur le Traité de l'Union. Ce texte, laborieusement conçu, doit aménager les nouvelles relations entre le centre et les républiques. Six d'entre elles (les trois baltes, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie) ont déjà annoncé leur refus de participer à la consultation, l'Azerbaïdjan y ayant consenti à la dernière minute. Il ne reste plus que huit républiques sur quinze à avoir approuvé le principe du Traité de l'Union. En de telles conditions, il n'était pas étonnant qu'on ait considéré de repousser à une date ultérieure la tenue du référendum ou même d'annuler par avance ses résultats ⁸⁶...

⁸³ Ibid., p. 360.

⁸⁴ « Association, confédération d'États égaux, etc. : les formules proposées sont nombreuses. Toutes ou presque incluent la Russie dans ce droit à la formation d'un État indépendant et considèrent que l'élément fédérateur souple devra en être distinct, y compris géographiquement. À la Russie sa capitale ; à la confédération ou au nouveau commonwealth la sienne » (ibid., p. 371).

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ Le référendum du 17 mars ayant eu lieu, on sait quels en furent les résultats mitigés et paradoxaux. Sursis, dernière chance d'une union renouvelée ? Gorbatchev, qui pouvait tout perdre et sans espoir de pouvoir gagner tout court, peut encore se maintenir, un certain temps, au centre instable d'un entrecroisement de déséquilibres diverses, dont il est au moins possible de prendre plus exactement la mesure au lendemain de cette première consultation populaire.

En donnant, à l'automne précédent un coup de frein aux entreprises réformistes, Gorbatchev n'a pas vu croître sa popularité. Nombre de ses conseillers et associés (dont Chevardnadze, le principal) avaient déjà abandonné son équipe. La répression sanglante de Vilnius en janvier, bien que Gorbatchev se soit défendu d'en avoir donné l'ordre, lui a fait perdre l'appui des milieux libéraux qui l'avaient soutenu dès la première heure du lancement de la perestroïka. Il est devenu la cible, à la fois, des réformistes qui lui reprochent ses atermoiements et des communistes qui n'ont cessé de lui en vouloir depuis ses premières hardiesses de 1985-1986. L'annonce d'une refonte générale du régime des prix lui avait valu les critiques unanimes des uns et des autres, tandis que les puissants syndicats de mineurs s'étaient engagés dans un mouvement de grève susceptible de déstabiliser encore davantage un secteur de base de l'économie.

La reprise en main, que réclamaient avec insistance les conservateurs et les militaires, n'avait produit qu'une alliance circonstancielle, donc fragile et conditionnelle, ainsi qu'on avait pu le constater lors du plenum [111] du Comité central du Parti en janvier 1991. Bref, le récipiendaire du Prix Nobel de la Paix à l'automne précédent était devenu, non seulement isolé, mais traqué de toutes parts, au moment de jouer le rôle de *Mainteneur* de l'intégrité de l'Union avec ses quinze républiques dont la moitié, de façon avouée (les référendums-sondages..), joue la récalcitrance à des degrés divers tout en pensant surtout à l'indépendance. Avec la conséquence globale d'un éclatement prévisible de l'Union, que nombre de spécialistes et d'observateurs voient comme fatale, mais que d'aucuns estiment désirable.

Car il est d'autres façons intellectuelles de régler sur le papier l'organisation étatique de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Telle est la manière d'Alain Besançon qui énonce quelques « principes régulateurs pour toute politique occidentale de négociation ou d'évaluation des événements en cours ». Le premier est plutôt dru : « La dissolution de l'URSS en ses nations constituantes est le préalable obligé à la sortie du communisme. Réciproquement, toute politique de notre part tendant à maintenir la structure unitaire de l'URSS la maintient de ce fait dans le communisme. Il faut préparer la Russie à accepter cette dissolution ». Le second principe est une conséquence du premier : « Redevenue une puissance moyenne, la Russie peut trouver, à terme, sa place dans un ensemble européen. La sortie du régime communiste a

des chances sérieuses de déboucher sur la démocratie. Ce fut le cas de l'Allemagne nazie en 1945 ⁸⁷ ».

La grande difficulté de toute vue prospectiviste sur le sujet ne consiste-t-elle pas dans l'emboîtement prométhéen de deux gigantismes étatiques : celui d'une gigantesque Russie dans une encore plus gigantesque URSS, et celui du trop grand nombre de Russes dans la totalité de la population soviétique et, en conséquence d'une si longue histoire, de la pesanteur stérilisante de la russification générale dans la vie trans-soviétique ? À ce propos, voici une historiette humoristique qui pourrait servir d'aide-mémoire, quelque peu acide, à ce dernier développement. Il s'agit d'une blague qu'on colportait à Moscou à l'été 1990 :

À bord d'un avion avaient pris place un Japonais, un Russe et un citoyen de l'Ouzbékistan. La conversation tourne sur le sujet de savoir de quoi chaque nation est trop pourvue. « Nous avons trop de caméras vidéo dans mon pays », déclare le Japonais qui lance sa caméra par le hublot. « Nous avons trop de vodka », dit à son tour le Russe et de lancer aussi sa bouteille de vodka par le hublot. L'Ouzbek ne dit rien, se donne un moment de réflexion, puis flanque le Russe par le hublot ⁸⁸ ».

⁸⁷ « Les atouts de Gorbatchev : une évaluation » dans Jean-Marie Benoist et Patrick Wajzman, *Après Gorbatchev*, Paris, La Table ronde, 1990 p. 108.

⁸⁸ Histoire rapportée par Nancy Lubin dans sa recension d'un ouvrage ayant pour titre *Soviet Union : a history of the nationalities problem in the USSR*, par B. Nahaylo et V. Swoboda (New York, The Free Press 1990), dans *The New York Times Book Review*, 15 juin, 1990. p. 16.

[115]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Deuxième partie : Explications, prolongements et conséquences

Chapitre V

L'effet Gorbatchev à la périphérie européenne de l'empire

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'Europe du glacis l'effet Gorbatchev se fit sentir avec autant de soudaineté et de plénitude que dans les républiques nationalitaires de l'intérieur de l'Union. Avec une sorte de passion participante, les populations des pays de l'Europe de l'Est avaient suivi à la télévision l'exultation spontanée de la célèbre nuit berlinoise du 9 novembre 1989. Elles avaient pu constater comment quelques heures à peine avaient suffi pour anéantir le symbole bétonné du Mur de Berlin dans l'ambiance vengeresse d'un déchaînement populaire. De telles scènes faisaient penser aux effervescences de *furor populi* qu'illustrent des gravures anciennes.

L'Europe : quelles Europes ?

Avant cette date célèbre, chaque république de l'Est suivait son cours, plus ou moins régulier ; mais, fort intéressés à observer le vent nouveau soufflant de Moscou, les dirigeants ne trouvaient toutefois pas l'audace de forcer la situation à leur profit sauf en deux pays. Dans les capitales de Pologne et de Hongrie, il n'y avait rien d'in-

convenant, depuis quelques années, à parler d'une perestroïka à la polonaise, d'une perestroïka à la hongroise. Ailleurs, pour des raisons locales diverses, l'amorce d'une libéralisation tardait ou n'avait guère de consistance.

Des commentateurs trouvaient naturel de soulever l'hypothèse d'une espèce de détournement, consenti sinon voulu par l'homme de la perestroïka, du lieu du danger immédiat : des républiques soviétiques [116] ethno-linguistiques en éveil aux régimes déjà contestés de l'Europe de l'Est. La récente visite de Gorbatchev à Berlin-Est, suivie de l'abandon d'Erich Honecker, avait en quelque sorte prélué à l'explosion. N'était-ce pas normal qu'en cette période de non-Guerre froide, Gorbatchev tint davantage à l'intégrité intérieure de l'Union soviétique qu'à celle de l'empire européen conquis par l'Armée rouge à la fin de la guerre ? Mais c'était tout de même de l'ordre politique de Yalta, au moins conséquence historico-géographique de la réalité militaire de 1945 (une fois qu'on l'a dégagé de son contenu mythique d'un « partage du monde »), dont il s'agissait. Car l'Europe, divisée depuis si longtemps se trouvait devant une première vraie chance de pouvoir se mettre au singulier : l'Europe. Voilà bien, de tous les arguments à invoquer pour le constat de la fin de la Guerre froide, celui qui devenait le plus fort de tous.

Pourtant, le plus petit des continents (à part l'Océanie insulaire) apparaissait depuis presque un demi-siècle comme une Europe plurielle. En tête de son récent livre, *L'autre Europe*, Jacques Rupnik propose en exergue ce mot de Joseph K. : « Du point de vue de l'histoire, on peut diviser l'Europe en trois blocs : l'historicité de l'Occident, l'histoire absurde de l'Europe centrale, et l'a-historicité de l'Est ⁸⁹ ». Par un retour en force de l'Europe centrale, nous assistions comme à une espèce de résurgence, au moins au plan de réminiscences, de l'Europe d'avant 1939. Mais une conjoncture internationale, dure, simplificatrice et qui s'était étirée sur les dernières 45 années, avait eu raison de ces catégories classificatoires, pourtant géographiquement exactes, d'une Europe centrale entre celles de l'Ouest et de l'Est.

Par sa froide rigidité, le classique Rideau de fer avait marqué la ligne de division fondamentale entre seulement deux Europes, celle de l'Ouest ou libre et celle de l'Est

⁸⁹ Quelques lignes plus bas, l'auteur citait encore cette expression de Milan Kundera sur l'Europe centrale de retour, la situant « géographiquement au Centre, culturellement à l'Ouest et politiquement à l'Est » (Jacques Rupnik, *L'autre Europe*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1990, p. 19).

ou sous domination soviétique ⁹⁰. Cette dernière moitié d'Europe comprenait le quart de l'Allemagne, dite de l'Est et future République démocratique d'Allemagne, ainsi que les autres pays centraux dont principalement la Pologne et la Tchécoslovaquie, auxquelles on joint parfois les républiques yougoslaves fortement nationalistes de Slovénie et de Croatie. Ces deux entités régionales d'une Europe de l'Ouest prenant, sans trop tarder, le vent de la modernisation, et d'une Europe de l'Est, retardée et ne réussissant pas à décoller industriellement, correspondaient en gros à ces expressions métaphoriques des économistes d'avant-guerre : l'Europe du « cheval-vapeur » et l'Europe du « cheval de trait »...

Soufflant de Moscou à partir de 1987, la perestroïka révolutionnaire s'enlisera tôt dans les sables mouvants de l'inertie socio-économique qu'il s'agissait précisément de « restructurer », alors que les dirigeants [117] devaient faire face à toutes sortes de diversions nationalitaires rebondissant à divers points périphériques de l'Union. Ces facteurs internes défavorables n'empêchaient pas le réformisme nouveau de produire des effets variables par-delà les frontières soviétiques, dans les pays de la périphérie extérieure, soit en Europe centrale et orientale. Les plus éclatants, et même contradictoires, des signaux déclencheurs avaient été, en ce « fol automne 1989 », les fervents défilés aux lampions dans les capitales, ainsi que l'espèce de festival de la démolition frénétique du Mur de Berlin à coups de pioche ! À l'épicentre même où l'époque de « guerre froide » naguère était née et avait trouvé son nom, elle mourrait près d'un demi-siècle plus tard en pleine liesse populaire. Cette joie avait son revers : dès le lendemain, les populations en cause auraient à faire leurs classes intensives de liberté sans pouvoir prétendre à leur immédiate *désatellisation*, tant il restait vrai que tout mouvement de cet ordre n'entraîne jamais d'immédiates transformations structurelles où que ce soit.

Il conviendrait, pour des raisons causales autant que symboliques, qu'on examine d'abord le cas des deux Allemagnes, devenant *une* en un si bref laps de temps, ce que n'aurait osé prédire le plus optimiste des scénarios de réunification. On fera plutôt l'examen de ce cas à une section subséquente et précédant celle d'une Europe continentale en train de se retrouver et dont la grande Allemagne devient l'inévitable, et peut-être même nécessaire, pivot. Le propos gagnera alors en signification lorsqu'on aura fait une rapide révision de ce qu'il advenait, dans le même temps, des pays de

⁹⁰ Avec l'exception, bien sûr, des deux dissidences : antistaliniste de la Yougoslavie à l'époque de Staline, et stalinisante de l'Albanie après la mort de celui-ci.

l'Europe de l'Est devant le beau défi de leur si fraîche libéralisation. On devra admettre d'emblée que se présente à l'observation un tableau d'ombres et de lumières, et que l'opacité des premières s'impose peut-être davantage que l'éclat des secondes. Marquons enfin l'envergure du moment historique qu'une bizarre concordance chronologique faisait coïncider avec le bicentenaire de 1789. Mais c'est bien plutôt à la référence à la date, non moins imposante, de 1848 ⁹¹ que fait penser cet extraordinaire « automne des peuples » de 1989.

Le mouvement déclenché est-il susceptible de réversibilité ? Oui, si les causes qui l'ont rendu possible s'inversaient soudainement, et surtout complètement. Jacques Rupnik en exprime l'hypothèse d'une façon saisissante : « Tout changement brutal à Moscou aurait des retombées négatives sur la transition en cours dans le Centre-Est européen et, dans ce cas, les dominos risqueraient de tomber à l'envers ⁹² ». Mais même alors, un tel phénomène ne saurait s'accomplir d'un coup, à la manière foudroyante de ce qu'avait été « l'automne fou » de 1989. Ce pourrait être quelque chose de semblable, mais « à l'envers » et d'une façon moins [118] espacé dans le temps que les éphémères poussées libératrices postérieures à la mort de Staline, soit : la rébellion des ouvriers de Berlin-Est, en avril 1953, et de Poznan, en juin 1956, la révolte hongroise ⁹³ de novembre 1956, le printemps de Prague en août 1968.

C'est de Pologne que tout était reparti et que s'inaugurait sans apparat l'ère nouvelle avec les violentes émeutes ouvrières de Gdansk, Sopot et Gdynia qui furent, en 1970, le théâtre de violentes émeutes ouvrières, événements aboutissant à la chute de W. Gomulka, le réhabilité de 1956 afin de sauver *in extremis* le régime. Dix ans plus tard, la construction d'un monument commémoratif allait entretenir vivante la signification de l'événement de Gdansk. Entre-temps, à la mi-période de la décennie 1970 - à l'époque de la Conférence de la sécurité et de la coopération en Europe, tenue à Helsinki -, les régimes de la RDA, de la Tchécoslovaquie et de la Bulgarie jouaient plutôt

⁹¹ D'une littérature déjà abondante sur ce thème, signalons au moins deux beaux textes qui ouvraient le numéro du dixième anniversaire de la revue *Le Débat* (numéro 60, mai-août 1990) : de Timothy Garton Ash, « L'année de vérité » et de Krzysztof Pomian, « Le retour des nations », p. 13-37.

⁹² Entretien de Rupnik avec la rédaction de *Politique internationale*, dans le recueil de Jean-Marie Benoist et Patrick Wajzman, *Après Gorbatchev*, Paris, La Table ronde, 1990.

⁹³ On observera qu'il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une crise interblocs ou de « guerre froide », mais bien d'une crise intrabloc. Pour la même raison, les Occidentaux vivaient dans le même temps leur crise intrabloc au sujet de l'affaire de Suez. Voir *La guerre froide inachevée*, p. 106-117.

le rôle d'enfants modèles dans la pièce de l'intégration qu'à distance Moscou continuait de mettre en scène. La Pologne, grâce à l'audace nouvelle et tout à fait déconcertante pour les Soviétiques de *Solidarité*, continuait à jouer, en force et *en seule*, sa partition. Le reste de l'histoire, tournant autour des deux hommes-symbole, Lech Walesa et le général Jarulzelski, est bien connu. Au grand étonnement des observateurs, l'Armée rouge ne rétablirait pas « l'ordre à Varsovie » comme elle l'avait fait à Budapest en 1956, non plus qu'elle n'allait y exécuter la manœuvre intimidante comme l'avait été celle de Prague en 1968.

Cette modération hésitante n'allait toutefois pas empêcher Jarulzelski d'emprisonner, à point nommé, tous les leaders de *Solidarnocz*, sans exclure son chef, l'homme porteur des espoirs, Lech Walesa. Mais comme le fait observer Marc Ferro, cela s'accomplissait en une « victoire à la Pyrrhus », car, cette fois-ci, avait fini par s'ouvrir une « brèche dans le système bien clos des régimes communistes » et qui était « plus profonde que toutes les échancrures ouvertes et refermées à ce jour, à Poznan, à Budapest ou à Pragu ⁹⁴ ». Ces rappels à si larges traits n'expliquent certes pas comment le Mur de la Honte ait pu être si soudainement investi et franchi, puis bazzardé en pièces détachées d'antireliques honnies. Mais, en perspective sur l'arrière-plan persistant de ces dix années polonaises, ils nous font voir comment, selon le professeur britannique Timothy G. Ash, pour en arriver au même résultat les Hongrois n'auront besoin que de dix mois, les Allemands de l'Est que de dix semaines et les Tchécoslovaques que de dix jours !

Un prospectiviste, le plus hardi fût-il, ou un scénariste, encore moins contraint par la vraisemblance, n'auraient osé imaginer le rythme saccadé des événements est-européens qui se sont effectivement produits en cet [119] automne 1989. Passe encore pour l'effet de contagion, étant donné l'exemplarité continue du cas polonais. Mais cela n'explique pas l'accélération du phénomène au nez même des Soviétiques qui étaient, il est vrai, débordés en leur propre maison, mais laissant faire, tout de même, sans la moindre condamnation de principe ! En Bulgarie et, surtout en Roumanie, un peu plus tard les choses se passeront bien autrement, en ce dernier cas surtout où il y aura eu recours à la violence - d'une violence dramatiquement télévisée en direct à moins, apprendra-t-on plus tard, qu'il n'y ait eu montage après coup. À partir de maintenant la démocratie n'a plus qu'à s'installer : n'a plus qu'à... Pas si facile, certes ! Im-

⁹⁴ Marc Ferro, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Éditions Ramsay, 1990, p. 139, 136.

provisions, règlements de compte, bavures de toutes espèces sont le lot de ces rudes transitions bousculant tout le monde, à commencer par le cas classique des politiciens par trop marqués qui tâchent de s'agripper aux nouveaux gouvernails. La recherche d'une première légitimation en vue d'un fonctionnement provisoire, au moins jusqu'aux élections prévues du printemps 1990, constituait le premier pas vers le nouvel ordre à établir.

Sont rares les transitions de régime qui peuvent faire l'économie de procédés révolutionnaires. En l'occurrence, il s'agissait bien de faire l'*antirévolution* d'une Révolution de naguère et qui n'avait pas réussi, pour la première raison qu'elle avait été imposée de l'extérieur, puis maintenue par des régimes autoritaires ne répugnant pas d'employer couramment des procédés de force. En Europe de l'Est, on était encore bien loin d'en être rendu à la mise en place d'un système transitionnel. Les nouvelles équipes du pouvoir, à la suite d'usurpations nécessaires mais parfois d'un démocratisme douteux, donnèrent l'impression de ne pouvoir faire plus que d'explorer de nouvelles avenues possibles, mais mal dessinées et manquant d'un pavement solide. Tâtonnements dans le choix des premières mesures et délais toujours étirés, louables déclarations d'intention mais moyens insuffisants : c'était partout à peu près le même tableau. Des observateurs sur place établissaient le constat d'une immense vacuité de projet et d'un manque d'hommes avec programmes profondément novateurs, ce qui revient au même. Il s'ensuivait partout incohérence gouvernementale et grogne populaire, sans amélioration notable des conditions. Quant à la solidarité imposée depuis 1945, strictement le bloc de l'Est n'avait pas « éclaté », ainsi qu'on a peut-être eu tendance à l'affirmer trop tôt ; mais elle n'était plus guère que de principe, que de latence, à vrai dire sans beaucoup d'avenir.

Toutefois, ce bloc était devenu fondamentalement disloqué, ce qui ne produisait toutefois pas une situation d'éparpillement de la puissance étatique. Les gouvernements et leurs politiques seraient désormais moins malaisément supportables ; mais les États, toujours reconnus ou non [120] contestés en tant que tels, n'avaient rien perdu de leur force d'exclusive nationale. D'autre part, en Occident on a été prompt à décréter la liquidation de l'Organisation du Pacte de Varsovie du fait de l'intention avouée de quelques États membres d'en prendre congé. Le signal en sera donné par Gorbatchev lui-même en février 1991. Il en fut de même pour la fatale mise au rancart de l'organisation économique de CAEM après sa longue tradition de pratiques inefficaces ou presque fictives au plan communautaire. Une perspective (comme la

nôtre) d'analyse nécrologique de la Guerre froide peut inciter à des déductions hâtives de ce genre lorsque des gouvernements de la région disent leur intention de se retirer de l'une ou l'autre organisation, la militaire ou l'économique.

Et constatons encore que les courants d'aérations diverses entre les deux Europes n'ont pas pour effet automatique de bonifier le fonctionnement de la plus avancée. Au seuil de son grand bond en avant vers l'horizon 1993, l'Europe de l'Ouest s'est vue soudainement confrontée à de nouvelles charges solidaristes non désirées. De son côté, la traditionnelle Europe du « cheval de trait », communisée de force après la guerre, donne souvent l'impression de tirer à hue et à dia une fois les rênes relâchées.

Les Allemagnes : quelle Allemagne ?

[Retour à la table des matières](#)

Les germanistes n'ont pas fait mieux, ces dernières années, que les soviétologues. Ceux-ci n'avaient pas senti venir la perestroïka, du moins dans sa profondeur d'intention ni dans ses conséquences virtuelles qui n'en finissent plus de se reproduire en s'aggravant. Ils n'avaient pas, non plus, prévu que Gorbatchev laisserait aller avec autant de détachement apparent les pays du glacis à leur propre sort, même en tenant compte de la pagaille générale en voie de s'instituer dans la maison-mère du socialisme soviétique. Par ailleurs, il n'était pas besoin d'être spécialiste des choses d'Allemagne pour tenir comme certain que la vocation naturelle à l'unité s'y affirmerait, à point nommé, comme une espèce d'impératif majeur.

Mais alors que les prévisions les plus plausibles étalaient des négociations bilatérales à ce sujet sur une durée probable de plusieurs années, d'autres supputations, davantage serrées, parlaient d'une couple de lustres s'étendant jusque vers l'an 2000 ! Pourtant, le processus de l'unification complète n'exigera pas plus de sept mois d'intenses négociations entre la visite du chancelier Helmut Kohl, à Moscou le 10 février 1990, pour arracher à Mikhaïl Gorbatchev le principe de la fusion des deux Allemagnes, et la signature du traité « deux plus quatre » à Moscou du [121] 12 septembre 1990. Le 3 octobre 1990 fut la date fixée pour la réunification officielle. C'était moins

d'un an après le percement du Mur ⁹⁵. Personne, à peine plus les instigateurs de cette grande réussite diplomatique que les spécialistes de tout poil, n'aurait osé en faire une prédiction autant optimiste. L'événement à deux épisodes marquait la dernière borne historique officielle de la Guerre froide. Dans l'histoire de celle-ci, il prenait à lui seul, autant d'importance que la réanimation fructueuse du duopole américano-soviétique dont nous avons fait, par ailleurs, la chronique des sommets en enfilade (au chapitre III).

Une perspective globale suggère une interrogation également large : la force attractive qu'exerçait, pendant la Guerre froide, Berlin-Ouest par rapport aux deux Allemagnes ne préfigurait-elle pas ce que la grande Allemagne unifiée pourrait désormais devenir à son tour mais en rapport à toute l'Europe ? Autrement dit, ne vient-on pas d'assister à l'émergence d'un troisième Grand, ou d'un quatrième, si l'on prend en compte, à cause de sa colossale force économique et monétaire, le Japon à l'autre bout de la planète ? Et à condition, bien entendu, de ne pas faire le décompte définitif de l'Union soviétique au chapitre de la superpuissance militaire, où elle figure encore malgré les catastrophiques déboires de son système politique en état de maladie chronique...

L'idée conventionnelle la plus répandue au sujet de l'Allemagne consiste à soutenir ou à impliquer à peu près ceci : telle ira la nouvelle grande Allemagne, telle ira en conséquence l'Europe élargie et confirmée dans son décloisonnement récent. On observera en passant que cette « grande » Allemagne est la moins étendue des Allemagnes unifiées de l'histoire : moins que celle du premier Reich (médiéval), du deuxième (bismarckien) ou du troisième (hitlérien) et que, surtout, elle ne se définit ni ne se comporte comme une entité impériale. Il n'en demeure pas moins que, selon la formule ramassée d'un analyste récent, « si la problématique européenne ne peut se réduire à la question allemande, celle-ci campe toujours en son cœur ⁹⁶ ». D'une part, le processus de l'unification crée une grande densité du métabolisme politique et ethno-culturel entre les deux Allemagnes ; mais, de l'autre, l'écart énorme (certains parlant

⁹⁵ « Le mur de Berlin, écrivait Alain Besançon, est tombé avant que Gorbatchev ait eu le temps de le vendre (...). De tous les « changements » induits par Gorbatchev, celui-là est peut-être celui qui a le plus échappé à son auteur » (« Les atouts de Gorbatchev : une évaluation », dans Benoist et Wajzman, op. cit., p. 96).

⁹⁶ André Brigot, « Le système régional après 1989 », dans *La fin de la guerre froide*, (sous la direction de Charles-Philippe David), Québec, Centre québécois de relations internationales et Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p. 186.

même d'« abîme ») entre les rendements économiques globaux des deux Europes ne cesse, lui, de s'élargir. Ainsi en Europe du Centre-Est, est-on partagé entre l'espoir de recueillir les fruits du dynamisme expansionniste de l'Allemagne et la crainte d'une nouvelle domination éveillant les fantômes typiquement germaniques de la *Mittel Europa* et de la *Drang nach Osten*.

Surgit alors un paradoxe, au moins apparent. D'une part, les autorités publiques du pays unifié, siégeant à Bonn bien que Berlin en reste la [122] capitale officielle, « règlent » sans trop de mal, quoique à de hauts coûts, le défi de l'intégration-fusion des Allemands de l'Est et de ceux de l'Ouest ; d'autre part, ces mêmes autorités n'en font pas moins l'objet de suspicions dans diverses couches des populations de l'Est qui, pas plus tard qu'hier, avaient pourtant accueilli avec une si grande liesse la tombée définitive du Rideau de fer. La raison ultra-simple, qui n'en serait pas pour autant mauvaise, est qu'au bout du processus il faudra bien compter avec une Allemagne plus peuplée, davantage tentaculaire et influente à l'Est. L'inquiétude pourrait s'atténuer quelque peu si ces populations voulaient bien se rappeler que l'Allemagne agrandie contient tout de même les ex-citoyens de la RDA qui, par longue habitude, connaissent bien les difficiles conditions des voisins de l'Est et seraient susceptibles de servir d'intermédiaires utiles selon d'autres critères que ceux qui, à l'époque de Ulbricht jusqu'à Honecker, prévalaient à Moscou.

Sous la révolution gorbatchevienne jusqu'à la démolition du Mur, le gouvernement de la RDA affichait une attitude d'autosatisfaction et de conservatisme foncier à l'égard des expériences, à la vérité risquées, d'une perestroïka soviétique plutôt débri-dée. Il eût été étonnant qu'il en fut autrement dans cette seconde et plus petite république allemande, dont la carte avait été découpée arbitrairement selon les aléas militaires de 1944 et 1945, et qui s'était donné pour dessein de forger une nation distincte par l'effet d'une idéologie importée et imposée par une armée d'occupation.

Mais, après tant d'années, l'étape historique que constituait en septembre 1987 la première visite d'un chef d'État est-allemand en Allemagne de l'Ouest rappelait avec éclat, par-delà la division artificielle en deux États, la permanence d'une même communauté de destin. Les habitants ouest-allemands ne manqueraient pas d'être affectés par « ce pays, naguère si différent et véritablement « ailleurs », (qui) redevient chaque jour davantage une partie du territoire commun, un espace de la politique intérieure au sens large du terme, avec tout juste encore ce zeste d'exotisme qui rend le contact

plus fascinant ⁹⁷ ». Aussi, au soir de l'appropriation tumultueuse du Mur, le franchissait-on allègrement d'un côté comme de l'autre !

Naguère, sous Khrouchtchev, la muraille de maçonnerie avait été construite pour protéger l'Est de l'Ouest ; mais, ce que n'avait pas cherché le bouillant Secrétaire général, la protection jouait aussi dans l'autre sens... Par la succession des coups de théâtre de ce fol automne 1989, c'était bien l'idée contraire d'un double enfermement absurde qui explosait ! Et allait se célébrer avec allégresse la fusion entre les deux éléments d'un même peuple dans une liberté enfin retrouvée. Que si l'on trouve [123] qu'il est fait souvent allusion au Mur dans des notes furtives sur l'Allemagne, il suffira de rappeler qu'un ouvrage consacré à la fin de la Guerre froide nous y ramène, à tout propos, à ce symbole, monumental et utilitaire, du grand schisme européen d'une époque heureusement révolue.

Pour clore ce développement et, aussi, pour introduire au suivant, voici quelques statistiques fort générales, relatives à la puissance économique globale de l'Allemagne et aux parts très inégales qu'y contribuaient hier encore la RFA et la RDA comme entités distinctes. Occasion aussi de rappeler que, réalisée le 1er juillet 1990, l'union économique et monétaire avait précédé de trois mois la fusion politique du 3 octobre. Bien que devant en partie *pensionner* l'économie plus faible de l'ancienne RDA, l'Allemagne dans son ensemble n'a pas vu instantanément sa puissance économique globale décroître, qui reste la première en Europe et la troisième au monde derrière les États-Unis et le Japon. Pour 1989, le PNB de la RFA se situait à 1078 milliards de dollars, ce qui constituait presque cinq fois plus que les 215 milliards de la RDA. Au titre du commerce mondial pour la même année, la RFA avait dépassé le Japon comme l'État au plus large excédent commercial, soit 82 milliards de dollars. La plus grande partie des échanges de la RDA s'effectuant avec les pays de l'Europe de l'Est, la position commerciale de l'Allemagne unifiée se trouvera dominante dans cette région, donnée que ne manquent de mettre en évidence les analystes de l'économie européenne.

⁹⁷ Joseph Rovin, « Une nouvelle Allemagne pour une nouvelle Europe », dans Benoist et Wajzman, op. cit., p. 337. L'auteur ajoutait ces trois lignes : « L'Europe et le monde extérieur passent ainsi au second plan, la rencontre avec l'autre Allemagne revêtant une urgence et une intensité beaucoup plus grandes ».

Quels instruments européens ?

[Retour à la table des matières](#)

Pour pouvoir terminer ce chapitre avec quelque assurance, il faudrait pouvoir compter sur moins d'incertitudes au sujet de l'évolution du régime soviétique lui-même. En cet hiver 1991, le courant de désintégration semble bien loin de ralentir. Signalons en vrac le cours d'une restructuration (*perestroïka*) en processus contraire d'implosion par l'effet pervers d'une transparence (*glasnost*) se généralisant mais sans même produire la gratification d'une catharsis populaire ; un leader d'origine charismatique mais que désertent, un à un, ses plus fiables conseillers ; le retour des forces de répression policières et militaires ; un vide, qui semble absolu, de solutions de rechange recevables et applicables ; une dislocation générale des cadres fédératifs et des poussées sécessionnistes dans une demi-douzaine de républiques - le tout malgré une énorme surconcentration de pouvoirs constitutionnels sur la tête d'un seul homme, etc.

C'est tout comme si la complexité et l'imprévisibilité avaient, d'un coup, changé de camp dans cette période de non-Guerre froide. Ces [124] difficultés, pendant une quarantaine d'années, se retrouvaient plutôt du côté de l'Occident, multiple et sophistiqué jusque dans ses anciennes excroissances d'origines « impériales ». Complexité et imprévisibilité sont maintenant du côté du seul véritable « bloc » de naguère, celui de l'Union soviétique comme dominante et de ses composantes européennes soviétisées. Pendant ce temps un Monde, que « tiers » on avait nommé ⁹⁸ parce que n'étant guère « dans le coup » de la Guerre froide, reste plutôt médusé et toujours englouti dans ses problèmes spécifiques, finalement peu sollicité par une concurrence duopolaire qui n'existe plus depuis qu'un des deux grands rivaux se trouve en butte à une décisive lutte interne pour le renouvellement de son système. Aussi, risquerait-on la formule : l'URSS au plan international est plutôt *agie* qu'elle n'agit sur le déroulement des événements.

Retour à l'Europe. Aux Europes. Combien de celles-ci, se demandait-on au début du chapitre ? La question ne comporterait qu'une réponse tendancielle : entre les caté-

⁹⁸ J'exclus évidemment la question moyen-orientale et la guerre contre l'Irak, qu'on retrouvera à la fin du chapitre suivant.

gories, cristallisées par l'habitude, d'une Europe de l'Ouest et d'une Europe de l'Est, s'immisce une troisième, une Europe centrale ou médiane, due au phénomène précurseur d'une Pologne en processus de démocratisation et à la réunification toute récente des Allemagnes. Cette hypothétique troisième Europe reste en rapport étroit avec celles des deux points cardinaux, de l'Ouest et de l'Est. Et entre ces trois Europes s'exercent toutes sortes de relations osmotiques très particulières, au point d'en paraître parfois contradictoires.

Dans l'après-guerre, Ouest et Est européens trouvèrent leurs expressions les plus fermes dans les alignements militaires. Organisation du traité de l'Atlantique Nord en 1949, puis Organisation du Pacte de Varsovie en 1955 avaient fini par stabiliser militairement la division dont Yalta avait été l'acte diplomatique de création en pleine guerre. La permanence, même en partie fictive, des grandes organisations militaires montre bien qu'on ne comble pas facilement des fossés historiques comme celui de l'automne 1989. Et pour d'autres causes que la banale raison, mais impérieuse, que la situation générale pourrait changer...

Mais quand des chefs d'état-major d'une alliance sont reçus dans une ambiance de cordialité par leurs homologues de l'autre commandement, qu'ils font ensemble la visite des lieux et assistent à des manœuvres hier encore secrètes, c'est bien l'indice que quelque chose avait effectivement changé. Et quand leurs chefs politiques signent des traités solennels de destruction de leurs plus redoutables armes, jusque-là pointées contre l'adversaire nullement hypothétique ! En de telles conjonctures, il n'y a plus qu'à entamer et qu'à poursuivre des négociations de contribution à la baisse entre les coalisés eux-mêmes à l'intérieur de chacune des organisations. [125] C'est, d'ailleurs, ce à quoi semblent occuper maintenant le gros de leur temps les responsables politiques et les commandants de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Que faire d'autre, en deçà de la logique, difficilement possible, des dissolutions complètes des deux organisations ? Déjà qu'une organisation militaire réduite à l'état de simple structure politique n'est plus qu'une « coquille vide », selon l'expression du ministre polonais des Affaires étrangères.

Il est une institution occidentale de type économique qui a un rapport assez direct avec la conduite de « guerre froide » : le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations). Sous ce bizarre sigle, le comité groupe des représentants des pays de l'OTAN (à l'exception de l'Islande), auxquels se joignent des représentants du Japon et de l'Australie, pays également d'une technologie avan-

cée. L'objectif d'origine consistait à interdire l'exportation de technologies propres à augmenter le potentiel militaire de pays considérés comme éventuellement hostiles. Ces technologies visées relèvent principalement du vaste domaine des télécommunications.

À une époque célébrant la fin de la Guerre froide, de tels organismes de contrôle, à base d'une méfiance certaine, sont certes devenus déphasés jusqu'à l'anachronie : ce qui n'empêchait pas, par exemple, les Américains, encore tout récemment, de reprocher à Olivetti la vente de matériel informatique à l'URSS. D'autres pays à la technologie avancée, comme la France, soutiennent volontiers que ces pratiques devaient être rappelées. Recevant une délégation soviétique à l'Hôtel de ville, le maire de Paris, M. Chirac, affirmait le caractère « souhaitable que ce type d'institutions soit appelé à disparaître le plus rapidement possible ». Six semaines plus tard, à la mi-novembre 1989, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bregovoy opinait dans le même sens.

C'est donc au plan des organisations économiques internationales qu'il pourrait vraiment se passer des choses nouvelles. Les anciens blocs n'en manquent pas de telles organisations. Du côté de l'Est, le COMECON avait été la réplique moins nantie aux organismes du Plan Marshall, faisant plus tard peau neuve sous le sigle de CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle). Une trentaine d'institutions spécialisées virent graduellement le jour pour réglementer des secteurs particuliers (transports, énergie, industrie chimique, uniformisation du matériel militaire, etc.), qui, par l'élargissement de leurs compétences et le renforcement du contrôle soviétique, permirent de mieux « surveiller » les activités des « États frères », tout en laissant à « certaines d'entre ces institutions une "façade" multinationale ⁹⁹ ». Les institutions économiques qui sont dans la mouvance capitaliste-occidentale peuvent avoir l'ancienneté [126] de l'OCDE ou la relative nouveauté du Groupe des Sept, se donner une mission aussi largement internationaliste que le GATT ou le FMI (où l'URSS a fait une entrée discrète par la petite porte). Il est encore trop tôt, à l'hiver 1991, pour savoir quels seront les nouveaux statuts du CAEM qui doit se renouveler jusqu'à « élargir la coopération économique entre ses membres », mais « sur la base du marché », précisait l'agence Tass au début de janvier 1991. Mais l'institution proprement européenne, la plus achevée comme intégration accomplie et même comme projet, celui du Grand marché

⁹⁹ Écrit assez abruptement Marc Ferro, op. cit., p. 133.

de 1993, est certes la CEE, dite aussi communément la Communauté européenne, appellation qui, à l'usage a remplacé celle de « Marché commun » de ses origines. Dans les limites de son « pré-carré est-européen ¹⁰⁰ » la CAEM a fait montre d'une certaine efficacité pendant ses quelque premières années alors que l'institution se validait comme indispensable.

Mais les événements récents, qui de Moscou puis dans la région signalaient plus fortement que jamais des carences et des déviations sérieuses, ont mené à la remise en cause de l'institution elle-même. L'intention réformatrice de certains membres allait aussi loin que de prôner tout simplement sa suppression. Bien avant l'accession au pouvoir de Gorbatchev, la CAEM et la CEE avaient entretenu un dialogue qui avait toutefois été interrompu en 1981. Il avait repris l'année même de l'arrivée au pouvoir du nouveau secrétaire général, mais sans relation de cause à effet ¹⁰¹. Sans que le fil ne se rompe dans les années subséquentes, il fallut attendre au 25 juin 1988 pour que, selon l'expression de Bernard Féron, les deux Conseils mettent « fin à trente ans de mépris réciproque en signant un accord de reconnaissance mutuelle ¹⁰² ». L'année d'après, à quatre pays de l'Est (en plus de l'URSS, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie), la CEE accordait le statut d'« invitée spéciale ».

Le pays ex-satellites n'avaient pas à demander au Grand frère la permission de frapper à la porte de la CEE, l'URSS ayant, elle-même, lancé le mouvement. Seule l'ancienne RDA, du fait de son incorporation récente à l'Allemagne, se trouvait à même de tirer un profit direct des avantages concrets et du dynamisme général de la CEE. Le projet grandiose de cette dernière pour 1993 suscite des positions polémiques passionnées, notamment en France par exemple, entre Jacques Delors qui voit dans ces adhésions exogènes de l'Est une chance unique pour l'Europe et Alain Minc qui soutient au contraire que le beau « rêve communautaire » est mort le soir même de l'investissement du Mur, le 9 novembre 1989. Entre ces positions extrêmes, un fils

¹⁰⁰ L'expression est de Pascal Lorot : « Le CAEM à l'épreuve de la perestroïka », dans *Politique étrangère*, n° 1, 1990, p. 149. L'auteur prononce quelques lignes plus bas ce jugement : « Le CAEM n'a pas permis l'accroissement significatif des performances des économies, notamment en regard de la modernisation continue de la partie occidentale du continent européen, et encore moins une amélioration substantielle du cadre et du niveau de vie des populations ».

¹⁰¹ L'auteur d'une chronique sur l'effet Gorbatchev en Europe de l'Est en 1985, Marie Lavigne, fait observer que les « changements structurels » qui s'esquissaient au sein du CAEM « doivent plus, cependant, à la conjoncture internationale qu'à l'avènement d'un nouveau chef en URSS », *L'État du Monde* 1986, Paris/ Montréal, La Découverte/Éditions du Boréal, 1986, p. 42.

¹⁰² *Le nouvel état du monde : Bilan de la décennie 1980*, Paris, La Découverte, p. 376.

qui est aussi un connaisseur de *l'Autre Europe* favorise, avec raisons à l'appui, une [127] « ouverture maximum » face à des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie ¹⁰³.

À l'époque de la première vague de la construction de l'Europe, il y avait ceux qui y croyaient et qui la firent, la petite Europe des Six (les Monnet, Schuman, Adenauer, de Gasperi, etc.) et ceux qui n'y croyaient guère ou pas (dont Churchill avait été le plus illustre). Plus de quarante ans plus tard, à l'époque de la moyenne Europe des Douze, la ligne de clivage est non moins abrupte ; elle engage davantage la liaison entre ceux qui, à l'Ouest, *ont* l'Europe ou qui pourraient y adhérer et ceux qui, à l'Est, y croient fermement ou *la désirent* avec l'intensité d'un sauvetage désiré. Pour ces derniers, le populaire slogan du « retour à l'Europe » (au singulier) montre assez l'effet produit par le grand vent de la fin de la Guerre froide. L'avenir dira si l'éthique de la solidarité proclamée sera suffisamment forte de part et d'autre pour susciter, par-delà des secours d'urgence aux besoins de l'adversité, l'amorce d'une communauté de destin, véritable et non seulement incantatoire ou simplement calculatrice.

Ce n'est pas ici l'occasion de refaire les cheminements qui, à partir du « doux engourdissement entamé au cours des années soixante-dix ¹⁰⁴ » a mené à *l'Acte unique*, non plus que de contester l'expression de Minc sur le « mythe parfait ¹⁰⁵ », mais simplement de signaler des amarres possibles entre des éléments donnés de chaque Europe. De ce point de vue, pour ainsi dire circonstanciel à la fin de la Guerre froide, on n'a pas à parier sur les chances du Grand marché ni sur la mise en opération de l'Union économique et monétaire en 1993. Restreignons-nous plutôt à une observation toute prosaïque d'évidence. Même si l'Union soviétique n'était pas en état de détérioration aussi avancée sous l'effet de ses deux crises jumelles, de réforme institutionnelle et d'économie, elle serait de toute façon hors du jeu et du propos. N'est-elle pas, à elle seule, une Europe nordique, plus exactement, une Eurasie ? Et avec une population de plus de 260 millions, elle serait en toutes hypothèses imaginables, un presque trop « gros morceau » pour une Europe en comportant quelque 300 ! Par ail-

¹⁰³ Jacques Rupnik, lors d'un entretien portant le titre « Europe de l'Est : demain la liberté » dans Benoist et Wajsman, op. cit., p. 164.

¹⁰⁴ Selon l'expression de François Féron, *Le nouvel état du monde*, p. 46.

¹⁰⁵ « Nous manquions de mythes. En voilà un ! Après la révolution dans un seul pays, le tiers-mondisme, le socialisme conquérant, le libéralisme ressuscité, aux rêves plus ou moins éphémères, nous voici dotés d'un mythe parfait : l'Europe de 1992 ! » (Alain Minc, *La grande illusion*, Paris, Grasset, 1989, p. 102).

leurs, un à un et par voies sectorielles d'approche, quelques pays de l'Europe centrale auraient une chance fort opportune d'un début de modernisation. À leur exultation communicative de cette fin d'automne 1989, a succédé une espèce d'attente douloureuse qui n'a même plus le refuge de la morne résignation d'antan.

Écoutons une fois de plus Jacques Rupnik qui concentre de façon lapidaire ce que nous cherchons à dire : « Les rapports Est-Ouest en Europe risquent de ressembler à des rapports Nord-Sud. Dans ces conditions, avoir pour objectif à l'horizon 1992 une "forteresse Europe" serait [128] néfaste pour la transition à l'Est, mais à terme aussi pour la cohésion de la Communauté européenne elle-même (...). Après quarante-cinq ans de soviétisation, une Europe du milieu émerge en porte-à-faux tant par rapport à la "Maison commune" qui se désagrège que par rapport à l'Europe du Marché unique de 1992 dont elle se sent exclue. Son avenir dépendra de sa capacité à recréer en Europe centrale une communauté de nations réinventant la démocratie, dans un environnement qui n'est pas démocratique ¹⁰⁶ ». Horizon politique plutôt bas...

Quand Cendrillon invite à son bal...

[Retour à la table des matières](#)

L'institution européenne la plus sous-évaluée est probablement la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (la CSCE) : unique en son genre, elle n'est pas qu'européenne, mais inter, trans, paneuropéenne ¹⁰⁷. Cette marque distinctive constitue déjà un premier mérite, celui d'exister. Après la série des turbulences qui n'en finissent pas de secouer l'univers soviétique de la perestroïka, après les orages qui, en conséquence indirecte, ont balayé les régimes soviétisés de l'Est européen, il ne reste guère plus, comme point de référence à toutes les affaires européennes, que ce moyen offert et disponible à tous les Européens. N'étant pas une organisation, ni même une « institution » au sens strict, la « Conférence » se range plutôt dans la classe des processus multilatéraux de diplomatie - devrait-on dire de *méta-diplomatie* puisqu'elle se place elle-même très haut par l'intention de couvrir tout ce qui est européen sous elle, et même, le tout de l'Europe. Par rapport à ses sœurs institutionnelles plus présentes et

¹⁰⁶ Rupnik, op. cit., p. 361, 362.

¹⁰⁷ Elle est même transatlantique puisque les États-Unis et le Canada sont membres de plein droit de cette Conférence qui compte 34 membres participants.

entreprenantes - ces organisations économiques et militaires de l'une ou l'autre Europe dont nous venons de parler - l'image qu'elle projetterait serait celle de Cendrillon, la négligée, l'oubliée...

Seulement, Cendrillon, parfois, va au bal et éblouit au moins le temps d'une soirée. À Helsinki à l'été 1975, c'était elle, la belle hôtesse, recevant les 35 invités de marque de toute l'Europe et d'Amérique du Nord pour célébrer la consécration de la Détente ¹⁰⁸. En novembre 1990, alors que personne n'avait l'âme à la fête, Cendrillon recevait à nouveau, mais cette fois-ci, dans le décor du Paris des grandes circonstances historiques, la même liste d'invités, moins un d'une importance mineure. Les manchettes de journaux évoquaient cette espèce de grand-messe pour célébrer, cette fois-ci, les obsèques de la Guerre froide, exactement quinze ans après l'apothéose de la Détente. Ce ton, quelque peu léger sans être irrespectueux, nous prémunit du danger d'amplifier l'importance de l'institution et des événements en cause. Mais de l'une et des autres il ne faut pas, non plus, minimiser la portée.

[129] Helsinki 1975 ou Paris 1990 n'étaient pas de l'ordre des historiques congrès de Vienne de 1815 ou de Versailles de 1919, du seul fait que s'y trouvait réunie l'assemblée des pays de toute l'Europe. L'Acte final de Helsinki ne constituait pas un faisceau de traités comme l'Acte final de Vienne après la déchéance définitive de Napoléon I. Le contenu de l'Acte, très élaboré et classé en « trois corbeilles », dont celle portant sur les droits de l'homme aura, dans le contexte d'époque, des prolongements nullement négligeables. Son « suivi » aux conférences subséquentes de Belgrade, Madrid et Vienne signalait assez l'intention des signataires de ne pas abandonner les clauses normatives à l'état de lettre morte. En particulier, la CSCE rendra possibles d'importantes décisions en matière de désarmement en instituant à Stockholm une Conférence sur le désarmement en Europe (CDE) qui adoptera des mesures de confiance (notification des manoeuvres militaires et invitations d'observateurs étrangers). La conférence du troisième « suivi », celle de Vienne, se tenant sur le fond des bouleversements en Europe de l'Est, adoptera des dispositions plus précises sur l'application du respect des droits de l'homme. C'est également sous l'égide de la CSCE que débutèrent en mars 1989 les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe (CFF-) et que furent relancées de nouvelles discussions sur les mesures de confiance et de sécurité (CSBM).

¹⁰⁸ Voir sur la question notre développement « la paix froide de Helsinki, trente ans après Yalta et Potsdam » dans [*La guerre froide recommencée*](#), p. 134-143.

La pièce de substance idéologique de l'Acte de Helsinki avait énoncé une espèce de décalogue de principes constituant le code de conduite dans les relations entre États ¹⁰⁹. Quinze ans plus tard à la réunion de Paris, les 34 pays membres de la CSCE adoptaient une autre série de grands principes rangés sous deux catégories : « Une nouvelle ère de démocratie, de paix et d'unité » et « Orientations pour l'avenir ». Les titres de paragraphes du premier document indiquent clairement l'objet, sinon la nature, des principes consacrés : Droits de l'homme, démocratie et État de droit - Liberté économique et responsabilité - Relations amicales entre États participants - Sécurité - Unité. Descendant du plan des principes, « Les orientations pour l'avenir » prenaient un tour plus concret et immédiat : en dimension humaine, sécurité, coopération économique, environnement, culture, travailleurs immigrants, Méditerranée, organisation non gouvernementale. En forme de réaffirmation et de réengagement, les références étaient fréquentes à des obligations contractées sous d'autres instances internationales : à la Charte des Nations unies et à l'acte final de Helsinki justement, au Conseil de l'Europe et à la convention européenne des droits de l'homme, aux règles de GATT. À titre d'exemple pour ce dernier cas, le passage suivant : « Nous sommes convaincus que notre coopération économique générale devrait être développée, la libre entreprise [130] encouragée et les échanges accrus et diversifiés conformément aux règles de GATT ».

Rappelons que ces textes étaient cosignés, le 21 novembre 1990, par une trentaine d'États européens de toutes espèces de traditions et de colorations idéologiques auxquels se joignaient les États-Unis et le Canada, y trouvant une occasion de plus de ne pas oublier leurs racines européennes. Complétons par ce détail de la mise sur pied de services permanents : un secrétariat, un observatoire électoral, un centre de prévention des conflits. Enfin, signalons une approbation, assez peu engageante dans l'immédiat mais non insignifiante de la part d'une pareille assemblée : l'idée d'un parlement paneuropéen était approuvée.

En 1972, la CSCE avait été produit plutôt que créatrice de la Détente de cette décennie. Trois ans plus tard, encore à l'insistance des Soviétiques, elle tenait son pre-

¹⁰⁹ Pour rappel : Trois principes portaient sur l'être même des États. Trois autres établissaient les normes de comportement des États. Les principes suivants s'appliquaient au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction ; à l'égalité de droits de peuples ainsi qu'au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; à la coopération entre les États, ainsi qu'à l'exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international.

mier sommet, historique, à Helsinki. La deuxième allait se faire attendre quinze ans ; mais la Conférence initiale n'était pas tombée dans l'oubli, à preuve les rencontres complémentaires ou le « suivi ». C'est à la suite de tornades politiques qui ont soufflé entre Berlin et Bucarest à la fin de l'année 1989 que se faisait sentir le besoin de re-confirmer l'œuvre instigatrice de Helsinki. Entre l'exultation et le désarroi subséquent qu'à la fois avait causés la libéralisation de l'Europe du Centre-Ouest, il apparaissait utile de réanimer la seule structure d'accueil paneuropéenne existante. Ainsi, pendant que se trouvait solennellement réaffirmé le principe à la solidarité européenne, les participants cessaient d'être les porte-parole de leur Europe respective : la traditionnelle distinction, si longtemps teintée d'un certain antagonisme, n'avait plus de pertinence.

Il ne s'agissait pas tout à fait de la « maison commune européenne » selon une idée chère à Gorbatchev, et au sujet de laquelle il avait fourni des explications une quinzaine de mois plus tôt ¹¹⁰, mais les deux inspirations provenaient d'une même coulée si les circonstances avaient changé ¹¹¹.

On peut certes soutenir que Paris 1990 n'ajoutait guère à Helsinki 1975, ou même qu'en les deux cas la Conférence se mettait d'accord au plus petit commun dénominateur (européen) possible. La part du vrai dans une telle affirmation est probablement plus grande que celle du douteux, encore qu'il conviendrait de se livrer plus minutieusement à une étude de contenu comparative des deux Actes finaux. Le plus important pour l'heure était que les deux Europes puissent se rencontrer, se parler sans référence directe à l'appartenance obligée à l'une d'elles ; qu'elles constituent un fonds commun de valeurs et de croyances démocratiques qu'il importe de réanimer de temps à autre et de répandre par contagion [131] dans un monde irrémédiablement marqué d'imperfections. Si, à partir d'un terrain virtuellement favorable, il en sort d'autres initiatives concrètes que dans le domaine du désarmement, ce sera tant mieux. Mais, même alors, ce n'est pas négligeable d'après les quelques exemples signalés plus haut. Par-dessus tout, du fait qu'il existe, ce grand forum est susceptible de convertir sa dispo-

¹¹⁰ À Strasbourg, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le 6 juillet 1989. Gorbatchev prônait une coopération à forme multiple entre les divers pays européens, dont les budgets seraient allégés d'un important abaissement du niveau des armements en Europe.

¹¹¹ Ainsi, à l'époque où Gorbatchev avait lancé pour la première fois l'idée d'une Maison commune européenne, les deux grandes organisations militaires (OTAN et pacte de Varsovie) avaient encore un minimum de cohérence, l'une par rapport à l'autre, ainsi que chacune, à l'intérieur d'elle, entre ses membres.

nibilité trop générale, et même floue, en une utilité ponctuelle encore inédite pour le bénéfice des rapports entre des Europes toujours fragmentées.

Enfin, il s'agit d'une « Conférence » qui se tient en assemblée ou en congrès, sans hiérarchisation entre les membres, ni contraintes de comportements duopolaires. L'un des deux Grands lutte chez lui pour le maintien de son intégrité, en une situation voisinant l'anomie ou le chaos. L'autre, qui n'a d'« européen » que ses ascendances anciennes, vient de mener au Moyen-Orient une guerre de répression policière dont les conséquences risquent de se prolonger en guerre de religions ou de civilisations. Mais la Guerre sainte islamique est, à tous égards, le contraire d'une Guerre froide. Toutefois, l'actualité pressante de 1990-1991 nous commande de traiter finalement de la guerre du Golfe pour terminer notre sujet portant sur la Guerre froide.

[135]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Deuxième partie : Explications, prolongements et conséquences

Chapitre VI

Du vaste monde au berceau de la civilisation en Mésopotamie

[Retour à la table des matières](#)

Dans un monde où s'estompe le spectre de la Guerre froide et dans lequel les *cold warriors* ¹¹² d'hier ne se reconnaissent plus tels, subsiste néanmoins tout ce qui ne porte pas son nom ou ne s'y réfère pas explicitement. Bien que caractérisée comme un phénomène global à l'échelle planétaire, la rivalité américano-soviétique depuis la Seconde Guerre mondiale ne s'est jamais étendue à la totalité des questions et relations internationales. Elle n'a pas marqué de son empreinte simplifiante tous les conflits régionaux ni les questions spécifiques à d'autres ordres de réalité que les rapports de puissance entre les deux super-Grands. Il fut signalé au premier chapitre que la Guerre froide, en son format « classique » jusqu'à 1962 ou selon divers modèles évolutifs depuis, s'est livrée, pendant 45 ans sur des théâtres premiers, seconds ou tiers, et que cette gradation ne désignait pas que des aires géographiques mais établissait aussi des degrés décroissants d'intensité de la rivalité.

¹¹² Expression assez courante dans la langue diplomatique et de la politique internationale aux États-Unis, et pour laquelle il n'existe pas un français de traduction satisfaisante. Ainsi, on ne risquerait pas les expressions : meneurs ou dirigeants de la « guerre froide » !

D'autres phénomènes globaux que les faits de « guerre froide »

[Retour à la table des matières](#)

Le chapitre précédent portait sur la question européenne comme théâtre premier parce qu'exprimant au cœur de ce continent une dualité fondamentale et persistante entre les deux grands vainqueurs de 1945 : les deux Europes et les deux Allemagnes, séparées les unes et les autres par un même Rideau de fer, ainsi que les deux Berlins balafrés plus tard par [136] le Mur de béton les séparant de part en part. Ce chapitre-ci propose une sortie complète de l'Europe en la forme d'une tournée rapide des théâtres seconds ou tiers en cette période de non-Guerre froide, tout en rappelant que, dans le passé, certains théâtres tiers ont pu avoir la gravité d'un théâtre premier, ainsi qu'il en fut à Cuba à l'automne 1962, ou encore présenter l'acuité prolongée d'un théâtre second comme les guerres de Corée ou du Viêt-nam. Le second grand conflit du Golfe, après celui qui de 1980 à 1988 opposa l'Irak du même Saddam Hussein à l'Iran, est un événement comparable en gravité aux guerres de Corée et du Viêt-nam. Il s'agit toutefois de toute autre chose que d'un conflit typique de « guerre froide », ce dont il sera question en partie finale de ce chapitre. De fait, cette guerre du Golfe de 1991 se présente plutôt comme le premier conflit majeur dans une période caractérisée, plus haut, de non-Guerre froide.

À partir du début de la fin de la Guerre froide - au tournant de 1985-1986 ¹¹³ - « les conflits régionaux », selon la banale expression en usage dans la langue diplomatique des rapports inter-Grands ont continué à se développer en diverses régions mais, de façon générale, en perdant une bonne part de leur acrimonie, certains aboutissant à des accalmies prolongées ou même à des arrangements plus durables. On peut reconnaître comme un des aspects secondaires de cette non-Guerre froide la diminution d'intensité de l'implication des Soviétiques et des Américains dans ces problèmes régionaux. Leur prise en charge ou leur *patronage* y devenaient moins ponctuels ou étroits, abandonnant même parfois les clans rivaux à l'évolution naturelle de leur animosité locale. Le retrait graduel des forces militaires de l'Afghanistan a cons-

¹¹³ Voir plus haut, le début du chapitre III.

titué l'événement, de loin le plus marquant de la politique générale de dégagement des Soviétiques. À la fin de l'époque Brejnev, l'expansionnisme extérieur soviétique avait déjà commencé à se ralentir avant de se contracter décisivement avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, comme un des effets de la « nouvelle pensée » en matière de politique étrangère.

Enfin, le groupe très nombreux des « non-alignés » (successeurs des « neutralistes » de la période de la Guerre froide classique ayant, à leur tête, Nehru, Tito, Nasser) trouvait moins à redire des initiatives, naguère risquées, des deux Grands à divers points des vastes régions du tiers monde. S'ajoutant à leurs efforts fructueux en matière de désarmement réciproque et du contrôle des armements, cette nouvelle conduite des Soviétiques et des Américains recevait des approbations de circonstance de la part de certains leaders du tiers monde. Mais les approbations restaient mesurées, ces mêmes voix disant aussi leur regret que les pays du tiers monde n'aient pas tiré un bénéfice corollaire, encore moins proportionnel, [137] à ce que cette Guerre froide s'achevant aurait, avec la réduction des budgets militaires, normalement permis d'espérer.

« Tiers monde », depuis qu'Alfred Sauvy en avait frappé l'expression dès 1952, n'a jamais été défini avec quelque rigueur, ce qui du reste n'était pas requis pour une notion de désignation aussi large et se voulant surtout revendicatrice ¹¹⁴. La plus récente formule, dualiste et même antithétique, de « Nord/Sud » marquait plus exactement le clivage géographique de ces deux mondes du « développement » et du « sous-développement ». Mais dépendant du locuteur, du contexte ou des circonstances, l'expression était souvent porteuse d'une charge de revendication émotive, voire passionnée : tant et si bien qu'on pourrait parler d'une espèce particulière de « guerre froide » entre le Nord et le Sud, campant de chaque côté d'un analogue « rideau de fer » tropical.

Ces commentaires terminologiques sont peut-être moins superficiels qu'ils en ont l'air s'ils permettaient de lier notre sujet à l'autre fait majeur de l'époque : la (petite) moitié d'une humanité relativement développée et comparativement nantie devant la (grosse) moitié d'une humanité insuffisamment développée ou en voie de développement et comparativement très démunie. Les deux axes essentiels, Tiers monde et

¹¹⁴ Non pas seulement « tiers » au sens de troisième monde entre ceux de l'Est et de l'Ouest, mais au sens de la définition qu'en avait donné Sieyès dans sa classique brochure de 1789, « Qu'est-ce le Tiers État ? ». N'étant jusque-là « Rien » entre la noblesse et le clergé, le Tiers État revendiquait le droit de devenir « Quelque chose ».

Guerre froide, suggéreraient le quadrillage de lecture le plus général de la structure globale du monde d'après-guerre. Serait-elle plutôt en train de réussir, la perestroïka n'aurait rien changé de fondamental à cette structure. Ainsi qu'il a été dit, la relative réduction de budgets militaires des deux Grands n'a pas produit d'effets notables en libérant des ressources qui auraient pu être consacrées à l'aide au développement.

Le tiers-mondisme, comme attitude mentale de certaines élites occidentales et inversée plus récemment en une position critique plutôt corrosive, voile beaucoup moins que naguère certaine mauvaise conscience devant le constat d'une si grande inégalité entre, d'une part, l'abîme des besoins, et de l'autre, la parcimonie des moyens offerts. Ces derniers temps, l'heureuse régression de la Guerre froide n'a pas été l'occasion saisie par le Nord (lui-même en réaménagement des rapports entre son « Est » et son « Ouest ») d'adopter des politiques de plus grande solidarisation envers le Sud ou tiers monde, « réduit désormais au rôle de récepteur d'une charité de dame patronnesse et de bouc émissaire des peurs occidentales ¹¹⁵ ». L'annulation de la dette extérieure des pays en voie de développement est-elle autre chose que cette forme d'aumône, en quelque sorte, obligée ? Même l'URSS n'y échappe pas qui, en janvier 1989, annulait d'un coup la dette de 22 pays envers elle. Quelques mois plus tard, le plan Brady (Nicholas Brady, secrétaire d'État au Trésor des [138] États-Unis) proposait une réduction de la dette des pays du tiers monde selon la formule d'un rachat systématique, par ceux-ci, des créances bancaires dévalorisées, s'échangeant avec une simple décote sur le marché secondaire. Pour sa part, la France annonçait, en mai 1989, l'annulation de la dette de 35 pays pauvres, la plupart africains. Depuis qu'en 1982, un pays de l'importance du Mexique a été le premier à se déclarer en cession de paiement, bien d'autres États ont suivi cet exemple, principalement en Amérique latine. Il ne s'agit toujours que d'une accumulation de cas individuels, alors que s'imposerait un traitement global de la répartition de la dette extérieure. L'Assemblée générale de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, de 1988 à Berlin-Ouest, fut entièrement dominée par la recherche d'une solution générale de la dette des pays dits en voie de développement.

La crise générale de l'économie mondiale dans la décennie 1970 n'était pas propice aux faibles performances des pays en développement, pâtissant depuis toujours

¹¹⁵ Selon la forte expression du journaliste Alain Gresh dans « Les révoltes du désespoir se multiplient dans le tiers monde, tandis que prolifèrent les mouvements messianiques », *Le nouvel état du monde*, Paris, La Découverte, 1990, p. 210.

d'un manque d'initiatives dynamiques. Par ailleurs, la mauvaise gérance par les pays dits avancés de leur relative prospérité a entraîné, chez plusieurs d'entre eux, d'incontrôlables problèmes de dette publique ne les incitant guère à de nouvelles ouvertures extérieures de crédits plus ou moins estimés à fonds perdus. On ne voit guère comment le soi-disant « nouvel ordre international », devant émerger des rudes secousses que connaissent l'URSS de Gorbatchev et les pays de l'ex-empire du Centre-Ouest européen, pourrait générer des moyens excédentaires dont le lointain tiers monde du Sud continue d'avoir un besoin pressant.

Sur les campus et dans les salles de cours des pays d'Occident, le marxisme a cessé d'être cette espèce de référence centrale des sciences sociales. À la place, les jeunes élites du tiers monde qui venaient s'y former trouvaient des modèles plus complexes et moins aisés à importer : en outre de l'économie de marché hier encore tenue comme anathème, un néo-libéralisme social « corrigeant » certain excès de l'État-providence, une social-démocratie finissant par se renouveler plus adéquatement que les eurocommunismes qui eurent leur petite heure de gloire. Sans compter que l'échec maintenant consacré des communismes historiques ne permettait plus d'alimenter l'utopie de ces « figures de l'avenir » que furent respectivement et pendant longtemps, l'Union soviétique et son contre-modèle complémentaire de la Chine de Mao, et plus récemment, Cuba et le Viêt-nam. La décennie 1980 aura vu l'éclatement de la dimension mythique de ces exemples, sur le fond de ce qu'on venait d'apprendre des prisons castristes, des *boat people* vietnamiens et, comble de l'horreur, du génocide de Pol-Pot au Cambodge. Quatre ans avant le massacre, sur la [139] place Tian An Men, des étudiants chinois réclamant la démocratie, Pékin avait admis que le Grand bond en avant de 1958 avait fait une dizaine de millions de morts, nombre qu'il fallait multiplier par dix pour chiffrer les victimes, à des degrés et par des moyens divers, de la Révolution culturelle de la décennie 1960.

Dans les pays de l'Islam, la montée des fondamentalismes religieux occupera graduellement une place comparable aux poussées mobilisatrices d'inspiration marxiste qui s'étaient produites en d'autres régions. Ne fût-ce que pour avoir entraîné la déchéance du Shah, au début la révolution khomeinyste de 1978 fera illusion même en Occident. L'intégrisme musulman ne tardera pas à montrer son vrai visage non seulement en Iran mais dans d'autres pays de la même tradition religieuse jusqu'en Algérie et au Maroc. La force politique propulsive de tels courants n'a pas fini de se répandre, ni d'étonner. Elle est faite de valeurs-refuge de la tradition retrouvée et re-

sacralisée, ainsi que d'une faculté de déclencher de violentes revendications identitaires, à base religieuse ou nationalitaire, souvent les deux à la fois et confondues. Selon la distinction classique de Bergson, voilà, revenant en force, la vogue des « sociétés closes » avec leurs certitudes d'identités pures.

En face de l'échec du développement classique à l'occidentale, les populations des États nés de la décolonisation se refusent au destin peu enviable de « citoyens du monde de seconde zone », écrit Serge Latouche, et « éprouvent la nostalgie de leur honneur perdu ¹¹⁶ ». Car s'est tout de même affirmé un phénomène de transnationalité du marché mondial qui, selon le même auteur, « universalise un "prêt-à-porter" culturel aliénant ¹¹⁷ ». Les réactions diverses qui s'ensuivent sont multiformes : elles vont du nationalisme traditionnel ou de la balkanisation, de l'intégrisme religieux ou du fondamentalisme politique agressif, jusqu'à l'exemple topique du Sentier lumineux au Pérou !

Le trait le plus commun de ces solidarités nouvelles est de rejoindre, fût-ce en la circonvenant, la réalité étatique, mais en employant des moyens qui, selon les cas, sont infranationaux ou extranationaux. Et en quittant ce tableau aussi sombre que confondant de la décennie 1980, il y aurait lieu de mentionner, par ailleurs, quelques heureuses surprises de reconquêtes démocratiques, fussent-elles très partielles ou encore provisoires : en Argentine et au Brésil, au Nicaragua et à Haïti, aux Philippines, au Pakistan et en Corée du Sud, etc. C'est le temps d'entreprendre la rapide tournée intercontinentale annoncée, avant de stationner un peu plus longtemps autour du golfe Persique, et pour cause.

¹¹⁶ Latouche ajoute : « Ce n'est pas l'État-nation qui donnait un statut aux peuples du tiers monde, mais l'appartenance à une « communauté » intégrée dans des ensembles complexes à culture plurielle » (« L'irruption des revendications identitaires trouble l'ordre des États-Nations né de la décolonisation », *ibid.*, p. 3 10).

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 311.

[140]

Coup d'œil sur les théâtres seconds ou tiers de « guerre froide »

[Retour à la table des matières](#)

Pour caractériser le passage d'une nouvelle Guerre froide (1979-1985) à la présente situation de non-Guerre froide depuis lors, partons du bonheur d'expression d'un journaliste : c'est le moment où « Moscou et Washington ont décidé d'arrêter de se faire la guerre par tiers monde interposé ¹¹⁸ ». La ligne de clivage correspond en gros à la transition des successions Andropov-Tchemenko-Gorbatchev, dont la dernière, décisive dès son principe, dure encore dans l'ambiance intérieure chaotique qu'on sait. Sur la politique étrangère extra-européenne des Soviétiques, un double rappel s'impose initialement : c'est à la fin du « règne » de Leonid Brejnev, le plus long après celui de Staline, que s'est constituée l'impressionnante « galaxie ¹¹⁹ » des points rouges de la présence soviétique en ces lieux éloignés de l'Amérique centrale, de l'Afrique méridionale et centrale (la Corne), du Moyen-Orient et du Sud-Est asiatique.

Le paradoxe est d'autant plus fort qu'à la même époque le régime soviétique accusait une grande *fatigue* de système, dont l'ampleur et la gravité ne seraient manifestes que plus tard, mais qui était déjà suffisamment apparentes pour que soit ressenti le besoin d'un redressement radical dès la première succession intérimaire d'Andropov. À son tour, le falot Tchernenko n'ayant fait que passer, c'est à Gorbatchev qu'échoira la tâche de liquider l'héritage intérieur afin de le « restructurer » à neuf. En même temps, il s'appliquera à terminer la ruineuse compétition de puissance avec les États-Unis. Comme objectif complémentaire, la nouvelle direction du Kremlin aurait encore à *brader* une série de bases éloignées et de positions géopolitiques, coûteuses à maintenir et sans rentabilité de prestige équivalente.

¹¹⁸ « Moscou et Washington ont décidé d'arrêter de se faire la guerre par tiers monde interposé » (Pierre Haski, *ibid.*, p. 74).

¹¹⁹ À la mort de Brejnev, écrit Hélène Carrère d'Encausse, « la "galaxie" soviétique s'enrichit d'un nouveau cercle d'États amis - Angola, Mozambique, Éthiopie, Sud-Yémen, Afghanistan, Viêt-nam, Cambodge, Laos - sans compter la myriade d'alliés et de clients plus incertains mais combien utiles, telles la Libye » (*Ni paix ni guerre*, Paris, Flammarion, 1986, p. 12-13).

Moins spectaculaires et à épisodes multiples, ces opérations de désengagement frappaient moins l'attention que la grande réconciliation avec l'autre Grand, ponctuée par une série de « sommets » consacrant d'importantes et inédites ententes en matière de désarmement. Nullement planifiée sous Brejnev, la politique d'expansion au loin s'était appliquée au cas par cas, en sachant exploiter des circonstances particulières ou provisoires de chaque lieu. En sachant aussi s'assurer du concours d'amis et d'alliés tentés par l'aventure : les Cubains en Afrique, les Vietnamiens dans le Sud-Est asiatique. En une seule occasion, d'ailleurs stimulée par eux, les Soviétiques étaient intervenus en force militaire massive : l'expédition en Afghanistan, leur ami et voisin par-delà l'Amou-Daria, tournera à leur plus dramatique mésaventure, dont ils allaient sortir en piteux état à tous égards, seulement une dizaine d'années plus tard.

[141] Sauf exception et pour des assistances partielles ¹²⁰ à leurs amis, les deux Grands ne s'affrontèrent pas directement (par tiers monde interposé, ainsi qu'il a été dit), mais se surveillaient intensément, ne ménageant pas les accusations réciproques. Un autre cas marqué d'une importance géo-stratégique comparable, fut l'affaire du Nicaragua. D'après notre classification sans prétention typologique, ces deux affaires d'Afghanistan et du Nicaragua eurent l'importance de théâtres seconds de « guerre froide ». Les conflits en Afrique et en Indochine se déroulèrent plutôt à des théâtres tiers, ne serait-ce qu'à cause du facteur de la distance par comparaison avec la proximité des zones d'influence soviétique (l'Afghanistan) et américaine (le Nicaragua). L'ensemble de ces conflits régionaux, tous marqués d'ambiguïté de motifs et d'imprécisions d'attitudes, contribuaient au renouvellement des tensions entre les deux puissances. En particulier, l'affaire afghane avait prématurément mis un terme à la Détente de la décennie 1970.

Inversement, à partir de la spectaculaire reprise de contacts plus positifs sous Gorbatchev, les règlements, un à un, des conflits régionaux contribueront à rasséréner l'atmosphère. Deux mots d'explication sur chacun d'eux. La crise nicaraguayenne allait durer une bonne dizaine d'années : à partir de la prise du pouvoir par les insurgés sandinistes ¹²¹ en juillet 1979 jusqu'en août 1989 lorsqu'un accord de cinq pays de

¹²⁰ Des Américains en Angola, des Soviétiques au Nicaragua.

¹²¹ Le Front sandiniste de libération nationale était ainsi nommé en l'honneur d'Augusto Sandino (1895-1939) qui avait été assassiné par Anastasio Somoza ; ce Front s'était formé en 1961 pour libérer le Nicaragua de la domination de la famille Somoza, ce qui se produisit en 1979. Sur l'évolution de l'affaire nicaraguayenne jusqu'à 1985, voir [La guerre froide recommencée](#), p. 183-184, 212-218.

l'isthme permettra le démantèlement des bases des Contras. Les Américains, qui ont toujours considéré l'Amérique centrale comme leur « arrière-cour » et, à la fois, le flanc mou de leur protection continentale, n'entendaient pas à badiner ¹²² lorsqu'ils virent s'installer à Managua un régime faisant obédience de marxisme-léniniste et se tournant vers l'alliée naturelle l'URSS pour la livraison de matériel. Ils supportèrent la *Contra* (l'opposition) qui, de l'étranger menait des opérations de déstabilisation. Des opérations quasi bellicistes (minage des ports, embargo commercial total, etc.) furent entreprises par les Américains mais sans obtenir le succès escompté. L'opinion dans le pays et au Congrès était fort divisée sur le degré permisible d'intervention, ce qui allait suggérer l'invraisemblable subterfuge de *l'Irangate* à un officier américain au patriotisme trop zélé, Oliver North.

Deux instances collectives régionales auront une influence, d'abord de relaxation de la tension entre le géant et le nain (le groupe de la Contadora ¹²³), puis de règlement (le plan Arias ¹²⁴) du conflit militaire, condition indispensable au retour d'une vie politique normale. Le résultat obtenu au Nicaragua n'avait toutefois pas son pendant dans les pays voisins du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Se produira peu après, un événement tout à fait dans la ligne de la libéralisation de [142] l'Europe de l'Est à l'automne 1989 : le président nicaraguayen Daniel Ortega, bête noire des Américains et enfant chéri des Soviétiques (mais non assujetti) avait annoncé des élections libres pour février 1990. Elles eurent lieu, librement en effet, et portèrent au pouvoir la candidate de la coalition de l'opposition, Violetta Chamorro, avec une majorité décisive de 54,7% des voix contre 40,8% au candidat sandiniste Ortega : après Corazon Aquino, une autre « faible femme » pour mater une situation post-révolutionnaire... Qui plus est, et apparemment sans intention ironique, elle allait nommer, comme chef d'état-major de l'armée, le propre frère de Daniel Ortega !

¹²² Les Américains seront plus expéditifs, en octobre 1983, au sujet de la petite île de la Grenade qu'ils firent envahir par 1500 *Marines* afin de renverser le régime marxiste de Maurice Bishop, installé à la suite d'un coup d'État en mars 1979. Quelques années plus tard, ils emploieront aussi la manière forte en intervenant au Panama (opération Juste cause) contre l'homme fort du pays, le général Manuel Noriega (20 décembre 1989 - 3 janvier 1990).

¹²³ Les quatre membres originaires en janvier 1983 : Mexique, Colombie, Venezuela, Panama, auxquels s'ajouteront en juillet 1985, quatre autres membres « d'appui » : Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay.

¹²⁴ Ce plan, du nom de son auteur, l'homme d'État Oscar Arias, finit par enclencher une dynamique pacifique aboutissant à un cessez-le-feu et au retour progressif d'une vie politique démocratique. Son action valut à Arias un Prix Nobel de la Paix.

Deux zones africaines furent des théâtres « tiers » de la Guerre froide s'achevant : en Afrique australe, les ex-colonies portugaises d'Angola et de Mozambique, ainsi que la région de la Corne de l'Afrique, Éthiopie, Érythrée et Tigré, Somalie. À l'instar du Nicaragua, des mouvements insurrectionnels anglais se réclamaient de l'idéologie marxiste et comptaient naturellement sur l'amitié active de l'Union soviétique. En Angola et en Éthiopie, des volontaires cubains firent le coup de feu contre, respectivement, des troupes de l'Afrique du Sud et de la Somalie. La position africaine des deux Grands a toujours été plutôt ambiguë en ce continent. Et pour cause, ni l'un ni l'autre, n'y ayant été puissance coloniale, n'avaient tracé de voie d'accès. L'Union soviétique, en particulier, ne semblait pas nourrir d'inclination naturelle envers le continent noir. D'autre part, les Occidentaux, et spécialement les Américains se trouvaient plutôt en porte-à-faux envers le Mozambique et l'Angola du fait qu'armant officiellement le Portugal dans le cadre de l'OTAN, ils soutenaient plutôt mollement les mouvements de libération.

En condensé, l'historique de l'indépendance angolaise semble tenir en une bataille de sigles ! C'est le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), fort du soutien de Moscou et de La Havane, qui devait l'emporter contre le FNLA (Front national de libération de l'Angola), mouvement pro-occidental et recevant l'appui du Zaïre et de la Chine, et contre l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), créée en dissidence du précédent et qui bénéficiait de l'appui militaire et logistique de conseillers sud-africains. Washington dut se résigner avec mauvaise grâce à la victoire du MPLA, Kissinger avouant n'avoir « aucune objection » à ce mouvement pour autant qu'il s'agisse d'une « organisation africaine ». De ce chassé-croisé de manoeuvres diplomatiques multilatérales et d'opérations militaires, nous ne retiendrons que l'issue d'un accord de cessez-le-feu entre l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba (le 8 août 1988), après des négociations quadripartites entre ces trois pays, auxquels s'étaient joints les États-Unis. [143] Quelques mois plus tard, le 22 décembre 1988, étaient signés à New York deux traités de paix prévoyant d'une part, le retrait des 40 000 soldats cubains d'Angola et, de l'autre, l'indépendance de la Namibie ¹²⁵ pour le 1er avril 1990. Ainsi étaient liées, en rapports de causalité mutuelle, les deux opérations.

¹²⁵ La Namibie était connue jusqu'à 1968 sous le nom de Sud-Ouest africain, région colonisée par les Allemands à la fin du siècle dernier. D'abord territoire sous mandat à l'époque de la Société des Nations, puis territoire sous tutelle sous les Nations unies qui retirèrent son mandat à l'Afrique du Sud, qui avait imposé à ses habitants le régime de *l'apartheid*.

L'affaire de Mozambique, qui n'était pas moins sérieuse et devait durer aussi longtemps, se résume à plus larges traits. Le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), parti unique d'étiquette marxiste-léniniste dirigeait le pays depuis son accession à la souveraineté. Au début des années 1980, il dut affronter la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) que soutenait l'Afrique du Sud se livrant encore à des représailles contre des bases de l'ANC (Congrès national africain) situées au Mozambique. Après six années de péripéties diverses, une paix relative deviendra possible lorsque le FRELIMO, à son cinquième congrès (fin juillet 1989), se déclarera favorable à une libéralisation de l'économie et à un dialogue avec la RENAMO afin de « mettre fin à 25 ans de guerre ». Plus récemment (fin février 1991), la RENAMO relançait la guerre malgré les pourparlers de paix engagés depuis trois mois et qui devaient mettre un terme à cette guerre civile qui s'étire depuis seize années.

Depuis la chute et la mort - dans des conditions ignobles - du vieil empereur Haïlé Sélassié, l'Éthiopie attire l'attention internationale par deux facteurs récurrents : des famines à répétition, médiatiquement insupportables, ainsi que par des mouvements insurrectionnels sécessionnistes en Érythrée, au Tigrée, en Ogaden. Avec un gouvernement de type marxiste dans la légendaire capitale d'Addis-Ababa qui cherche et reçoit l'aide de militaires cubains, l'évolution de ce qui fut jadis un Empire prestigieux se déroule en pleine confusion qui décourage les reporters de presse. En outre, des efforts de la Somalie voisine de rattacher une partie de son territoire (Ogaden) ajoutent encore à l'instabilité régionale. Mais la région en l'occurrence, c'est l'enjeu stratégique de la mer Rouge ! Hélène Carrère d'Encausse racontait récemment par le détail comment s'était établi cette *Pax sovietica* en mer Rouge pour conclure, en 1986, que « sur ce terrain bien connu d'elle, l'URSS joue beaucoup plus que son prestige, elle joue sa position mondiale ¹²⁶ ». À l'hiver 1991, en pleine guerre du Golfe, fut évincé le président de Somalie, Mohammed Siad Barré au pouvoir depuis 1969. Aussitôt le coup d'État réussi, des divisions sont apparues entre les mouvements rebelles. Dans la mesure où l'Union soviétique n'avait plus le goût, ni les moyens de continuer à porter de l'intérêt à l'Éthiopie, les Etats-Unis n'estimaient plus, à partir de 1988, devoir soutenir Siad Barré. (On observera seulement en passant, [144] que le golfe d'Aden où se déverse la mer Rouge reste le second en importance stratégique des « golfes » de la région moyen-orientale.)

¹²⁶ Op. cit., p. 102.

Une des régions les plus difficilement accessibles au monde, exemple classique de *l'État tampon* dans les ouvrages de géopolitique, et qu'on a même qualifiée de « Pologne de l'Orient » à cause de l'extraordinaire capacité de résistance de ses habitants ¹²⁷, l'Afghanistan n'avait à peu près jamais défrayé les manchettes internationales jusqu'à ces derniers jours de la décennie 1970. Ce jour-là du 27 décembre 1979 exactement, l'Armée rouge faisait massivement irruption en ce coin presque oublié de la planète. La nouvelle imprévue, imprévisible même par la soudaineté et l'énormité de procédé, qui allait en faire le fait international majeur de ce tournant d'une décennie. Fermant la période de la Détente et d'une Paix froide qui s'en était ensuivie ¹²⁸ pendant les années 1970, l'événement lançait une nouvelle Guerre froide qui allait elle-même durer six années. Pourquoi ? Pourquoi à cet endroit ? Pourquoi à ce moment-là ? Tout finissant par s'interpréter selon des explications souvent plus ou moins convaincantes, il fallut bien se satisfaire de ce que nous fournirent d'abord les organes d'information, recourant aux rares spécialistes et commentateurs sur le pays. Nous fûmes bientôt en possession de premières versions d'enchaînements plausibles entre des faits fort inattendus.

Au niveau le plus général d'une dialectique globale de la Guerre froide, qui est le nôtre, les commentateurs faisaient ressortir les points suivants : le risque inattendu et exorbitant des Soviétiques dans une région où leur « prudence » particulière était jusque-là de règle ; la non-présence américaine dans ce pays du bout du monde, mais qu'encadraient deux vastes pays, l'Iran du Shah et le Pakistan, dans lesquels, par aides économique, technique et militaire la diplomatie américaine était, par ailleurs, activement présente ; la question du pétrole n'ayant rien à voir, dans ce pays situé au confins nordiques du Moyen-Orient, et qui en était dépourvu ; la situation embourbée dans laquelle allait se trouver tôt le corps expéditionnaire soviétique en butte à une géographie ingrate, ainsi qu'à une population hostile et dont les mouvements de résistance opéraient à partir de bases pakistanaises ; par le recours à un procédé estimé excessif, l'énorme perte de prestige que subissait la direction du Kremlin à travers le monde, spécialement au cénacle onusien et chez nombre de dirigeants du tiers monde, pas seulement parmi les « non-alignés », et même dans les directions communistes des pays de l'Europe de l'Est.

¹²⁷ Ibid., p. 88.

¹²⁸ Voir pour l'évolution de la question jusqu'à 1985 dans *La guerre froide recommencée*, le développement : « L'armée rouge en Afghanistan ou le « Viêt-nam des Soviétiques », p. 193-201.

Bref, l'intervention d'Afghanistan prenait l'allure d'un gâchis durable, sapant le moral de l'Armée rouge et atteignant celui de la population civile en Union soviétique n'y comprenant rien à cette guerre dont le caractère odieux le disputait à l'inutilité. Les Soviétiques s'étaient donc [145] inventé leur « Viêt-nam » dont ils finiraient par se sortir seulement en 1989, traumatisés comme les Américains quelques années plus tôt en 1975. Ce que ces derniers n'avaient pas risqué naguère à Cuba, ni présentement au Nicaragua (quoique à la Grenade, qui ne constituait toutefois pas un risque...), les Soviétiques l'avaient osé, en engageant le prestige de leur grande armée dans ce qui allait devenir un borbier. La Guerre froide battant son plein, les Américains ne trouvaient pas de motifs d'intervention suffisant au-delà d'une aide aux *moudjahidine* (combattants d'une année de libération islamique) sous la forme de missiles sol-air du type Stinger pour être à même de mieux se défendre contre les attaques aériennes. Il s'agissait d'une assistance limitée et indirecte du type de celle qu'ils fournissaient dans le même temps aux combattants de l'UNITA en Angola et à ceux de la Contra du Nicaragua. Le dommage international le plus grave consistait, bien sûr, dans le pourrissement général des relations entre les Grands, tandis que l'opiniâtre résistance des *moudjahidine* faisait l'admiration des journalistes étrangers couvrant cette sale guerre entre toutes.

Dès son arrivée au pouvoir, Gorbatchev s'imposait comme premier objectif de politique étrangère de sortir de ce piège militaire. Auparavant, dès juillet 1982, avaient été amorcées des négociations indirectes entre l'ambassadeur américain à Moscou et un ministre adjoint des Affaires étrangères de l'URSS. Après trois années d'intenses offensives soviétiques entre 1982 et 1985, auxquelles répondirent avec non moins d'efficacité les combattants de l'Alliance islamique des *moudjahidine* afghans, qui groupaient les résistants de sept partis fondamentalistes, les opérations militaires semblaient ne plus pouvoir trouver d'issue. Un premier acte de dégagement des occupants fut la décision de Gorbatchev de retirer six régiments. Il favorisait aussi, au plan interne, l'adoption d'une nouvelle Constitution reconnaissant le principe du pluralisme politique à l'encontre du monopole dont jouissait le parti communiste.

Mais le rapatriement général, négocié à Genève le 15 avril 1988, sous l'égide des Nations unies entre l'Afghanistan, le Pakistan et les deux Grands, n'allait pas s'effectuer sans heurt. Ayant annoncé au début d'août le rapatriement de la moitié du corps expéditionnaire, le Kremlin dénonça la résistance afghane pour ses violations de l'accord du 15 avril précédent. Reprenant la livraison d'armes, il renvoya à plus tard le

rapatriement des troupes. Il fallut attendre jusqu'au 15 février 1989 pour que s'effectuât l'opération du retrait. De nouveau en proie à ses divisions, la résistance ne parviendra pas à accéder au pouvoir non plus qu'à contrôler les points stratégiques du territoire. On pourrait caractériser la situation intérieure de l'Afghanistan comme celle d'une « guerre froide » interne qui [146] n'a pas encore pris acte que la vraie Guerre froide est censément terminée depuis une demi-décennie ¹²⁹.

L'immense Asie à l'est de l'Afghanistan jusqu'au Pacifique n'a pas donné lieu, ces dernières années, à des conflits majeurs du type de « guerre froide », ainsi que le furent naguère ces crises qu'on aurait pu qualifier de *dualisation antagoniste* : les affaires des deux Chines (et du détroit de Formose), des deux Corées (de chaque côté du 38^e parallèle), des deux Viêt-nams (du Nord et du Sud). Ne subsistent plus guère comme réminiscence explicite de la Guerre froide classique que de récentes prises de contacts entre les autorités de Séoul et de Pyongyang, rompant ainsi leur mutuel hermétisme depuis l'accord de partition de 1953 et ajoutant ; par le fait même, cet indice de plus au constat de la fin de la Guerre froide ¹³⁰.

Le monde asiatique évoque d'abord ces formations géographiques de taille continentale, et sur lesquelles vivent les plus vastes multitudes humaines jamais rassemblées sous une seule autorité étatique : la Chine dont la population a déjà largement dépassé le chiffre du milliard, l'Inde dont la sienne atteindra peut-être la rondeur de ce chiffre au tournant du prochain millénaire. Sans parler du Japon, le troisième Grand confirmé au point de vue économique et financier, le seul homologue à cet égard (pour éviter de stricts indices comparatifs) aux États-Unis et à l'Europe de la Communauté économique.

¹²⁹ Un article récent de Clifford Krauss dans *The New York Times* (17 février 1991) soulignait le caractère démodé (« out of style ») de la situation afghane en s'appuyant sur le jugement d'un expert américain de ce pays, affirmant : « In another century, the Afghan civil war might have wound down by now but it got mixed up in the cold war and efforts by Islamic fundamentalists to expand their influence into South Asia ». Cet expert est Seilig S. Harrison de la Carnegie Endowment for International Peace.

¹³⁰ Toutefois, les rapports entre les deux Corées, toujours officiellement en guerre, subirent un contre-coup dans les derniers jours de février 1991 alors que les forces américaines et alliées, sous l'égide des Nations unies, donnèrent l'assaut terrestre final pour la libération du Koweït. Le commandant suprême de l'armée de la Corée du Nord, s'élevant contre des manoeuvres conjointes sud-coréennes et américaines très près de la frontière, donnait l'avertissement suivant : « Alors que la guerre du Golfe a éclaté et se transforme en un châtimeut sanglant, personne ne peut prédire que les manoeuvres conjointes ne déboucheront pas sur une véritable guerre » (selon Reuter, en provenance de Tokyo, *Le Devoir*, 27 février 1991).

Il ne suffit pas de mentionner des guérillas, des maquis « communistes » un peu partout, en Birmanie, aux Philippines (au si fragile équilibre depuis la chute de Marcos), etc., pour qu'on puisse parler sans impropriété de faits de « guerre froide ». Tout dépend bien entendu du degré d'engagement, ou de *compromission*, d'au moins un des deux Grands dans ces opérations ou mouvements locaux. Ainsi, l'auteur d'une présentation de la situation présente en Asie du Sud-Est la caractérise par l'expression d'une « cohabitation banalisée du conflit et de la coopération ¹³¹ » ; un autre voit, d'un point de vue différent, dans la même région un « contre-exemple de "l'échec du tiers monde" ¹³² ». La trinité indochinoise Cambodge-Laos-Viêt-nam ne constitue pas un système et serait peut-être moins incorrectement caractérisée d'*antisystème* régional (où l'inimaginable même fut possible, ou pourrait encore se répéter, avec les Khmers rouges...). Ces derniers réclamèrent la protection de l'ONU à la suite du retour de N. Sihanouk en décembre 1991 !

En résumé, l'Asie bouge, mais selon les schémas des Asies régionales dont les situations restent fort diversifiées. Les multiples conflits qui s'y déroulent sont propres à tel système sous-régional, fréquemment d'origines ethno-linguistiques ou, plus largement, d'un type religieux et [147] culturel s'enracinant dans la plus ancienne tradition du monde. Bref, en ce début de la décennie 1990, la compréhension des récents événements asiatiques ne gagnerait ni peu ni prou à les plaquer sur un fond général de lecture de « guerre froide ». Pour finir, nous n'avons pas oublié que la région du Moyen-Orient est aussi d'Asie ! Et que ce qui s'y déroule depuis le 2 août 1990 comporte un potentiel de changement aussi large et profond que ce que, par une commode convention d'écriture depuis 1947, nous appelions « la Guerre froide ».

¹³¹ Gérard Hervouet, « Asie orientale : conjurer les démons de la prospérité » dans *La fin de la guerre froide*, (sous la direction de Charles-Philippe David), Québec, Centre québécois de relations internationales, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p. 225-228.

¹³² Gilbert Étienne, « Asie méridionale et orientale : Un contre-exemple de « l'échec du tiers monde », dans *Le nouvel état du monde*, p. 345-348.

D'une guerre du Golfe de type régional (1980-1988) à une autre de type mondial (1990-1991)

[Retour à la table des matières](#)

Était à peine terminée « la guerre du Golfe » qui avait duré huit ans, de 1980 à 1988, entre les deux frères ennemis d'Irak et d'Iran, que le monde allait assister à une seconde « guerre du Golfe » à partir du 15 janvier 1991, mais qui, en réalité, avait commencé le 2 août de l'année précédente par l'occupation du Koweït et son incorporation à l'Irak comme dix-neuvième province. Guerres, à tous points, dissemblables à part, dans les deux cas, le rôle central du même protagoniste Saddam Hussein. La guerre irako-iranienne avait été longue et atroce, insensée en son principe, particulièrement coûteuse avec son million de morts ; insensée aussi par son résultat d'un « match nul », l'Iran offrant une force de résistance étonnante devant une armée estimée imbattable. Le comble de l'ironie fut que la victime attaquée d'hier devienne le meilleur point d'appui, selon un statut de « neutralité » bienveillante¹³³, de son ancien agresseur lorsque celui-ci aura à affronter une formidable coalition multialliée pour s'être emparé sans vergogne de l'émirat de Koweït. La première guerre du Golfe, s'étant livrée entre voisins immédiats, était intrarégionale, intra-culturelle et, même, intrareligieuse (en rapport à l'intégrisme khomeinyste répudié par l'agresseur). Elle ne mettait pas en cause des enjeux ou des acteurs de « guerre froide ».

Non plus que la seconde guerre du Golfe, du moins pas à l'origine. Son rapport à la Guerre froide se trouve dans la formation de la coalition sous l'égide des Nations unies, et plus spécialement dans la façon dont la collaboration américano-soviétique s'y fondait afin de forcer le dictateur irakien à retraiter du Koweït. Ce développement se justifie ici sous ce seul angle, mais sans oublier certes que les contributions, d'ailleurs fort inégales, des deux Grands devaient se faire selon une action commune internationale de l'organisation universelle des Nations unies.

¹³³ L'Irak du même Saddam Hussein avait reçu, pour la première guerre du Golfe, le soutien de la Jordanie, ce qui était plutôt sans surprise, mais aussi de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, des Émirats et même du Koweït ! Comme « renversement des alliances » en si peu de temps...

Deux facteurs généraux ont rendu possible une action collective de cette ampleur : que la Guerre froide fut effectivement terminée pour [148] permettre l'expression de l'indispensable solidarité entre les Grands ; que la volonté d'une réaction correctrice fut conséquente chez les membres du Conseil de Sécurité des Nations unies selon les procédures du vote (donc, sans veto d'aucun des trois autres membres permanents, dont la Chine). Ainsi, a-t-on assisté à une mobilisation internationale sans précédent, agissant en état de légitimité au nom de la communauté mondiale ¹³⁴. Jamais dans l'histoire de l'Organisation n'avait-on vu une pareille entente, sur une aussi longue durée, afin de réprimer un cas d'abus manifeste. À partir d'une première résolution 660, adoptée à l'unanimité dès le 2 août 1990 et exigeant le retrait du Koweït, jusqu'à la dernière résolution 678, adoptée sur division le 29 novembre 1990 et autorisant le recours à la force contre l'Irak en cas de non-retrait au plus tard le 15 janvier 1991, dix autres résolutions ont pu être adoptées dans l'intervalle, explicitant des avertissements ou stipulant des sanctions graduées, etc.

Dans ces circonstances, l'ONU a vu son prestige s'accroître dans son rôle de lieu et d'instrument du dégagement d'une majorité durable et consistante, tout en servant d'agent de légitimation d'une action collective, dans laquelle un seul de ses membres assumait, et de beaucoup, la plus grande part de responsabilités diverses. L'ancienne grande rivale de ce « membre » faisait fidèlement cause commune pourvu que l'action correctrice, jusqu'aux opérations militaires incluses, restât dans les limites du mandat explicite assigné. Et ce sera à propos de l'exécution du mandat onusien par les Américains que les Soviétiques exprimeront des réserves, des mises en garde et même des critiques. Elles furent suffisamment sérieuses et répétées pour qu'on doive en tenir compte comme d'éléments d'interprétation de cette période de Guerre froide finie ou s'achevant, mais...

Un analyste de la politique étrangère américaine, dès avant l'ouverture des hostilités à la mi-janvier 1991, voyait dans le mode d'intervention des États-Unis « une sorte de libération de force que la guerre froide avait muselée ¹³⁵ ». Le président Bush avait assuré qu'il ne s'agirait pas d'une longue entreprise comme celle du Viêt-nam

¹³⁴ On rappellera que la décision de lever une « armée internationale », sous le commandement du général Douglas MacArthur, afin de repousser l'agression de la Corée du Nord en 1950 n'avait été possible que par l'absence du délégué soviétique du Conseil de Sécurité (boycottant alors les réunions de l'organe en question). Eût-il été présent lorsque la décision fut prise, il aurait certainement opposé son veto à la décision de cette intervention.

¹³⁵ Louis Balthazar, « Le dangereux pari de George Bush », *La Presse*, 6 février 1991.

qui avait tourné au désastre, mais qu'au contraire la guerre justificatrice serait foudroyante ! Il paraissait crédible sur parole d'autant que les conditions de l'action militaire envisageable seraient aussi différentes que le désert à claire vue contraste avec les épaisses jungles indochinoises ¹³⁶. Surtout, se sentant porté par le fort mandat des Nations unies, par lequel passait l'indignation universelle, le chef de fait d'une coalition ne saurait que remporter une rapide victoire contre les forces inférieures du responsable d'une agression si largement réprouvée. Cette supériorité matérielle écrasante pouvait, en outre, s'envelopper d'un total bon droit au nom de la société internationale.

[149] L'autre Grand partageait la même conviction sur la nécessité de repousser une aussi indéfendable agression, mais dans la manifeste incapacité d'y aller de sa quote-part sur le terrain des opérations, il se donnait aussi comme vocation fraternelle de surveiller l'application de ce bon droit... En outre, l'URSS, relativement peu présente dans la région ¹³⁷ et y entretenant plutôt des amitiés circonstanciées à la suite de certains déboires ¹³⁸, avait naturellement des buts de guerre, ou plutôt des objectifs d'après-guerre parmi lesquels, certes, le dominant : celui de bien se *positionner* envers le monde arabe lorsque cesseront les hostilités.

De leur côté, les Américains surveillaient aussi étroitement la politique du Kremlin au sujet des républiques baltes. La guerre du Golfe avait éclaté quelques jours après l'intervention de l'Armée rouge au centre-ville de Vilnius en janvier 1991. L'amitié fraîchement retrouvée entre les deux Grands s'était ternie depuis un certain temps du fait du traitement fait aux républiques autonomistes baltes. Les responsables de la politique étrangère des deux pays en discutaient lors de leurs rencontres. Certains messages assez grinçants entre les deux capitales s'échangèrent à ce propos. Et

¹³⁶ On peut aussi ajouter que la logique stratégique jouerait tout différemment que dans le cas du Viêt-nam : ainsi, le défenseur vietnamien gagnait tout qu'il ne perdait pas ; et l'attaquant américain perdait tout qu'il ne gagnait pas.

¹³⁷ À l'exception, bien sûr, du cas récent de l'Afghanistan, mais que les dirigeants de l'époque Brejnev avaient conçu comme une opération en vase clos et, probablement, assez courte. Sur cette question voir le développement à la fin de la section précédente. On imagine assez difficilement comment la coalition mandatée par les Nations unies aurait pu mener la même opération contre l'Irak en 1990-1991 si l'Armée rouge occupait encore l'Afghanistan...

¹³⁸ À titre d'exemple particulièrement illustratif, citons le cas de l'Égypte de Sadate, qui avait procédé, en 1972 à l'expulsion des conseillers soviétiques, mais avait attendu à la mi-mars 1976 pour faire abroger par l'Assemblée populaire égyptienne à un vote quasi unanime (moins deux voix) le traité d'amitié soviéto-égyptien du 27 mai 1971, le qualifiant du reste de « torchon de papier sans signification ».

même l'idée d'une espèce de troc implicite entre les parties, en vint à paraître trop plausible pour que des observateurs aux aguets ne finissent pas par déclarer réel une espèce de trafic de ce genre : « Je vous laisse une certaine liberté pour mener l'action militaire contre l'Irak à condition que vous m'en accordiez autant pour régler mon problème lituanien ».

La coopération américano-soviétique au sujet de l'affaire irakienne avait pourtant débuté d'exemplaire façon lorsque, dès le 3 août 1990, MM. Baker et Chevardnadze avaient donné une conférence de presse conjointe pour dire au monde leur profond désaveu de l'agression décidée par Saddam Hussein : « Aujourd'hui, nous avons fait le geste inhabituel ... », avouaient les signataires de la déclaration commune. Quelques mois plus tard, à la mi-septembre, l'ex-président Reagan, en voyage en URSS et passant saluer le président Gorbatchev, s'émerveillait du geste conjoint et du symbole d'unité : « Il n'y a pas si longtemps, personne n'aurait imaginé ... ». Tout au long des travaux du Conseil de Sécurité, Soviétiques et Américains coopérèrent sur les projets d'une douzaine de résolutions dont la résolution 678 qui allait aboutir à la décision du recours à la force contre l'Irak en cas d'un refus d'obtempérer à l'ordre du retrait du Koweït ¹³⁹.

À partir du début des opérations militaires (mi-janvier 1990), coïncidant avec l'accentuation de la crise en Lituanie, les échanges se firent plus fréquents entre M. James Baker et son nouvel homologue soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh ¹⁴⁰. Comme il est fréquent dans ce type de pourparlers portant sur des questions, à la fois entremêlées et réagissant [150] les unes sur les autres ¹⁴¹, les organes d'information internationale ne furent que médiocrement alimentés sur une situation, qui, de sa nature, reste faite de « confusions » d'ailleurs presque admises par les participants à ces

¹³⁹ Il y avait bien des nuances entre les uns et les autres sur les modalités d'intervention. Ainsi, tandis que les Soviétiques (qui n'allaient pas fournir de contingents militaires) disaient néanmoins leur préférence pour un commandement militaire conjoint, les Américains faisaient valoir les avantages d'une logistique unique afin d'avoir une plus grande latitude d'opération.

¹⁴⁰ Qui avait remplacé Edouard Chevardnadze, démissionnaire de son poste avec éclat dans les semaines précédentes, pour une raison de principe, sentant monter les risques d'une dictature en URSS tout en ignorant qui serait ce dictateur en devenir. Gorbatchev déclara sa profonde déception, surtout à un pareil moment, de la perte de son collaborateur qui avait été, ces dernières années, l'artisan de la nouvelle détente entre les deux Grands.

¹⁴¹ En l'occurrence, effets des lourds bombardements stratégiques sur la population civile en Irak, limites du mandat exact de la résolution 678, politique de Moscou envers les républiques baltes ou géorgienne, décision à prendre sur la date du Sommet américano-soviétique prévu pour le mois de février 1991, etc.

pourparlers ¹⁴². Mais n'était pas douteuse l'impression d'un malaise partagé et qui persistera ¹⁴³, la preuve en étant fournie sous peu par l'annonce officielle de la remise à une date indéterminée de la tenue du Sommet prévu pour les 10-13 février à Moscou. Remise aux calendes grecques ?

Quelques semaines après le début des opérations, Gorbatchev avait fait sa première déclaration dans le contexte nouveau des opérations militaires en cours. Réaffirmant sa détermination de remplir les engagements contractés selon les termes des résolutions des Nations unies, il n'en laissait pas moins percer de l'inquiétude sur le risque que ce mandat de l'organisation ne soit outrepassé par l'ampleur que les opérations militaires prenaient ; et, d'autre part, il prônait une solution diplomatique à l'ensemble du conflit, décidant même de l'initiative de l'envoi d'un émissaire spécial à Bagdad. Cette démarche allait aboutir sous peu à l'élaboration d'un plan soviétique de paix en quatre, puis six points, que les autorités irakiennes finiront par accepter comme hypothèse de règlement - tandis qu'en contrepartie, un plan de paix américain, pas tellement plus élaboré mais plus exigeant sur les conditions de chaque clause, était également soumis. On sait que c'est l'économie générale du plan américain, plus des dispositions relatives au cessez-le-feu du 28 février 1991, qui prévaudra finalement. Le mot le plus dur des Soviétiques sur l'action diplomatique américaine avait été quatre jours plus tôt : « L'instinct en faveur d'une solution militaire a fonctionné ».

¹⁴² Selon les dépêches de deux journalistes du *New York Times* (Thomas L. Friedman et Francis X. Clines), respectivement de Washington et de Moscou, le même jour (27 janvier 1991).

¹⁴³ Comme indices de ce malaise, des faits parfois mineurs véhiculés d'abord à l'état de rumeurs. Ainsi, informations techniques fournies par les Soviétiques à l'armée irakienne pour permettre un meilleur ajustement des missiles Scud (de leur fabrication) ; conversations en russe sur les fréquences militaires irakiennes captées par les services de renseignements des alliés. Plus graves étaient des accusations formelles du conseiller militaire de Gorbatchev, le maréchal S. Akhromeiev, faites à l'agence non officielle Interfax et relayées par des agences occidentales comme l'AFP : « Les attaques sont lancées contre le peuple et l'économie irakienne. Cela ne peut être toléré plus longtemps ».

D'une non-Guerre froide vers des guerres saintes ?

[Retour à la table des matières](#)

Il reste ce fait capital qu'au moment de *conclure* sur le champ de bataille l'affaire irako-koweïtienne, les deux Grands furent activement présents et agirent selon un esprit de conjonction de leur responsabilité respective ¹⁴⁴. Est-il nécessaire d'élaborer sur ce truisme : si l'influence de l'Américain a été nettement prévalente sur celle du Soviétique, empêché de faire plus parce qu'empêtré dans de terribles problèmes intérieurs, c'était dans la mesure proportionnelle du degré et de l'importance de l'engagement du premier puisqu'il était seul à posséder tous les moyens de divers ordres d'un tel engagement ?

Sans doute, n'y a-t-il pas lieu de s'en étonner, non plus que de s'en scandaliser, mais il convient tout de même d'enregistrer une conclusion plus enveloppante dans la perspective de notre propos depuis le début. Si [151] la crise à propos du Koweït se présentait comme le premier *test* sérieux des bonnes relations américano-soviétiques ¹⁴⁵ dans l'après-Guerre froide, Moscou et Washington, chacune à sa façon, l'a passé avec succès. Du moins pour l'heure (mars 1991), cette observation étant du reste pas tellement utile, puisqu'on pourrait l'appliquer à toutes les propositions générales s'ouvrant sur un avenir inconnu, que nous aurons faites au cours de ce travail.

¹⁴⁴ Et sans que nous puissions tenir compte de la responsabilité des principaux membres de la coalition, comme la Grande-Bretagne et la France, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, la Turquie et la Syrie, pour ne pas parler des fortes contributions financières de pays comme l'Allemagne et le Japon... Nous n'avions pas non plus à considérer les politiques de la grande famille, fortement divisée en l'occurrence, des États arabes. Plus bas, il sera dit deux mots de l'abstentionnisme imposé à Israël.

¹⁴⁵ Dans les toutes dernières heures du conflit, alors que les plans de sa cessation étaient intensément discutés dans les capitales concernées, Mikhaïl Gorbatchev, en visite à Minsk, capitale de la Biélorussie, prit passionnément partie contre les risques d'un « bain de sang » et enjoignait le commandement américain à cesser les opérations. Il insistait, par ailleurs, sur le fait que les progrès dans les relations entre les deux pays restaient encore « fragiles » et sur la nécessité d'un « comportement responsable » afin que ce qui a été positivement réalisé ne soit pas « anéanti » (d'après diverses agences, en date du 27 février 1991). C'était la première fois qu'on attendait pareil langage depuis le début de la crise du Golfe.

Au moment de quitter son analyse de la période de la non-Guerre froide, l'auteur doit se défendre de n'être pas aspiré par le nouveau sujet de la conjoncture dans la région du Golfe. Ce qui, plus largement, continuera à se passer au Moyen-Orient à partir de mars 1991 comportera toujours des caractères *sui generis*, ce qui, du reste, a toujours été le cas dans cette région depuis au moins 1948, date de la fondation de l'État d'Israël. Mais depuis la guerre (terrestre) des Cent Heures de fin février 1991, on pourrait même parler d'un *sui generis* d'amplification, mais tout à l'opposé des grandes retrouvailles est-européennes qui avaient lancé, un an et demi plus tôt, leur propre vacarme, mais enjoué et pacifique. La situation au Moyen-Orient était, elle, tout ce qu'il y a de plus tapageur et belliqueux ! Cette brève guerre contre l'Irak, qui fut péremptoire comme un acte chirurgical, avait pour objectif l'ablation d'un seul abcès de fixation.

Rien n'avait été changé aux termes du problème israélo-palestinien, qui est bien un cas conflictuel type d'antinomie pure. Ainsi qu'auparavant, toute la région moyen-orientale reste traversée par divers principes de contradiction semblant encore s'aggraver mutuellement : deux islamismes, trois arabismes, ainsi que diverses sous-régions économiques couplées de pauvreté et de prospérité, et toutes deux criantes !

L'aventurier militariste à la tête de l'Irak, aussi piètre calculateur politique que « mauvais stratège, tacticien ou soldat » (au jugement de son vainqueur, le général Schwarzkopf), avait tout risqué pour la récupération de la rente koweïtienne, qui lui semblait à portée de main, afin de rattraper les pertes encourues lors de la non moins déraisonnable première guerre du Golfe qu'il avait eu l'impudique audace de lancer. Au lieu d'un rôle de polarisation virtuellement bénéfique que Bagdad aurait pu jouer dans le secteur grâce à un pays, sinon le mieux pourvu, du moins le plus équilibré et diversifié de la région, la prestigieuse capitale sur le Tigre est vouée à n'être plus, pour plusieurs années, qu'un morne chantier de construction. De cette béance politique, on ne peut qu'espérer qu'elle sera mieux occupée lorsqu'un nouveau pouvoir devra bien y prendre place un jour ou l'autre.

[152] Venant de si loin pour faire reculer le voleur d'un petit et riche pays, et acceptant d'être contrôlée par l'Organisation garante des normes de conduite internationale, l'irruption des États-Unis a agi comme le fer d'une lance tenue bien en main par une quarantaine de pays, membres des Nations unies. Mais un succès aussi définitif ne procure aucune carte blanche dans la région. Pour une relative stabilisation régionale dans l'immédiat, seront requises sur place des forces concentrées et permanentes

afin d'empêcher que ne se produisent d'autres aventures semblables à celles qu'en dix ans Saddam Hussein avait, par deux fois, déclenchées. Entre autres modèles novateurs d'action on peut penser à un centre de gravité régional devenant mobile entre les quatre points d'angle d'un quadrilatère formé par Tel Aviv, Téhéran, Riyad et Le Caire. Damas redeviendrait la grande inconnue. L'OLP continuera d'être nulle part et, partout, nécessaire ou inévitable. Israël, dont la puissance militaire est directement proportionnelle à l'exiguïté de son territoire, a vu sa récente position renforcée du seul fait de son abstention imposée, et docile, pendant la guerre du Golfe : situation évidemment fort provisoire.

Féru d'érudition, des spécialistes de la région ont peut-être annoncé trop tôt le prochain avènement de nouvelles « guerres saintes » dont des prodromes, il est vrai, sont pourtant visibles à l'œil nu. Mais, de là à envisager l'ère de nouvelles Croisades dans l'autre sens, une huitaine de siècles plus tard... Saddam Hussein n'a-t-il pas rendu à jamais dérisoire et odieuse l'effigie glorieusement légendaire de Saladin ?

* * *

Il reste tout de même davantage de risques - même faibles - que sorte, au terme d'emballlements en chaîne incontrôlables, une guerre généralisée, à partir des dangers inextricables et autoreproducteurs de la situation moyen-orientale, qu'il n'y en avait pour qu'une guerre totale n'éclatât du pourtant imparfait système duopolaire de la Guerre froide, aussi bien en son format classique que selon ses variantes successives. Mais le grand paradoxe du moment consiste en ce que les deux Grands, tout en maintenant leur nécessaire connivence passée, ne sont plus en état de codiriger leur propre système de « guerre froide » qui n'existe plus guère. Une telle situation ne nous permet pas de fonder une prévision plus plausible que l'autre : ni la rassurante ni l'inquiétante. Aussi, est-ce avec quelque anxiété qu'on continuera d'interroger le ciel bas du Moyen-Orient, d'où peuvent venir encore d'autres bourrasques politiques du simoun, ce traître vent du désert d'Arabie...

[157]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

CONCLUSIONS I

(MARS 1991)

[Retour à la table des matières](#)

La grille de lecture proposée pour suivre la dynamique générale des rapports Est (principalement, l'Union soviétique) - Ouest (principalement, les États-Unis) depuis 1945 s'est dégagée d'un certain souci de théorisation de l'événementiel, particulièrement dans cette première phase allant jusqu'à 1962, qualifiée de Guerre froide « classique ». C'est sur ce fond-là que le reste de l'histoire fut considéré. Car s'ensuivront des phases, plus courtes et presque aussi clairement identifiables, dans le prolongement de la première « mort » de la Guerre froide en 1962. De cette date jusqu'à 1985, nous avons fait usage du lexique diplomatico-journalistique courant pour nommer ainsi, d'une façon imagée, ces phases successives : Dégel, Détente, Paix froide, ce qui nous menait au déclenchement d'une nouvelle Guerre froide au tournant de la décennie 1980.

Les deux premiers chapitres, comme résumés synthétiques de deux livres-dossiers antérieurs publiés en 1971 et 1986, nous ont donc rappelé ici la trame essentielle de ces quarante années avant d'entamer, au troisième chapitre, l'examen de la phase actuelle, où l'on voit, à son tour, « mourir » une *nouvelle* Guerre froide lors du lumineux automne 1989. La phase actuelle en serait donc une de non-Guerre froide, qu'il fallait traiter selon le même prisme que les précédentes. Son étude à ce troisième chapitre

fermait la première partie, proprement historique, d'une dynamique globale de la Guerre froide.

Le volet d'une seconde partie, également constituée de trois chapitres, était consacrée à la recherche des « explications, prolongements et conséquences » : d'abord à l'intérieur de l'Union soviétique, puis en Europe du Centre-Est, avant de considérer, après un tour de la planète, la crise la plus aiguë qu'ait connue la région moyen-orientale, la seconde guerre du Golfe de 1991. Il s'agissait en ce dernier cas du premier des conflits dits « régionaux » à prendre une importance à peu près comparable [158] à l'espèce de contentieux universel et continu qu'avait été si longtemps la Guerre froide elle-même. Dans cette affaire intéressant la communauté internationale par le rôle unique, en l'occurrence, des Nations unies, les deux Grands ont manifesté un esprit d'entente et même une forme de partenariat tout inédits. Malgré la survenance de quelques petites anicroches, que nous avons signalées, on a pu constater, une fois de plus, que leur pérenne Guerre froide était bien finie. Mais il reste entendu que ce constat n'est en rien garant qu'elle ne pourrait pas reprendre dans des conjonctures de nature très prévisible, comme, par exemple, la répression des indépendances des républiques baltes, la chute de Gorbatchev, l'instauration d'une dictature militaro-policière, etc. (Rappelons une dernière fois que l'auteur écrit ces lignes en mars 1991).

Nulle part, nous nous serons demandés qui a gagné la Guerre froide ? Serait-ce tellement déplacer la question que de soutenir que ce pourrait bien être plutôt les deux grands vaincus de 1945, le Japon et l'Allemagne, bien placés (militairement *in absentia*) pour tirer profit des conditions créées par la guerre du Golfe ? En faisant retour aux dates-clé de 1962 et de 1989, l'on constate que le « match-nul » des Caraïbes il y a 30 ans n'avait pas eu l'éclat comparable au franchissement du Mur de Berlin survenant dans une ambiance d'apothéose symbolique. À un quart de siècle d'intervalle, les « morts » des deux Guerres froides s'étant produites dans des circonstances tellement différentes, la question, ainsi posée, d'un présumé vainqueur n'a guère de sens. Toutefois, si l'on s'imposait de ne pas laisser complètement la question en l'air, on pourrait peut-être risquer cette proposition hypothétique initiale : s'il est certain que l'Union Soviétique et le camp oriental n'ont pas davantage gagné la Guerre froide seconde manière que la « classique », il ne s'ensuit pas que les États-Unis et le camp occidental l'auraient, eux, strictement gagnée et dans la même proportion ; ni, non plus, pour des raisons correspondantes mais inverses. Et si l'on traduisait en termes de lutte doc-

trinale cette même question piégée, on pourrait aboutir à une affirmation de ce genre : ce n'est pas tant la victoire du capitalisme, ni de l'économie de marché, ni même du néo-libéralisme qui est complète ; c'est plutôt la défaite du socialisme planificateur, et surtout celle du marxisme totalitaire et dogmatissant qui est absolue - ou presque.

Une autre question, à peine moins tendancieuse que les précédentes mais davantage en rapport à la dialectique d'opposition de « guerre froide », porte sur la notion de « superpuissance » ou de « Grand », ainsi que sur leur nombre. Cela nous entraînerait au plan des discussions théoriques sur le glissement d'une structure duopolistique vers des tendances oligopolistiques ou sur l'émergence de diverses configurations de multi-polarités, [159] ce qui, du reste, n'est pas le propos et que le matériel, ici rassemblé, ne soutiendrait d'aucune manière. Mais la question immédiate, et qu'impose la politique internationale actuelle, tiendrait en ceci : peut-il y avoir résurgence de guerre froide avec un seul Grand, quand l'autre fait, à ce point défaut, qu'il risque son écroulement total ? La réponse, toujours bonne, est que : l'URSS reste encore une superpuissance militaire, de loin la seconde au monde. Faisons grâce au lecteur de tout début d'esquisse de scénarios en une telle hypothèse. Depuis leur succès militaire contre l'Irak, les Américains connaissent une nouvelle fièvre de fierté nationale, ayant comme, d'un coup, épongé ce qui restait de leur syndrome du Viêt-nam. Leur optimisme n'a pas tardé à hisser leur président à des sommets de popularité sans précédent dans les sondages. À de plus exigeants niveaux de sophistication intellectuelle, les théoriciens américains du déclin (*declinists*) se voient davantage contredits que naguère par ceux du regain (*revivalists*). Une certaine élite américaine reste toujours friande des polémiques anciennes sur de semblables thèmes.

Donnons un seul exemple emprunté au mode d'argumentation en matière économique : si, selon la démonstration d'une tendance à long terme, les guerres américaines sont « payantes », il faut aussi constater qu'avec le temps, leur « rendement » devient décroissant... Tout en atténuant la croyance en la portée bénéfique du couple honteux « guerre égale prospérité », l'observation ramène finalement au caractère pressant des terribles problèmes internes à la vie américaine. Avec un brin d'humour le chroniqueur Tom Wicker du *New York Times* (25 novembre 1990) faisait observer : « Chez nous, et quelles que soient nos politiques à l'étranger, la société américaine et l'économie américaine sont tout ce que l'on veut, sauf super ».

« Un nouvel Ordre international », le président Bush n'a probablement pas été le premier à lancer l'expression qui suivait en bonne logique celle de « la Guerre froide

est finie ». Ces mots recouvrent ce que le locuteur ou le scripteur du moment met dans son plaidoyer ou réquisitoire. Ils soulèvent aussi chez ceux qui ont l'âge (ou les lectures) de se souvenir la fâcheuse réminiscence de « l'ordre nouveau » hitlérien... La généralité de l'expression ne connaît pas de limites : tout en s'appliquant aux dossiers en cours des problèmes des trois continents du Sud qui subsistent, elle rejoint ceux du bouleversement du monde soviétique et de l'Europe du centre-est et encore plus récemment, et de façon non moins pressante, le « nouvel ordre » moyen-oriental à instituer d'urgence après des décennies marquées à la fois de fixisme et de désordre croissants. À l'avenir nous devons affronter ces dangers sans l'appui d'une relative stabilité duopolaire, toujours menaçante et menacée il est vrai, mais qui procurait, au [160] moins, aux gouvernants leur principal référentiel *pour penser le monde selon ce qui s'approchait le plus d'une totalité*. Cela peut être dit sans appeler de ses vœux le retour à la Guerre froide, tout de même heureux ersatz d'une guerre générale évitée depuis un demi-siècle !

Le questionnement sur la fin de la Guerre froide présente quelque analogie avec les discussions sur la fin de l'Idéologie au tournant des années 1950-1960. La première « fin » fait allusion à un signalement d'époque nouvelle dont ce petit livre a tenté de rendre compte. La seconde, malgré le brio des participants, avait tourné en rond pour aboutir à cette conclusion que, selon l'expression mesurée de Raymond Aron, nous entrions tout simplement dans un « nouvel âge idéologique ». Comme combinaison de ces deux « fins » (au sens de terminaison, bien sûr, et non de finalité), est paru un court essai, d'une grande simplicité et de beaucoup d'audace à la fois, de Francis Fukuyama sur « La fin de l'Histoire », d'abord publié dans une revue américaine. Ancien chercheur de la Rand Corporation, l'auteur est maintenant directeur adjoint au service de la planification du State Department des États-Unis. Ses vues sur « The End of History ? » furent d'abord l'objet d'une conférence à l'Université de Chicago avant d'être publiées dans la revue *The National Interest* (été 1989). Elles suscitèrent beaucoup de discussions dans les cercles intellectuels des États-Unis et à l'étranger et, notamment, en France, en particulier dans les pages de la revue *Commentaire*, (n° 47 à 50, 1989-1990, et nous citerons d'après le n° 47, automne 1989, p. 458-469).

En produisant une courte étude de ce texte (voir l'Annexe A) notre intention n'est pas de valider l'entreprise, non plus, au contraire, de plaisanter l'auteur pour son aplomb, mais simplement de rappeler un raccord qui nous permet d'amorcer cette

première conclusion : « Il se peut bien que ce à quoi nous assistons, écrit-il, ce ne soit pas seulement la fin de la guerre froide ou d'une phase particulière de l'après-guerre, mais la fin de l'histoire en tant que telle : le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain ». Alors ? Le bonheur séculier des hommes, de tous les hommes, enfin de ceux qui en ont la conception afin de pouvoir individuellement en poursuivre l'aspiration collective ?

Pas du tout. À la toute dernière phrase de son essai, notre auteur nous met même en garde contre la nostalgie et l'ennui qui nous attend : « Même si je reconnais qu'elle est inévitable, j'éprouve les sentiments les plus ambivalents à l'égard de la civilisation qui s'est créée en Europe après 1945, avec ses surgeons américains et asiatiques. Et peut-être la perspective même des siècles d'ennui qui nous attendent après la fin de [161] l'histoire va-t-elle servir à remettre l'histoire en marche... » Qu'on se rassure. L'Histoire, hégélienne et revue par Kojève, est faite de combien d'histoires disparates et concomitantes, que des hommes de pensée aboutent avec l'espoir, toujours vain, de s'y retrouver ? Qu'on jette un coup d'oeil à la page frontispice (ou « internationale ») de n'importe quel journal quotidien d'une certaine classe, on verra que l'histoire prend partout de nouveaux départs, ou encore qu'elle s'accélère, même parfois selon des mouvements régressifs. Elle n'est certes pas monotone comme un moteur qui ronronne. Elle est génératrice de nouvelles inquiétudes sans avoir vraiment évacué celles d'hier et d'avant-hier. Brusques virages et embardées, dérapages et tamponnements défient l'explicite des panneaux de signalisation, pourtant se multipliant, sur l'autoroute de l'Histoire. Tout, sauf de « l'ennui », et si peu de « nostalgie » pour le siècle qui vient de s'écouler...

Car ce XXe siècle est terminé depuis l'automne 1989. Il aura été l'un des plus courts des temps modernes : 1914-1989, tout juste 75 ans, ou la longévité moyenne de l'homme mâle en Occident. Le XXIe siècle aura pris onze ans d'avance sur le calendrier. À toutes les époques antérieures, les hommes des deux sexes ne pouvaient espérer faire s'équivaloir leur vie et le siècle. Le précédent avait presque atteint la rondeur mathématique avec ses 99 ans : 1815-1914. Auparavant, la mesure des siècles est moins sûre, non pas à cause du point d'arrivée qui est certain, 1815, mais du point de départ : serait-ce, du point de vue français, 1715, date de la mort de Louis XIV, ou du point de vue européen, 1713, année de la conclusion du traité d'Utrecht - à moins que

ce ne soit 1689, après les dix ans de la paix de Nimègue qui allait lancer le cycle des guerres mondiales franco-britanniques d'une durée de 126 ans ?

Si le citoyen européen de 1914 avait de bonnes raisons de savoir (ou de se douter) qu'il entrait dans un nouveau siècle, celui de 1815 n'en avait pas conscience (à moins d'être Wellington, Talleyrand, Benjamin Constant, etc.). Aujourd'hui, soit depuis le 9 novembre 1989, nous le savons, mais en ignorant tout de la suite. Nous savons surtout que nous venons de faire une double entrée par le même tourniquet : et dans le siècle et dans le millénaire. Pour assister ou participer à quelle représentation ? Ça, nous l'ignorons tout à fait. Et c'est peut-être mieux ainsi.

[163]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

CONCLUSIONS II

(Six et dix mois plus tard)

[Retour à la table des matières](#)

La date du 9 novembre 1989, par laquelle nous avons eu l'impression d'entrer « et dans le siècle et dans le millénaire » nouveaux, aura eu comme une réplique brusque et brève, surtout d'une portée régressive, moins de deux ans plus tard, le 18 août 1991. Ce dimanche soir, l'agence Tass annonçait au monde que le président Gorbatchev, en vacances en Crimée avec sa famille, était désormais « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé ». Et « selon l'article 127 de la constitution », il était remplacé par le vice-président Guennadi Ianaïev à la tête d'un « Comité d'État pour l'état d'urgence » pendant une période de six mois.

Jamais peut-être coup d'État n'aura été annoncé autant et d'aussi bonnes sources : Edouard Chevardnaze, pilier de la perestroïka et l'homme politique soviétique le plus avantageusement connu à l'étranger, avait démissionné avec fracas dès le 20 décembre 1990 « pour protester contre l'avancée de la dictature » ; la vedette montante en accéléré, et devenu, au sens fort du double terme, le grand associé-rival du président, Boris Eltsine, avait multiplié ces dernières semaines les avertissements d'un danger imminent ; à la fin juillet, Alexandre Iakovlev, le principal inspirateur de la perestroïka, avait quitté l'équipe des proches conseillers du président et, trois semaines plus

tard, exactement le 16 août, à deux jours de l'annonce du putsch, il avait démissionné du Parti communiste en mentionnant expressément le spectre « du coup d'État » que préparaient selon lui, des dirigeants du Parti. Tant de gens semblaient au courant, et sans doute même la victime désignée. Selon d'autres, elle aurait été de connivence ou même encore, à un degré un peu moindre d'in vraisemblance, [164] aurait laissé faire selon un présumé calcul de tirer, au retour, quelque profit d'une telle épreuve... Un pareil bobard était lancé « sous toutes réserves » évidemment !

« En URSS, c'est bien connu, rien ne marche » et l'on apprenait que cette impuissance s'étend désormais aux coups d'État. Celui-ci, s'achevant dans la déconfiture la plus complète, n'aura duré que 61 heures, même pas trois jours ! Deux ans plus tôt, la magie médiatique nous avait fait témoins presque immédiats du franchissement du Mur de Berlin « comme si nous y étions ». Il s'agissait alors d'une libération, d'une permission, d'une ouverture ; mais, cette fois-ci à Moscou, d'un putsch et d'un contre-putsch ... et nous y étions encore, au pied du camion blindé dont Boris Eltsine s'était fait une estrade en lisant son appel à la désobéissance civile après avoir dénoncé ce « coup d'État de droite, réactionnaire et anticonstitutionnel ». Spectacle inouï d'une contre-révolution progressiste et spontanée qui n'aura désormais plus besoin d'autre imagerie populaire... Le journaliste Guy Sitbon en décrivait ainsi l'ambiance très particulière : « C'est ça, Moscou : ni fureur, ni tumulte, ni gloire. Tout juste un fruit pourri, si pourri qu'il est tombé tout seul, sans faire de bruit ». Et son journal coiffait son reportage de ce chapeau : « C'est une révolution douce, avare de discours, pauvre en mots historiques, dépourvue de défis et de haines, chiche en héros et pleine d'indulgence pour ses victimes, qui se déroule depuis une semaine à Moscou » (*Le Nouvel Observateur*, 29 août au 4 septembre 1991).

Retenons surtout que c'est l'ancien protégé, devenu opposant sur sa gauche, de Gorbatchev, et depuis hier son sauveur, Boris Eltsine, qui prend alors presque toute la place de la puissance politique réelle. Relativement lente, sa montée avait fait un bond prodigieux en se faisant élire, en juin précédent, comme président de la République de Russie. Si depuis un bon moment, il n'y avait plus guère d'Union soviétique avec sa quinzaine de républiques à la loyauté oscillante ou même « filante » (Baltes, Georgiens), la République russe, elle centrale et colossale, restait la grande, la « sainte » et anciennement impériale Russie : avec ses 145 millions d'habitants, constituant la moitié de l'ensemble soviétique. Le « tsar Boris », comme on commençait à le brocarder, était tout de même détenteur d'un mandat électif très fort sans être suspect. Il

attire l'attention du monde entier et n'attend pas d'invitation pour se faire voir aux États-Unis et même auprès du select groupe des Sept États les plus industrialisés.

On serait enclin à déduire que ce bizarre jeu du double avec son rival ne saurait durer ; mais il semble devoir persister aussi longtemps, en tout [165] cas, que Gorbatchev et Eltsine auront chacun besoin du duo pragmatique qu'ils forment et qui n'a rien d'un duumvirat institué. À moins que la situation ne s'envenime ou n'engendre à point nommé, un troisième homme, comme, par exemple, le maire de Leningrad, Anatoli Sobtchak, qui passe pour être le plus complet des hommes politiques de haut rang de ce pays. En tout cas, cet homme dit n'avoir aucune illusion sur Gorbatchev : « On se demande comment il a pu surgir dans un système totalitaire. Je pense que, toute sa vie, il a haï le régime dans lequel il était amené à s'avilir. Mais je ne crois pas qu'il soit démocrate ni qu'il puisse le devenir un jour. C'est sa tragédie ». L'épisode du coup d'État raté a été l'occasion de faire se manifester un autre leader naturel, surgissant des steppes du Kazakhstan, le président Nursultan Nazarbaïev. D'autres vocations de ce genre sont certes prévisibles, mais on ignore les personnalités et les régions d'origine.

Quoiqu'on pense des limites personnelles de Gorbatchev, il détient deux autres titres de légitimité hors le respect de la constitutionnalité lors de sa propre prise du pouvoir en 1985. En effet, lui seul pouvait déclencher la « révolution » de la perestroïka, garantir le glasnost démocratique et pratiquer efficacement une nouvelle politique envers l'extérieur, menant à la libération de l'Europe centrale et à l'évanescence de la Guerre froide : ce qui n'est pas un mince résultat ! L'autre titre de sa légitimité morale, il la forge au jour le jour en durant envers et contre tout, et presque à l'encontre de tous à l'intérieur du pays. De sursauts en crises, souvent à l'arraché il se fait octroyer de plus en plus larges mandats gouvernementaux afin de pouvoir continuer son programme de réformes au sein de ce qui reste viable des corps constitués et plutôt éclopés, en mal de nécessaires revitalisations institutionnelles. Il sait faire montre d'une faculté de persistance vraiment peu commune. À ses côtés, Eltsine s'efforce de rattraper les poussées populaires au grand jour et les forces claires-obscurres que la révolution gorbatchévienne avait libérées mais non disciplinées : a-t-il d'autre programme ? Pour l'heure, il est surtout l'homme du jour ou de l'après-coup d'État et, plus que vraisemblablement, celui de l'avenir. Il sait jouer, sans trop le forcer, le rôle de l'alternance virtuelle pour un leadership démocratique. C'est un jeu plus subtil à mener dans les circonstances que celui de la classique alternance au gouvernement

dans les démocraties à l'occidentale. Et ainsi, les pouvoirs dissymétriques des deux adversaires complémentaires paraissent se légitimer réciproquement. Pendant la séquestration de Gorbatchev, Eltsine remplissait, à coups de décrets d'urgence, l'autorité absente du séquestré de Crimée. Il l'élargissait aussi aux dimensions territoriales de [166] toute l'Union soviétique, lui, le président élu d'une seule de ses républiques, fût-elle la Russie ! Au retour du président de l'Union, il sut toutefois se réfréner et céder la première place formelle.

Les deux assiettes territoriales seraient-elles destinées à finir par s'équivaloir depuis qu'aux premiers jours de septembre 1991, les deux hommes ont travaillé de concert pour procéder à l'espèce de dissolution de fait de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ? Rappelons d'abord le caractère transitoire de cette opération mais qui, après tant et tant de surprises, garde encore de quoi ahurir les soviétologues de métier, sceptiques par nécessité sans être encore devenus absolument blasés. Il reste que c'est tout de même la colossale Union des Républiques socialistes soviétiques, telle que l'avait conçue Lénine il y a 70 ans, qui faisait une fort piteuse entrée dans l'histoire révolue.

Mais va subsister, comme à titre d'État successeur, cette nouvelle Union des États souverains, d'abord délestée des trois républiques baltes qui avaient enfin gagné le droit de partir aux applaudissements des pays étrangers. Neuf autres républiques resteraient qui pourront décider à leur gré de la nature de leur intégration ou association avec le centre ; trois autres hésitaient encore au moment d'écrire ces lignes. Après le coup du mois d'août 1991, il fallait au plus tôt mettre un terme à la balkanisation galopante. Et Moscou restait la capitale aussi bien de la nouvelle Union que de l'antique empire de Russie, tandis que Leningrad redevenait Saint-Petersbourg.

Les pouvoirs maintenant dévolus aux républiques ne seront plus concentrés ou amalgamés au nom de la dogmatique marxiste du « centralisme démocratique » dont la désuétude est maintenant un fait accompli. Sous l'espèce de directorat conjoint, chicaneur mais militant, de Gorbatchev et d'Eltsine, cette entreprise fort hardie, destinée à sauver de la grande Union ce qui pouvait encore l'être, ne constitue toutefois pas ce qu'un essayiste américain caractérisait brutalement selon une expression difficilement traduisible de *its dying self* (Lance Morrow, dans Time, 2 septembre 1991). La septuagénaire URSS semble condamnée à disparaître après un traitement aussi radical, mais, par ailleurs, la traditionnelle Russie est rendue à l'Europe et au monde.

Et si l'horloge de Moscou semble tantôt avancer, tantôt reculer, c'est peut-être qu'elle cherche encore à donner l'heure juste - mais sans grand espoir d'y arriver bientôt !

* * *

Et la Guerre froide, tout de même trame centrale du présent essai ? Comme elle paraissait lointaine, et surtout ancienne en ce mois d'août 1991, cette guerre froide naissant avec la génération de 1945 ! Et, à la fin [167] de l'espèce de putsch-éclair, Michel Tatu dans *Le Monde* (du 27 août 1991) faisait déjà observer que « tout est allé si vite que tout semble déjà achevé » et de poser d'opportunes « questions » pour y comprendre quelque chose dans l'immédiat. A la première heure de la nouvelle, le président Mitterrand en pressentait les plus graves conséquences : « L'acte qui vient d'être accompli à Moscou est un acte qui pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide ». Le nouvel ordre international, dont on discutait ferme dans les grandes capitales comme pour valider après coup l'opération de la guerre du Golfe, semblait voué à un futur indéfini avant même son début de gestation. Ainsi, la conférence du Proche-Orient, prévue pour le mois d'octobre 1991, sans être presque oubliée, était officiellement renvoyée *sine die*.

En première réflexion, on pouvait être tenté de supposer que le coup séditieux d'une droite coriace et aux abois à Moscou, recevant l'appui de l'armée et du complexe militaro-industriel, risquerait de mettre en péril la Détente, d'inquiéter les Européens de l'Ouest et d'alerter ceux de l'Est, sans parler des très incomplets progrès en matière des droits de l'homme par exemple. Mais aussi, il n'apparaissait guère probable que les conspirateurs de « l'ordre » aient le temps et les moyens de s'incruster pour réintroduire de force les pires comportements du modèle brejnevien, ne serait-ce que parce que l'Armée rouge et le KGB étaient devenus, eux aussi, désorganisés profondément, et sans compter que plusieurs de leurs éléments avaient pris goût à une certaine glasnost. Le nouveau pouvoir moscovite continuait à en imposer par sa force, littéralement « respectable », de superpuissance militaire. Pendant le bref ostracisme de Gorbatchev et sa famille sur la Riviera de Crimée, il y eut bien quelque énervement dans les cercles militaro-diplomatiques d'Occident au sujet de quelque 27 000 ogives nucléaires qui devaient bien se trouver quelque part, sur le territoire, mais sans qu'on ne sache très bien sous quel contrôle. Et la *Black Box*, sous la forme d'un simple

attaché-case, mais contenant le code nucléaire, entre les mains de qui risquait-elle de tomber ? Ces faits peuvent être rappelés sans l'insinuation de quelque projet belliciste de la « Bande des Huit », mais personne ne pouvait savoir que la durée du putsch ne dépasserait pas trois matins.

L'autre Grand n'avait pas à modifier son rôle de porte-parole de l'Occident, pendant que, dans le même temps, les services de conciliation diplomatique de la CEE en avaient plein les bras avec l'affaire serbo-croate. On entendit aussi, en divers milieux occidentaux, quelques réflexions d'autocritique sur l'insuffisance de l'aide fournie à Gorbatchev : l'Ouest s'était montré assez peu généreux envers lui en marchandant peut-être trop étroitement ses contributions pour des « réformes » plus [168] concrètes et, principalement, pour une conversion davantage engagée à l'économie de marché. En juin précédent, Gorbatchev avait établi à 100 milliards de dollars l'ampleur des besoins de son pays pour une relance véritable ; à quoi George Bush faisait observer qu'il s'agissait là de toute une somme ! Avant la rencontre du Groupe des Sept (G7) à la mi-juillet 1991, le président américain plaidait pour un « soutien à grande échelle » auprès de ses homologues des pays industrialisés. Rappelons en passant que la clause de la nation la plus favorisée, fruit récent du partenariat inter-Grands, n'avait pas encore été ratifiée par le Congrès.

Dans l'exercice général de son hégémonisme désormais exclusif ou en seul, le géant américain ne semble pas avoir commis d'erreur grave d'appréciation pendant les jours de la tourmente à Moscou. Le président Bush maintint le contact avec Eltsine (malgré l'ambivalence du personnage, d'après l'avis des conseillers présidentiels) pendant ces quelques jours où Gorbatchev était au frais dans sa villa dorée de Crimée. Dès la libération de celui-ci, Bush lui rappelait que le sort des Baltes, cas d'espèce d'un symbolisme unique dans l'ensemble de la question des nationalités en URSS, nécessitait un traitement spécial et prioritaire. Il se garda toutefois d'être le premier chef d'État à leur octroyer la reconnaissance diplomatique pour ne pas hâter inopportunément le processus. De façon générale, les milieux internationaux estimeront que le président américain s'est trouvé renforcé par son attitude responsable et moralement solidaire lors de la terrible épreuve vécue par son homologue. Toutefois, Bush aura peut-être gagné dans l'opinion internationale plus qu'il n'avait risqué vraiment de perdre.

Le coup d'État eût-il réussi, que tout aurait pu se gâcher et évoluer au pire, sans exclure des combats de guerre civile. Ce serait affaire de « scénarios » que de l'imagi-

ner, mais qui sont maintenant et heureusement sans objet ! Au plan des questions stratégiques, il s'impose de rappeler, une dernière fois, que traîne en longueur la question des ratifications des divers accords en matière stratégique et de désarmement (sauf le 1er accord de Washington en 1987). On admettra volontiers qu'à Moscou, d'autres ordres du jour des instances politiques étaient et sont encore, à juste titre, plus pressants, mais... Mentionnons aussi l'importance du plus récent accord de Paris sur les armements conventionnels, la présence des 300 000 soldats soviétiques stationnés en Allemagne et peu pressés d'en revenir, etc. Bref, sur ces questions, pour ainsi dire, « pures » de guerre froide, il y a matière à des frictions de part et d'autre, sans compter qu'au total les derniers accords START, signés solennellement à Moscou le 31 juillet 1991, avantageaient davantage les États-Unis que l'Union soviétique. [169] Washington avait préalablement exercé de la pression pour aboutir à cette conclusion.

Autre question périlleuse, par sa charge même d'émotivité : le cas de Cuba, cette espèce de reliquat d'une guerre froide, morte une première fois à l'automne 1962, mais qui a coûté si cher au trésor soviétique depuis Khrouchtchev. Les dirigeants de Moscou, qui en ont assez avec leurs propres problèmes chez eux, songeraient à abandonner plus ou moins Castro à son sort... Voilà bien une question sur laquelle Washington doit faire montre d'une extrême finesse en quelque occurrence ! C'est le moment de rappeler que la double mort de la Guerre froide n'interdit pas à jamais de nouveaux rebondissements de certains de ses points anciennement litigieux. Bref, un certain danger de guerre froide subsiste, qui ne disparaîtra jamais du fait de la fin de l'hégémonie duopolaire. On pourrait aussi faire état de diverses flammèches dans les rapports inter-Grands. Telle cette charge à l'été précédent par le chef du KGB et futur membre de la Bande des Huit, Vladimir Krioutchkov, accusant des éléments de l'Intelligence des pays de l'Ouest de dresser des plans pour l'occupation de l'Union soviétique « sous le prétexte d'établir un contrôle international de son potentiel nucléaire », ou encore dénonçant des espions entraînés par la CIA pour surveiller, à des postes clés, le management de l'économie soviétique.

S'il n'y a plus de « guerre froide », faute d'un des combattants de la compétition duopolaire, y aurait-il encore des Sommets selon un mode devenu habituel sous Reagan ou Bush et Gorbatchev ? Celui de la fin juillet 1991 sera-t-il le dernier d'une série devenue classique ? Il paraît d'emblée que tant que Gorbatchev restera au moins l'un des deux principaux dépositaires du Feu nucléaire, les deux présidents auront encore à se rencontrer pour en assurer une espèce de cogérance morale planétaire, ou pour

d'autres arrangements ad hoc, les concernant exclusivement. Avec les États-Unis, le Japon et l'Allemagne Unie sont membres du directorat économique, du Club des Sept avec quatre autres partenaires non négligeables, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Canada.

L'URSS de tout juste avant le coup d'État s'y est introduite, mais Gorbatchev en quémendeur gardant sa dignité, n'y est pas entré pour y mener le bal comme naguère Talleyrand s'infiltrant au Congrès de Vienne de 1815... Avec fierté, il baptisait ce groupe « G7 plus un » ; Flora Lewis (dans *The New York Times* du 28 juillet 1991) proposait plutôt le label « G7 1/2 » comme plus conforme à la réalité. Un empire en dislocation, d'abord en son orbe extérieur, puis en sa ceinture périphérique et enfin en [170] ses structures centrales d'organisation, ne peut aspirer, pour longtemps encore, à devenir membre à part entière d'un septuor aussi sélect. Ainsi, le monde continue à changer et pour d'autres motifs que la tragédie d'un homme courageux qui s'est trouvé à accentuer le désordre dès lors qu'il s'est attaqué à l'impossible tâche de réformer un régime de conservatisme fixiste. On n'aurait pas à chercher tellement pour trouver des analogies historiques.

Le convoi de l'actualité internationale va vite et se recharge constamment. Cette conclusion s'achève sur les événements des premiers jours de septembre 1991. La vigilance bavarde des médias sera toujours là pour relayer les suites de l'histoire *. Toutefois une dernière observation, d'ordre sémantique.

L'énormité des événements qui se bousculent en Union soviétique depuis Gorbatchev, dont elle est l'objet et même l'enjeu, est telle qu'on a tendance à n'en parler guère autrement que sous des intitulés emphatiques et catastrophiques : Chaos, Débandade, Débâcle, Dérive, etc. ; les grandes manchettes sautillent de titres du genre. À la vérité, ces termes ne sont pas mensongers ni démesurément grossis, mais ils comportent l'inconvénient de l'effet cinétique de tels vocables qui court-circuitent des procédés analytiques de plus grande retenue. Il est vrai que la liaison logique et historique entre l'écroulement de l'univers soviétique et la fin de la Guerre froide constitue un sujet d'une extraordinaire fascination, s'il présente, en revanche, la difficulté de déborder de toutes parts ! Mais aussi quel unique laboratoire de science politique et de relations internationales !

* Voir le Post-scriptum.

On en viendra bientôt à devoir expliquer, à contre-jour de 1917, l'énorme paradoxe d'une Révolution encore innommée, mais qui serait, malgré tout, davantage auto ou intro-contrôlée qu'il ne semble. Sous nos yeux, au jour le jour, elle est en train de se produire dans la plus gigantesque et durable - les trois quarts de siècle ! - entreprise de collectivisme totalitaire que l'humanité n'ait jamais entreprise. Il donne l'impression, par un cumul de signes incessants, de « dépérir » d'une façon accélérée ce super-organisme politique hors de toutes proportions ; pourtant, si le processus de dislocation en cours arrivait à terme, par extinction ou explosion finale, annoncerait-il pour autant « la fin (présumée) de l'Histoire » ?

[171]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

POST-SCRIPTUM

[Retour à la table des matières](#)

Selon un dicton des milieux d'édition, « on ne termine pas un livre, on l'abandonne ». Surtout, ajouterons-nous, si le sujet débouche sur de l'actualité aussi bousculante et hautement dramatique que celle de cette seconde semaine de décembre 1991...

Pendant que l'auteur en est à la phase finale de correction des épreuves, les téléscripteurs du monde entier crépitent du sensationnalisme de dépêches en provenance de Moscou. Elles annoncent l'institution soudaine d'une « Communauté d'États souverains » * composée de trois membres : les républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie (rebaptisée dans les circonstances, du nouveau nom de Bélarus). L'importance et l'inattendu de la nouvelle vaudraient bien un troisième train de « Conclusions », mais que les circonstances ne permettent pas. Ce Post-scriptum en tiendrait lieu avec ces quelques réflexions à chaud et, au moins, pour prendre acte.

Les dirigeants des trois républiques slaves, dans leur document du 8 décembre 1991, constatent d'abord que « l'URSS, en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique, n'existe plus » et de parler, plus loin, de « l'ancienne URSS ». Pas une prétention ni une revendication, mais, affirmativement, un constat. C'est l'Union so-

* On dira quelques semaines plus tard « Communauté des États indépendant », à laquelle on référera par le sigle C.E.I.

viétique dans son ensemble qui n'est plus et non pas seulement « le centre politique (qui) est mort », selon une expression courante des analystes ces derniers temps. D'ailleurs, ce grand corps politique donnait, depuis des mois moult signes d'un état de nécrose avancée. Des rumeurs d'un nouveau coup d'État avaient recommencé à circuler l'automne précédent et le président Gorbatchev y avait fait écho. Mais qu'Eltsine, lui-même, ait été au cœur du complot pour cette union « slave » prit par surprise le monde entier ! Ébranlé, l'homme du Kremlin s'abrita d'abord dans le légalisme constitutionnel, en évoquant l'autorité, tout ce qu'il y a de plus aléatoire, du [172] Congrès des députés du peuple, ainsi qu'en menaçant de recourir éventuellement à un référendum sur tout le territoire pansoviétique. Cette attitude strictement défensive n'allait pas durer.

En une large perspective d'histoire, l'observation la plus juste qui s'impose porterait sur le lancement éclatant d'un vaste regroupement d'ethnicité. - Mais les Ukrainiens ? - D'abord, ils sont slaves s'ils ne sont pas russes. D'ailleurs, les Ukrainiens portaient jadis le nom de « Petits-Russiens », ce qui établissait des rapports de parentèle avec les « Grands-Russiens » (Russes) et les « Blancs-Russiens » (Biélorusses). Réunies, les trois populations ont la force du nombre, du développement économique complémentaire et de la richesse relative. Elles détiennent surtout la force militaire, les établissements, bases et arsenaux nucléaires (sur ce dernier point, en partage avec le Kazakhstan, république s'étendant en Europe et en Asie, comprenant une moitié slave de sa population : 42% de Russes et 8% d'Ukrainiens). Le reste.... ce sont les républiques asiatiques et musulmanes, hors d'Europe et loin d'elle.

Avec l'élection de Leonid Kravtchouk en Ukraine, deux des trois présidents en cause ont été désignés au suffrage universel : symbole précieux et moyen de légitimation constituant un avantage encore rare en Union soviétique. Stanislav Chouchkievitz, le dirigeant de Belarus, a plus de chance d'obtenir le blanc-seing électoral que ne l'aura jamais, à l'échelle de l'ensemble, ce pur produit du PCUS que fut Mikhaïl Gorbatchev. La capitale de la nouvelle Communauté (qu'on traduit par Commonwealth en anglais) est Minsk. Le coup s'est tramé à Brest-Litovsk, ville dont le passé turbulent depuis deux siècles a forgé une longue habitude aux nombreuses allégeances successives. Eltsine, ou quelqu'un d'autre, aurait-il pu concevoir un coup de cette ampleur sur un fond d'histoire et de géopolitique plus signifiant et cohérent ?

L'autre observation majeure qu'on doit faire à propos de l'événement, c'est celle qui se rapporte à notre sujet : la guerre froide. Finie, elle ne semble pas devoir re-

commencer sous le conditionnement des espèces d'équilibre entre plusieurs *confusions* simultanées par lesquelles on perçoit tant bien que mal tous ces dédoublements de structures et de personnalités. Les commentateurs ont tôt fait de décréter que le tandem Gorbatchev-Eltsine, chacun donnant du mollet sur un pédalier en sens contraire, ne pourra durer longtemps encore. Une fois de plus, ils se sont rencontrés pour discuter de leur mutuelle incompatibilité ; dans les jours suivants, d'autres rencontres - dont rien n'a transpiré - semble indiquer la recherche de voies et moyens d'une compatibilité restant difficile et, au moins, provisoirement indispensable. Washington et les autres grandes capitales de l'Ouest cherchent à y comprendre quelque chose et, dans la [173] mesure où elles y arrivent de l'extérieur, elles n'y peuvent mais... Quant à voir venir, personne n'en aurait la prétention précise, sauf Robert Gates, responsable de la CIA, qui ne prévoyait que des catastrophes en séries pour le dur hiver qui vient. M. Baker a décidé d'aller voir sur place.

Boris Eltsine a ses entrées à Washington qu'il avait visitée quelques mois plus tôt. Pendant la crise, de Brest-Litovsk (à moins que ce ne soit de Moscou ?), il aurait eu un entretien téléphonique avec le président Bush. Eltsine ne rassure pas complètement, tout comme Gorbatchev qui n'inquiète pas absolument, tant la durée d'un légitimateur est au moins aussi importante que la présence d'un continuateur. Aussi longtemps que Gorbatchev reste le symbole de l'unité fictive d'une complexité en désintégration, il garde au moins l'utilité que peut avoir un monarque britannique aux heures de tourmente. Mais cela même dure de plus en plus malaisément dans l'exercice d'une fonction suprême qui, sur le papier, est plus puissante que l'autocratie tsariste ou staliniste.

L'Europe, toutes les Europes, et singulièrement celle des Douze, à ce moment-là réunie à Maastricht, ville des Pays-Bas, pour des exercices de plus en plus exigeants de son propre constructivisme, a exprimé son inquiétude par la voie de ses multiples porte-parole. La CEE s'était déjà embourbée dans sa mission de pacification entre Croates et Serbes. Ces planificateurs d'une nécessaire Eurocratie doivent chasser le cauchemar d'une Yougoslavie qui aurait la taille, des dizaines de fois multipliée, de « l'ancienne URSS », se mettant à se déchirer dans l'atrocité d'une guerre civile...

Il reste encore l'armée, la glorieuse Armée rouge, qui a joué apparemment son rôle de « grande muette » pendant ces années de la révolution gorbatchevienne - ou Perestroïka dont on avait commencé à oublier jusqu'au nom. Sa force de cohésion et de stabilisation s'est faite sentir lors du putsch raté du mois d'août et qui « était voué à

l'échec faute du soutien des militaires » (affirmait *Les Nouvelles de Moscou*, du 13 octobre 1991). Le même journal publiait un dossier de quatre pages sous le titre de « Le putsch, raté en août, réussira-t-il dans six mois ? » Le coup de Brest-Litovsk - qui n'était pas un putsch - se sera produit avec deux mois d'avance. Une armée, dans les périodes de troubles, peut autant constituer un décisif argument initial que terminal. Aussitôt qu'ils le purent après le lancement de la Troïka des républiques slaves ou « russiennes », Gorbatchev et Eltsine consultèrent, alternativement, la direction de l'armée (dont le premier avait limogé son chef quelques jours auparavant). Jamais auparavant n'était apparu autant symétrique ce bizarre duo de rivaux-associés que l'histoire présentera peut-être comme un couple de complices-garants.

[174] Pour l'heure, c'est Eltsine qui a encore la cote populaire, perdue depuis longtemps par Gorbatchev. Pour qu'aboutisse avec succès une politique du *fait accompli*, comme celle qu'ont lancé Eltsine et ses deux nouveaux comparses, il faut qu'elle ne soit pas sérieusement contestée dans le court délai. Ce serait plutôt l'inverse qui se produirait dès les premiers jours de la trinité communautaire avec l'adhésion, annoncée par Eltsine, du Kazakhstan (rien de moins), du Turkménistan, du Tadjékistan et « probablement » de l'Azerbaïdjan. À ce rythme, la *re-fédération* de toutes les républiques (à l'exception des trois baltes) ne saurait plus tarder...

Par longue tradition l'Armée rouge était la plus largement représentative des grands corps du régime communiste : contingent et géographie obligent. On pouvait même dire la plus « démocratique » dans un système à parti unique ; ce n'était qu'à tel rang des officiers jusqu'aux « maréchaux politiques » que l'armée était politisée. Depuis 1917, cette organisation n'a jamais favorisé les poussées ni les attentes du type bonapartiste. Meurtrie par la sale aventure afghane, non compromise par le sordide complot du putsch, l'Armée rouge devrait être appelée à remplir un rôle de stabilisatrice et de garante transitoire. Dans la mesure où elle sait de qui viennent les ordres, et à condition qu'ils ne soient pas déraisonnables, elle obéira et fera obéir, y voyant l'accomplissement d'un devoir civique avant que d'être militaire. Ainsi l'exigent le marché de la glasnost surabondante et... celui des pénuries alimentaires ! Et, aussi, les relations internationales, les capitales étrangères, à commencer par celles de l'Ouest, se ralliant à qui sera derrière l'exercice d'un contrôle effectif, mais mesuré, d'une population qui en a assez depuis longtemps !

Enfin, la question des armements nucléaires qui nous ramène dans le droit fil de la dynamique de guerre froide. Ces dernières années, nombre de traités de désarmement

ou de destruction d'armes ont été signés : sont-ils, seront-ils exécutés ? C'est la grande préoccupation des États-Unis et des pays occidentaux. Mais il y aurait pire : naguère, les États nucléaires concluaient des accords pour empêcher la prolifération et la dissémination de telles armes, comme les 27 000 ogives nucléaires stationnées sur le territoire soviétique. Aujourd'hui on parle de la possibilité de « vente » ou de « contrebande » à des puissances étrangères dont certaines sont contiguës au territoire de l'URSS : bref, un risque devenant sérieux de terrorisme nucléaire. Outre qu'il y a des difficultés techniques difficilement surmontables à de telles opérations, nous devons n'y voir que des risques seconds, mais non « mineurs », de guerre froide. Pour sa part, le chef de l'Armée de l'air soviétique (on dira bientôt « russe ») a assuré les lecteurs du journal allemand *Die Welt* qu'aucun « cinglé » ne pourrait [175] s'emparer des armes nucléaires du pays. Quant aux risques premiers, ceux d'une reprise de la Guerre froide elle-même, ils restent presque impensables.

Retour à l'Union soviétique en désintégration, cherchant un motif d'espoir raisonné et n'en voyant guère à cette date du 12 décembre 1991, comment conclure avec plus d'à-propos que par son envers, soit par ces deux phrases où passe plutôt la désespérance, en termes argotiques, d'Alexandre Soljenitsyne :

Ces trois quarts de siècle nous ont laissés si emmisérés, si enordurés, si las et si désespérés que beaucoup d'entre nous sentent leurs bras tomber et qu'il nous semble que seule une intervention du Ciel peut nous sauver.

Mais le Miracle n'est pas envoyé à ceux qui ne marchent pas à sa rencontre » (*Comment réaménager notre Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces*, Paris, Fayard, 1990, p. 30).

[177]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Annexe A

Au carrefour des « fins » : de l'idéologie, de la guerre froide, du siècle, de l'histoire

[Retour à la table des matières](#)

De leur nature, les faits caractéristiques de « guerre froide » ne sont pas facilement réductibles s'il reste, toutefois, possible de décomposer le phénomène au plan analytique et d'en suivre les sériations chronologiques. C'est ce à quoi s'appliquait ce petit livre. La Guerre froide apparaît, avant toute chose, comme un sujet particulièrement débordant : dans l'espace d'abord, par diverses actions successives sur des théâtres changeants, premiers, seconds et tiers ; dans le temps aussi, par une série d'événements qui, sur un demi-siècle, rempliraient une très longue fiche signalétique et dont les dernières lignes seraient encore blanches, ne comportant que des signes d'interrogation au sujet de sa fin réelle et définitive, ou sur une éventuelle récurrence et, si oui, selon quelles circonstances ?

Au terme d'une première conclusion, nous arrivions à une espèce de carrefour de fins-« terminaison » dont la Guerre froide n'était plus que l'un des quatre embranchements. Cette annexe propose de prendre un peu de champ, à partir des dernières citations utilisées en cette conclusion, en reconsidérant comme un fait typique de « guerre

froide » l'événement que fut la publication du texte de Francis Fukuyama sur « la fin de l'histoire ».

[178]

I

Cet article vaut, en effet, plus que quelques demi-boutades en prenant congé du lecteur. L'extraordinaire retentissement qu'a connu un texte d'une vingtaine de pages provient d'autres causes que celles, pourtant très réelles, du brio dialectique de l'auteur, de sa position de conseiller de rang supérieur en politique étrangère, et même du saint patronage d'un Hegel *kojevisé*¹⁴⁶ mais aussi invoqué après une brève critique discriminante par Fukuyama. Comme pour toute thèse discursive s'enveloppant sous la forme d'un bref essai de circonstance, le développement se déroulait à l'affirmative et selon d'inévitables raccourcis. Toutefois, la plupart des commentateurs n'auront pas saisi que cette « thèse » pouvait bien n'être qu'une hypothèse autant interrogative qu'exploratoire, comme le signalait le point d'interrogation à la fin du titre, et qu'ils avaient tendance à oublier ou à laisser tomber : La fin de l'histoire ?

¹⁴⁶ Fukuyama ayant été introduit, Hegel ne requérant pas de présentation, deux mots sur le personnage demi-léendaire et mal connu d'Alexandre Kojève. Né à Moscou en 1902, d'origine bourgeoise et faisant partie de l'intelligentsia, il émigre en France au lendemain de la Révolution de 1917 sur le conseil d'Alexandre Koyré. Après un doctorat en Sorbonne, il succède à son mentor à l'École pratique des Hautes Études, où il va graduellement asseoir sa réputation de grand hégélien (classe peu fréquentée où vont se retrouver aussi un Eric Weil et un Jean Hippolyte). C'est la partie légendaire et mystérieuse d'un extraordinaire magistère d'influence sur toute une génération d'intellectuels français, alors étudiants ou jeunes chercheurs des années 1930. Bizarrement - ou tout naturellement ? - à l'instigation d'un de ses anciens étudiants, Robert Marjolin, il sera, après la guerre à l'emploi d'organisations économiques, comme le ministère de l'Économie sous Mendès-France et l'OCDE, vouant ses dernières années au service du Marché commun et à l'étude des relations économiques internationales. Il mourra à la tâche après une réunion du Marché Commun à Bruxelles le 4 juin 1968. Son principal ouvrage, auquel après tant d'autres Fukuyama rend hommage, reste son *Introduction à la lecture de Hegel* (Paris, Gallimard, 1947), transcription de ses cours à l'EPHE. Chez Grasset en 1990, Dominique Auffret publiait : *Alexandre Kojève : la Philosophie, l'État, la fin de l'Histoire*. Enfin signalons l'extraordinaire « mise au point » que Léo Strauss adressa à la philosophie de Kojève (plutôt un « philosophe » qu'un « intellectuel ») dans son livre *De la tyrannie* (pour l'édition française, Paris, Gallimard, 1954, de nouveau publié dans la collection « Folio » en 1983). Ce texte (p. 281-344) était précédé de celui de Kojève, « tyrannie et sagesse » (p. 215-280). De ce « débat impressionnant » Allan Bloom soutient qu'« il se peut que ce soit la confrontation publique la plus profonde qui ait eu lieu entre deux philosophes de notre siècle », s'agissant « d'amis au sommet de leur puissance intellectuelle, qui divergeaient totalement sur les réponses mais étaient d'accord sur les questions, et capables tous deux de discuter sans lourdeur des problèmes les plus graves » (Allan Bloom, « Le moment de la philosophie », *Commentaire*, n° 47, automne 1989, p. 472).

Ce détail typographique avait tout de même l'importance d'affecter d'un coefficient d'indétermination l'ensemble propositionnel soumis par l'auteur. C'est, en effet, quelque peu différent de traiter positivement de « la fin de l'histoire » que de s'interroger sur « la fin de l'histoire ? » Mais, dans cette dernière démarche même, l'auteur doit au moins en parler selon un mode suffisamment affirmatif pour montrer la pertinence de la question et la plausibilité des preuves ou indices avancés. Cette sorte de malentendu étant un fait fréquent dans les échanges intellectuels de ce type, il n'y a pas lieu d'insister. Outre les facteurs explicatifs de la prodigieuse diffusion du texte mentionné plus haut, il faut encore ajouter celui de sa très grande opportunité : au moment d'une Guerre froide finie ou s'achevant, comment ne pas sentir, surtout aux États-Unis, le besoin d'entendre quelque chose de plus large ou de plus profond sur la portée de l'événement majeur d'une époque ? Disons qu'en gros les vues hardies, sinon provocatrices, de Fukuyama constituaient ce que beaucoup de gens attendaient, et ils en prirent connaissance au moment précis où ils l'attendaient le plus. L'interprétation du phénomène s'inverserait aussi bien en constatant qu'il revêtait aussi l'aspect d'un symptôme. Après une si longue période angoissante, vécue depuis Truman et Staline, il devenait réconfortant de se rendre compte que, vraiment, cette *Cold War* était *over*, et que surtout, eux, les Américains, l'avaient gagnée ; et davantage encore, de se faire dire que leur République impériale (selon le titre d'un ouvrage de Raymond Aron) avait, tout ce temps agi « dans le sens de l'histoire » puisque sa diplomatie armée en amenait « la fin » au sens bénéfique de Hegel, réactualisé par Alexandre Kojève.

[179] Un tantinet ironique, Irving Kristol se déclarait « enchanté d'accueillir G.W.F. Hegel à Washington. Il contribuera certainement à élever le niveau intellectuel de l'endroit (...). Mais point trop n'en faut ! Un peu de Hegel, oui, mais pas de Heidegger ¹⁴⁷ ». Chez d'autres intellectuels, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, la réaction souvent ne dépassait pas le mouvement d'humeur : « niaiserie », « idée saugrenue », « notion ridicule », « babillage », etc. Dans un texte justement intitulé « La fin de l'histoire n'a pas eu lieu », Krzysztof Pomian rapportait que

¹⁴⁷ « L'ennemi, désormais, c'est nous » dans *Commentaire*, n° 48, hiver 1989-90. À la page suivante, Kristol écrit : « Nous sommes tous tellement néo-hégéliens qu'il n'est pas facile de rejeter ou de réfuter sa brillante analyse. En vérité, elle est très persuasive. Rejeter Hegel sans autre forme de procès, cela équivaut à couper ses propres amarres intellectuelles et se perdre en mer (...). Nous avons peut-être gagné la guerre froide, ce qui est bien ; mieux que bien, magnifique. Mais cela veut dire que désormais, l'ennemi, ce n'est plus eux, c'est nous » (p. 680, 681).

« quelques mauvais esprits se sont demandé s'ils n'avaient pas affaire à un gag dans le meilleur style de Buster Keaton. Les intentions de l'auteur nous sont inconnues. Mais il est de fait que personne n'a ri (...). Et la fin de l'histoire a commencé une carrière médiatique vertigineuse à l'échelle mondiale, qui aurait à coup sûr laissé pantois Hegel lui-même dont la modestie n'était pourtant pas la plus forte des vertus ¹⁴⁸ ». C'est ainsi qu'une idée à la fois obscure et grandiose - à l'instar justement de celle du « dépérissement » de l'État chez Engels et Marx, eux disciples dissidents de Hegel - devint un fait d'actualité politico-intellectuelle autour duquel passablement de monde s'est mis à s'exciter.

Mais d'ordinaire et, en l'occurrence, ce fut le cas : l'excitation était plutôt négative. Dans une petite recherche fort incomplète il est vrai, nous n'avons trouvé qu'un seul nom, parmi ceux qui comptent comme l'on dit, à donner un traitement hautement favorable au résultat de l'audace intellectuelle du jeune essayiste. Allan Bloom le connaîtrait d'autant mieux pour en avoir été le professeur. Selon lui, l'apport capital de Fukuyama aura été d'avoir « fait voir aux hommes pratiques la nécessité de la philosophie, à présent que l'idéologie est morte ou moribonde, pour ceux qui désirent interpréter la situation tout à fait nouvelle dans laquelle nous nous trouvons ¹⁴⁹ ». Cette situation nouvelle, c'est évidemment le dépassement de la seconde Guerre froide.

D'autres critiques réticents pour diverses raisons, tenant davantage à la nature du procédé qu'aux insuffisances de l'auteur, lui concèdent une approbation mesurée. Tel Pierre Hassner : « Je pense non seulement que cet article est brillant et stimulant, mais aussi que sa thèse est plus juste que fausse ¹⁵⁰ ». Ou encore Jean-François Revel : « Je suis en accord complet avec le fond de la thèse de Francis Fukuyama. Mais je pense que la victoire du libéralisme, qu'il proclame à juste titre, est plus une victoire morale et virtuelle qu'une réalité concrète. Il minimise beaucoup trop le rôle des lenteurs et des régressions dans l'histoire ¹⁵¹ ».

Il était naturel que surgissent nombre de réserves de cette nature, nullement déloyales à la brièveté de la dissertation ¹⁵² ou au dessein de son auteur. À un certain

¹⁴⁸ *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990, p. 259.

¹⁴⁹ *Commentaire*, n° 47, automne 1989 p. 472.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 473.

¹⁵¹ *Commentaire*, n° 48, hiver 1989-90, p. 669.

¹⁵² Nous ne trouvons pas indifférent de signaler que le texte de Fukuyama tenait en 15 pages de *National Interest* et en 12 de *Commentaire* (fortes pages il est vrai, sur deux colonnes).

degré d'abstraction dialectique et de généralité du [180] long terme en histoire, beaucoup d'esprits pratiquant les analyses sociales contemporaines se refusent d'accéder, ou encore décrochent après un premier effort même devant un texte écrit dans une langue d'une remarquable clarté. D'autre part, on peut très bien justifier la position philistine et dire : « Le long terme, connais pas ! Seul le court terme m'intéresse, puisqu'il est celui de ma vie se vivant et qui est brève. Le long terme, enregistré dans le passé, ça peut toujours aller. Mais pour ce qui s'en vient, d'après la si faible connaissance qu'on en a actuellement, je m'en méfie ! » Mais enfin, pour qu'une critique porte il importe de bien distinguer initialement si on suit l'auteur sur son terrain ou si c'est le terrain où il se situe qu'on met en cause a priori. Notre impression des critiques dont nous avons pris connaissance, est que très peu de lecteurs se sont placés à l'intérieur du terrain cartographié par l'auteur. Ce serait peut-être le cas du directeur de la revue *The New Republic*, Léon Wieseltier, dans un article intitulé « Les trouble-fête ». Ses observations sont d'un genre abrupt : d'abord, sur l'« Idée » hégélienne qui « n'a rien à voir avec « la rubrique de l'idéologie »... Pour ce qui est de « la fin de l'histoire », nullement une notion hégélienne, on serait mieux avisé d'y voir « un cadeau involontaire du christianisme au marxisme ». Cette autre critique est encore plus drue et probablement exagérée : « Fukuyama a l'air de croire qu'elle (la nature humaine) a changé en 1985, quand glasnost et perestroïka mirent un terme à la charade communiste. Pour croire à la fin de l'histoire, il faut croire à la fin de la nature humaine, ou du moins de sa capacité pour le mal ¹⁵³ ». Voilà qui dit bien ce que Wieseltier veut dénoncer : une pure croyance utopique. Il est sans doute loisible de viser d'un pied plus ferme ¹⁵⁴.

Un des premiers politologues à avoir signalé l'importance du thème de la « décadence » en science politique ¹⁵⁵, Samuel P. Huntington, soutient que, s'il y a une fin de quelque chose, c'est celle de « l'influence contagieuse » du marxisme ¹⁵⁶. Il constate aussi qu'il n'y a pas manque de carburant idéologique de suppléance, sous la forme de nationalismes fanatiques, d'intégrismes religieux ou de toutes autres espèces de

¹⁵³ *Commentaire*, n° 49, printemps 1990, p. 88, 89.

¹⁵⁴ Ainsi, en conclusion, Wieseltier écrit : « La bonne nouvelle apportée par Fukuyama n'évoque pas pour moi Hegel mais Kant ; elle me fait penser à l'expansion lente mais constante de l'« union pacifique » des États libéraux, une union qui croit en une « paix parfaite » mais ne s'attend pas à la voir, une union toujours menacée et toujours complète » (ibid., p. 89).

¹⁵⁵ « Political development and political decay », *World Politics*, XVII, 3, avril 1965, p. 386-430.

¹⁵⁶ « On ne sort pas de l'histoire : à propos de l'article de Francis Fukuyama », *Commentaire*, n° 49, printemps, 1990, p. 69.

fondamentalismes et de terrorismes pour remettre l'histoire en marche ! Cette vague de la fin de l'histoire, lancée par l'article percutant de Fukuyama en 1989, s'est trouvée à se substituer au déferlement des travaux sur le thème du « déclin », dont le livre de Paul Kennedy était le plus notoire ¹⁵⁷. Une « marotte intellectuelle », selon l'expression de Huntington, chasse l'autre. D'autant que *l'establishment* américain en politique étrangère tenait comme une vérité bien fondée la fin de la Guerre froide. Mais ce résultat peut aussi bien impliquer « une instabilité, une imprévisibilité et une violence [181] accrue dans les affaires internationales » et il se peut même « qu'elle signifie la fin de la longue paix ». Et notre auteur de soulever trois ordres d'objections à la proposition générale d'une fin de la guerre : « D'abord, les démocraties sont encore fort minoritaires parmi les régimes de la planète (...) En second lieu, si le nombre des États démocratiques va croissant, il a tendance à croître irrégulièrement, selon la formule « deux pas en avant, un pas en arrière » (...). Enfin, il se pourrait que la paix entre États démocratiques fût causée par certains facteurs accidentels extérieurs et non par la nature de la démocratie ». On retiendra une réflexion finale de vieux sage : « Espérer que l'histoire finisse bien, c'est humain. S'y attendre ce n'est pas réaliste. Tirer des plans là-dessus, c'est désastreux ¹⁵⁸ ».

L'internationaliste Robert W. Tucker semble d'avis, pour sa part, que l'important est de continuer à bien observer les modifications concrètes de la Guerre froide en ses diverses phases successives. Les lignes suivantes reçoivent notre accord complet : « Après tout, l'atténuation du conflit a commencé il y a déjà longtemps. Rien de ce qui s'est produit durant plus d'un quart de siècle après la crise des fusées de Cuba n'a approché la dureté des relations soviéto-américaines dans les années de la Guerre froide « classique » (1947-1963). Même le début des années 80, qu'on a souvent appelé la « Guerre froide II », n'a été qu'un pâle reflet de la période précédente (...). Nonobstant la persistance de la Guerre froide, les deux puissances ont beaucoup appris sur la façon de se conduire l'une vis-à-vis de l'autre ». Mais ce n'est pas dire pour autant que ce soit déjà « Le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie occidentale libérale » (selon la forte affirmation de Fukuyama). Tout de même quel chemin parcouru ces dernières années ! Et Tucker va jusqu'à admettre que « la fin de l'histoire prévue en 1989 représente un virage à 180°

¹⁵⁷ Paul Kennedy, *The rise and fall of the Great Powers*, New York, Random House, 1987 ; en français, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1989.

¹⁵⁸ Huntington, article cité de *Commentaire*, n° 49, p. 66, 67, 69.

par rapport à celle qu'on prévoyait en 1981 ¹⁵⁹ ». Nul contemporain ne sera sur cette planète pour assister si, d'aventure il se produisait, au complément du virage par un autre 180° : tel serait le premier précepte d'un sain scepticisme ?

II

Les modes intellectuelles méritent l'attention autant par les situations qui les rendent possibles que par les fonctions sociales qu'elles remplissent. Après la floraison des publications économico-historique sur le sujet du *déclin*, ou stratégique-historiques sur celui de grandes puissances, il pouvait devenir quelque peu réconfortant d'entendre une voix élargissant [182] les perspectives et surtout étirant la prospective jusqu'en historicité future ! Et cela sans mettre en cause les intentions du penseur Fukuyama, ni les arrière-pensées présumées de son employeur.

À ce propos, il n'est pas indifférent de rappeler le moment précis où l'auteur-planificateur a écrit son brillant essai. Il ne l'a pas conçu dans la fièvre lyrique d'exultation des « révolutions de velours » ou du (bellement) « fol automne » de 1989, non plus que dans la phase dépressive du massacre, heureusement isolé, de la Place Tian An Men en juin de la même année. Son texte fut rédigé dans la quatrième année de la « révolution » gorbatchevienne de la perestroïka et de la « nouvelle pensée » en politique extérieure soviétique. Il faut recevoir cette pièce de la même façon qu'elle a été conçue, soit comme l'acte d'une pensée réflexive par un penseur attitré, rattaché à un office de planification en politique étrangère, à un moment où la Guerre froide était déjà engagée sérieusement dans le processus de ce qu'il conviendrait peut-être d'appeler sa propre dissolution. Si la tendance enregistrée se confirme vers quoi allons-nous ? On ne s'attaque pas à pareil questionnement sans extrapolations hypothétiques. Il eût peut-être été plus prudent de le dire expressément que de dévaloriser une issue heureuse par « l'ennui » ou la « nostalgie » si jamais pareille évolution se produisait (voir la fin de nos Conclusions 1).

Le propos de nature circonstancielle de ces présentes réflexions en annexe nous dispense d'aborder le noeud de l'argumentation proprement philosophique, sortie de la « collaboration » triadique Hegel-Kojève-Fukuyama. Et nous justifie aussi, du moins

¹⁵⁹ *Commentaire*, n° 49, p. 85, 81.

espérons-le, de ne pas pénétrer sur un terrain fort rocailleux aussi étrangement planétaire qu'un paysage lunaire. Que pourrions-nous dire de pertinent, par exemple, de cette notion centrale et synthétique d'un « État universel et homogène », dans lequel « toutes les contradictions antérieures sont résolues et tous les besoins humains satisfaits » ? Même si nous étions à la hauteur du sujet, qu'y pourrions-nous ajouter au plan, sinon élaboratif, seulement explicatif dans un si court exposé ? Nous préférons déclarer forfait, mais avec la claire conscience de ne pouvoir rendre justice à une richesse de pensée dont la virtuosité expressive n'est que la première qualité frappante.

Tout au moins, complétons la suite de l'extrait qu'on vient de citer sur « l'État universel et homogène », afin de pointer une certaine parenté avec le sujet qui sera traité en Annexe B et portant sur la doctrine du « dépérissement » de l'État chez Engels et Marx. Ainsi, continue Fukuyama en interprétant la pensée de Kojève, « il n'y a plus ni lutte ni conflits à propos de « grand s » problèmes et, par conséquent, il n'y a plus besoin de généraux ou d'hommes d'État : ce qui demeure, c'est, essentiellement, l'activité économique ». Cette phrase aurait pu s'intercaler, [183] telle quelle, dans un extrait d'un texte typique d'Engels que nous reproduirons dans l'Annexe qui suit.

Sans instinct forcené de polémiste, Francis Fukuyama, qui était de taille à se défendre, répliqua tout de même aux arguments acidulés de la petite cohorte de ses contradicteurs ¹⁶⁰. Les divisant d'abord dans les deux catégories de ceux qui avaient saisi sa thèse (ou hypothèse originale ?) et ceux qui étaient passé à côté, il disait de ces derniers qu'ils n'avaient rien compris au sens des définitions et propositions hégéliennes. Ainsi, que l'avenir réserve à l'humanité encore nombre d'épreuves tragiques ne contredit pas l'axiomatique d'une fin de l'histoire. Le point décisif n'est pas dans la survenance de tels événements mais bien dans les idées qui sont à leur base et les

¹⁶⁰ Nous ne retiendrons que la réponse que Fukuyama produisit en janvier 1990, soit cette fois, dans la foulée des événements de l'automne 1989. Il reprenait des éléments de la dialectique hégélienne, thèse et anti-thèse, etc. et rappelait que « the end of history means not the end of worldly events but the end of the evolution of thought about such principle (including those governing political and social organization) ». Cette partie du monde qui a atteint la fin de l'histoire est bien autrement préoccupée avec l'économie que par la politique ou la stratégie. En conclusion, il admet que « we are not quite yet on the other side of history. The spread of liberal democracy does not happen automatically or in a linear fashion ». Et voici, pour ainsi dire, le coup d'envoi : « It is American and European business acting in its own long-term self interest, that will have to provide the East with the wherewithal to rejoin us at the end of history ». Tiens, tiens ! Mais nous allions oublier de donner la référence de ce texte. Elle ne surprend pas lorsqu'on sait que c'était : *Fortune*, n° du 15 janvier 1990, p. 75-78. En sommaire du magazine, cet exergue mis en évidence sous une photo de l'auteur, souriant : « The universal homogeneous state : liberal democracy combined with easy access to VCRs and stereos ».

inspirent, et on ne les voit pas concurrencer effectivement le principe du libéralisme démocratique. D'autre part, il rejette l'objection portant sur une modification de la nature de l'homme et oppose plutôt l'espèce de postulat hégélien selon lequel la nature humaine est le produit de l'homme lui-même dans le cours de son évolution transhistorique.

Ce qui importe donc est la direction de cette évolution qui va dans le sens de l'égalitarisme démocratique. (Pour la sociologie du phénomène, voir évidemment Alexis de Tocqueville...) Quant à la résurgence d'une nouvelle guerre froide (la troisième ?), si elle devait se produire, ce ne serait certes plus au nom du marxisme-léninisme, déjà enterré comme religion séculière de salut qui s'opposait frontalement au libéralisme démocratique depuis plus d'un siècle.

Il serait intéressant de voir comment, d'ici quelques années qui ne sauraient être immobiles, ni terminales, Fukuyama réactualiserait l'étayage de son argumentation sans avoir à modifier la structure centrale de sa thèse. Car il reste entendu qu'au niveau propre où l'hégélianisme situe la philosophie de l'histoire, le jeune maître d'Iéna, qui est aussi le plus mûr de Berlin, ne peut avoir tort - pas plus, en tout cas, qu'avoir raison : dans les deux cas, totalement, s'entend.

[187]

FINIE... LA GUERRE FROIDE ?

Annexe B

Du « dépérissement » à la « perestroïka »

[Retour à la table des matières](#)

Le rapprochement entre ces deux termes, si éloignés dans, le temps, pourra étonner : d'une part, l'évocation du *dépérissement* de l'État comme thème, depuis longtemps périmé, de la dogmatique marxiste des origines ; de l'autre, la restructuration de l'État soviétique d'aujourd'hui dont le slogan gorbatchevien *perestroïka* exprime l'effort, proprement gigantesque et combien risqué, de sortir cet État d'une situation d'échec consacré et désormais de plus en plus difficilement soutenable. Dépérissement et restructuration sont d'une antinomie logique presque parfaite. La glasnost, ou transparence, devenait le jumeau terminologique et servant, pour ainsi dire, d'appoint à cette restructuration. À l'usage, chacun de ces termes sous-entend l'autre.

À l'État socialiste qui dépérit ou s'éteint selon un point majeur de la doctrine officielle, répond, dans les faits après trois quarts de siècle d'expérimentation historique, l'État soviétique qui se reconstruit, ou tout au moins y prétend, pour assurer une nouvelle vitalité à sa propre perpétuation. Chez les grands ancêtres, Engels et Marx, le dépérissement relevait de l'ordre de la prophétie eschatologique - ou, si l'on préfère, constituait l'expression, aux confins de l'utopie, d'un beau rêve collectif. Bien diffé-

rentes, la perestroïka et sa compagne obligée de la glasnost ne sont pas de même espèce, se présentant plutôt comme des programmes d'action résolument réformistes dans le concret quotidien de la vie soviétique.

[188] Ces vocables russes sont d'une grande commodité terminologique pour désigner en d'autres langues un phénomène qui, bien qu'inachevé, sera probablement considéré comme le plus important fait historique depuis la Seconde Guerre mondiale. D'autant que le degré de la surprise générale fut à la mesure même de l'éclat de l'Événement. Il nous a paru intéressant d'associer ces deux notions de dépérissement et de restructuration du fait de leur polarisation sémantique et historique.

***Le dépérissement de l'État :
« Au gouvernement des personnes se substitue
l'administration des choses... » (Friedrich Engels)***

L'apport du marxisme des origines à l'élaboration de la théorie de l'État moderne n'a jamais été considéré comme un des points forts de cette philosophie. Rien d'étonnant : Adam Smith n'ayant pas de raison a priori de s'occuper de l'État, Karl Marx, penseur antinomique du premier, non plus ne s'en préoccupait guère si ce n'est d'une manière profondément antipathique pour ce sujet. L'affirmation la plus révélatrice à cet égard et la plus souvent citée est ce passage du *Manifeste du parti communiste selon lequel* « le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ¹⁶¹ ». Aussi bien sur la nature de l'État que sur les rapports entre États, la pensée marxiste apparaît plutôt pauvre, réductionniste et peu imaginative. Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx présente l'État comme un « effroyable corps parasite » qui « bouche tous les pores » de la société française ¹⁶². Un corps de pensée globalement extra-étatique ne fut pas long à s'affirmer carrément anti-étatique.

Toutefois, bien que l'État n'ait pas été un objet primordial de cette pensée, la sociologie générale de Marx n'en demeure pas moins « attentive à la pluralité des trajec-

¹⁶¹ Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste* (traduction J. Molitor), Paris, Alfred Costes, 1947, p. 58.

¹⁶² Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Pauvert, 1964, p. 346.

toires historiques ¹⁶³ » et, en particulier, il aura perçu avant d'autres le rôle décisif des appareils bureaucratiques dans la modernisation graduelle de l'État occidental. En se situant au plan du marxisme des origines, une question théorique ou, pour ainsi dire, hypothétique vaut en particulier d'être rappelée : celle de l'extinction par « dépérissement » de l'État dont on ne parle plus guère aujourd'hui. Toutefois, elle conserve de l'intérêt théorique, ne fût-ce que pour les raisons qu'on vient de signaler en introduction.

D'abord, le marxisme fut peut-être la seule des grandes doctrines sociales à prévoir et même à prôner l'extinction d'au moins une certaine classe d'États, les États socialistes. D'autre part, l'histoire de ces États a apporté la plus flagrante des dénégations à la prévision, sans doute trop généreuse, des pères fondateurs : non seulement l'État ne s'est-il pas [189] engagé nulle part sur la pente du dépérissement, mais là où il s'était implanté, il n'a fait que se renforcer de façon continue. Et la tentative actuelle de Gorbatchev s'analyse comme une série de transformations radicales en vue de constituer un État avec une puissance d'action plus effective, donc non pas moins fort.

Un récent historien de la tradition intellectuelle de l'État montrait opportunément que l'écolier Marx avait été exposé aux idées de Saint-Simon avant que de connaître Hegel ¹⁶⁴. Ayant digéré son propre romantisme, puis réfuté Feuerbach après avoir subi son influence, Marx franchira une étape intellectuelle décisive en opérant son célèbre renversement de la dialectique hégélienne. Remettant cette philosophie à l'endroit « de la tête sur les pieds », Marx soutient que l'évolution du réel détermine l'évolution des idées et des faits humains et non pas l'inverse comme l'affirmait Hegel. L'idéalisme de ce dernier, comme du reste de toute « idéologie », comporte ce vice de maintenir une rupture entre le particulier et l'universel, entre la vie privée et la vie publique. Marx ne voyait qu'une mystification dans la proposition hégélienne de subordonner dans l'État les intérêts particuliers à l'intérêt universel. La société civile est la réalité première tandis que l'État est une pure idéalisation. Loin d'être le signe de la liberté humaine, l'État est plutôt l'instrument très puissant de l'aliénation politique.

¹⁶³ Selon l'expression de Bertrand Badie et de Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979, p. 16.

¹⁶⁴ « Marx (as a school boy) was exposed to the ideas of Saint-Simon before those of Hegel (...). The tensions between the positivist and dialectical aspects of Marxism reflected its legacy from Saint-Simon (France) as well as Hegel (Germany) », Kenneth H. F. Dyson, *The State tradition in Western Europe*, New York, Oxford University Press, 1980, p. 160.

Marx avait effectué tout naturellement le passage du terrain de la philosophie et de la politique au domaine plus concret, et décisif, de l'activité socio-économique.

Dans sa fameuse préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, qui est de 1859, Marx a résumé son propre cheminement en la matière. C'est l'activité économique qui est la base réelle, en même temps que contradictoire, de la vie sociale. Au-dessus, s'élève un édifice politico-juridique que surplombe l'État. Loin de réduire les contradictions, celui-ci les maintient et accentue même les conflits qui surgissent dans la vie économique. Toutefois, Marx n'a pas mené à terme une théorie plus élaborée de l'État. *Le Capital* est resté une oeuvre tronquée, démunie des passages relatifs à l'État et aux classes sociales qu'elle devait contenir. Il ne se trouve pas de synthèse théorique de l'État chez Marx. Quant au reste, la primauté des rapports de production, une hiérarchie nouvelle des instances et tant d'autres propositions et conséquences, colportées en *vulgate* marxiste, sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire d'y faire ici des rappels.

Il fallait plutôt signaler le retournement marxiste des deux dialectiques ; mais l'insistance ne doit pas faire oublier une autre forme d'inversion, non moins radicale, dès lors que Marx voyait dans l'État, non pas une institution centrale dans la société, mais rien de moins, finalement, [190] que la forme même de la société capitaliste, au service des intérêts quasi exclusifs de la bourgeoisie. Se trouvaient comme éliminés d'un trait tous les apports d'un ensemble processuel - histoire et doctrine - qui, ayant mené à la constitution de l'État, conduira dans la suite à des tentatives diverses pour s'en protéger comme pour en profiter. L'évocation de l'anti-étatisme de Marx serait d'une expression trop faible ; il faut plutôt parler de son anti-juridisme foncier qui, du reste, n'allait pas rendre la partie facile aux futurs créateurs et constituants de l'État socialiste.

Va pour abolir l'État, parce que capitaliste et source abondante des aliénations sociales ; va, encore, pour le réduire à la fonction d'un « appareil » pour ce qui doit, malgré tout, en persister. Mais subsiste encore la nécessité d'un principe de droit pour lier, par en haut, les arrangements politiques inévitables et nécessaires à toute vie sociale. Ici, la mystification marxiste-léniniste ne sera pas moindre que celle des penseurs politiques des siècles précédents lorsque les révolutionnaires d'octobre prétendront raffermir leur pouvoir au nom de la dictature du prolétariat en attendant d'ins-

taurer beaucoup plus tard l'État du peuple entier ¹⁶⁵. Quel qu'en soit le fondement, c'est toujours l'indispensable fonction ordonnatrice de légitimation de l'État qui doit continuer à s'exercer d'une façon ou de l'autre.

La célèbre thèse du « dépérissement » de l'État socialiste fut conçue pour illustrer l'accession à la « phase supérieure du communisme ». Praticiens et théoriciens non-socialistes ne considèrent pas l'hypothèse d'un État s'achevant ou finissant par être remplacé par autre chose. Les pères fondateurs du marxisme ont eu cette audace - ou cette naïveté ? - visionnaire de prononcer la condamnation de l'État, même socialiste, qui aurait préalablement aboli ou détruit l'État bourgeois. Ainsi, pourrait se clore, sur la plan théorique tout au moins, le cycle d'existence de ce qu'on a déjà appelé « l'État historique » quelque six ou sept siècles après être apparu dans l'histoire des hommes.

Le Grand Reich hitlérien devait exalter sa volonté de puissance pendant « mille ans » : il n'a pas duré douze années (1934-1945). Après trois quarts de siècle d'existence, le régime révolutionnaire, institué par Lénine en 1917, ne « dépérit » toujours pas, ne semble précisément pas en voie de « s'éteindre » malgré les risques, qui furent sans doute calculés, que comportaient les audacieux récents plans de réforme de Mikhaïl Gorbatchev. Les autres exemples historiques dont on puisse faire mention ne sont que très partiellement ou faiblement analogiques : la Commune de Paris que Marx, contemporain, avait observée sans vouer beaucoup d'admiration à ses meneurs, ou beaucoup plus tard les mesures d'autogestion sous la Yougoslavie titiste, ou encore, les exemples moins [191] poussés et plus éphémères du Chili d'Allende et du Portugal de la Révolution des Oeillets.

¹⁶⁵ Entendons l'interprétation actuellement prévalente d'un constitutionnaliste soviétique sur le chemin parcouru : « L'État de la dictature du prolétariat continue d'exister pendant un certain temps, après la fin de la transition, jusqu'à l'édification d'une société socialiste développée. À ce moment, les traits en train de s'estomper se confondent avec les nouvelles données du gouvernement de tout le peuple. Ce dernier finit à la longue par prédominer. En Union soviétique, le point culminant de ce processus a été l'adoption d'une nouvelle constitution en 1936. Pour diverses raisons cependant, l'Union soviétique est restée une dictature de prolétariat jusqu'à la fin des années 1950 (...) À l'heure actuelle, l'URSS est le seul exemple d'un État socialiste de tout le peuple. Mais l'État de tout le peuple est une étape nécessaire du développement des autres pays socialistes, même s'il doit revêtir des formes singulières » (Veniamine E. Tchirkine, « Les formes de l'État socialiste », dans *l'État au pluriel*, (sous la direction d'Ali Kazancigil), Paris, Economica, 1985, p. 269, 273).

Saint-Simon ¹⁶⁶ est généralement considéré comme l'« inspirateur direct » de la théorie du dépérissement de l'État ¹⁶⁷. Son paradoxe, tant de fois rappelé (« Supprimez trente ingénieurs et la société ne pourra plus fonctionner ; supprimez trois cents gouvernants et elle n'en continuera pas moins de fonctionner »), serait la source d'inspiration du pouvoir technocratique. C'est par Engels que la thèse du dépérissement a pris forme et par Lénine qu'elle a été rétablie dans son authenticité, quoiqu'il soit courant d'en attribuer incorrectement la paternité à Marx lui-même. Sans la distorsionner, la thèse peut s'exprimer en une rigoureuse concision syllogistique : *comme l'État et les structures juridiques sont le produit d'une société divisée en classes, il n'y a qu'à supprimer cette division pour rendre superflus les phénomènes de l'État et du droit*. La cause étant supprimée, l'est aussi le conséquent.

La disparition des antagonismes de classes aura donc pour effet l'extinction de l'État prolétarien (ou officiellement, de la « dictature révolutionnaire du prolétariat ») qui laissera à la toute fin le champ libre à la phase suprême de la construction de la société communiste. Nous ne sommes pas en face d'une proposition mineure, d'appoint ou de circonstance, pour des fins d'une rhétorique propagandiste par exemple. Avec plusieurs autres, Albert Brimo soutient que cette théorie « est au centre de l'argumentation marxiste, la clé du système ». Le dépérissement ne s'analyse pas, non plus, comme quelque objectif téléologique, se perdant plus ou moins dans les zones fumeuses d'une philosophie de l'histoire illimitée. Il s'agit du « principe même de la légitimité de l'État prolétarien ¹⁶⁸ ».

Bref, ce dernier n'a pas pour vocation de s'étendre en devenant, par exemple, plus « populaire ». Nous sommes de nouveau renvoyés au renversement de la dialectique hégélienne. Pour l'auteur des *Principes de la philosophie du droit* (1821), l'État, manifestant l'absorption du tout dans l'idée finalement réalisée, était présenté comme le

¹⁶⁶ Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825), petit-neveu du célèbre mémorialiste de la fin du règne de Louis XIV et de la Régence, chef de l'école sociopolitique des *saints-simoniens* et auteur du *Catéchisme des industriels* (1823-1824). On range d'habitude sa doctrine dans la catégorie des socialismes utopiques.

¹⁶⁷ K. Stoyanovitch, « La théorie marxiste du dépérissement de l'État et du droit », *Archives de philosophie du droit* (n° 8 : *Le dépassement du droit*), Paris, Sirey, 1963, p. 131. L'auteur avait précédemment écrit : « La théorie du dépérissement de la règle de droit n'est pas une invention marxiste. On la trouve aussi bien chez certains penseurs individualistes que chez bon nombre de socialistes, comme le prouve indirectement du reste l'anarchisme, partisan par excellence de cette théorie et qui est à la fois individualiste et socialiste » (p. 126).

¹⁶⁸ Albert Brimo, *Les grands courants de la philosophie du droit et de l'État*, Paris, Éditions A. Pédone, 1978, p. 497.

couronnement de l'histoire. Ce qu'on peut concevoir de comparable dans la pensée marxiste serait exactement l'inverse, quelque non-État...

L'emploi des mots « dépérissement » et « extinction » montre bien qu'il ne s'agit pas de suppression brusque ou d'abolition de l'État tout simplement, ainsi que le réclamaient les anarchistes conséquents à la même époque. Le phénomène en cause est une progression, inévitablement lente et sans étapes nettement découpées. Du reste, de façon générale, Marx se défendait bien de donner « des recettes pour les marmites de l'avenir » ; et dans *l'État et la révolution*, Lénine se portait garant qu'« il n'y a pas un [192] grain d'utopisme chez Marx ». Sur la doctrine du dépérissement, s'il fallait rendre à chacun son exact dû, il faudrait, à ce point du développement, multiplier les textes du grand trio Engels-Marx-Lénine, préciser les circonstances et les dates, etc. Ce serait autant d'espace enlevé à l'examen de ce que deviendra la théorie dans la pratique soviétique.

Il importe, toutefois, de faire une exception pour ce passage synthétique d'Engels dans *l'Anti-Dühring*. Elle présente l'intérêt d'articuler en quelques lignes presque tous les éléments fondamentaux du raisonnement :

Le premier acte par lequel l'État s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière - la prise de possession des moyens de production au nom de la société - est, en même temps, le dernier acte propre de l'État. L'intervention du pouvoir d'État dans les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction des processus de production. L'État n'est pas aboli : il dépérit ¹⁶⁹.

Oui.... mais à quelles conditions, dans combien de temps ? La notion et le terme de *transition* vont jouer après Lénine un rôle majeur dans les interprétations officielles plutôt embarrassées. Car, dans la phase prolétarienne ou transitoire, l'État subsiste, mais c'est un autre État qui a déjà supprimé l'État bourgeois, et qui reste l'expression juridique des intérêts d'une classe, le prolétariat au lieu de la bourgeoisie. Ce n'est donc que dans la phase suivante que se produira l'extinction de l'État alors que cessera l'insuffisance dans la production économique, qu'il n'y aura plus de division du travail et encore moins de classe prolétarienne. Comment cela se produira, Lénine s'en est

¹⁶⁹ [Anti-Dühring](#), tome III, Édition Alfred Coste, Paris, 1933, p. 48. À noter l'avant-dernière phrase, souvent citée de mémoire en forme d'axiome et qu'on attribue faussement à Marx. La citation est d'ordinaire amputée de ses derniers mots : « ... et la direction des processus de production ».

préoccupé dès 1917 dans *l'État et la révolution* et dans une conférence intitulée *De l'État*, qu'il prononça à l'Université Sverdlov de Moscou en 1919.

Ses successeurs reprendront la théorie pour réaffirmer l'objectif lointain de la deuxième phase, tout en arguant que l'étirement de la première n'en constituait pas un ajournement indéfini. Il fallait, au contraire, consolider l'État socialiste pour que soit possible un jour le dépérissement. La société sans État ne peut être que la conséquence d'une société sans classe et qui est, aussi, une sorte de société d'abondance. On le sait, l'histoire allait se dérouler tout autrement. La dictature du prolétariat s'est confondue avec celle de l'État socialiste. Ce nouvel État soviétique développait encore son centralisme et semblait tourner carrément le dos à ce qui pouvait lui rester de velléité démocratique. Le résultat net de l'opération a été un renforcement continu et progressif de [193] l'État, à l'antipode du moindre processus de dépérissement, pourtant toujours inscrit au credo officiel.

À ce point, on ne peut éviter d'évoquer quelques tours de passe-passe idéologiques, parfois proprement sophistiqués, de grands leaders soviétiques. Voyons Staline soutenant que Marx et Engels avaient certes raison pour leur époque, mais aussi qu'ils n'avaient pas prévu les conditions de notre siècle, mésestimant en particulier les facteurs extérieurs ou internationaux. C'est ainsi qu'ils supposaient des circonstances favorables qui ne se sont pas produites, soit « l'encerclement socialiste ». Le contraire ayant eu lieu, « l'encerclement capitaliste », en sus du « cordon sanitaire » d'après 1917, tant que ces conditions adverses ne seront pas disparues l'État soviétique devra se renforcer au maximum, à l'intérieur, afin de faire face à toute éventualité et pour assurer, à l'extérieur, la mission universelle de la grande patrie du socialisme.

L'histoire a déjà enregistré son verdict sur le *stalinisme* qui a constitué une des plus puissantes et désespérantes machines étatiques de tous les temps. Déboulonnant la statue du « génial père, etc. » au XXe Congrès du parti communiste de février 1956, son successeur, Khrouchtchev, laissera tomber, entre autres aménités, celle-ci : « Les principes léninistes de direction ont été bafoués après la mort de Lénine, y compris celui-là » (le dépérissement).

En octobre 1961, au XXIIe Congrès du PCUS, Khrouchtchev se targue de renouveler fidèlement les principes de Lénine sur la question, tout en tenant compte de la situation internationale. Pour passer du socialisme d'État au principe (saint-simonien) de « chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », il faut créer d'abord les

bases économiques, sociales et politiques de l'État socialiste. Deux décennies (menant à 1981 ...) seront requises pour construire dans ses grandes lignes la société communiste : 1. création d'une base matérielle et technique permettant à l'Union soviétique de dépasser le niveau des pays capitalistes les plus évolués et de prendre la première place dans la production par tête d'habitant ¹⁷⁰ ; 2. fusion des classes d'où sortiront les traits du futur homme de la société communiste ; 3. participation de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques. La société sera alors à même de se préparer à réaliser complètement les principes de l'auto-administration communiste. Au-delà de cette phase, celle de la construction de la société communiste proprement dite suivra : elle sera d'une durée indéterminée, mais on sait qu'elle sera fort longue.

Il restait au Secrétaire général d'expliquer pourquoi l'État soviétique, dès le début de la première phase, devait encore se renforcer. D'une part, l'antagonisme de classes ayant disparu, il devient possible de [194] « transformer l'État de la dictature du prolétariat en État du peuple tout entier ». Mais, il se trouve aussi que les tâches que la société ne peut accomplir qu'avec l'aide de l'État n'ont pas encore été réalisées jusqu'au bout. Khrouchtchev incite au réalisme : « L'État sera conservé longtemps après la victoire de la première phase du communisme. Le dépérissement de l'État durera fort longtemps et s'échelonnera sur toute une époque de l'histoire ; il ne s'achèvera que lorsque la société sera parfaitement mûre pour s'administrer elle-même ». Il faut même prévoir une période mixte pendant laquelle vont « s'entremêler les éléments de la direction d'État et de l'auto-administration sociale ». Une dernière redondance avait tout l'air d'un renvoi aux calendes grecques, peu susceptible en tout cas de rassurer les inquiets ou d'inquiéter les réalistes : « Ce n'est qu'avec la construction d'une société communiste en URSS et la victoire et la consolidation du socialisme dans l'arène internationale que l'État deviendra inutile et disparaîtra ».

Tout ce discours ressemblait fort à une pétition de principe : l'État disparaîtra quand les causes de son extinction ou évanouissement auront fait leur oeuvre. Ces facilités du raisonnement furent dénoncées par des communistes de l'extérieur, Chinois et Albanais, mais principalement par Togliatti d'Italie et par Kardeľj et Djilas de Yougoslavie, le pays-laboratoire de l'autogestion. Les indices d'un début de « libérali-

¹⁷⁰ Presque trente ans après cette précision optimiste, on sait ce qu'il est advenu de cet indice quantitatif !

sation » après la mort de Staline étaient vraiment trop faibles ¹⁷¹ pour valider l'assertion que le processus de dépérissement était déjà amorcé.

Par ailleurs, les théoriciens du régime se mirent à développer l'argumentation, pour le moins paradoxale, que le renforcement actuel de l'État, loin de signaler un abandon ou une révision de la thèse du dépérissement, en était une condition d'application ! Pour deux raisons, la première historique, la seconde logique. Lénine ne pouvait prévoir l'exigence des délais ou la longueur des étapes, tout comme Engels et Marx ignoraient les caractères généraux de notre époque. L'argument de logique grinçait davantage : le dépérissement à venir est en germe dans le renforcement actuel puisque ce dernier est nécessaire pour que l'État puisse décréter sa propre extinction. Encore plus fort, comme prouesse dialectique, s'affirmait vaille que vaille ce raisonnement circulaire selon lequel la justesse de la théorie se prouve par le fait qu'elle explique au moins pourquoi le dépérissement ne peut pas encore s'accomplir !

Sous le règne de Brejnev, le plus long à l'exception de celui de Staline, et sous les gouvernes transitoires d'Andropov et de Tchernenko, le débat sur cette question idéologique - comme sur tant d'autres - a été mis en veilleuse. La mort de Souslov en janvier 1982 signalait peut-être, à sa façon, la « fin de l'idéologie » propre à un régime qui doit établir [195] sa cohérence profonde à des plans plus pragmatiques de la vie collective. Le renouvellement d'un article de la doctrine révélée pouvait attendre, à moins qu'on n'ait trouvé de plus grands avantages à un oubli complet et définitif.

La rencontre de Hegel, le maître philosophe de cette espèce d'hypostase de l'État, avec le non moins génial disciple dissident, prônant plutôt une déconstruction à venir de ce même État : voilà bien d'abord deux dialectiques d'origine procédant de bases contraires, mais aussi deux destins-résultat diamétralement inverses pour une même institution. La vie concrète et multiforme, quotidienne et transéculaire des États va continuer à se dérouler entre ces deux extrêmes jamais atteints et ayant plutôt tendance à osciller à l'intérieur d'une zone médiane assez étroite. Cette « vie » étatique n'a

¹⁷¹ Après avoir relevé les indices juridiques (en matière pénale, en organisation judiciaire - principalement les tribunaux de camarades ou d'honneur -, en organisation administrative), Gérard Lyon-Caen conclut : « L'impression qui finalement ressort de cette juxtaposition des principes théoriques et de leur mise en oeuvre, est une impression d'hésitation, et ceci en un double sens : hésitation de la part des dirigeants à se priver de moyens d'action éprouvée depuis l'Empire romain ; hésitation aussi devant les procédés techniques susceptibles de réaliser au mieux le transfert de compétences » (« Mise au point sur le dépérissement de l'État », *Archives de philosophie du droit*, n° 8, Paris, Sirey, p. 124).

rien de mystérieux qui n'échappe pas à des analyses de types divers ; et ce serait plutôt cette qualité même d'immanence de l'État qui n'a pas fini de faire mystère. Marx, instruit sur ce point par l'anthropologie de Engels, présente sa solution, donnée au départ, et qui paraît aussi excessive que celle de Hegel : la tendance vers le Rien étatique après la marche vers le Tout. Sur ce point, Marx accuserait son « idéalisme » à l'intérieur de sa vaste construction du matérialisme historique.

Mais si, par dépérissement graduel, l'État en venait à disparaître vraiment, pourrait-on s'en rendre compte et comment ¹⁷² ? S'il est concevable de penser une société de suffisance, ou même d'abondance, avec une juste répartition des biens - ou s'en approchant -, il devient moins aisé d'imaginer le modèle d'une société sans classe - que divers socialismes d'État, à la suite de celui de l'Union soviétique, aspirent encore officiellement à réaliser. Mais comment imaginer, en plein XXe siècle, une société vaste, complexe, différenciée et moderne sans un État, ou encore sans ce qu'on appelle, dans d'autres contextes, un État minimal ? C'est la difficulté implacable sur laquelle ont buté différemment Engels et Marx, Lénine, Staline et Khrouchtchev et leurs théoriciens patentés, d'autant qu'ils refusaient la fuite en avant de l'utopie (sur cette piste brouillée, mais où tout s'arrange...). D'ailleurs les textes sur la question, à l'exception de quelques pages d'Engels qui y croyait vraiment au « dépérissement », sont d'un laborieux !

Un défaut gauchit notre sommaire de cette thèse. Nous avons tout le temps parlé d'« État » et non pas de « Parti ». Or, l'État en question est beaucoup de choses, mais, avant tout et décisivement, une « partitocratie ». Ce sont les structures et effectifs du Parti unique qui donnent vie et substance à l'organisation et aux fonctionnements de l'État soviétique. S'il venait à dépérir jusqu'à disparaître, qu'advviendrait-il du Parti qui [196] *l'informe* à ce point ? Comment concevoir une totale communion entre la population et le Parti, et sans que ce dernier n'occupe nécessairement l'espace libéré qu'entraînerait la fin des structures étatiques formelles ? Quel changement réel y aurait-il à passer d'un État-Parti à un Parti-État ?

¹⁷² En conclusion de son étude, Stoyanovitch soulève une question hypothétique intéressante : « Si en effet on nous annonçait un jour que l'État est définitivement aboli et que la direction nouvelle de la société n'est plus l'État, mais un non-État, nous n'aurions aucun moyen de vérifier l'authenticité d'un tel événement, ce qui fait que l'annonce de son accomplissement serait, pour nous, purement gratuite, à la seule différence certaine qu'à un nom en serait substitué un autre » (op. cit., p. 143).

Depuis une trentaine d'années, la théorie du dépérissement de l'État s'éteint comme par désuétude. Si elle avait été quelquefois renouvelée, c'est que deux secrétaires généraux du Parti, Staline et Khrouchtchev, estimait moins dommageable de maintenir cette conclusion rose dans l'idéologie officielle que de l'abandonner aux rayons sans utilité des reliques vénérables. À défaut d'un paradis dans l'au-delà, le mythe d'un futur coin de paradis sur terre, que serait bien cette société arrivée à sa « phase supérieure » par l'absence d'État, comportait quelques avantages.

Le principal d'entre eux, mais non avoué par les grands leaders soviétiques, semblait consister à décharger le Parti, hommes et appareils, de ses insuffisances en les imputant globalement, à un État mi-fictif et totalement rigide, mais, surtout, finalement voué à disparaître... Mythe rousseauiste en son fond, mais également renversé par Marx, puisque l'État, part impure de la Société, ne s'éteindra que lorsque, en définitive, les socialistes l'auront tous mérité ! L'ampleur du démerite se mesurerait peut-être au fait que, dans tous les systèmes, l'État en cette fin du XXe siècle a plutôt tendance à croître et à se renforcer, nullement à dépérir, à s'éteindre.

Puis, vint Mikhaïl Gorbatchev...

Les autorités soviétiques avaient manqué de limpidité à propos du désastre de Tchernobyl de 1986. C'est en conséquence correctrice que l'attitude inverse de la glasnost avait commencé à prendre corps. La transparence, par son aspect franc jeu, n'aurait qu'un rapport lointain ou même paradoxal avec le dépérissement. On ferait désormais montre de probité publique pour admettre des négligences notoires et des vétustés techniques. De son côté, la restructuration n'a aucun rapport, si ce n'est de pure contradiction, avec le dépérissement de l'État. Il s'agit de politiques réelles et actuelles, commandant un tout autre niveau d'analyse. D'autre part, la dynamique globale de la perestroïka, déclenchée en 1986, est loin d'être achevée. Toute tentative d'en rendre compte devient tout de suite déphasée par l'actualité de faits nouveaux, ne finissant pas de se bousculer aussi bien en Europe de l'Est qu'en Union soviétique. Enfin, la « révolution venue d'en haut », selon l'expression même de Gorbatchev, n'est plus tellement dirigée par son instigateur et ses protagonistes. Dans ces conditions, est-il besoin d'autres raisons pour devoir nous confiner à [197] une étude de type thématique (pour ne pas dire strictement conceptuelle) de la perestroïka ?

Le livre de Mikhaïl Gorbatchev, justement intitulé *Perestroïka*, et ayant comme sous-titre *Vues neuves sur notre pays et le monde* ¹⁷³, constitue plus qu'une référence indispensable ; son contenu devient l'objet même d'une première analyse selon l'intention contrastante exprimée au début. Nous avons dès maintenant la chance de pouvoir disposer du dossier clé sur la question, et que ne manqueront pas sans doute d'examiner plus tard les historiens critiques de l'époque gorbatchevienne. L'auteur nous confie d'abord qu'il a écrit ce livre « à la demande d'éditeurs américains ¹⁷⁴ ». L'initiative constituait aussi un acte de politique extérieure, dans la foulée d'une série de grandes manoeuvres diplomatiques qui, à partir du milieu de la décennie 1980, se sont concrétisées par des accords spectaculaires, notamment en matière de désarmement et d'*arms control*, ainsi que par le retrait de l'Armée rouge de l'Afghanistan. D'un mot, Gorbatchev voulait profiter de cette ambiance de la « fin de la guerre froide » qu'il avait réclamée avec insistance pour pouvoir mettre la vapeur sur les réformes internes de la perestroïka. Il y avait plus que simple concomitance entre les deux ordres de phénomènes, se déroulant à l'externe et à l'interne : le successeur de Brejnev avait absolument besoin d'une accalmie internationale ¹⁷⁵ pour lancer à l'intérieur son vaste train de réformes que lui-même qualifiera de « révolutionnaires ».

Dès l'avertissement « au lecteur », Gorbatchev lui avoue avec simplicité qu'il ne prétend « disposer d'aucune solution universelle ¹⁷⁶ ». Se posant comme l'homme du nécessaire renouveau, le dernier secrétaire général du parti ne met pas en cause les erreurs et inepties de ses prédécesseurs ; mais il tient à démontrer son attachement à la tradition encore vénérable de Lénine qu'il cite le plus souvent possible. La perestroïka est lancée depuis une couple d'années quand paraît son livre. À l'intérieur du pays, ses résultats se font attendre, y compris au plan le plus visible et nécessaire de la production et des approvisionnements de biens de consommation courante. Alors que « Gorby » jouit d'une cote de popularité inouïe à l'étranger et spécialement aux États-Unis, il ne trouvera pas dans son pays un appui comparable pour ses politiques hardiment novatrices. Qu'on se rappelle, en particulier, les contestations et huées dont il fut l'objet à la fin du défilé traditionnel du 1er mai 1990, sur la Place rouge...

¹⁷³ Publié en édition de poche dans la collection de poche « J'ai lu », Paris, Flammarion, 1987.

¹⁷⁴ Harper and Row Inc. de New York.

¹⁷⁵ D'ailleurs, la moitié de l'ouvrage, comportant une couple de cents pages, porte sur les rapports de l'URSS avec l'extérieur et s'intitule : « La pensée nouvelle et le monde ». Voir plus loin.

¹⁷⁶

La glasnost implique la tolérance d'une plus large opposition, à droite comme à gauche, ainsi que de formes nouvelles de contestations spontanées et même organisées. Sans mentionner l'inextricable problème des nationalités qui resurgit, ni la traditionnelle inertie bureaucratique, il [198] confie à son lecteur que ses politiques rencontrent de plus fortes difficultés que celles qui avaient été originellement prévues ¹⁷⁷. D'ailleurs, nous savons aujourd'hui que son radicalisme d'intention fut encore débordé par des conséquences peu attendues et davantage radicales, mettant en cause les bases même du régime depuis plus de soixante ans, comme, par exemple à l'hiver 1990, la fin du rôle dirigeant du parti monopoliste, question qu'on retrouvera plus loin.

La perestroïka a comme premier caractère d'être la réponse à une « urgence ». Depuis environ la mi-décennie 1970, « ce pays a commencé à perdre son dynamisme ». Personne ne comprenait très bien ce qui se passait : « Le gigantesque volant de la puissante machine tournait bien, mais l'engin dérapait, ou bien les courroies d'entraînement sautaient ». Bref, la stagnation totale, à cette phase déclinante du long règne de Brejnev. Heureusement qu'il reste le recours à « la force de la dialectique marxiste-léniniste, dont les conclusions sont fondées sur une analyse de la situation historique réelle ». Mais cette injection doctrinale n'était donnée qu'en passant pour introduire la perestroïka avec nombre de références à la fidélité léniniste comme son assise principale. Car le « concept global » de la perestroïka n'a guère besoin de définition scientifique puisque, par son « programme soigneusement préparé », elle est « quelque chose de clair pour nous ¹⁷⁸ ». Ses éléments en sont plutôt décrits simplement dans ces deux pages qui défient tout résumé :

Perestroïka, cela signifie surmonter le processus de stagnation, rompre le mécanisme de freinage, créer des systèmes fiables et efficaces pour accélérer le progrès social et économique et lui donner un plus grand dynamisme.

Perestroïka, cela signifie aussi initiative de masse. C'est le développement complet de la démocratie, l'autonomie socialiste, l'encouragement de l'initiative et des attitudes créatives, c'est aussi davantage d'ordre et de discipline, davantage de transparence, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de

¹⁷⁷ Après cette admission, il ajoute : « Nous avons dû procéder à un certain nombre de réévaluations. Cependant, chaque pas en avant accompli nous convainc davantage d'avoir pris la bonne route et fait ce qu'il fallait » (ibid., p. 10)

¹⁷⁸ Ibid., p. 16, 17-18, 18, 29, 41, 29.

notre société. C'est le respect le plus absolu pour l'individu et la prise en considération de la dignité de la personne.

Perestroïka, c'est l'intensification systématique de l'économie soviétique, le renouveau et l'épanouissement des principes du centralisme démocratique dans la gestion de l'économie nationale, l'introduction en tous lieux de méthodes économiques, le renoncement à une gestion fondée sur l'injonction et les méthodes administratives, l'encouragement sans réserve de l'innovation et de l'esprit d'entreprise socialistes.

[199] Perestroïka, cela signifie que l'on adopte résolument les méthodes rationnelles, que l'on est capable de donner une solide base scientifique à toute nouvelle initiative. Cela signifie la combinaison des grandes conquêtes de la révolution scientifique et technologique avec une économie planifiée.

Perestroïka, cela signifie le développement prioritaire du domaine social, avec pour objectif de mieux satisfaire les aspirations du peuple soviétique à de meilleures conditions d'existence et de travail, à de meilleurs loisirs, à une meilleure éducation et de meilleurs soins médicaux. Cela signifie un souci constant des biens spirituels et intellectuels, un souci de la culture de chaque individu et de la société dans son ensemble.

Perestroïka, cela signifie éliminer de la société les détournements de la morale socialiste, mettre réellement en pratique, les principes de la justice sociale. Cela signifie l'adéquation des paroles et des actes, des droits et des devoirs. C'est respecter le travail honnête et hautement qualifié, c'est surmonter les tendances nivelantes en matière de salaires et de consommation ¹⁷⁹.

On aura remarqué les paragraphes dont le « cela signifie ... » comportait un attrait particulier pour les couches populaires et ouvrières, soit le deuxième et les deux derniers. C'est à propos des valeurs en cause que l'opposition de droite se manifeste aussitôt, craignant une dilution du socialisme, et que celle de gauche va s'impatienter en criant ses aspirations et estimant que le processus n'évolue pas assez rapidement. Qu'on se rassure, dit Gorbatchev, il n'y aura de déperdition ni d'un côté ni de l'autre puisqu'il n'est question que de « davantage de socialisme, davantage de démocratisation ». D'ailleurs, ce qu'il propose se situe dans la droite ligne de l'histoire, et d'évoquer quelques dates dans la période d'après-guerre du XXe congrès du Parti de 1956, dégonflant la mythologie staliniste, le Comité central de 1964, qui vit le limogeage de

¹⁷⁹ Ibid., p. 41-41.

Khrouchtchev, la réforme économique de 1965, le tout s'achevant sur « le plus important », soit « l'initiative et la créativité des masses ». Ainsi donc « nous devons tabler sur la démocratisation encore et toujours ¹⁸⁰ ».

Que voilà des propos « révolutionnaires » ? Il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque « le mot clé » qui exprime l'essence de la perestroïka avec le plus de justesse est justement celui de « révolution ». Bien sûr, on ne mettrait pas « sur le même plan la Révolution d'Octobre, événement qui constitue un grand tournant dans les mille ans d'histoire de notre peuple et qui reste sans équivalent par la force de son impact sur le développement de l'humanité ». Mais pourquoi revenir, après 70 ans, à la notion de révolution ? La réponse de Gorbatchev à cette question tient [200] dans l'énumération de précédents historiques : en France, en Angleterre et en Allemagne, il a fallu respectivement quatre, deux et trois révolutions distinctes pour compléter - sans en employer l'expression - leur « cycle révolutionnaire » dont parlent les historiens. Pour la dixième fois, est invoquée l'autorité de Lénine qui n'hésitait pas à l'époque des Bolcheviks « à faire du "réformisme" chaque fois que c'était nécessaire pour faire avancer la cause de la Révolution dans de nouvelles conditions. Aujourd'hui, nous avons besoin de réformes radicales pour une transformation révolutionnaire ¹⁸¹ ».

Il s'agit tout de même d'une « révolution venue d'en haut » ? Dans des systèmes de la tradition classique, ces deux derniers mots pourraient signifier l'État. En régime de partitocratie, Gorbatchev traite naturellement des rapports du Parti et de la perestroïka, mais c'est bien avec quelque gêne visible. D'abord, chacun doit balayer devant sa porte, à quelque échelon du parti où il se trouve. Il faut se dégager des pratiques « du temps où il n'y avait pas la transparence ». D'ailleurs, « la restructuration implique qu'elle doit se poursuivre sur tous les lieux de travail, dans chaque collectivité, dans tous les systèmes de gestion, ceux du Parti, ceux de l'État - y compris au Politburo et au Gouvernement. La restructuration concerne tout un chacun... » Voilà donc « l'un des traits distinctifs de la perestroïka, trait qui fait sa force » de venir à la fois d'en haut et d'en bas, ce qui, d'ailleurs, est une garantie de son succès et de son irréversibilité. Puis suit cet autre passage de confiance dans « le peuple de base » sous le saint patronage, une fois de plus, de Lénine :

¹⁸⁰ Ibid., p. 44-45, 56.

¹⁸¹ Ibid., p. 64, 67.

Nous chercherons constamment à nous assurer que les masses, « le peuple de base », accèdent à tous leurs droits démocratiques et apprennent à s'en servir quotidiennement, d'une manière compétente et responsable. La vie se charge de nous confirmer de manière convaincante qu'à chaque grand tournant de l'histoire, dans les situations révolutionnaires, le peuple fait preuve d'une remarquable aptitude à écouter, à comprendre et à réagir si on lui dit la vérité. C'est exactement ainsi que Lénine a agi, même dans les moments les plus pénibles de la Révolution d'Octobre et de la Guerre civile, quand il s'adressait au peuple en toute franchise. C'est pourquoi il est d'une telle importance que la perestroïka maintienne un niveau élevé d'énergie politique et d'énergie au travail parmi les masses ¹⁸².

À la fin d'un premier chapitre, constitué d'une programmatique mobilisatrice sur la perestroïka, l'auteur-homme d'État prescrit, comme bonne mesure, de ne pas tomber dans le « révolutionnisme ». Mais à la question, parfois posée, si ce n'est pas aller trop loin, la réponse est non. [201] Il n'y a que deux possibilités : celle d'« une stagnation continuée » est refusée ; et celle d'une « perestroïka dynamique et révolutionnaire » reste la seule « possibilité raisonnable ». Quant aux « difficultés... sur la route de la perestroïka, nous les surmonterons : de cela je suis sûr ¹⁸³ ». Elle a dépassé le stade d'un projet, étant en marche depuis deux ans et demi. Gorbatchev en rend compte au chapitre suivant dont la longueur excède une centaine de pages. Contentons-nous de rappeler la structure de ce chapitre ¹⁸⁴ ainsi que de signaler deux courts passages typiques. À la demande des éditeurs (américains, rappelons-le), le secrétaire général reproduit six pages d'extraits de lettres reçues par des citoyens soviétiques, témoignant d'appuis fervents d'en bas aux responsables de la « révolution d'en haut ». L'autre passage porte sur une nouvelle conception du centralisme administratif qui « n'a rien de commun avec la réglementation étroitement bureaucratique des multiples facettes des collectivités de production, de recherche scientifique et de création. Il nous faut encore partager le travail entre le centre et les régions, changer l'esprit même des

¹⁸² Ibid., p. 74-75.

¹⁸³ Ibid., p. 75, 76, 77.

¹⁸⁴ Qui comporte pour titre : « La perestroïka est en marche : premières conclusions » et dont les sections sont : I. La société est mise en mouvement ; II. La nouvelle politique économique et sociale en action ; III. Sur la voie de la démocratisation ; IV. L'Occident et la restructuration (p. 81-191).

ministères et jusqu'à leur raison d'être ». Plus hardi peut-être encore est le projet d'une « démocratisation de la planification ¹⁸⁵ ».

La seconde moitié de l'ouvrage de Gorbatchev porte sur les relations de l'Union soviétique avec le monde extérieur, complément triangulaire à la perestroïka et de la glasnost. L'expression russe *novoye myshleniye*, difficile à prononcer et à retenir, pour signifier une « nouvelle pensée », des « vues nouvelles » en matière de relations internationales ne s'est pas imposée dans les langues étrangères comme les deux termes précédents. On pourrait dire qu'elle comprend une combinaison du sens de ceux-là dans leur application aux diverses relations avec le monde extérieur. Après un texte d'introduction générale sur ce thème, en autant de chapitres sont considérées les relations extérieures de l'URSS avec le monde socialiste de l'Europe de l'Est, avec les pays du tiers monde, avec les États de l'Europe occidentale et, enfin, avec les États-Unis.

Ces textes d'une élaboration fort variable sont aussi d'un intérêt très inégal. Celui qui porte sur *l'imperium* soviétique en Europe est le plus succinct (à peine 15 pages), tout en se présentant comme le plus platement conventionnel, ne laissant en particulier rien pressentir de la dégringolade de l'automne 1989 ! Le chapitre sur le tiers monde s'ouvre par l'examen des « conflits régionaux » et s'achève par d'opportunes considérations d'après-guerre froide sur « la coopération, pas la confrontation ». De loin, la « nouvelle pensée » portant sur les affaires européennes (« notre maison commune ») et l'ambiance psychologique des relations inter-Grands (« l'image de l'ennemi », « la main de Moscou », etc.) [202] exposent des perspectives plus stimulantes et novatrices, pouvant faire état des développements marqués et même spectaculaires des récentes années.

En conclusion, après avoir fait miroiter un « âge d'or » profitant « à tous les pays et à la communauté mondiale dans son entièreté », le maître, alors incontesté, de l'Union soviétique et infiniment populaire à l'extérieur, lançait un dernier coup de trompette en faveur de « la RESTRUCTURATION au sens plein du terme », car c'est

¹⁸⁵ Sur l'accolement inhabituel de ces deux termes, Gorbatchev précise : « Cela signifie que l'élaboration du plan - non pas formellement mais réellement - commencera dans les entreprises et les collectivités de travail. Ce sont elles qui programmeront leur production en se fondant sur les besoins sociaux, exprimés en objectifs chiffrés (...). Le Comité de planification de l'État devra abandonner tout ce qui est réglementation détaillée et contrôle quotidien du travail des ministères et des départements, et ces derniers devront en faire de même vis-à-vis des entreprises » (ibid., p. 125).

par elle que « l'intégrité du monde sera renforcée ». D'ailleurs, fait-il observer, « si le mot russe "perestroïka" est si facilement entré dans le lexique international, ce n'est pas dû au simple intérêt pour ce qui est en train de se passer en Union soviétique. Aujourd'hui, le monde entier a besoin d'une structuration, à savoir un développement progressif, un changement fondamental ¹⁸⁶ ». *Honni soit qui mal y pense* et que, surtout, s'abstiennent les pharisiens de l'extérieur !

¹⁸⁶ Ibid., p. 373, 379, 378.

*La perestroïka comme refus de « déperir »
avant terme ou pour de mauvaises raisons*

La conclusion invite à resserrer le propos, tout en reprenant du champ avec retour à la liaison initiale. Les rapports directs entre la perestroïka de Gorbatchev et le dépérissement d'Engels n'apparaissent pas moins ténus, du fait de leur contradiction, qu'au début : d'une part, vision utopique vers un très lent dépérissement d'un État socialiste qui n'aurait plus d'autre fonction sociale à remplir que celle de sa propre extinction, étant devenu inutile dans une société sans classes ; de l'autre, une tranche d'actualité soviétique marquée par un vigoureux programme d'action collective pour réanimer et restructurer le régime soviétique, marqué surtout depuis l'ère Brejnev de gérontocratie et de « pétrification ¹⁸⁷ » généralisée. En constatant que, dans ce dernier cas, « l'État » non plus que le « Gouvernement » ne sont guère mentionnés qu'en passant, le contraste semblerait s'accroître encore. Mais peut-être pas tellement, en seconde réflexion, puisque l'autorité politique dominante dans le système soviétique depuis ses origines a toujours été exercée, sinon en plénitude, du moins en monopole décisionnel, par le Parti dont l'État n'est qu'un pâle calque formel.

La partitocratie n'était certes pas en train de déperir, de s'éteindre... Mais la mise en place soudaine de la perestroïka, nourrie de la glasnost qui a commencé à saper l'oligarchie des privilèges tout en instaurant ou permettant des canaux libres pour l'information désormais critique, comportait un principe d'éclatement du Parti communiste de l'Union soviétique [203] (PCUS). La démocratisation dont Gorbatchev brandissait l'oriflamme (davantage de démocratisation en même temps que davantage de socialisme) devait toutefois continuer à se faire à l'intérieur du Parti et selon les voies du « socialisme » léniniste, etc. Ou le leader s'est trompé lui-même en croyant opérer les réformes jusqu'au bout à travers le seul canal du parti unique ; ou, « élevé dans le sérail », il savait bien que ce n'était pas possible, mais qu'il lui fallait se porter garant de ce maintien pour pouvoir déclencher réellement le mouvement ; ou... autre chose... qu'on apprendra plus tard. Quoiqu'il en soit, les milieux diplomatique et soviétologique n'en sont pas encore revenus de la rapidité avec laquelle le fameux article 6 de la

¹⁸⁷ Voir « De la stabilité à la "pétrification" » dans *Le pouvoir confisqué* d'Hélène Carrère d'Encausse, Paris, « Le livre de poche », 1980, p. 239-258.

constitution soviétique a dû être abrogé, à l'hiver 1990, par le Plenum du Comité central. Ce texte constitutionnel emphatique sur le rôle directeur du PCUS illustre assez la simple part subsidiaire et symbolique de l'État soviétique comme tel :

Le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organes d'État et des organisations sociales. Le PCUS existe pour le peuple et au service du peuple.

Se fondant sur la doctrine marxiste-léniniste, le Parti communiste définit la perspective générale du développement de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS, il dirige la grande oeuvre créatrice du peuple soviétique, confère un caractère organisé et scientifiquement fondé à sa lutte pour la victoire de communisme. Toutes les organisations du parti exercent leur activité dans le cadre de la constitution de l'URSS.

Que reste-il après une telle abrogation ? De nouveaux espaces à occuper et, au moins, deux choses : une pluralité de partis, en compétition virtuelle pour la conquête de tous les pouvoirs, ce qui était déjà commencé au plan local ; aussi un Numéro Un dont l'autorité présidentielle sort elle-même renforcée de l'épreuve. Les conséquences de l'explosion d'un tel réseau partisan de pouvoirs, si vaste et maillé si fin, créent l'effet d'une décompression généralisée dont les médias nous entretiennent quotidiennement dans ses aspects spectaculaires. Zbigniew Brzezinski avance la prévision qu'en moins de deux ans, dans de telles conditions, le PC risque même de disparaître ¹⁸⁸. Le pluripartisme, cette plaie purulente des démocraties d'Occident, est tout à coup devenu le modèle institutionnel de la mère du socialisme qui avait pratiqué pendant 70 ans la dogmatique contraire. Sont aussi rangées au rayon idéologique des futures oubliettes du régime, les propositions lyrico-dogmatiques au sujet de l'Homme nouveau et de l'Avenir radieux, du Socialisme avancé [204] et de l'État du peuple entier, etc. Aujourd'hui, on parle bien plus prosaïquement rendement et approvisionnement, démocratisation et représentation, responsabilité et contrôle ¹⁸⁹. Tout comme dans ces pays où l'on ne parle pas de perestroïka ni de glasnost, tant ces choses, allant de soi, n'ont pas besoin d'être nommées...

¹⁸⁸ Dans *Newsweek*, le 19 février 1990. L'échéance sera plus courte...

¹⁸⁹ Dans son ouvrage sur la perestroïka, Gorbatchev semblait fier de monter en épingle la création d'un organe de « contrôle de la qualité » (op. cit., note 14, p. 80).

Il y a belle lurette que les idéologues du Parti ne se préoccupent pas de seulement mentionner le « déperissement », même lorsqu'ils continuaient à se servir d'expressions boursouflées comme l'Homme nouveau ou l'État du peuple entier, etc. Les questions eschatologiques de doctrine pure n'ont guère de pertinence lorsque la pratique est enfin admise comme foncièrement impure. Si l'on accorde à l'autorité en place sa légitimité du fait qu'elle prétend s'identifier à la société, son pouvoir peut se maintenir et fonctionner fort longtemps, mais la confusion entretenue sert toujours davantage le pouvoir en place que la société. Qu'un pouvoir se légitime du seul fait qu'il existe effectivement et se perpétue reste une encore plus faible base de légitimation. Le régime soviétique allait plus loin en prétendant faire reposer sa légitimité sur le principe même de l'abolition de la dichotomie classique entre pouvoir et société, ou entre les deux cultures politiques, celle qui pose l'unicité du premier et celle qui affirme la diversité multiple de la seconde. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que la glasnost suscite l'éclatement de crises de légitimité à la base. Il en sera ainsi aussi longtemps que les collectivités locales et leurs institutions n'auront pas la conviction de réussir à s'introduire efficacement dans le réseau, devenu plus complexe, d'une légitimation nouvelle s'alimentant d'une glasnost persistante et dont les citoyens soviétiques, d'instinct, ont pris l'habitude et le... goût !

La référence incantatoire à Lénine, dont on déboulonne maintenant la statue, suffit moins que jamais à amener l'avènement spontané des masses. Seul le Parti pouvait fournir les structures d'encadrement politique, la société soviétique en était devenue, non seulement appauvrie, mais, plus gravement encore, non spécifique ou plutôt réduite à une espèce de condition résiduelle. Au-delà des relents de la critique constante et des effervescences de la rue, la société, multiforme, manque de porte-parole adéquat ; et il n'est pas sûr que la seule multiplication des partis puisse y pourvoir. Youri Afanassiev, qui fut connu comme inspirateur de la perestroïka et conseiller important de Gorbatchev, passant en compagnie d'un invité près du tombeau de Lénine, laissait tomber cette réflexion : « Quand celui-ci sera enterré pour de bon, le peuple soviétique pourra enfin penser librement par lui-même ¹⁹⁰ ! ». Ici, il faudrait ouvrir une pa-

¹⁹⁰ Réflexion faite à Guy Sorman, et rapportée par celui-ci dans *Les vrais penseurs de notre temps*, Paris, Fayard, 1989, p. 220.

renthèse trop longue sur le rôle ambigu de l'intelligentsia qui accorde son appui à la [205] perestroïka, mais telle qu'elle est d'abord décrétée par le « despote éclairé ¹⁹¹ ».

Depuis 1986, comme en 1956, et en 1964-65, les experts des choses soviétiques ont été pris par surprise. Cette fois-ci, loin qu'un sujet d'étonnement chasse la précédente, les surprises cumulent ! Certains récusent les explications des changements par la force d'un homme, fût-il hardi et charismatique, et posent l'inévitable problème de sa survie politique. Selon d'autres analystes, il y aurait des constantes de fond dans l'histoire de la société russe expliquant l'éveil populaire actuel - la révolution d'en bas - par un phénomène de maturation sociale arrivant à point nommé et auquel il a été porté trop peu d'attention ¹⁹². D'autres estiment que derrière les contestations de la rue et des groupes, tant qu'il ne se produira pas de profonds changements « systémiques ¹⁹³ », on ne saurait parler de révolution véritable. La vérité c'est que, devant l'ampleur et l'inédit de l'événement, la phase terminale de l'évolution est proprement « imprévisible ¹⁹⁴ ».

Pour une raison très simple et pourtant difficile à percevoir : quand un régime, reposant depuis si longtemps sur la force et la conformité entretenue par la peur, s'ouvre soudainement au vent d'une liberté nouvelle, tout y devient possible, y compris une reconduction déguisée sous des appellations nouvelles. Le plus étonnant dans les transformations en cours, c'est l'admission unanimiste d'un échec aussi généralisé. Mais le plus désespérant est bien la non-existence d'une véritable alternative, en quoi ces transformations vont rester mutationnelles sans devenir proprement révolutionnaires. Comment réformer en profondeur le socialisme sans sortir du « socialisme » institué des vieilles habitudes ? Il y a aussi la bureaucratie qui n'a pas à s'accrocher tant elle s'est incrustée dans le système.

¹⁹¹ Autre réflexion candide d'Afanassiew, bien placé pour la faire, à son hôte : « Personne ne peut être en avance de Gorbatchev, puisqu'il est le chef et que c'est lui qui dit jusqu'où on peut aller » (ibid.).

¹⁹² C'est notamment l'attitude adoptée par un professeur britannique, Geoffrey Hosking (*The Awakening of the Soviet Union*), Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1989). Parmi ce qu'il appelle les « coutumes communautaires », l'auteur remonte au mir russe, aux soviets d'usine, aux cercles étroitement solidaires de l'intelligentsia de l'époque tsariste, qui entretenaient l'esprit d'une glasnost au siècle dernier et lors des révolutions de 1905 et 1917.

¹⁹³ William Odum « The future of the Soviet political system » (*P.S. : Political science and politics*, vol. XXII, n° 2, juin 1989) : « ... we have yet to see policy initiatives... promise systemic change » (p. 196).

¹⁹⁴ C'est l'avis du spécialiste renommé Alec Nove dans *Glasnost in action* (Boston, Unwin Hyman, 1989).

La grande muette est évidemment l'Armée rouge. Depuis le sort dévolu au maréchal Zhukov, il n'est même plus fait mention de quelque bonapartisme. Ce peut être une autre illusion, mais le KGB dont la mission est d'agir en silence semble actuellement d'une docilité exemplaire. La jeunesse, comme d'habitude est partout et nulle part, sans apparemment s'assigner de mission spéciale dans les circonstances.

Et je n'ai pas encore trouvé le moyen de parler des nationalités. Une spécialiste annonçait avec dix ans d'avance l'éclatement de l'empire ¹⁹⁵. Que cela ait déjà commencé à se produire sur le tard ou dans des régions qu'on ne prévoyait pas ne montre pas moins la permanence du problème structurel de cette « prison des nationalités » qu'était l'empire des tsars (selon une expression de Lénine). Le moins qu'on puisse dire à ce sujet, [206] c'est que cet « éveil des nationalités », pour employer un euphémisme, constitue la plus sérieuse diversion, fortement négative, au déroulement quelque peu ordonné de la perestroïka : *restructurer* qui et quoi, et surtout d'après quel principe d'autonomisation ou de réduction d'une nouvelle réassociation interethnique ? La restructuration socio-politique risque d'être débordée avant d'arriver à terme et son énergie humaine, engloutie dans des tourmentes d'émancipations nationalitaires dans le plus vaste empire terrestre contigu qui ait jamais existé.

Au temps jadis, Pierre le Grand, naguère Vladimir Lénine avaient tenté le gros oeuvre d'une modernisation de fond en comble de la Grande Russie ; maintenant s'y applique en Union soviétique et, avec une fervente intensité, Mikhaïl Gorbatchev. Si, comme ces deux prédécesseurs, il n'échoue pas complètement après tous les mouvements que, poussé par la nécessité et de sang-froid, il a libérés, l'Histoire décrètera qu'il était d'une audace et d'une taille comparables. Mais, en toutes hypothèses, si l'URSS éclate par une combinaison de facteurs, ses morceaux « étatiques », eux, ne déperiront pas...

FIN

¹⁹⁵ Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, (Paris, Flammarion, 1978). Un autre soviétologue français Alain Besançon concluait une récente étude par une proposition radicale : « La dissolution de l'URSS en ses nations constituantes est le préalable obligé à la sortie du communisme. Réciproquement, toute politique de notre part tendant à maintenir la structure unitaire de l'URSS la maintient de ce fait dans le communisme. Il faut préparer la Russie à accepter cette dissolution » (« Les atouts de Gorbatchev : une évaluation », Jean-Marie Benoist et Patrick Wajzman, *Après Gorbatchev*, Paris, La Table ronde, 1990, p. 108).